


Un an après, où va l'Amérique ?

Reportages, analyses, sondage : un numéro spécial sur la marche du monde après l'onde de choc du 11 septembre 2001

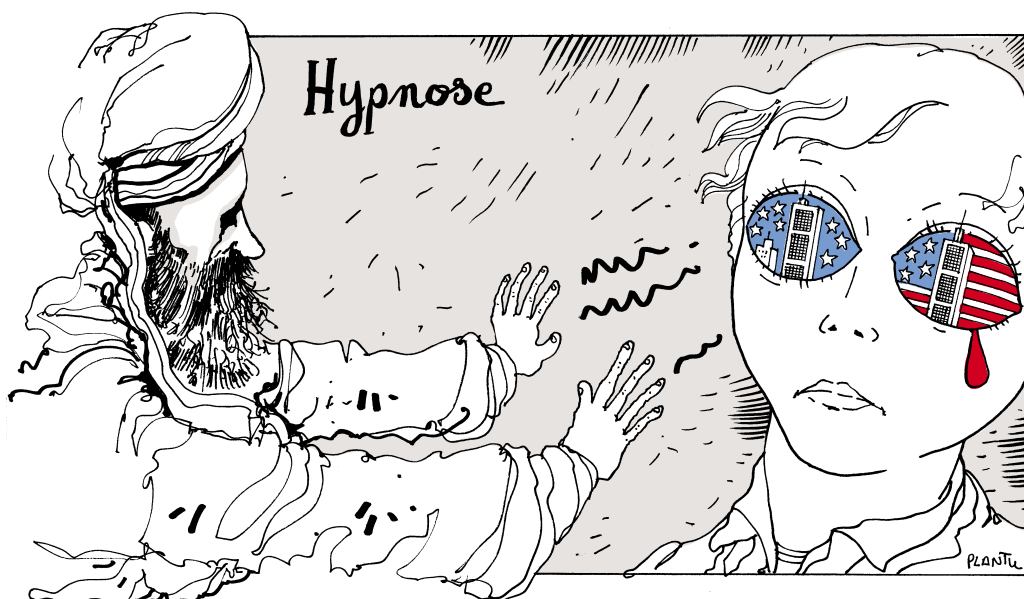
SÉRIE
HORIZONS



VILLES D'ISLAM
Les tourbillons du Caire
La Palestine bien plus que Ben Laden p. 14

● **La commémoration** : Un an après les attentats du 11 septembre 2001, les Etats-Unis se souviennent. Mercredi, le président George W. Bush y consacra toute sa journée, s'adressant à la nation dans un discours télévisé. Entre souvenir et mises en garde, New York se sent toujours aussi vulnérable : le reportage de notre correspondant et le témoignage d'un capitaine de ferry. p. 2

● **L'aveu de Ben Laden** : Le chef du réseau terroriste Al-Qaïda, dont on ne sait s'il est encore en vie ou s'il a été tué dans les bombardements américains sur l'Afghanistan, se manifeste. La chaîne de télévision qatarie Al-Jazira a diffusé une bande audio où il se félicite des attentats, qu'il revendique de fait. « Lorsque nous évoquons les conquêtes de New York et de Washington, déclare-t-il, nous parlons de ces hommes qui ont changé le cours de l'histoire et purifié la nation. » Depuis un an, la communication d'Al-Qaïda semble avoir été parfaitement maîtrisée. En Asie du Sud-Est, le deuxième front de cette guerre. p. 3



● **Les Français et l'Amérique** : Notre sondage Sofres. Depuis un an, l'image des Etats-Unis s'est fortement dégradée. Les commentaires de Philippe Roger. p. 4

● **L'ONU et l'Irak** : L'Assemblée générale s'ouvre sur les incertitudes du dossier irakien. Jeudi, un discours du président Bush. Les Kurdes préparent l'après-Saddam Hussein. p. 5

● **Débats** : L'écrivain Michel del Castillo contre la guerre qui vient p. 15

● **Kiosque** : Le Japon doit-il dire « non » à George W. Bush ? p. 16



L'ombre d'Al-Qaïda

DANS un cahier spécial en vente toute la semaine, *Le Monde* décrit et analyse les suites du 11 septembre 2001. De Kaboul à Bagdad, des blessures psychologiques à l'obsession sécuritaire. 24 pages pour mieux comprendre. Et l'éditorial de notre directeur, « L'impasse américaine ».

The New York Times

LES analyses du plus grand quotidien américain un an après. Un cahier de 12 pages en version originale.

VIVENDI
L'enquête de la COB confirme les pressions sur l'audit de VU p. 18



ROL-TANGUY
La mort d'un héros de la Résistance p. 9 et 29

LOI DE FINANCES 2003
Les derniers arbitrages du gouvernement p. 8

MUSIQUES
Piratage : éditeurs contre internautes p. 24

POLLUTION
Les eaux de Bretagne p. 13 et notre éditorial p. 17

International.....	2	Marchés.....	22
Union européenne.....	7	Aujourd'hui.....	24
France.....	8	Abonnements.....	26
Société.....	10	Météorologie.....	28
Régions.....	13	Jeux.....	28
Horizons.....	14	Carnet.....	29
Entreprises.....	18	Culture.....	30
Communication.....	21	Radio-Télévision.....	35

COMMUNICATION

Le retour de Tapie à la télévision



FRAPPÉ de condamnations et endetté, Bernard Tapie revient à ses débuts : la télé, avec « A tort ou à raison », sur TF1. Lire page 21

Inondations du Sud-Est : bilan dramatique

AU MOINS seize personnes ont perdu la vie et dix-huit autres sont toujours portées disparues, mardi 10 septembre au matin, après les violentes inondations qui ont noyé le sud-est de la France, surtout le Gard, l'Hérault et le Vaucluse. Le premier ministre, Jean-Pierre Raffarin, s'est rendu près de Sommières, un bourg médiéval du Gard de 3 600 habitants, et a annoncé le déblocage d'une « première enveloppe d'urgence de 10 millions d'euros ». La situation est particulièrement



DOMINIQUE FAGET/APP

critique dans le Gard : 600 millimètres d'eau sont tombés en 24 heures à Anduze. Plusieurs ponts se sont effondrés, 150 000 lignes téléphoniques ont été coupées, la circulation restait très perturbée dans la région. Les conditions météorologiques semblaient plus favorables mardi, seule la situation à Lunel (Hérault) suscite encore l'inquiétude.

Lire page 10 et la chronique de Pierre Georges page 36

L'épouse délaissée discrédite Jack Welch, patron mythique

RIEN NE VA PLUS pour Jack Welch ! L'ancien PDG de General Electric (GE), désigné en 2000 comme le « manager du siècle » par le magazine *Fortune*, est désormais cloué au pilori par la presse américaine. La cause ? Son train de vie dispendieux aux bons soins de l'entreprise qui l'avait fait roi – et dont, en vingt ans, il a multiplié la valeur boursière par quarante. Embourbé dans une interminable procédure de divorce, l'ancien patron le plus admiré aux Etats-Unis doit affronter son adversaire le plus coriace : Jane Beasley Welch, sa femme depuis treize ans. L'épouse délaissée – au profit d'une journaliste de la *Harvard Business Review* – s'est vengée en racontant par le menu, dans les documents de divorce, les dépenses personnelles de son époux : des sommes qui n'avaient jamais été rendues publiques. On savait que M. Welch avait très bien négocié son départ : 16,7 millions de dollars reçus sous forme de prime en 2001. On savait également que son éditeur lui avait offert 7,1 millions de dollars pour l'écriture de sa seule biographie. Mais on ignorait que GE continuait à entretenir luxueusement son ancien patron. Au moment de sa retraite, en 2001, GE avait précisé aux actionnaires que l'entreprise proposerait à son ancien dirigeant « un accès à vie aux moyens et services dont il

avait bénéficié jusqu'à présent ». Apparemment, elle a généreusement tenu parole. M. Welch, qui est encore consultant de l'entreprise (pour 86 000 dollars d'honoraires annuels), bénéficierait d'un appartement de fonctions sur Central Park à New York au loyer estimé à 80 000 dollars par mois. Certaines de ses dépenses quotidiennes (vin, restaurant, teinturerie) seraient aussi prises en charge. Le groupe GE, qui demeure la première capitalisation boursière mondiale devant Microsoft, laisserait son ex-PDG disposer d'un avion privé et aurait équipé ses quatre maisons de télévisions satellites. Toujours selon son épouse, GE assurerait à son ancien et mythique patron une loge au Metropolitan Opera, des places VIP à Wimbledon et ses entrées aux matches de base-ball.

« C'est un réquisitoire contre le conseil d'administration, commente un expert interrogé par le *New York Times*. Tout cela constitue la plus effroyable utilisation des actifs de l'entreprise. » Ce grand déballage a eu lieu après que les époux eurent échoué à s'entendre sur une séparation à l'amiable. La fortune personnelle de M. Welch est estimée à 900 millions de dollars.

Laure Belot

POINT DE VUE

Demain, l'Europe puissance

par Noëlle Lenoir

L'EUROPE avance et les changements qui se préparent – élargissement, réformes institutionnelles – sont tels que certains se demandent si ses progrès ne se font pas au détriment de la place de notre pays, au point que la tâche centrale de nos diplomates, qui est de promouvoir nos principes et nos intérêts nationaux, serait remise en cause. Il importe ici de comprendre à quel point les relations entre Etats au sein de l'Union européenne n'ont que peu à voir avec les relations extérieures au sens classique, multilatérales ou bilatérales : la construction européenne apparaît en effet, sur bien des aspects, com-

me un élément constitutif de notre politique intérieure qu'elle oriente, contraint ou aiguillonne. La négociation, cœur du métier diplomatique, se noue ici entre des partenaires liés par des traités et animés du même objectif de coopération. Ceci a deux conséquences pour notre diplomatie dans l'espace européen : elle est plus que jamais un élément vital de la conduite du pays, car les relations avec les autres pays membres et les institutions de l'Europe structurent toujours plus avant notre quotidien ; elle est appelée à explorer des champs d'action nouveaux, susceptibles d'accroître notre capacité d'influence.

L'heure est propice à un nouvel élan du travail diplomatique, car le socle économique des relations intracommunautaires – le Marché commun et l'euro – est désormais bien établi. Et la priorité revient dès lors au processus politique. Soyons clairs : bâtir l'Europe ne signifie pas sonner le glas des souverainetés étatiques mais, au contraire, développer en parallèle des domaines de « souveraineté partagée ».

Lire la suite page 15

NOËLLE LENOIR est ministre déléguée aux affaires européennes.

CINÉMA

Tant d'autres manières de voir le 11 septembre



DES FAUBOURGS de Ouagadougou aux camps de réfugiés afghans en Iran, en passant par New York ce jour-là, onze cinéastes venus de onze pays différents tournent leur regard sur la catastrophe. Onze films de onze minutes pour dire autrement le 11 septembre. Quant au choc initial, il a été capté par la caméra des frères Naudet, qui racontent leur année. Lire pages 30 et 34

Le roman vrai d'une élection

ANNE SINCLAIR
CAMÉRA SUBJECTIVE

GRASSET

M 00147 - 911 - F - 1,60 €

INTERNATIONAL

L'APRÈS-11 SEPTEMBRE

Le président américain **GEORGE BUSH** doit consacrer sa journée de mercredi à commémorer les attentats du 11 septembre 2001. A New York, les traumatismes demeurent un an après les **ACTES TERRORISTES** qui

ont causé près de **3000 VICTIMES**. La menace terroriste d'Al-Qaïda demeure, ont fait savoir les autorités américaines qui ont lancé, lundi, une « *alerte mondiale* ». Lundi soir, la chaîne télévisée **AL-JAZIRA** a diffu-

sé une cassette audio dans laquelle Oussama Ben Laden se réjouit des **ATTAQUES-SUICIDES**. Au nom de cette lutte contre le terrorisme, l'administration Bush multiplie les initiatives pour convaincre la com-

munauté internationale d'agir contre le régime de Saddam Hussein. L'Assemblée générale des **NATIONS UNIES** s'ouvre mardi à New York. Jeudi, George Bush s'adressera aux représentants des 190 pays membres.

Un anniversaire dans l'obsession d'Al-Qaïda et de Saddam Hussein

L'Amérique commémore, mercredi, les attentats contre New York et Washington, alors que George Bush tente de convaincre la communauté internationale d'intervenir au plus vite contre le régime irakien au nom de la lutte mondiale contre le terrorisme

11 L'ANNIVERSAIRE DES ATTENTATS CONTRE NEW YORK ET WASHINGTON

LE MONDE ENTIER a de nouveau, cette semaine les yeux rivés sur New York où, après une journée totalement consacrée à la commémoration des attentats du 11 septembre 2001, mercredi, un débat dominé par la question de l'Irak doit s'ouvrir, jeudi, à l'ONU par un discours très attendu du président George Bush.

► **A New York**, à distance du trou béant de « Ground Zero », le traumatisme s'est effacé et la vie a repris son cours. Mais le sentiment persistant de vulnérabilité a fait perdre à la « Capitale du monde » son insouciance arrogante d'antan, rapporte notre correspondant Eric Leser. New York attend, mercredi après-

midi, le président américain qui, auparavant, doit aller se recueillir sur les autres théâtres des attentats : au Pentagone, éventré par un avion-suicide, puis à Shanksville, en Pennsylvanie, où s'était écrasé un Boeing détourné.

► **La lutte contre le terrorisme** devrait être le thème central du discours que prononcera le président américain, jeudi matin, à l'ONU. La menace en effet perdure et les Etats-Unis ont lancé, lundi, une mise en garde particulière contre des attentats pouvant viser leurs intérêts dans le monde à l'occasion de l'anniversaire du 11 septembre. Dans un communiqué intitulé « *Alerte mondiale* », le département d'Etat a demandé aux Américains à l'étranger d'être particulièrement vigilants.

► **La chaîne qatarie Al-Jazira** a diffusé, lundi, la bande sonore d'une déclaration sur les attentats du 11 septembre 2001 qu'elle attribue à



Oussama Ben Laden. Al-Jazira a dans le même temps diffusé un enregistrement vidéo montrant des « militants du réseau Al-Qaïda » de Ben Laden consultant des vues aériennes du Pentagone et un « *testament* » d'un des auteurs des attaques qui affirme avoir été entraîné par Ben Laden. La télévision a annoncé la diffusion intégrale de ce montage mardi soir.

► **L'Irak** est le sujet sur lequel le discours du président américain à l'Assemblée générale des Nations unies est le plus attendu. George Bush s'exprimera devant les représentants de 190 pays membres (la Suisse ayant officiellement intégré l'ONU mardi) et on attend qu'il tranche dans les déclarations assez disparates qui ont émané de l'administration américaine ces derniers mois quant à la perspective d'une intervention militaire en Irak. A deux jours de l'ouverture de ce débat, la

question de savoir si le Conseil de sécurité serait saisi du dossier irakien n'était pas encore tranchée. Le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, s'y est déclaré favorable et a exprimé sa vive inquiétude, notamment quant au « *lendemain* » d'une opération militaire en Irak. Lundi, le président français Jacques Chirac avait également réclamé que la décision revienne au Conseil de sécurité de l'ONU en avançant l'idée d'une résolution qui fixerait une date butoir à Saddam Hussein pour le retour des inspecteurs en désarmement en Irak.

► **George Bush** a poursuivi, lundi, ses démarches pour convaincre de la nécessité d'une intervention. Il s'est entretenu avec le premier ministre canadien qu'il a reçu à Detroit et, par téléphone, avec le chef du gouvernement danois, le président turc, le président égyptien et le secrétaire général de l'ONU.

L'adresse à la nation de George Bush

La journée du président George W. Bush doit être, mercredi, entièrement consacrée à la commémoration des attentats. M. Bush doit aller se recueillir sur les trois théâtres des attaques du 11 septembre 2001, au Pentagone, près de Washington, en Pennsylvanie et à New York. Sa journée, débutée au petit matin par un service religieux, devrait s'achever par une brève allocution télévisée à la nation. Le matin, à la Maison Blanche, M. et Mme Bush devraient observer une minute de silence à la mémoire des victimes des attentats, à l'instant précis où un premier avion de ligne détourné avait percuté la tour Nord du World Trade Center à New York.

Après une cérémonie au Pentagone puis une autre à Shanksville, en Pennsylvanie, où un Boeing 757 détourné s'était écrasé dans un champ, M. Bush et son épouse doivent se recueillir à « Ground Zero ». A 21 heures, le président doit s'adresser aux Américains lors d'une allocution télévisée, avec la statue de la Liberté en arrière-plan.

Un an plus tard, entre souvenir et mises en garde, New York se sent toujours aussi vulnérable

NEW YORK
de notre correspondant

Au-delà des rues toutes proches du trou béant de « Ground Zero », New York et Manhattan semblent avoir oublié le traumatisme d'il y a un an. La vie a repris un cours normal. Après avoir fait preuve les uns envers les autres d'une chaleur et d'une fraternité inhabituelles, les New-Yorkais ont renoué avec l'hypermotivité et l'individualisme qui, d'ordinaire, les caractérisent.

La « ville qui ne dort jamais » a retrouvé son tempo et son égoïsme de « *Capital of the World* » (capitale du monde). Les héros sont rentrés dans les casernes et les commissariats. Ils sont confrontés à des feuilles de paie toujours aussi minces, dans une métropole dont les milliards de dollars de déficit budgétaire ne sont pas sans rappeler la quasi-faillite des années 1970.

Les sujets de conversation sont redevenus banals : la chute de Wall Street, les performances des équipes de base-ball des Yankees et des Mets, les retraites, les prix de l'im-

meuble. L'écho de la guerre contre le terrorisme s'est fait de plus en plus assourdi. Les alertes incessantes et de moins en moins crédibles venues de Washington sont de moins en moins entendues.

Mais, derrière cette routine quotidienne retrouvée, le sentiment de vulnérabilité est palpable, tout



comme celui d'avoir vécu la fin d'un âge d'or, d'une période d'insouciance et de prospérité alors apparemment sans limite. « *Les meilleurs jours pour New York sont pour demain et après-demain, pas hier* », martèle le maire, Michael Bloomberg. Personne ne semble vraiment y croire.

« ZONES DE SOUFFRANCE »

Même Wall Street, le cœur financier réputé sans émotion de la ville et de la planète, a profondément changé. « *Les douze derniers mois ont été de loin la période la plus noire de notre histoire* », souligne Richard Grasso, président du New York Stock Exchange. « *Nous sommes devenus des cibles. Les terroristes s'en sont pris au symbole le plus visible du capitalisme américain* », ajoute-t-il.

« *Ce n'est pas seulement le World Trade Center qui s'est effondré, mais avec lui ce sentiment de confiance et d'arrogance naïve symbolisé par les tours jumelles* », affirme le professeur Charles Strozier. Ce psychiatre de 58 ans dirige le Centre sur le terrorisme et la sécurité publique de l'Université de New York. Il a passé les onze derniers mois à recueillir des centaines de témoignages de survivants et de témoins.

« *Nous ne sommes pas devenus, au lendemain du 11 septembre, les frères d'armes des habitants d'Hiroshima, de Nagasaki ou même de Londres pendant le "Blitz"* », souligne Michael Tomasky, éditeur de la *New York Magazine*. Il faut relativiser un peu. Il s'agissait de la journée la plus sanglante sur le sol américain

« *Il y avait une odeur. C'était, sans le moindre doute, celle de la mort, résume-t-il. Beaucoup de gens savent qu'ils ont respiré la poussière des cadavres. L'autre terrible traumatisme, ce sont toutes ces personnes, au moins 600 à 700 selon mes calculs, qui se sont précipitées dans le vide des étages en feu. Ce choc a été refoulé, pour beaucoup à cause de l'autocensure des journalistes. Dans les images des attentats, la mort est escamotée.* »

Charles Strozier a dressé une carte des « zones de souffrance » à Manhattan. « *Au sud de Chambers Street, on pouvait voir les gens sauter dans le vide. La question qui se pose n'est pas si les témoins sont traumatisés, mais à quel degré ? Au sud de la 14^e Rue, on pouvait encore tout voir, sauf les êtres humains. Après, plus loin, vers l'ouest et le nord, il y avait la télévision.* »

Une étude menée auprès de 8 000 personnes par l'Académie de médecine de la ville a conclu que 10 % d'entre elles ont souffert de dépression après le 11 septembre 2001 et que 7,5 % ont été affectées par des troubles post-traumatiques. L'enquête estime, par extrapolation, qu'environ un million de New-Yorkais ont été atteints par une pathologie.

« *Nous avons appris, depuis douze mois, que les personnes dites ordinaires peuvent faire face à des événements qu'elles s'imaginent incapables de surmonter* », explique Dennis Charney, responsable du programme de recherche sur l'anxiété à l'Institut de santé mentale de Bethesda.

« *Nous ne sommes pas devenus, au lendemain du 11 septembre, les frères d'armes des habitants d'Hiroshima, de Nagasaki ou même de Londres pendant le "Blitz"* », souligne Michael Tomasky, éditeur de la *New York Magazine*. Il faut relativiser un peu. Il s'agissait de la journée la plus sanglante sur le sol américain

depuis la guerre de Sécession, pas de la destruction d'une ville. Simple-ment, j'ai l'impression que chaque individu, ici, l'a un peu vécu comme son cataclysme personnel. »

UN SOUDAIN ATTACHEMENT

Il y a aussi et toujours la peur de la prochaine attaque. « *Les habitants semblent songer exclusivement au moment présent* », remarque Jed Bernstein, président de l'Association américaine des théâtres. « *L'insouciance reviendra quand nous aurons le sentiment de nous en être définitivement sortis* », ajoute-t-il.

Que ce soit le gouvernement fédéral ou la municipalité, les uns et les autres n'ont rien fait, depuis un an, pour rassurer. Ils n'ont ces-

« De nouvelles actions terroristes »

Les Etats-Unis ont lancé, lundi 9 septembre, une mise en garde contre la menace de nouvelles attaques terroristes visant leurs intérêts dans le monde. Dans un communiqué intitulé « *Alerte mondiale* », le département d'Etat recommande aux citoyens américains se trouvant à l'étranger d'être « *particulièrement vigilants* ». « *Le gouvernement américain a continué à recevoir des indications crédibles, selon lesquelles des groupes extrémistes et des individus sont en train de planifier de nouvelles actions terroristes* », est-il affirmé. Lundi, la défense américaine a déployé autour de Washington des lanceurs de missiles sol-air et fera décoller des chasseurs de type F-16 et des appareils Awacs pour tester les capacités de la défense aérienne à l'occasion de l'anniversaire du 11 septembre 2001. Des responsables militaires ont indiqué que des patrouilles aériennes survolent Washington et d'autres villes vingt-quatre heures sur vingt-quatre depuis le week-end dernier.

se, au contraire, de mettre en garde la population. « *Nous sommes et nous restons une cible parce que nous représentons tout ce qu'ils haïssent* », explique le maire, Michael Bloomberg. « *Nous sommes en guerre. Des gens ont décidé de détruire ce pays* », affirme Raymond Kelly, chef de la police de la ville, en ajoutant : « *A New York, nous sommes pour ainsi dire sur la ligne de front ; chacun doit rester vigilant.* » L'ancien maire, Rudolph Giuliani, semble tout aussi alarmis-

tolérance. *Nous sommes toujours une ville d'immigrants* », écrit-il dans le *New York Times*.

Un sondage récent souligne le soudain attachement des habitants à leur métropole. Avant le 11 septembre 2001, près de la moitié d'entre eux envisageaient d'aller habiter ailleurs dans les cinq prochaines années. Ils sont aujourd'hui plus des trois quarts à être bien décidés à rester.

Eric Leser

« Pendant des mois, j'ai cru voir parfois l'ombre des tours »

Capitaine de ferry à Battery Park, Joe Moran tente de chasser de son esprit le souvenir du 11 septembre

NEW YORK
de notre correspondant
« *Pendant des mois, j'ai cru voir parfois l'ombre des tours au petit matin ou le soir au coucher du soleil.* »

TÉMOIGNAGE

« *Etre là, c'était notre boulot, mais voilà... j'aurais espéré me rendre plus utile* »

Aujourd'hui encore, quand il y a du brouillard qui disparaît peu à peu, je m'attends à les voir réapparaître. Et puis, le temps passant, certains jours,

je ne me rends même plus compte de leur absence. L'habitude. En fait, on essaye surtout de ne plus y penser. »

Joe Moran est le capitaine d'un ferry qui, tous les jours, fait sans cesse l'aller et retour entre Battery Park, Ellis Island et Liberty Island, où se trouve la statue de la Liberté.

A la barre, il a sous les yeux en permanence la pointe sud de Manhattan, où son bateau vient toutes les heures embarquer et débarquer 500 passagers. « *Pour ceux qui voyaient les tours à longueur de journée, c'était comme vivre au pied d'une montagne. La lumière les éclairait toujours d'une façon un peu différente. Vous n'étiez jamais lassé par le spectacle.* » Derrière ses lunettes épaisses, le capitaine du *Miss-Circle-Line* conduit avec sûreté son ferry

au milieu de l'embouchure de la rivière Hudson, encombrée en cette période de l'année d'une multitude de bateaux de plaisance de toute taille.

« PLUS LA MÊME CHOSE »

Les trois ponts sont noirs de monde, de touristes – majoritairement américains – « mitraillant » avec leurs appareils photographiques et leurs caméras vidéo. « *Maintenant, ce n'est plus la même chose. La statue est restée fermée [seule l'île de Liberty Island est à nouveau ouverte au public]. Il n'est plus possible de monter et, si les bateaux sont pleins, c'est de personnes venues voir de la mer l'ampleur du désastre. La statue de la Liberté ne les intéresse presque plus.* »

« *Nous étions là le 11 septembre pour transporter les corps, les blessés, les morts, mais il y en avait tellement peu qu'ils n'avaient pas besoin de nous. Nous sommes restés assis pendant des heures le long de la jetée à regarder fixement sans pouvoir rien faire et, dans l'après-midi, ils nous ont renvoyés chez nous. C'était la chose la plus frustrante qu'on puisse imaginer. Etre là, c'était notre boulot, mais voilà... J'aurais espéré me rendre plus utile.* »

Le ferry revient tranquillement à son point de départ, à la pointe sud de Manhattan : une foule colorée, bruyante, attend sur le quai pour embarquer.

E. L.



ESSEC
MANAGEMENT
EDUCATION

EXECUTIVE MBA (Part-time)

Il n'appartient qu'à vous de concilier vos ambitions avec vos responsabilités professionnelles

- Premier et seul Executive MBA français part-time référencé dans le classement international EMBA 2001 du Financial Times
- MBA bilingue multiculturel compatible avec vos responsabilités professionnelles (2 vendredis/samedis par mois) (22 mois de formation)
- Recrutement : GMAT + TOEFL + entretien, minimum 5 ans d'expérience professionnelle
- Prochaines sessions : janvier 2003 & septembre 2003

Renseignements
Frédéric POIRAUD - tél : 01.46.92.49.59 - emba.mon@essec.fr

Vous continuerez toujours à progresser

CENTRE DE FORMATION CONTINUE POUR CADRES ET DIRIGEANTS.
www.essec.fr/eme

La chaîne Al-Jazira diffuse une bande-son d'Oussama Ben Laden se réjouissant des attentats

« Les bienfaits et les conséquences bénies » des attaques-suicides portés aux nues

A L'HEURE où le spectre d'Oussama Ben Laden hante tous les esprits, nul n'étant en mesure de dire s'il est encore en vie ou s'il a été tué dans les bombardements américains en Afghanistan, le chef du réseau terroriste Al-Qaida vient de se manifester à nouveau, dans une bande sonore diffusée lundi 9 septembre par la chaîne de télévision qatarie Al-Jazira. Dans une autre bande, vidéo celle-là, l'un des auteurs des attentats anti-américains du 11 septembre 2001, le Saoudien Abdulaziz Al-Omari affirme qu'il a été entraîné par Oussama Ben Laden en personne. Al-Jazira devait diffuser les documents dans leur intégralité, dans le cadre des émissions consacrées au premier anniversaire des attentats de New York et Washington.

« Lorsque nous évoquons les conquêtes de New York et de Washington, nous parlons de ces hommes qui ont changé le cours de l'Histoire et purifié la nation [la communauté des musulmans, NDLR] de la souillure des dirigeants traîtres et de leurs acolytes. (...) Ces grands hommes ont entraîné la foi dans les cœurs des croyants, confirmé l'allégeance à Dieu et fait voler en éclats tous les desseins des croisés et de leurs laquais, les dirigeants de la région », dit la voix qui correspond bien, selon ceux qui l'ont enten-

due, à celle de Ben Laden lorsqu'il était apparu en image sur de précédents enregistrements diffusés depuis un an par la même télévision Al-Jazira. Des hommes entonnant des hymnes religieux pouvaient être entendus en fond sonore. Affirmant que les mots ne suffiraient pas pour dire les « bienfaits et les conséquences bénies de leurs conquêtes », la voix rend un hommage nominal appuyé à quatre d'entre eux, Mohammed Atta, Marouan Al-Shehhi, Hani Hanjour et Ziad Al-Jarrah.

« ENTRAÎNEMENT TECHNIQUE »

Parallèlement, Abdulaziz Al-Omari, dans son « testament », remercie ses maîtres. « Que Dieu récompense tous ceux qui m'ont entraîné et ont été à l'origine de cet acte glorieux. Je cite particulièrement le combattant

et le moudjahid Oussama Ben Laden, que Dieu le protège », ajoute Al-Omari, qui apparaît vêtu du thobe (longue robe) traditionnel arabe du Golfe, de couleur grise, les cheveux tombant sur les épaules et la tête recouverte d'un keffieh enroulé à la manière d'un turban.

Al-Omari qui, selon le FBI, faisait partie des cinq kamikazes qui ont détourné le Boeing 767 d'American Airlines avant de le précipiter dans la tour nord du World Trade Center, à New York, affirme que les attentats du 11 septembre étaient « un message à tous les mécréants et à l'Amérique pour qu'elle quitte la péninsule arabique et arrête de soutenir les juifs lâches en Palestine ».

Sur la vidéo apparaissent également quatre jeunes hommes dont on ne voit pas les visages et, qui,

selon le présentateur d'Al-Jazira, faisaient partie des pirates-kamikazes. A l'image, ils sont « à l'entraînement technique » quelques mois avant les attaques. Ils consultent des cartes, dont une de la région de Washington et des manuels de pilotage. Un ordinateur et quelques livres en anglais peuvent être aperçus sur des bureaux et une main indique le Pentagone. Al-Jazira identifie les quatre hommes comme étant Wail Al-Shehri, Hamza Al-Ghamdi, Saïd Al-Ghamdi et Ahmad Al-Nami, dont les noms figurent sur la liste des auteurs des attentats, de même d'ailleurs que ceux cités par la voix présumée de Ben Laden. Al-Jazira affirme que la cassette vidéo a été enregistrée à Kandahar, en Afghanistan, mais elle ne précise ni quand, ni comment elle l'a obtenue.

« Intox » ou réalité ? Un site Internet, islamonline.net basé au Qatar a annoncé dimanche qu'un de ses correspondants avait obtenu une copie d'une lettre écrite il y a quelques semaines par Oussama Ben Laden. Le texte aurait été obtenu par un contact à Jalalabad, dans l'est de l'Afghanistan. « Nous devrions bientôt voir la chute des pays infidèles conduits par le tyran américain », écrit l'auteur de la lettre qui n'est pas datée.

Les douanes américaines ont annoncé lundi avoir intercepté en janvier un lot de téléphones portables destinés au réseau Al-Qaida. Selon John Babb, le directeur des douanes du port de Houston, où le lot a été intercepté lors d'une opération de routine, plusieurs arrestations ont été consécutivement opérées dans plusieurs pays qu'il n'a toutefois pas identifiés. Deux autres cargaisons ont été découvertes et font l'objet d'une enquête, a-t-il assuré. — (AFP, AP, Reuters.)



AL-JAZIRA TELEVISION/AFP

Le 11 septembre d'Al-Qaida

DANS une cassette vidéo diffusée, lundi 9 septembre, par la chaîne de télévision qatarie Al-Jazira, une voix attribuée à Oussama Ben Laden revendique les attaques du 11 septembre 2001. On voit ici, sur les images des attentats contre la première tour du World Trade Center et contre le Pentagone, à Washington, les portraits des deux kamikazes présentés comme les pilotes des deux avions suicides, Mohammed Atta et Hani Hanjour.

L'Asie du Sud-Est, « deuxième front » de la guerre antiterroriste lancée par les Etats-Unis

BANGKOK

de notre correspondant en Asie du Sud-Est

En raison de « menaces spécifiques et crédibles d'attaques terroristes », les Etats-Unis ont décidé de fermer leur ambassade et leur consulat général en Indonésie, lundi 9 septembre et pour une durée indéterminée, a annoncé le porte-parole du Département d'Etat à Washington. Les menaces ne sont pas détaillées, mais il est clair que l'Indonésie, premier Etat musulman de la planète, avec quelque 200 millions de fidèles, connaît un débat sur l'islamisme qui remonte aux origines d'une République proclamée en 1945. Fort minoritaires, les islamistes ont été sévèrement réprimés par Suharto dans les années 1970. Mais, au milieu de la décennie suivante, la revitalisation de leur religion leur a redonné espoir. Dans les années 1990, certains d'entre eux, emprisonnés, insurgés ou exilés, ont projeté la création d'un grand Etat musulman incluant la péninsule malaise, y compris le Sud thaïlandais, et la partie méridionale de l'archipel philippin.

Ainsi est née – mais on ne l'a appris que récemment – la Jemaah Islamiyah, ou Communauté islamique, dont l'un des fondateurs est Abu Bakar Baashir. Cet homme dirige à Solo (Java central) une école coranique qui a été créée avant son emprisonnement, sous le régime de Suharto, et ses années d'exil en Malaisie.

Pour les intégristes musulmans de la région, la participation aux combats en Afghanistan ou des études dans les écoles coraniques du Pakistan ont fait suite, dans les années 1980, aux camps d'entraînement en Libye. Alors que des financements arabes se poursuivaient, des contacts ont été établis avec de nombreuses organisations islamistes, y compris Al-Qaida. Une entraine à eu lieu, notamment dans le Sud philippin où, parmi près de 4 millions de musulmans, traités comme des citoyens de seconde zone, les insurrections se sont succédées depuis trente ans. En outre, en mai 1998, la chute de Suharto a libéré les forces religieuses, interdites de politique sous sa poigne de fer.

C'est dans ce contexte qu'il faut interpréter, non seulement les attaques du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis, mais, trois mois plus tard, l'aboutissement d'une enquête qui a permis de découvrir un complot de la Jemaah Islamiyah à Singapour et de démanteler plusieurs de ses cellules dans cette cité-Etat et chez son voisin malaisien.

Les musulmans de la région, demeurés pour l'essentiel tolérants et modérés, ont été choqués par ces

découvertes, en dépit d'un mouvement croissant de solidarité avec les « frères » arabes.

Après avoir un peu oublié l'Asie du Sud-Est depuis ses déboires au Vietnam, l'Amérique, de son côté, a réintégré dans son champ optique l'importance stratégique de la région : voies de communication maritimes et même aériennes cruciales entre le Pacifique et l'Océan Indien, proximité de la Chine et du reste de l'Asie du Nord-Est, zone de graves contentieux. Quant à certaines capitales la région, comme Kuala Lumpur ou Manille, elles ont vite jaugé l'intérêt d'appuyer la lutte antiterroriste déclenchée par Washington, dans laquelle l'Asie du Sud-Est est perçue comme le « deuxième front » du combat antiterroriste.

Au début de l'année, l'armée américaine, qui y travaillait depuis quel temps, a donc pu reprendre pied aux Philippines, dont elle avait été évincée en 1991 par un vote du Sénat de Manille bannissant le stationnement de troupes étrangères. Sous prétexte de renforcer la lutte contre les petites bandes d'Abu

Une guerre contre l'Irak pourrait donner aux islamistes, encore très minoritaires, un sérieux coup de fouet

Sayyaf, des islamistes qui ont eu des liens avec Al-Qaida mais se sont reconvertis à la fin des années 1990 dans l'enlèvement contre rançon, Washington a conclu, ou négocie encore, des accords d'entraide qui assureront la présence quasi permanente aux Philippines de GIs : près d'un millier se trouvent encore dans les bases de Zamboanga et de Cebu, un mois après la fin des « manœuvres conjointes » contre Abu Sayyaf. De nouvelles « manœuvres » sont annoncées pour octobre.

Au passage, Washington a accordé une aide militaire de plus de 150 millions d'euros à Manille. A la demande de la présidente Gloria Macapagal Arroyo, les Américains ont aussi ajouté sur leur « liste noire » d'organisations terroristes la Nouvelle armée du peuple, insurrection autrefois d'obédience communiste et qui semble assez désorientée depuis des années pour verser parfois dans le banditisme.

La guerre antiterroriste américaine et le complot déjoué à Singapour ont été saisis comme une aubaine en Malaisie où un mouvement isla-

miste, qui domine une opposition parlementaire réduite, s'est retrouvé pris à contre-pied. Au pouvoir depuis 21 ans, le premier ministre Mahathir Mohamad est redevenu *persona grata* à Washington. Dans une confusion opportune des genres, opposants et terroristes ont été arrêtés par dizaines.

Privées d'aide américaine depuis les exactions commises au Timor-Oriental en 1999, les forces armées indonésiennes tablent, pour leur part, sur une reprise progressive de cette assistance en espérant ne pas avoir, pour autant, à trop s'amender. Les Etats-Unis ont déjà accordé, en août, une enveloppe de 50 millions d'euros à Djakarta dans le cadre de la lutte antiterroriste. Aux yeux de Washington, en dépit de son indifférence à l'égard des droits de l'homme, l'armée indonésienne demeure le pivot de la stabilité du régime et l'élément-clé pour empêcher que le vaste archipel, dont les frontières sont incontrôlables, ne devienne un refuge pour des terroristes internationaux.

Les effets des attaques du 11 septembre 2001 ont sans doute dénoué les liens entre des réseaux islamistes régionaux et des terroristes du Proche-Orient ou d'Asie du Sud. Mais quelles étaient la nature et l'importance de ces liens ? Le mystère demeure pratiquement entier. Le complot découvert à Singapour – comme d'autres attaques envisagées, notamment en Indonésie – sont des faits, comme l'ont été les passages dans la région d'émissaires d'Al-Qaida ou, au début des années 1990, les attentats managés à Manille, y compris contre le World Trade Center. Mais l'intégration de la Jemaah Islamiyah à Al-Qaida n'a jamais été prouvée. Même le directeur du FBI américain a admis que, contrairement à ce qui avait été avancé, la Malaisie n'a pas servi de « tremplin » au terrorisme international.

Mais l'opinion publique musulmane reste secouée par ce qu'elle perçoit comme des répressions injustes – en Palestine – et comme l'expression d'une certaine arrogance américaine. Le processus d'islamisation se poursuit dans la région, et des mollahs radicaux pourront l'exploiter si les classes dirigeantes étouffent trop des revendications religieuses populaires ou ne découragent pas rumeurs et interprétations venues du Proche-Orient. Même si l'immense majorité des musulmans d'Asie du Sud-Est ne veut pas du gouvernement des mollahs, une guerre contre l'Irak pourrait ainsi donner aux islamistes, si minoritaires soient-ils encore, un sérieux coup de fouet.

Jean-Claude Pomonti

OLIVIER ROY

Les illusions du 11 septembre

Ce livre reprend les interventions d'Olivier Roy lors du cycle de conférences "Grand Angle" organisé en juin 2002 par le Mécénat Altadis et la République des Idées.

DÉBAT D'IDÉES

Mieux comprendre le monde dans lequel nous vivons et ses évolutions : telle est l'ambition du Mécénat Altadis Débat d'idées.

Depuis un an, l'image des Etats-Unis s'est fortement dégradée en France

L'élan de sympathie manifesté au lendemain des attentats s'est évanoui. Selon un sondage Sofres, les Français voient d'abord en l'Amérique une hyperpuissance riche et impérialiste, défendant ses intérêts. Ce regard critique n'empêche pas un sentiment de solidarité plus marqué

LE « JE T'AIME moi non plus » franco-américain n'est pas nouveau. Mais l'on aurait pu imaginer que l'onde de choc déclenchée par les attentats du 11 septembre 2001 serait de nature à bousculer les clichés tenaces entretenus par les Français sur les Américains et vice-versa. Il n'en est rien, ou presque, selon le sondage réalisé par la Sofres pour la Fondation franco-américaine, *Le Monde* et *Business Week*.

Plus étonnant encore, les Etats-Unis semblent avoir dilapidé le capital de solidarité et d'amitié amassé en France au moment de la tragédie new-yorkaise. Ainsi, 39 % des Français interrogés par la Sofres déclarent aujourd'hui éprouver « plutôt de la sympathie pour les Etats-Unis », soit une érosion de 2 points par rapport à une enquête similaire de mai 2000. Inversement, 16 % éprouvent « plutôt de l'antipathie », soit 6 points de plus qu'il y a deux ans, tandis que la majorité (44 %) est neutre dans son jugement. A cet égard, les Américains font preuve de davantage de bienveillance puisque 50 % d'entre eux affichent leur sympathie à l'égard de la France, contre 10 % leur antipathie.

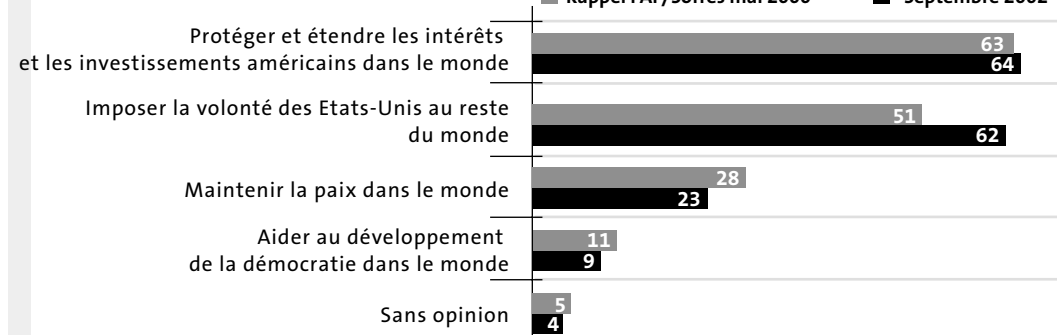
Ces réticences françaises trouvent manifestement leur source dans l'attitude de Washington et de sa politique étrangère. Pour les Français, la première caractéristique des Etats-Unis est « la puissance » : c'est le cas pour 73 % des sondés, soit 7 points de plus qu'en mai 2000 et 17 points de plus qu'en 1988 lors d'une enquête similaire. De même, « la richesse » est citée par 42 % des sondés (en hausse de 11 points depuis 1988) et « l'impérialisme » par 33 % des personnes interrogées (soit 10 points de plus qu'il y a deux ans et 21 points de

LES ETATS-UNIS, PLUS HYPERPUISSANCE QUE JAMAIS AUX YEUX DES FRANÇAIS

Question : Dans cette liste de mots, qu'évoquent le plus pour vous les Etats-Unis ? (réponses en %) :

	Rappel enquête							
	Figaro-Europe 1 Sofres oct. 1988		Le Monde-RTL Sofres oct. 1996		FAF Sofres mai 2000		Septembre 2002	
	%	Rang	%	Rang	%	Rang	%	Rang
La puissance	56	1	57	2	66	2	73	1
La violence	28	5	59	1	67	1	53	2
Les inégalités	25	7	45	3	49	3	47	3
La richesse	31	3	27	5	39	5	42	4
Le racisme	27	6	39	4	42	4	39	5
L'impérialisme	12	9	21	7	23	7	33	6
Le dynamisme	32	2	26	6	34	6	31	7
La liberté	30	4	18	8	16	8	20	8

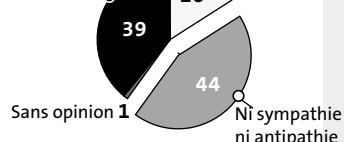
Question : Dans la liste suivante, quels sont selon vous les principaux objectifs de la politique étrangère américaine ? (réponses de l'ensemble des Français en %) :



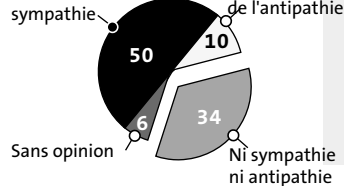
Sondage effectué pour la Fondation franco-américaine, *Le Monde* et *Business Week*, les 29 et 30 août en France et les 31 et 22 août aux Etats-Unis auprès de deux échantillons de 1.000 personnes, représentatifs de la population française et de la population américaine, en France selon la méthode des quotas, aux Etats-Unis selon la méthode aléatoire.

Question : Avez-vous pour les Etats-Unis/pour la France ? : (réponses en %, septembre 2002) :

Réponses des Français sur les Etats-Unis



Réponses des Américains sur la France



plus qu'à la fin des années 1980). A l'inverse, « la liberté » n'est citée que par 20 % des Français et « la générosité » par 5 %. Cette image d'une hyperpuissance américaine, riche et impérialiste est particulièrement marquée chez les plus jeunes, chez les cadres et professions intellectuelles et chez les sympathisants de gauche.

L'année écoulée depuis le 11 septembre n'a pas davantage amélioré le jugement porté par les Français sur la politique étrangère américaine. Au contraire. Près deux tiers des sondés estiment que Washington entend d'abord « protéger et étendre les intérêts et les investissements américains dans le monde » (64 %) et « imposer la volonté des Etats-Unis au reste du monde » (63 %, en forte hausse de 11 points en deux ans). A l'inverse, 23 % seulement (en recul de 5 points) jugent que les Américains cherchent à « maintenir la paix dans le monde » et 9 % seulement (en recul de 2 points) qu'ils veulent « aider au développement de la démocratie ». L'un des arguments volontiers développés outre-Atlantique pour justifier une éventuelle intervention en Irak – l'installation à Bagdad d'un régime démocratique – ne trouve manifestement guère de crédit en France.

Cet agacement perceptible des Français est d'autant plus sensible que la domination culturelle américaine – dans certains domaines – est vécue de façon très négative. Ainsi, 70 % des sondés jugent excessive l'influence des programmes de télévision *made in USA*, soit 25 points de plus qu'en 1988 ; 60 % portent le même jugement sur l'influence du cinéma américain (en hausse de 24 points par rapport à la fin des

années 1980). Même la cuisine américaine est jugée trop envahissante par 29 % des sondés, contre 9 % en 1988.

Ce regard plus acridulé des Français sur les Etats-Unis ne s'adoucit que sur un point : le sentiment de solidarité transatlantique s'est légèrement renforcé. Un Français sur deux (contre 47 % en 2000) considère les Américains comme des « partenaires » avant tout, tandis que 11 % (en baisse de 4 points) y voient des « adversaires » et 34 % « les deux à la fois ». Pour autant, 34 % seulement

L'agacement des Français est d'autant plus sensible que la domination culturelle américaine (...) est vécue de façon très négative

des Français estiment que la France est un allié « fidèle » des Etats-Unis, contre 57 % qu'elle est un allié « pas toujours fidèle ». Sur ce point, les Américains sont moins ambivalents : 68 % (en hausse de 4 points depuis 2000) déclarent que la France est avant tout un partenaire, mais tout de même 18 % (en hausse de 4 points) la perçoivent comme un adversaire. Les incompréhensions transatlantiques n'ont manifestement pas été effacées par le traumatisme du 11 septembre.

Gérard Courtois

Outre-Atlantique, Paris séduit mais provoque aussi le dédain

Bon nombre d'Américains considèrent la France comme une puissance de second rang

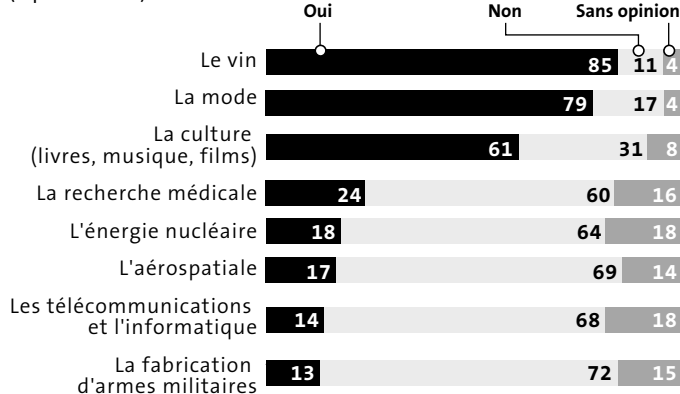
SI LES FRANÇAIS perçoivent de façon de plus en plus négative l'hyperpuissance américaine sur la scène mondiale, ils ne sont guère plus tendres sur les performances du modèle de société des Etats-Unis. Certes, ceux-ci restent le modèle incontesté pour le développement des nouvelles technologies : 75 % des sondés estiment que, dans ce secteur, cela fonctionne plutôt mieux aux Etats-Unis qu'en France. C'est également le cas pour le fonctionnement des universités (51 % d'opinions positives sur le système américain).

Enfin, l'image des Etats-Unis comme patrie de l'insécurité et de la criminalité reste très enracinée, mais elle s'est beaucoup améliorée : 45 % des sondés pensent encore que la politique de sécurité fonctionne moins bien outre-Atlantique qu'en France, mais c'est 19 points de moins qu'en mai 2000, soit une amélioration spectaculaire, et 29 % jugent désormais qu'elle est plus efficace qu'en France, contre 17 % il y a deux ans.

Dans tous les autres domaines, les Français se sentent plus à l'aise chez eux : 80 % estiment que la protection sociale fonctionne moins bien aux Etats-Unis ; de même 50 % pour l'intégration des immigrants, 49 % pour l'éducation en général, ou encore 42 % pour la lutte contre le chômage. D'ailleurs 17 % seulement des Français déclarent

LES CLICHÉS TENACES DES AMÉRICAINS SUR LA FRANCE

Question : Dans chacun des domaines suivants, pourriez-vous dire si vous considérez ou non la France comme leader mondial ? (réponses en %)



qu'ils aimeraient vivre aux Etats-Unis, 22 % qu'ils aimeraient y travailler et 31 % (en recul de 8 points en deux ans) y faire des études.

Les Américains font montre de davantage de curiosité ou d'attrait : un sur quatre (24 %) aimerait vivre ou travailler en France et 36 % y étudier. De même, leurs jugements sont plus positifs, ou plus nuancés, sur le fonctionnement de la politique française en matière de sécurité, de transports publics, de lutte contre le chômage, de protection sociale ou d'éducation.

Pour autant, la séduction exer-

cée outre-Atlantique par la France masque mal l'ignorance ou le dédain des Américains pour les performances françaises. Celle-ci est considérée par bon nombre d'entre eux comme une puissance de second rang et en déclin : 23 % (en hausse de 6 points en deux ans) la classent au-delà du 10^e rang dans le monde et 47 % entre le 5^e et le 10^e rang. De même, elle n'apparaît à leurs yeux comme un leader mondial que dans trois domaines où son image s'est encore renforcée depuis deux ans : le vin (85 %), la mode (79 %) et la culture – livres, musique, films (61 %).

L'ENSEMBLE EUROPÉEN

En revanche, dans les secteurs de la recherche et de l'industrie, la très grande majorité des Américains estiment que la France n'est pas un acteur majeur. Ainsi 24 % jugent qu'elle est leader dans le domaine de la recherche médicale (contre 47 % dans un sondage Gallup de 1991). Le pourcentage tombe à moins de 20 % de réponses positives pour l'énergie nucléaire (18 %, en recul de 5 points depuis 1991), pour les télécommunications et l'informatique (14 %, en recul de 11 points), pour l'industrie d'armement (13 %, en recul de 15 points), et même pour le secteur aérospatial (17 %, en recul de 4 points), en dépit des performances d'Ariane ou d'Airbus.

Il est vrai que la France s'inscrit, aux yeux des Américains, dans un

ensemble européen qui est loin d'être ressenti comme un concurrent sérieux. Ils ne sont que 10 % à juger que, dans une vingtaine d'années, l'Union européenne sera devenue plus puissante que les Etats-Unis dans le domaine économique, 28 % à penser qu'elle sera aussi puissante (contre 44 % chez les sondés français) et 53 % moins puissante.

Le jugement des Américains est encore plus tranché sur la puissance militaire de l'Europe (6 % seulement estiment qu'elle sera plus puissante, 64 % jugeant qu'elle sera moins puissante). Il est, en revanche, moins négatif sur sa puissance diplomatique : 17 % jugent que l'Europe sera plus puissante, 36 % aussi puissante et 37 % moins puissante que les Etats-Unis dans vingt ans.

G. C.

Philippe Roger, directeur de la revue « Critique »

« Je suis frappé par le nombre de gens revenant des Etats-Unis et qui répètent les mêmes clichés »

Vous venez de publier au Seuil *L'Ennemi américain*. Le regain d'antiaméricanisme qui se manifeste en France représente-t-il un nouveau type d'antiaméricanisme ou bien s'agit-il d'une résurgence de celui qui a prévalu durant la guerre froide ?

Cet antiaméricanisme est très daté. Il s'agit d'un retour à la longue durée, il est différent de celui de la guerre froide, quand les gens plaçaient la liberté en bonne place dans les sondages. C'est un retour à l'archaïsme le plus significatif de 1898, lorsque la France découvrait une Amérique impériale qui attaque l'Espagne, peut attaquer l'Europe et veut conquérir le monde. Je suis frappé par la question posée sur les principaux objectifs de la politique étrangère américaine. Quel que soit le régime attaqué par les Etats-Unis, leur action n'est pas vue comme aidant à la démocratie. Même si les talibans ont été unanimement dénoncés en France, cela ne leur vaut aucun crédit du côté de la défense des libertés. Au contraire, on relève l'aspect impérialiste. C'est assez cohérent.

Feriez-vous une différence entre l'antiaméricanisme en France et ailleurs en Europe, où il est devenu parfois virulent ?

Les sondages, effectués à l'occasion d'une visite présidentielle en Europe, sont plus liés à la personnalité de George W. Bush qu'aux Etats-Unis. Si un autre président, plus amical, du type Clinton, revenait à la Maison Blanche, l'hostilité antiaméricaine baisserait fortement chez nos voisins. Mais elle resterait constante en France. La France est devenue dès le XIX^e siècle le champion absolu de l'antiaméricanisme. L'intelligentsia, à gauche comme à droite, a été antiaméricaine – cette « croisade des clercs », qui a été très habilement récupérée par la propagande de la guerre froide et va se diffuser dans l'opinion populaire après 1945. Il faut remarquer l'immense succès politique de la propagande prosoviétique, qui a mis en avant, au nom du pacifisme, la dangerosité des Etats-Unis.

On ne peut pas manquer d'être frappé par la contradiction entre

le nombre de Français qui voyagent aux Etats-Unis, travaillent avec des Américains, consomment américain, et ce renouveau d'antiaméricanisme.

Je suis frappé par le nombre de gens revenant des Etats-Unis et qui répètent les mêmes clichés. Les voyages ne transforment pas les gens. Nombre d'analystes, en particulier des sociologues américains, font une erreur de perspective en pensant que les Français ou les Euro-

« La France, (...) dès le XIX^e siècle, est le champion absolu de l'antiaméricanisme »

peens ne peuvent pas être antiaméricains parce qu'ils ont adopté leurs chaussures, leurs MacDo, qu'ils se sont offert eux-mêmes ces marchandises. Mais consommation ne veut pas dire adhésion. L'idée que consommer des produits soit une marque d'adhésion envers un pays relève d'une extraordinaire naïveté.

L'antiaméricanisme français est-il dirigé contre les Etats-Unis ou contre les Américains ?

Il n'y a pas d'hostilité contre les Américains. Celle-ci se porte plutôt vers l'ensemble des Etats-Unis.

Propos recueillis par Patrice de Beer

2ème et 3ème cycles Professionnels
ADMISSION: BAC +2, BAC +4/5 ou 2 à 3 ans d'expérience professionnelle

BS Bachelor of Science & Master Programs

Partner of Tiffin University (USA)

In International Hotel Management
In Restaurant Business
In Communication and Public Relations
In Leisure and Sports Management
In International Hospitality Industry

Pour une carrière internationale en management

Formation bilingue français/anglais en Hôtellerie, communication, événements et sports loisirs en alternance professionnelle internationale

01.45.26.59.28
52 rue St Lazare 75009 PARIS

CMH Inscription immédiate

DE LA SIMPLE RETOUCHE AU BEAU VETEMENT

LEGRAND
Tailleur
Hommes et Femmes
Depuis 1894

Chemises sur mesures

TRÈS GRAND CHOIX DE TISSUS ET DE PRIX

27, rue du 4-Septembre, Paris 2^e
Tél : 01.47.42.70.61

SALONS HAUT DE GAMME, canapés et fauteuils

CLUB

meubles Decor Actuel 80, rue Claude-Bernard 75005 PARIS - Tél. : 01.45.35.08.69

L'Assemblée générale des Nations unies s'ouvre sur les incertitudes du dossier irakien

L'Organisation a avancé de deux semaines le débat général pour permettre au président Bush de délivrer jeudi son message concernant Bagdad, au lendemain de l'anniversaire du 11 septembre

NEW YORK

de notre correspondante

Le seul endroit de New York où le drapeau américain ne soit pas omniprésent est le complexe des Nations unies, le long de l'East River.

Un certain sens des préséances continue à présider à l'ONU, même si l'anniversaire du 11 septembre a envahi les esprits. Une exposition de photos du World Trade Center a fait son apparition à la dernière minute, lundi 9 septembre, dans le grand hall du secrétariat. Le département politique a publié de son côté le rapport de la *task force* sur le terrorisme mise en place en octobre par Kofi Annan. Sommée par Washington d'agir contre l'Irak afin de sauver sa « crédibilité », l'ONU a poursuivi sans précipitation un programme qui prévoit, à la date de mardi, l'admission formelle de la Suisse comme 190^e membre et l'ouverture d'une Assemblée générale annuelle à laquelle doivent participer 52 chefs d'Etat ou de gouvernement et 129 ministres des affaires étrangères.

Pour s'accorder avec le calendrier de M. Bush, l'Organisation a accepté d'avancer d'une quinzaine de jours le débat général, traditionnellement ouvert par le président des Etats-Unis. M. Bush pourra donc délivrer son message sur l'Irak dès le lendemain du 11 septembre. « Nous espérons que les gens qui écrivent ses discours seront sensibles au fait qu'il va s'adresser à une assemblée de 190 pays qui n'apprécient pas tous sa politique, et non pas au Congrès américain », souffle un proche de Kofi Annan. « Son discours sera d'une extrême importance pour l'Irak mais aussi pour l'ordre international du XXI^e siècle », ajoute un diplomate.

Au-delà de l'Irak, s'agit-il de légitimer les actions « préemptives » fondées sur l'anticipation d'une mena-

ce (la « légitime défense préventive », comme dit joliment une stratégie américaine) ? Et si l'Irak est numéro un, qui sera le numéro deux ? Quelle sera, aussi, la place laissée par M. Bush aux Nations unies ? « Depuis le 11 septembre, l'ONU a montré sa pertinence, dit un haut fonctionnaire. L'Afghanistan, la lutte antiterroriste... Il serait désastreux qu'elle soit mise de côté. »

Le secrétaire général, Kofi Annan, est rentré d'Europe lundi



« La question, c'est celle du lendemain matin (...) du bombardement. Avec quel Irak nous réveillons-nous ? »

KOFI ANNAN

matin, alors que les diplomates découvraient dans le *New York Times* la longue interview de Jacques Chirac sur l'Irak. Assailli de questions, il a recommandé « à tous » d'attendre de savoir « ce que le président Bush a à dire ». Mais il s'est en même temps déclaré inquiet. « La question, c'est celle du lendemain matin. Le lendemain du bombardement. Avec quel Irak nous réveillons-nous et que se passe-t-il dans la région ? » Il a plaidé pour que le sujet soit enfin porté devant le Conseil de sécurité, une initiative dont tout le monde parle mais que personne ne prend, l'Irak ayant toujours été un grand facteur de division.

Le président français a développé un scénario à étapes qui verrait l'Irak mis en demeure d'accepter le retour des inspecteurs de l'ONU en « une, deux ou trois semaines », puis, si aucun progrès n'était fait, une deuxième résolution traiterait de l'action à entreprendre. L'idée a eu le « mérite de structurer le débat, dit un diplomate. On était en pleine

confusion ». Un autre ajoute, perplexe : « La France prend un risque. Ce n'est pas facile de présenter une résolution sur l'Irak. Encore faut-il être suivi. »

Toute la journée, les différentes ambassades ont essayé de savoir si une résolution était en cours de rédaction, du côté français ou du côté britannique. Même les Chinois et les Russes étaient réduits à aller à la pêche chez leurs collègues. « Non, non, répondait-on ici ou là. On n'a rien. Il ne se passera rien avant le discours de Bush. »

Avant la proposition de M. Chirac, les hypothèses évoquées allaient plutôt dans le sens d'un ultimatum plus expéditif, possiblement présenté par les Britanniques. « Une formulation du genre "Le Conseil autorise les Etats membres à prendre les mesures nécessaires pour assurer que l'Irak se conforme aux décisions de l'ONU" », explique un spécialiste. Combien d'étapes avant l'ultimatum ? « Tout dépend si on veut gagner du temps ou pas. »

Les Américains, eux, ne tiennent pas à en perdre. Tout le week-end, ils ont fait remarquer que le Conseil avait déjà adopté seize résolutions sur le désarmement de l'Irak depuis

1991 et qu'il serait temps que l'ONU se sente « offensée », comme l'a dit Colin Powell, par tous ces textes non suivis d'effet. « Bien sûr qu'elle se sent offensée, répond un fonctionnaire. Mais en même temps, ce n'est pas le seul exemple de résolutions non suivies d'effet... »

Le seul rendez-vous « irakien » figurant officiellement cette semaine à l'ordre du jour du Conseil est fixé à mardi. Le chef des inspecteurs du désarmement, Hans Blix, doit présenter le rapport d'activité trimestriel de l'Ummovic. Les experts estiment qu'aucun des 15 membres ne devrait se hasarder à aborder la question des intentions américaines, quoi que, vendredi, font-ils remarquer, l'ambassadeur russe Sergueï Lavrov ait demandé des explications sur les informations faisant état de reconstructions sur un site nucléaire irakien. Tout l'enjeu, mardi, estiment-ils, sera de savoir si la Syrie, qui a manifesté des réticences, soutient ou non Hans Blix et le compte rendu négatif qu'il fait de ses entretiens avec les Irakiens début juillet à Vienne.

Corine Lesnes

Américains et Britanniques cherchent à s'assurer la maîtrise du ciel en Irak

Les bombardements aériens s'intensifient

LES AVIATIONS américaine et britannique ont bombardé, lundi 9 septembre, un site de la défense aérienne irakienne près d'Al-Amarah, à 270 km au sud-est de Bagdad. Cette cible se situe dans la zone d'exclusion aérienne, dans le sud du pays, qui a été instaurée par Washington et Londres après la guerre du Golfe, en 1991, et que le gouvernement de Saddam Hussein ne reconnaît pas. Une autre zone, au nord, a été créée. Dans les deux cas, Bagdad considère qu'il s'agit d'une violation de sa souveraineté, l'ONU n'ayant jamais avalisé une telle situation.

Alors que le nombre de ces raids avait diminué après les attentats du 11 septembre 2001, on assiste, depuis moins d'un mois, à une recrudescence des opérations.

Dans le sud, où l'on recense une forte population chiite, hostile à Saddam Hussein, le raid offensif (distinct des vols d'observation exécutés par des drones Predator et Global Hawk d'espionnage) du 9 septembre est le 27^e du genre. Dans le nord, où résident une majorité de Kurdes, on dénombre à ce jour dix bombardements. Soit, au total, en quelque huit mois, déjà 37 raids offensifs, au lieu, pour l'année entiè-

re, de 43 en 2001 (dont 11 post-attentats) et 48 en 2000. Depuis 1991, l'Irak affirme que 1 483 civils et militaires ont été tués par ces attaques.

L'un des raids offensifs les plus lourds a été lancé, jeudi 5 septembre, avec une douzaine d'avions qui ont largué 25 bombes guidées avec précision sur un centre de commandement de la défense irakienne à 290 km au sud-ouest de Bagdad. « Nous continuerons », avait alors dit le général John Rosa, adjoint au chef d'état-major interarmées américain. Les avions sont notamment basés en Turquie, au Koweït et à Bahreïn.

Apparemment, Américains et Britanniques cherchent à acquérir la maîtrise de l'espace aérien de bataille, de façon à assurer une relative marge de manœuvre à des mouvements de troupes au sol s'ils avaient lieu. L'objectif est probablement de neutraliser toute activité aérienne de l'Irak - à partir des centres de commandement et des radars nécessaires à l'engagement de ses avions - pour faciliter l'intervention de commandos au sol et des moyens de les récupérer sans qu'ils puissent être détectés.

Jacques Isnard

Les Kurdes irakiens préparent l'éventuel après-Saddam Hussein

LE RENVERSEMENT du régime irakien par une intervention militaire américaine, qui leur paraît inéluctable, a poussé les deux principales formations kurdes irakiennes à aplanir leurs différends. L'objectif de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani et du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani, est d'être prêts à assumer leurs responsabilités dans l'architecture future de l'Irak.

Au terme de réunions qu'ils ont tenues à Salaheddine, dans la partie du Kurdistan située au nord du 36^e parallèle, sous protection américano-anglo-française, MM. Talabani et Barzani ont annoncé, dimanche 8 septembre, qu'ils ont décidé de relancer les institutions du pouvoir autonome que leurs deux partis avaient réussi à mettre en place en 1992 et qui a été fortement mis à mal dès 1994, par la résurgence de leurs conflits ancestraux. D'après Ahmad Bamarni, représentant de l'UPK en France et auprès de l'Union européenne, les deux partis ont décidé d'unifier leurs vues sur des questions politiques clés et de mettre de l'ordre dans la gouvernance de la partie du Kurdistan qu'ils contrôlent.

COMBLER LES DIVERGENCES

Deux sujets, interactifs, figurent au premier chapitre : l'après-Saddam Hussein et une politique extérieure commune. Les deux partis estiment que l'Irak doit se doter d'un régime fédéral une fois qu'il se sera débarrassé de ses dirigeants actuels. Mais alors que la préférence du PDK va à un système présidentiel fort, l'UPK souhaite un système parlementaire qui garantirait une participation des partis à la vie politique du pays. MM. Barzani et Talabani sont convenus de mettre sur pied une commission qui sera chargée de combler les divergences sur ce point. Une autre commission devra définir les grandes lignes des relations avec les pays étrangers, notamment les Etats voisins de l'Irak. Les liens avec la Turquie sont particulièrement sensibles, Ankara étant sourcilieux dès lors qu'une quelconque forme

d'autonomie ou de décentralisation est envisagée en Irak. Les autorités turques redoutent un effet de contagion qui conduirait la minorité kurde turque à réclamer elle aussi une forme d'autonomie.

Régulièrement, des tensions surgissent entre Ankara et l'une ou l'autre des deux formations kurdes irakiennes. Des troupes turques se trouvent dans le nord de l'Irak depuis quelques années, pour pourchasser les rebelles kurdes turcs du PKK. Leur présence commence à peser, y compris pour le PDK qui les avait encouragées à venir en 1996. Un projet de gouvernement fédéral élaboré par le PDK a contribué à brouiller les liens bilatéraux. Ironie de l'histoire, c'est Jalal Talabani, que la Turquie tenait jusqu'à une date récente dans une certaine méfiance, qui joue les médiateurs entre cette dernière et le PDK. Pour l'UPK, la conjoncture est suffisamment délicate pour ne pas la compliquer par un conflit ouvert avec la Turquie. Mais dans le même temps, l'UPK et le PDK tiennent à rappeler que seul le peuple et les formations politiques irakiennes sont habilités à décider de l'avenir de l'Irak.

Une troisième commission a été chargée de préparer la relance de la vie « parlementaire », mise en veilleuse depuis huit ans, de même d'ailleurs que le « gouvernement », auxquels se sont substitués deux « exécutifs » qui gèrent chacun des régions contrôlées par les deux partis. Des élections devraient être organisées dans un délai maximal de neuf mois. En attendant, les deux partis se relaieraient à la présidence et à la vice-présidence du Parlement actuel. Une quatrième commission est chargée des questions de sécurité.

MM. Talabani et Barzani ont qualifié leur accord d'« historique ». Le jugement paraît quelque peu excessif si l'on en juge par le nombre de tentatives de réconciliation entre les deux partis. La perspective d'un bouleversement de la situation en Irak donne toutefois à cette nouvelle amorce d'entente une certaine chance de succès.

Mouna Naïm







POROTH LOE, CORNWALL

TRAVERSEZ LA MANCHE, ET REGARDEZ VOTRE DÉJEUNER ARRIVER

Avec SEA FRANCE
bénéficiez de 50%
de réduction sur un billet
aller-retour 5 jours, un
aller-retour standard ou un
aller simple.

Pourquoi ne pas profiter
également du confort des
hôtels Best Western ?

Pour bénéficier de ces offres exceptionnelles et bien d'autres encore,
rendez-vous sur www.grandebretagne2002.com Ne manquez surtout pas ces offres.



UNIQUEMENT EN GRANDE-BRETAGNE. UNIQUEMENT EN 2002.
www.grandebretagne2002.com

NATIONAL EXPRESS : Offre valable avec un Tourist Trail Pass - 15 jours de trajet illimité valable sur une période de 60 jours consécutifs. Réservation à partir du 29 avril 2002 - Offre valable du 1er mai au 30 septembre 2002. Offre limitée et susceptible d'être modifiée en cas de fluctuation des taux de change. SEA FRANCE : 50% de réduction sur nos tarifs publics printemps 2002 (hors courts séjours, Landbridge, « tarif malin -10% », ferry + train). Réservation : jusqu'au 31/10/02. Départ : jusqu'au 31/10/02. Retour possible selon conditions générales. Restrictions : non disponible au port - réservation la veille. Modification : oui. Annulation : 15€ jusqu'à l'heure du départ - 100% du prix du billet après. Selon disponibilité. BTA : Cette offre n'est ni proposée par la British Tourist Authority ni établie en association avec celle-ci. Elle ne peut donc être tenue responsable de l'acceptation des conditions générales de vente. Ceci est une offre indépendante et ne fait pas partie d'un ensemble d'offres.

UNION EUROPÉENNE

En Autriche, les élections pourraient profiter aux socialistes et aux Verts

La chute du gouvernement Schüssel aggrave la crise interne du FPÖ

VIENNE

de notre correspondante

« Je ne regrette rien du tout » a déclaré le chancelier conservateur Wolfgang Schüssel, lundi 9 septembre, quelques heures après avoir mis fin à l'expérience de sa coalition avec la droite populiste, et annoncé des élections législatives anticipées qui auront lieu « au plus tard début décembre », la date du 24 novembre étant la plus probable. M. Schüssel se porte candidat pour mener la campagne de son parti, l'ÖVP, et veut reconquérir le poste de chancelier.

A ses yeux, l'incapacité du parti libéral autrichien, le FPÖ, à choisir « entre gouverner ou s'opposer » a provoqué la chute de son gouvernement. Il a rejeté implicitement la responsabilité de cet échec sur Jörg Haider, signataire avec lui de l'accord de coalition. Il n'exclut pas toutefois de s'allier à nouveau au FPÖ, si ce parti parvient à « clarifier » ses positions, et à séparer le bon grain des gestionnaires responsables, incarnés par la vice-chancelière Susanne Riess-Passer, de l'ivraie des « trublions » qui l'ont poussée dimanche à la démission.

Premier pays de l'Union européenne où une formation de la droite classique avait fait entrer au gouvernement un parti populiste incluant des éléments d'extrême droite – voire des nostalgiques du III^e Reich –, l'Autriche est aussi



AP/ROBERT JAEGER

Après la chute de la coalition provoquée par la démission des représentants du parti de Jörg Haider au sein de son gouvernement, le chancelier autrichien, Wolfgang Schüssel, veut reconquérir son poste. Il se porte candidat pour mener la campagne de son parti, l'ÖVP, pour les élections prévues fin novembre.

de 50 % des intentions de vote. L'implosion de la coalition a pris de court toutes les forces politiques, qui tablaient sur un prolongement de la crise et des élections anticipées au printemps 2003. Selon des sondages menés lundi, 63 % des Autrichiens approuvent la décision du chancelier d'avancer le scrutin, et près de 80 % souhaitent une poursuite des réformes, mais avec un autre gouvernement. Une certaine nostalgie de la « grande coalition » entre socialistes et conservateurs se fait déjà sentir dans l'électorat, et pourrait augmenter au fil des prochaines semaines.

L'issue des élections est, en effet, très ouverte. Les socialistes du SPÖ, qui atteint depuis des mois une cote stable de 35 % dans les sondages, excluent d'emblée toute possibilité d'une alliance avec la droite populiste dans les conditions actuelles, mais peut choisir entre une coalition avec les Verts, crédités de 12 à 14 % des suffrages, ou un retour à une grande coalition avec leurs anciens partenaires conservateurs – avec un autre chef de l'ÖVP.

On voit mal comment M. Schüssel pourrait conserver dans une telle hypothèse son poste de chancelier, les blessures provoquées par la rupture de janvier 2000 étant encore trop fraîches, et trop vivif le ressentiment engendré par

les changements de ces deux dernières années à la tête des grandes administrations ou de la sécurité sociale.

La principale carte de M. Schüssel reste le peu d'enthousiasme des électeurs autrichiens pour une expérience « rouge-vert », dont l'influent quotidien *Kronen Zeitung* prédit qu'elle conduirait le pays au « chaos ». Le grand perdant sera dans tous les cas le FPÖ, tombé ces derniers jours à 18 % dans les sondages, soit neuf points de moins que son score d'octobre 1999. Loin de résoudre la crise, le départ de M^{me} Riess-Passer et de deux autres dirigeants modérés l'a au contraire accentuée.

Dans les provinces notamment, des militants ulcérés rendent leur carte et la fraction libérale demande des comptes aux « putschistes » qui ont organisé la rébellion contre l'équipe gouvernementale. Jörg Haider, considéré comme l'instigateur du putsch, considère comme une « défaite personnelle » la démission des modérés, et hésite à prendre la tête du FPÖ lors du congrès extraordinaire qui aura lieu bientôt. Mais déjà, le parti en désarroi se tourne vers son sauveur, et il ne fait guère de doute qu'il parviendra à resserrer les rangs d'un appareil en déroute.

Joëlle Stolz

Le chancelier n'exclut pas de s'allier à nouveau au FPÖ, si ce parti parvient à « clarifier » ses positions

le premier à interrompre cette expérience à haut risque. Les querelles internes du FPÖ, déchiré depuis de longs mois entre un noyau radical, aguerris dans l'opposition, et une frange plus pragmatique et libérale, ont réussi ce que ni la pression internationale ni les manifestations de rue des opposants autrichiens n'avaient pu atteindre : faire tomber un gouvernement qui avait des difficultés croissantes à mettre en œuvre ses réformes, et ne recueillait, dans les derniers sondages, que moins

Bruxelles veut harmoniser les taxes sur l'automobile

La Commission européenne préconise une fiscalité plus écologique

BRUXELLES

de notre bureau européen

La Commission européenne veut à la fois créer un véritable marché intérieur de l'automobile, et atteindre les objectifs écologiques que l'Union s'est fixés en ratifiant le protocole de Kyoto. Elle propose donc d'harmoniser les taxes qui frappent les véhicules dans les différents Etats de l'Union, et d'introduire dans leur calcul le paramètre de la pollution. Ces grands principes sont posés dans une « communication », que la Commission a rendue publique lundi 9 septembre.

Les services de Frits Bolkestein, commissaire en charge du marché intérieur, jugent que la taxation des véhicules est trop disparate. La taxe d'immatriculation, perçue au moment de l'achat d'une voiture (neuve ou d'occasion) existe dans dix Etats membres sur quinze (la France l'a supprimée en 2000), et son montant va de 267 euros en Italie, à 15 659 euros au Danemark.

La taxe annuelle de circulation existe dans tous les Etats membres, sauf en France. Elle est calculée en fonction de paramètres tels que la cylindrée ou la puissance : deux voitures de même cylindrée sont ainsi frappées de la même taxe, indépendamment de leur consommation de carburant, de leur âge ou de leur technologie. Seul le Royaume-Uni prend en compte leurs émissions de CO₂.

Enfin, les taxes sur les carburants, qui existent partout, sont inversement proportionnelles au montant des taxes d'immatriculation.

Ces disparités sont sources de troubles pour les consommateurs et pour les producteurs. En cas de déménagement d'un Etat membre dans un autre, l'automobiliste doit changer sa plaque d'immatriculation, et il peut être imposé deux fois, si les deux Etats prélèvent la taxe d'immatriculation. Les automobilistes qui achètent une voiture d'occasion dans un pays étranger pour y bénéficier d'un prix moins élevé acquittent eux aussi la taxe deux fois. Quant aux fabricants, ils doivent produire des modèles particuliers pour rester compétitifs sur les différents marchés, en dépit de ces disparités (fiscalité sur le diesel, sur le nombre de chevaux), ce qui les empêche de réaliser des économies d'échelle.

RESPECTER L'ACCORD DE KYOTO

La Commission recommande la disparition, dans un délai de dix ans, de la taxe d'immatriculation, considérée comme une entrave au marché intérieur. En échange, elle préconise un relèvement des taxes sur la circulation et sur les carburants. Elle demande en outre que le calcul des taxes d'immatriculation (bien que vouées à disparaître) et des taxes sur la circulation prenne en compte les émissions de CO₂ : de cette façon, une voiture

qui pollue moins sera moins taxée.

Cette utilisation écologique de la fiscalité permettrait de parvenir en 2005 à l'objectif de réduction de la pollution fixé par le protocole de Kyoto : 120 grammes de CO₂ par kilomètre. La Commission rappelle que l'industrie automobile s'est engagée à réduire ces émissions, par des améliorations techniques, à 140 grammes par kilomètre, ce qui ne suffira pas. La Commission demande, en outre, que les dix Etats qui perçoivent la taxe d'immatriculation mettent en place un système de remboursement de la seconde imposition.

Il n'est pas sûr que ces grands principes soient acceptés par le Conseil, dans la mesure où l'harmonisation fiscale requiert l'unanimité, et que certains pays ne sont sans doute pas prêts à renoncer aux recettes que génère la taxe d'immatriculation.

Précautionneuse, la Commission souligne que son remplacement par la taxe de circulation assurerait des revenus plus stables, puisque non liés à l'achat des voitures, mais à leur utilisation. Elle assure qu'elle ne touche en rien au niveau des taxes, qui dépend entièrement des Etats, mais seulement à leur mode de calcul. Néanmoins, cette introduction de la dimension écologique risque d'entraîner une baisse des rentrées fiscales.

Rafaële Rivais

Le Livre de Poche

“...Inconsciemment

NEW YORK

imite la montagne, la mer et les fleuves. Vue de loin, le soir, la ville évoque une chaîne de montagnes nue et pleine de crevasses, un peu à l'image du Montserrat, avec ses escarpements et ses pics. Et les flots humains, dans ses rues, obéissent aux mêmes lois que la mer...”

STEFAN ZWEIG
PAYS, VILLES, PAYSAGES
Écrits de voyage

C'est plus grand en Livre de Poche

FRANCE
BUDGET

Le projet de loi de finances pour 2003, qui sera présenté au **CONSEIL DES MINISTRES** du 25 septembre, prévoit une baisse des prélèvements de 3,3 milliards d'euros. Environ 1,2 milliard sera consacré à la baisse

des charges patronales, notamment pour mener à bien l'harmonisation du smic. L'impôt sur le revenu sera réduit de 1% (après une baisse de 5% en 2002), soit **500 MILLIONS D'EUROS**. Son taux marginal pas-

sera sous la barre symbolique des 50%. Dans le même temps, la taxe sur les produits pétroliers sera augmentée de 400 millions d'euros. **LA TAXE PROFESSIONNELLE** sera réduite de 1,4 milliard. Le gouvernement

ne relèvera la prime pour l'emploi que de 180 millions d'euros afin de la rendre plus favorable aux **SALARIÉS À TEMPS PARTIEL**. Le retour à l'équilibre des finances publiques n'est pas prévu avant 2007.

Jean-Pierre Raffarin préfère la baisse des impôts à celle du déficit

Le projet de loi de finances pour 2003 prévoit une réduction des prélèvements obligatoires de 3,3 milliards d'euros. Mais l'augmentation de la taxe sur les produits pétroliers (400 millions d'euros) annulera en grande partie la diminution de l'impôt sur le revenu (500 millions d'euros)

LE PROJET de loi de finances pour 2003 est désormais bouclé. Jacques Chirac et Jean-Pierre Raffarin ont rendu leurs derniers arbitrages durant le week-end. Il ne devrait donc plus y avoir de changement majeur d'ici au 25 septembre, date de l'examen du texte en conseil des ministres. Le ralentissement de l'activité, plus fort et plus long que prévu, a compliqué l'exercice. La croissance, dont les économistes pensaient en juin qu'elle serait de 3% en 2003, ne devrait en fait pas dépasser 2,5%.

Dans ce contexte, M. Raffarin a choisi de ne pas mener une politique de rigueur. Les dépenses de l'Etat devraient ainsi augmenter de 1,2% en volume pour atteindre 269,472 milliards d'euros l'an prochain. Si l'inflation devait être de 1,5% l'an prochain, cela porterait donc ces dépenses à 273,5 milliards d'euros. Les ministères prioritaires que sont la justice et la police verront leurs crédits et leurs effectifs accrus. Les efforts demandés à d'autres ministères, comme ceux du travail, de la culture, de la recherche et de l'aménagement du territoire, qui voient leur budget reculer, ou encore l'éducation nationale, Bercy et l'équipement, qui perdent

des effectifs, ne suffisent pas. Il faut dire que le souvenir de 1995 hante Matignon et l'Elysée. Au total, le budget 2003 prévoit prudemment quelque 1 600 suppressions de postes dans la fonction publique, alors que 58 000 départs à la retraite sont prévus l'an prochain.

Respecter les promesses électorales de M. Chirac, c'est également ce qui a dicté le choix de ce gouvernement en matière de baisses d'impôts et de charges. Ce sont plus de 3,3 milliards d'euros de baisses de prélèvements qui sont engagées dans le projet de loi de finances. Quelques rares augmentations ne permettront que d'alléger légèrement la facture : la taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) rapportera environ 400 millions d'euros et les taxes sur le tabac devraient également être revues à la hausse. L'Etat ne peut pourtant pas compter sur des recettes très dynamiques, compte tenu de la conjoncture. D'autant qu'il devra renoncer à certaines rentrées comme les dividendes de France Télécom. En 2002, les recettes budgétaires inscrites dans le collectif adopté cet été devraient être de 224,632 milliards d'euros. Dans ces conditions, M. Raffarin a choisi de ne pas réduire

le déficit budgétaire en 2003 et de le stabiliser au niveau de 44,6 milliards d'euros, qui devrait être celui que l'on constatera à la fin 2002.

► **Impôt sur le revenu.** Le budget 2003 intégrera d'abord la baisse forfaitaire de 5% de l'impôt sur le revenu (IR) décidée pour 2002. Pris par le temps, le nouveau gouvernement avait, en effet, choisi la manière la plus simple de mettre en œuvre cette promesse électorale de M. Chirac d'un coût pour l'Etat de 2,6 milliards d'euros. Conséquence, chaque contribuable peut constater sur l'avis d'imposition qu'il vient de recevoir, ou qu'il recevra dans les prochains jours, que la somme qu'il doit au fisc au titre de l'imposition de ses revenus 2001 a été diminuée de 5%. Le projet de loi de finances

2003 intégrera donc logiquement cette baisse dans le barème, dont tous les taux seront minorés de 5%, le taux supérieur de l'IR passant ainsi de 52,75% à 50,11%.

A cela s'ajoutera une baisse supplémentaire de 1%, c'est-à-dire de 500 millions d'euros, au titre de 2003. Il s'agit d'abord pour M. Raffarin de ne pas donner l'impression qu'il enterre la promesse de M. Chirac de réduire de 30% l'IR entre 2002 et 2007. Il s'agit aussi pour le premier ministre de faire ainsi passer le taux supérieur de l'IR sous la barre symbolique des 50%.

► **Prime pour l'emploi.** Le gouvernement y consacra 180 millions d'euros dans le budget 2003 afin de la rendre plus favorable au travail à temps partiel. Créée

par Lionel Jospin en 2001, la prime pour l'emploi (PPE) est un crédit d'impôt destiné aux salariés les plus modestes, ceux qui gagnent moins de 1,4 fois le smic. Elle avait notamment pour but d'inciter financièrement (pour 2,5 milliards d'euros en 2002) ses bénéficiaires à travailler. Elle profite aujourd'hui surtout aux salariés au smic et à temps complet. Plutôt que de consacrer plus de 1 milliard d'euros supplémentaires pour l'augmenter, comme comptait le faire M. Jospin, M. Raffarin a préféré corriger le tir.

► **Charges patronales.** Elles seront allégées d'environ 1,2 milliard d'euros en 2003 et l'Etat transfèrera donc cette somme à la Sécurité sociale pour compenser son manque à gagner : 200 millions financeront les allègements de charges attribués aux entreprises qui embauchent des moins de 20 ans peu qualifiés dans le cadre des contrats-jeunes ; 1 milliard d'euros doivent compenser la hausse du salaire minimum découlant de l'harmonisation du smic.

► **Taxe professionnelle.** La suppression de la part salariale de cet impôt local, engagée par Dominique Strauss-Kahn en 1999, sera poursuivie et achevée en 2003, com-

me prévu par le précédent gouvernement. Il en coûtera 1,4 milliard d'euros à l'Etat. Ils profiteront exclusivement aux grandes entreprises, celles dont la masse salariale dépasse 500 millions d'euros. M. Raffarin, en revanche, a choisi de ne pas poursuivre la suppression de la surtaxe Juppé sur l'impôt sur les sociétés, engagée par M. Fabius, et qui devait s'achever en 2003.

► **Taxe intérieure sur les produits pétroliers.** Le gouvernement veut augmenter de 1 centime d'euro par litre la TIPP sur le gazole, ce qui devrait rapporter 400 millions d'euros à l'Etat. Le gouvernement renoue ainsi avec le plan de rattrapage de l'écart de taxation entre le gazole et le super que M. Jospin avait interrompu en 2001, pour faire face à la grogne des Français devant la montée des prix pétroliers. Ce plan prévoyait une augmentation de 7 centimes de franc par an de la TIPP sur le gazole. Cet été, le gouvernement a déjà supprimé le mécanisme provisoire de TIPP flottante qui permettait de limiter les effets de la hausse du brut. Les automobilistes y ont perdu 1,2 milliard d'euros en 2002.

Virginie Malingre

TVA : les restaurateurs attendront

« Jacques Chirac avait promis une baisse de la TVA dans la restauration dès le 1^{er} janvier 2003. Nous ne sommes plus à l'époque où les promesses n'engagent que ceux qui les écoutent. Mais si M. Chirac veut satisfaire l'électorat de M. Le Pen... » : André Daguin, président de l'Union des métiers et des industries de l'hôtellerie, est fâché. Dimanche 8 septembre, Renaud Dutreil, le secrétaire d'Etat aux PME, a évoqué 2004 pour le passage de 19,6% à 5,5% du taux de TVA dans la restauration. D'ici là, a-t-il indiqué, il faudra négocier à Bruxelles, la France ne pouvant décider seule d'une telle réduction sans l'accord unanime de ses partenaires européens. « Mais cela, M. Chirac le savait quand il a fait sa promesse », poursuit M. Daguin.

	COUPLE MARIÉ AVEC DEUX ENFANTS (3 parts)		COUPLE MARIÉ SANS ENFANT (2 parts)		CÉLIBATAIRE	
Revenu annuel déclaré	62 708 € (411 340 F)	155 500 € (1 020 000 F)	41 875 € (274 681 F)	155 500 € (1 020 000 F)	20 500 € (134 470 F)	91 470 € (600 000 F)
Revenu net imposable (après déduction de 10 à 20 %)	45 150 € (296 000 F)	120 891 € (793 000 F)	30 150 € (198 000 F)	120 891 € (793 000 F)	14 760 € (96 800 F)	65 858 € (432 000 F)
Impôt dû en 2003 (*)	4 668 € (30 620 F)	35 742 € (235 000 F)	3 127 € (20 500 F)	39 776 € (261 000 F)	1 471 € (9 650 F)	22 578 € (148 100 F)
Gain lié à la baisse de 6 % de l'IR (**)	840 € (5 510 F)	3 833 € (25 143 F)	560 € (3 673 F)	3 833 € (25 143 F)	275 € (1 804 F)	2 082 € (13 657 F)
Gain en % du revenu imposable	1,86%	3,17%	1,86%	3,17%	1,86%	3,17%

(*) Simulations déterminées en prenant l'hypothèse d'une baisse de 6% de chaque taux; (**) gain par rapport à ce qui était prévu par la loi de finances initiale pour 2002, avant la baisse de 5% décidée par Jacques Chirac en 2002 et la baisse de 1% pour 2003

Source : Syndicat national unifié des impôts

Le taux supérieur de l'IR sous la barre symbolique des 50 %

C'EST mathématique : lorsqu'on allège l'impôt sur le revenu (IR), cela profite plus, en valeur absolue, aux revenus élevés qu'aux autres. D'abord parce que les plus riches payent plus d'impôt. Ensuite parce que le choix des taux marginaux implique qu'une baisse des taux les plus bas du barème profite aussi aux revenus les plus élevés. Cela étant dit, il y a plusieurs manières de réduire cet impôt hautement symbolique en France parce qu'il est, avec l'impôt sur la fortune (ISF), le seul impôt progressif.

Pour satisfaire sa majorité, le gouvernement de Lionel Jospin avait choisi de réduire plus les taux du bas du barème que ceux d'en haut. Le plan Fabius prévoyait ainsi que le taux supérieur passerait

de 54% en 2000 à 52,75% en 2002 et à 52,5% en 2003. La droite, qui a souvent dénoncé le caractère confiscatoire de ce taux marginal, n'a pas les mêmes précautions. Jean-Pierre Raffarin tenait, pour sa part, à afficher une baisse du taux supérieur sous la barre symbolique des 50% en 2003. Une première baisse proportionnelle de 5% de tous les taux du barème dès 2002 a permis de ramener le taux supérieur à 50,11%. S'y ajoutera en 2003 une baisse de 1% de l'impôt sur le revenu qui ne sera pas proportionnelle, mais qui permettra à coup sûr de faire passer le taux supérieur sous les 50%.

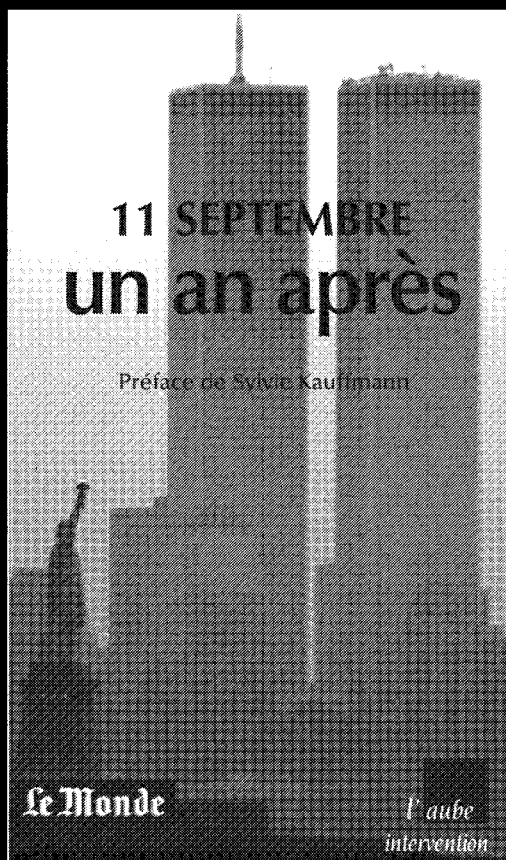
Le Syndicat national unifié des impôts (SNUI) s'est livré à une première estimation de ces mesures en prenant comme hypothèse que la baisse de 6% de l'IR se ferait de manière homogène entre toutes les tranches. Ce qui ne devrait être le cas que pour la baisse de 5%, le gouvernement n'ayant pas encore tranché la façon dont se fera l'allègement de 1%. « Ces estimations ne prennent pas non plus en compte divers éléments tels que la revalorisation des seuils des tranches du barème, les ajustements des décotes, plafonds des déductions et plafonnement du quotient familial. Aussi, ces calculs doivent-ils être pris avec toutes les précautions d'usage », précise le syndicat. Les résultats de ces estimations sont en tout cas instructifs (voir tableaux ci-contre). Un couple marié avec deux enfants qui déclare 62 708 euros par an fait ainsi un gain de 840 euros par rapport à ce qu'il était prévu qu'il paye en loi de finances 2002, avant que Jacques Chirac ne prenne ses premières mesures d'allègement. Un foyer dans la même situation mais avec 155 500 euros économiques, lui, 3 833 euros. En pourcentage du revenu imposable, le gain passe donc de 1,86% dans le premier cas à 3,17% dans le second.

Quelques parlementaires de la majorité avaient, cet été, incité le gouvernement à différer une nouvelle baisse de l'IR compte tenu des faibles marges budgétaires. La baisse de l'IR pouvait « bien attendre 2004 ou 2005 », avait ainsi déclaré Pierre Méhaignerie, président (UMP-UDF) de la commission des finances de l'Assemblée nationale (*Le Monde* du 22 août). Ce dernier recommandait à M. Raffarin de se préoccuper davantage du pouvoir d'achat des bas salaires.

V. Ma.

V. Ma.

Vient de paraître :



une co-édition
Le Monde et l'aube

Bercy n'envisage pas un retour à l'équilibre des finances publiques « avant 2007 »

La croissance sera insuffisante pour atteindre cet objectif dès 2004

« A L'IMPOSSIBLE, nul n'est tenu », a déclaré Francis Mer à l'occasion du conseil Ecofin, qui s'est tenu, vendredi 6 et samedi 7 septembre, à Copenhague. C'est en ces termes que le ministre de l'économie et des finances a évoqué les difficultés pour la France de respecter son engagement européen d'équilibrer ses finances publiques en 2004. Avec une année 2002 marquée par un très net ralentissement économique et une croissance 2003 qui sera plus proche de 2,5% que des 3% espérés par le gouvernement, il lui sera effectivement impossible de parvenir à l'équilibre en 2004.

En 2003, il faut s'attendre à une stabilisation des déficits publics (Etat, Sécurité sociale, collectivités locales) au niveau de 2002, c'est-à-dire aux alentours de 2,6% du produit intérieur brut (PIB). Les comptes sociaux devraient encore se dégrader, avec la remontée du chômage et la progression soutenue des dépenses d'assurance-maladie. Bercy a obtenu que le déficit budgétaire inscrit dans le projet de loi de finances initiale, qui sera examiné en conseil des ministres le 25 septembre, soit de 44,6 milliards d'euros, ce qui devrait être aussi le niveau du déficit en 2002. Ce chiffre, qui est relativement contraignant compte tenu des baisses d'impôts et de charges annoncées et d'une situation économique moro-

se, correspond au haut de la fourchette inscrite dans l'audit des finances publiques commandé par Jean-Pierre Raffarin dès son arrivée à Matignon et publié fin juin. En clair, il intègre la dérive des comptes imputable au gouvernement de Lionel Jospin et au ralentissement économique. En revanche, il ne tient pas compte de la baisse de 5% de l'impôt sur le revenu pour 2002 décidée par Jacques Chirac dès sa réélection, qui devra être financée, tout comme d'éventuelles nouvelles pertes de recettes fiscales, par des économies.

UNE CERTAINE TRANSPARENCE

On voit mal comment, avec des déficits publics de 2,6% du PIB en 2003, le gouvernement français pourrait, en un an, restaurer la situation et afficher l'équilibre de ses comptes en 2004. « Avec une croissance de 2,5% par an, on ne peut pas envisager de retour à l'équilibre avant 2007 », confie un proche de M. Mer. Et encore, certains sont plus pessimistes... Il n'est cependant pas question de le dire officiellement avant les élections allemandes du 22 septembre et avant qu'une nouvelle négociation entre ministres de l'économie et des finances européens ait lieu.

Le gouvernement doit pourtant faire preuve d'une certaine transparence : la réforme de l'ordonnance de 1959 l'oblige à présenter, en

même temps que le projet de loi de finances, ses projections à plus long terme en matière de finances publiques. Les parlementaires peuvent ainsi avoir une vision globale des orientations du gouvernement, qui doit leur remettre les grandes lignes du programme pluriannuel de finances publiques qu'il adresse, chaque fin d'année, à Bruxelles. Le prochain concerne la période 2004-2006. Il pourrait aller jusqu'à 2007 et donnera donc clairement des indications sur les intentions de la France.

A Bercy, certains pensent qu'il faudrait encore envisager un scénario à 3% de croissance par an qui permettrait de revenir à l'équilibre des finances publiques, certes non pas en 2004, mais peut-être en 2005. Et donc de ne pas revenir sur les engagements européens officiels de la France tant que l'avenir du pacte de stabilité n'a pas été négocié entre les différents pays membres. D'autres jugent qu'il serait absurde de « bercer les Français d'illusions » et proposent d'éliminer du champ des possibles un tel scénario. D'autant que le conseil Ecofin qui s'est tenu à Copenhague a bel et bien commencé à préparer l'opinion publique à un nouveau report du retour à l'équilibre des comptes publics. MM. Raffarin et Mer devront arbitrer rapidement.

Jacques Chirac rend hommage au colonel Rol-Tanguy, figure de la Résistance

La mort du militant communiste suscite l'émotion des responsables politiques. Un hommage lui sera rendu lors de la Fête de « L'Humanité »

LE DÉCÈS d'Henri Rol-Tanguy, militant communiste, ancien ouvrier métallurgiste, membre des Brigades internationales en Espagne et commandant de la Résistance lors de la libération de Paris, à l'âge de 94 ans, dans la soirée du dimanche 8 septembre, a suscité une vive émotion. Le président de la République, Jacques Chirac, a fait part de « sa profonde tristesse » à l'annonce de la mort d'Henri Rol-Tanguy, et a rendu un vibrant hommage à celui qui fut « l'une des plus grandes figures de la Résistance ». « Je veux saluer la mémoire du patriote et du républicain qui n'a jamais accepté la défaite ni l'asservissement. Je veux saluer la mémoire d'un combattant qui se fit stratège, et avec quel talent, pour défendre sa liberté et la République », a notamment indiqué le chef de l'Etat, ajoutant que « son exemple restera » et adressant ses « très sincères et très vives condoléances » à l'épouse d'Henri Rol-Tanguy.

FIGURE POPULAIRE

Le premier secrétaire du PS, François Hollande, a également rendu hommage à l'ancien chef des FTP puis des FFI d'Ile-de-France, tandis que le président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale Jean-Marc Ayrault, saluait, dans un communiqué, la « contribution » du colonel Rol-Tanguy « à l'organisation et à l'unité de la Résistance française » ainsi que « son engagement en faveur d'un commu-

nisme humaniste ». « Il fut l'un de ces hommes courageux qui, dès 1940, se levèrent contre l'occupation et l'oppression nazies », a-t-il indiqué.

Mais c'est dans les rangs communistes, où le colonel Rol-Tanguy est resté une figure très populaire, incarnant tout à la fois le militant exemplaire, le combattant antifasciste, le « parti des fusillés », que l'émotion a été la plus grande. Non sans provoquer des tiraillements entre la famille d'Henri Rol-Tanguy et la direction du PCF. Cette dernière a décidé de rendre publique la nouvelle du décès en adressant lundi, en fin de matinée, aux rédactions, un communiqué reprenant le message de condoléances envoyée par Marie-George Buffet et Robert Hue à l'épouse d'Henri Rol-Tanguy. « Ce n'est pas ce qui avait été prévu. Ce communiqué a été publié sans nous avertir. Nous les avions prévenus que la famille souhaitait faire elle-même le communiqué. Cela nous a beaucoup irrités. C'est un procédé pour le moins cavalier », indique Jean Rol-Tanguy, l'un des deux fils d'Henri Rol-Tanguy.

Dans leur message, la secrétaire nationale du parti communiste et le président du PCF saluent « le combattant des Brigades internationales, le grand résistant libérateur de Paris, le compagnon de la Libération, l'officier, le dirigeant du Parti communiste (...), l'écrivain aussi ». « Tout cela, c'était le même person-

nage : un magnifique militant, un grand patriote », écrivent-ils, faisant part de leur « fierté » d'avoir « connu, compté parmi les siens, un homme de la trempe de Rol-Tanguy ».

De son côté, la fédération CGT de la métallurgie a salué la mémoire de l'ancien secrétaire du syndicat des travailleurs des métaux de la région parisienne. « C'était un militant forgé dans les luttes sociales de l'époque (...) Nous nous inclinons devant le souvenir d'un homme qui compte dans l'histoire de notre pays et dans la place que joua la classe ouvrière dans la Résistance et dans la Libération de la France », écrit le syndicat.

UNE RUE DE PARIS

Un hommage public sera rendu mercredi 11 septembre lors d'une cérémonie organisée à partir de 19 heures à la mairie de Montreuil (Seine-Saint-Denis), a annoncé la famille d'Henri Rol-Tanguy. Les Amis des combattants en Espagne républicaine (ACER) ont prévu également de rendre hommage à l'ancien membre des Brigades internationales lors de la Fête de L'Humanité à la Courneuve, le week-end prochain, tandis que Bertrand Delanoë, maire (PS) de Paris, a annoncé son intention de baptiser un lieu ou une rue de la capitale du nom d'Henri Rol-Tanguy.

Caroline Monnot

35 heures : François Fillon change les règles du jeu pour les PME et les cadres

DE PRÉCISION en précision, distillées avec parcimonie et prudence par le gouvernement, les lois Aubry sur les 35 heures apparaissent chaque jour un peu plus vidées de leur contenu. Vendredi 6 septembre, en déplacement à Strasbourg, Jean-Pierre Raffarin a lui-même annoncé que le surcoût des heures supplémentaires comprises entre la 36^e et la 39^e heures de travail serait limitée à 10 %, au lieu de 25 %, dans les entreprises de moins de 20 salariés, et ce jusqu'au 1^{er} janvier 2006. Au matin, lors d'une réunion de la commission de la négociation collective, François Fillon, ministre des affaires sociales, avait pourtant assuré du contraire ses interlocuteurs syndicaux et patronaux. La fiche technique qui leur avait remise indiquait que ce point devait faire l'ob-

Du côté des syndicats, le mécontentement grandit. D'abord sur la méthode

jet de négociations au niveau des branches professionnelles...

De nouvelles précisions concernent cette fois les cadres comme le rapporte, mardi 10 septembre, le quotidien *Les Echos*. Dans le projet de loi de M. Fillon, qui devrait être présenté au conseil des ministres le 18 septembre, le ministre envisage d'étendre le forfait-jour, l'une des innovations des lois Aubry les plus contestées, à l'ensemble des cadres bénéficiant d'une « autonomie » dans leur gestion du temps de travail. Or, jusqu'à présent, ces forfaits, qui représentent en moyenne 212 jours de travail, contre 217 pour les autres salariés, étaient en théorie applicables aux seuls cadres répondant à plusieurs critères, selon l'autonomie mais aussi leur fonction et leur niveau de responsabilité. « Dans une première version, le gouvernement, sous la pression du Medef, avait prévu d'étendre ces forfaits à tous les salariés "autonomes". C'est l'une des revendications, notamment, de l'UIMM [Union des industries métallurgiques et minières] pour tous les métiers itinérants. Le 6 sep-

tembre, le ministre nous a présenté une version corrigée, un texte sommaire qui se référait à l'autonomie des cadres », témoigne Jean-Luc Cazettes, président de la CGC. Pour ce dernier, qui avait contesté les forfaits-jours jusque devant les tribunaux, cet élargissement est de mauvais augure : « Dans les grandes entreprises, il n'y a pas eu trop de dérives, mais elles ont été quasi systématiques dans les PME qui n'ont pas hésité à déclarer sous le statut cadre des salariés qui n'en étaient pas ». « Comment va-t-on négocier ? », s'interroge M. Cazettes. « Aucune convention, aucune branche ne se réfère à la seule notion d'autonomie. »

Autre modification concernant les cadres : les jours « RTT » placés sur un compte épargne temps (CET) pourraient être, s'ils ne sont pas utilisés, transformés en argent sur le compte épargne de l'entreprise. Il ne s'agit pas à proprement parler d'un rachat de ces jours, comme pour les policiers ou les infirmières. « L'expression "monétarisation" du CET figure clairement dans les textes qui nous ont été présentés », affirme M. Cazettes. Sans doute le CET devra-t-il subir, à cette occasion, d'autres modifications.

Du côté des syndicats, le mécontentement grandit. D'abord, sur la méthode. « Nous devons émettre un avis alors que le gouvernement ne nous a pas donné tous les textes. Nous n'avons encore rien vu, par exemple, sur tout ce qui touche à la durée du travail, ce qui nous laisse penser que tous les mauvais coups ne sont pas encore arrivés », proteste Maryse Dumas, numéro deux de la CGT. « Alors que nous rencontrons le matin même M. Fillon, nous avons découvert, par la télévision, les déclarations de Jean-Pierre Raffarin sur les heures supplémentaires dans les PME. Le gouvernement procède catégorie par catégorie car il craint les réactions des salariés », ajoute-t-elle. Sur le fond, à la quasi-unanimité, les syndicats dénoncent l'instauration de 35 heures à plusieurs vitesses selon la taille des entreprises. « A force d'assouplir, il ne va bientôt plus rester grand-chose », ironise M. Cazettes. La CFDT a, pour sa part, critiqué un « manque de visibilité » s'agissant des intentions réelles du gouvernement.

Isabelle Mandraud

L'ancien maire de Grenoble Alain Carignon adhère à l'UMP

L'ANCIEN maire RPR de Grenoble et ancien président du conseil général de l'Isère, Alain Carignon, a adhéré, lundi 9 septembre, à l'UMP après avoir rencontré les six parlementaires UMP de l'Isère. Selon Richard Cazenave, député de Grenoble, « Alain Carignon nous a fait valoir son désir de retrouver sa famille politique en précisant qu'il n'avait aucun objectif électoral, et qu'il n'était candidat ni aux prochaines cantonales, ni aux régionales ».

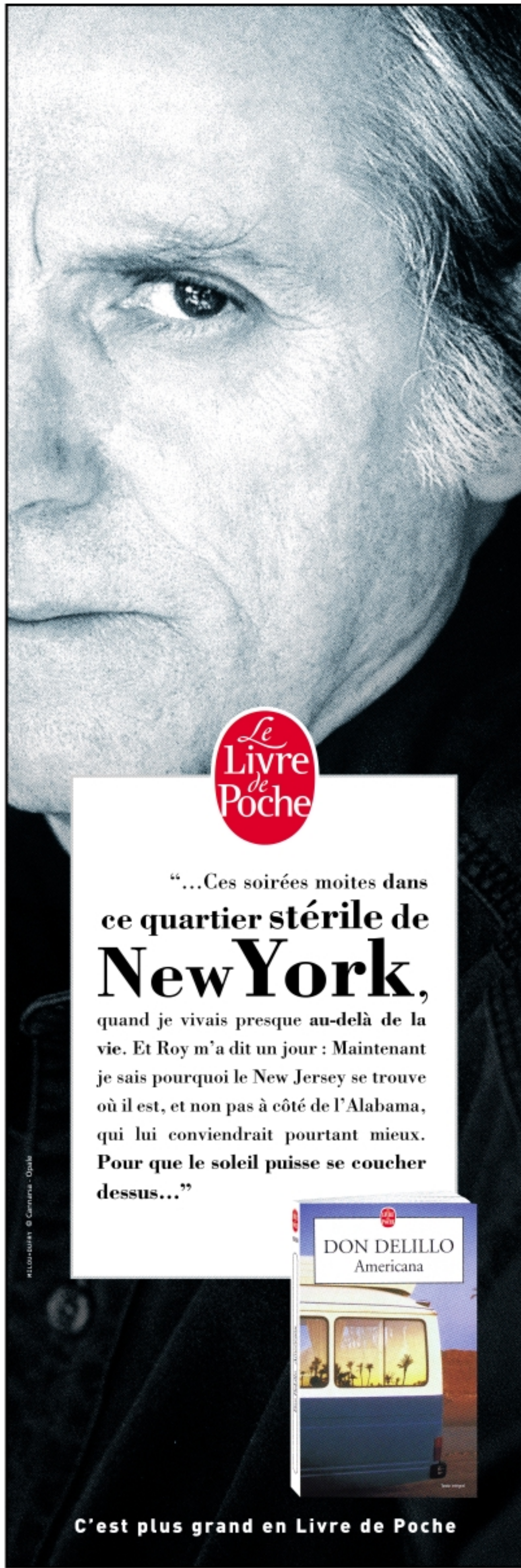
Ancien ministre RPR, M. Carignon, qui a effectué 29 mois de prison après une condamnation pour corruption en 1996, est inéligible jusqu'en octobre 2002. M. Carignon dispose d'un réseau de plusieurs centaines de fidèles à Grenoble et dans l'Isère - le RPR local s'est d'ailleurs déchiré entre pro et anti-Carignon - et sera intégré à la commission exécutive du département qui compte 40 membres.

DÉPÊCHES

■ **INDEMNISATION** : le député UMP et maire de Toulouse Philippe Douste-Blazy va déposer une proposition de loi, vers le 21 septembre, pour permettre à l'Etat, en cas de catastrophe comme l'explosion de l'usine AZF, de prendre en charge immédiatement l'indemnisation des victimes et leur relogement. Selon M. Douste-Blazy, cette proposition de loi pourrait amender le projet de loi sur la sécurité industrielle préparé par Roselyne Bachelot.

■ **EMPLOI** : Eric Besson (PS) critique François Fillon, ministre du travail, dans un entretien paru, mardi 10 septembre, dans *Libération*. « L'emploi n'est pas la priorité » du gouvernement mais « une variable d'ajustement du budget », analyse le secrétaire national du PS chargé de l'emploi. « Ce qui est grave, ce n'est pas que le ministre du travail remette en cause l'œuvre de la gauche, c'est qu'il délaisse tout ce qui a marché », ajoute M. Besson, en évoquant le projet d'assouplissement des 35 heures, « la baisse des charges sans contrepartie », la fin des emplois-jeunes.

■ **SÉNAT** : Dominique Larifla, sénateur apparenté socialiste de la Guadeloupe, a quitté le groupe socialiste pour rejoindre le groupe du Rassemblement démocratique et social européen.



“...Ces soirées moites dans ce quartier stérile de New York, quand je vivais presque au-delà de la vie. Et Roy m'a dit un jour : Maintenant je sais pourquoi le New Jersey se trouve où il est, et non pas à côté de l'Alabama, qui lui conviendrait pourtant mieux. Pour que le soleil puisse se coucher dessus...”

C'est plus grand en Livre de Poche

SOCIÉTÉ

Un ancien CRS aux assises pour avoir tué deux employés d'un sauna gay

Il avait également exigé la recette de l'établissement qu'il avait cachée dans le vestiaire de son commissariat



COUR D'ASSISES DE PARIS
1^{re} journée d'audience

LA QUARANTAINE un peu empathée mais soignée, Marcel Nagy est un homme qui présente bien et s'exprime avec calme et précision. Au premier jour de sa comparution devant la cour d'assises de Paris, lundi 9 septembre, pour un double meurtre et une tentative de meurtre commis dans un sauna gay en 1999, l'ancien gardien de la paix cherche tout de même un peu ses mots et pousse de grands soupirs. Face à l'incompréhension suscitée par le basculement d'une vie ordinaire dans le crime le plus sordide, ce policier bien noté et père de famille apparemment sans histoires a bien du mal à expliquer et à convaincre. « Bien sûr », il reconnaît avoir commis une « atrocité », mais il ne comprend pas comment il a pu agir « comme ça » et il n'est toujours pas capable de donner une « explication rationnelle ».

Le 1^{er} novembre 1999, Marcel Nagy - alors âgé de 39 ans - était venu à l'Euro Men's Club, un sauna homosexuel parisien, pour « prendre du bon temps ». Le policier, père de cinq enfants, avait fréquenté les lieux quand il était CRS à Deuil-la-Barre (Val-d'Oise) et il continuait de s'y rendre à l'occasion malgré son affectation, en 1997, à Thionville (Moselle), sa région d'origine. Pour compenser la « frustration » d'une vie de couple devenue inexistante, il allait en secret au sauna où il cherchait à « assou-

vir un fantasme » sans « avoir l'impression » de tromper sa femme en limitant ses pratiques homosexuelles à des fellations. Le jour de la Toussaint, vers 22 h, « l'escapade » s'est transformée en tuerie.

Dernier client resté dans les lieux après s'être endormi dans sa cabine, le gardien de la paix a sorti son arme de service, un revolver Manurhin 357 Magnum spécial police. Il a alors exigé les 24 000 francs (3 658 euros) de la recette. Les employés présents n'ont opposé aucune résistance mais il a tué deux d'entre eux en leur tirant dessus à bout portant. Grièvement blessé, le troisième a réussi à prendre la fuite à l'extérieur. Le policier l'a poursuivi avant de revenir dans l'établissement où il a de nouveau tiré sur les deux premières victimes qui gisaient à terre. Dans l'affolement, il s'est blessé avec une vitre brisée et a perdu son arme de service sur place, avant de s'enfuir.

NATURE DES MOBILES

Retrouvé grâce au numéro de série du revolver, Marcel Nagy est rapidement passé aux aveux et a indiqué où se trouvait l'argent, caché dans le vestiaire du commissariat de Thionville. Placé depuis lors en détention provisoire à la prison de la Santé, il encourt la réclusion criminelle à perpétuité. La peine prononcée dépendra sans doute de la nature des mobiles pris en compte par les jurés. Acte crapuleux qui dégénère ou coup de folie d'un homme incapable d'assumer sa double vie, le geste meurtrier de Marcel Nagy demeure en grande partie inexplicable. L'intéressé lui-même

n'apporte pas de réponse satisfaisante. « Je n'ai pas pensé une seule seconde braquer le sauna, sinon je n'aurais pas agi comme ça », affirme-t-il en évoquant les maladresses commises et les indices laissés derrière lui. Pour autant, l'ancien policier ne justifie pas son acte par un mal-être affectif ou un problème d'identité sexuelle. « Je ne me sens pas vraiment homosexuel », souligne l'accusé, qui présente malgré tout le sauna comme un défouloir face à l'absence de relations sexuelles avec sa femme : « C'était une pulsion. (...) Hormis les fois où j'allais au sauna, je n'avais pas de relations sexuelles. » Le policier s'est « laissé tenter » mais il se sentait « coupable et honteux ». L'ex-gardien de la paix fait l'objet d'un suivi psychiatrique en prison, mais il a été déclaré pénalement responsable par les experts. A l'audience, sa version des faits a consisté en un récit confus et embarrasé dans lequel il a affirmé avoir été dépassé par les événements. « Je ne comprenais pas ce qui se passait, à un moment tout s'est enchaîné », a soutenu l'accusé, affirmant avoir tiré « sans aucune raison, sans savoir pourquoi ». Son récit n'a pas convaincu l'avocat général, Pierre Kramer, qui a fustigé « une version soft, pleine de contre-vérités ».

Clairement énoncée dans l'ordonnance de mise en accusation, la thèse du ministère public est celle du crime crapuleux commis pour « favoriser la fuite ou assurer l'impunité de l'auteur », c'est à dire avec la volonté de supprimer les témoins gênants.

Frédéric Chambon

Procès des pédophiles : les dix-neuf victimes vont témoigner à huis clos pendant trois jours



COUR D'ASSISES DE SEINE-ET-MARNE
5^e journée d'audience

MELUN

de notre envoyé spécial

La plupart d'entre eux avaient moins de quinze ans quand ils ont été violés par Michel Albenque et ses amis. Sept ans plus tard, ce sont de jeunes majeurs qui ont commencé à se succéder, lundi 9 septembre, devant les jurés de la cour d'assises de Seine-et-Marne, à Melun, pour une dernière confrontation à huis clos avec leurs dix agresseurs. L'audition des 19 victimes doit durer trois jours.

Elle a été précédée, lundi, par la lecture de leurs premières dépositions au cours de l'été 1996, quand la police a été alertée des agissements de Michel Albenque par deux lettres anonymes. Benjamin a alors raconté aux enquêteurs comment il avait appris « le premier jour » de sa rencontre avec « tonton Michel » les règles du « pouilleux déshabilleur » dans un logement de fonction du Sénat, où les perdants se faisaient tripoter le sexe. « Le soir, quand je suis rentré chez mes parents, je n'ai rien dit parce que j'avais honte et peur de me faire engueuler », avait-il déclaré aux enquêteurs.

L'été suivant, celui qui se fait passer pour un éducateur spécialisé invite trois adolescents en vacances dans

un camp naturiste du cap d'Agde, là où « les choses sont allées beaucoup plus loin », avait témoigné Benjamin. « Avec Fabien et Sébastien, on a tout fait à Michel, de jour comme de nuit (...). On était tous à poil sur un grand lit, il s'occupait de nous à tour de rôle. Il nous donnait 100 francs à chaque fois. Depuis que je le connais, il m'a donné 10 000 francs. »

« DES TOURS DE KARTING »

Fabien, lui, était en CM2 quand son grand frère lui a présenté Michel Albenque. « J'allais chez lui et il me payait des tours de karting », avait-il indiqué aux policiers. Un jour, il a découvert l'adulte avec un autre mineur, avant de faire lui-même l'objet d'une première fellation. Quatre mois plus tard, le pédophile emménage au domicile de Fabien, dont le père célibataire est alcoolique. L'enfant est violé tous les week-ends par le nouveau locataire qui couche dans sa chambre. « J'avais mal, je n'étais pas d'accord, mais il n'arrêtait pas. » Fabien en est persuadé : son « gentil » père n'a jamais su ce qui se passait sous son toit.

A la barre, Cyril, 19 ans, agressé par quatre accusés, est le premier à témoigner. « Il ne voulait pas venir, mais le procès est pour lui une occasion de se déculpabiliser », indique son avocate, M^{me} Catherine Bahuchet. L'adolescent se sent en effet responsable de la dépression de sa mère, qui ne cesse de pleurer depuis que l'affaire a éclaté.

Alexandre Garcia

Un haut magistrat débarqué par la chancellerie

L'USM dénonce un « spoil system à la française »

C'EST un magistrat désormais sans bureau ni affectation. Nommé en décembre 2001, par l'ancienne garde des sceaux, Marylise Lebranchu, à la tête de la direction des affaires civiles et du sceau au ministère de la justice, Jean-Louis Gallet en a été brutalement débarqué au début du mois d'août par l'équipe du ministre de la justice, Dominique Perben. Mais alors que la coutume impose de trouver un point de chute aux magistrats partants, M. Gallet a été remercié sans plus d'explications, pour se retrouver à la rentrée, et à presque 55 ans, en situation de chômage technique.

Pour ce juge du siège hors hiérarchie, ancien président de chambre de Versailles et ancien président du tribunal de Créteil, le traitement est pour le moins inhabituel. Il tranche en effet sur la manière avec laquelle la chancellerie a géré le départ d'autres anciens collaborateurs de l'équipe Lebranchu. L'ancien directeur des affaires criminelles et des grâces, Robert Finielz, a ainsi été nommé au poste d'avocat général à la Cour de cassation, avant d'être

remplacé, début août, par Jean-Claude Marin, lui-même partant de la Cour de cassation. Sylvie Perdiolle, qui est resté quatre ans directrice de la Protection judiciaire de la jeunesse, a été nommée présidente de chambre correctionnelle à la cour d'appel de Paris, fin juillet : son successeur, Jean-Pierre Carbuccia-Berland, a ensuite été désigné le 30 août, par décret.

« EN ATTENTE DE MOUVEMENT »

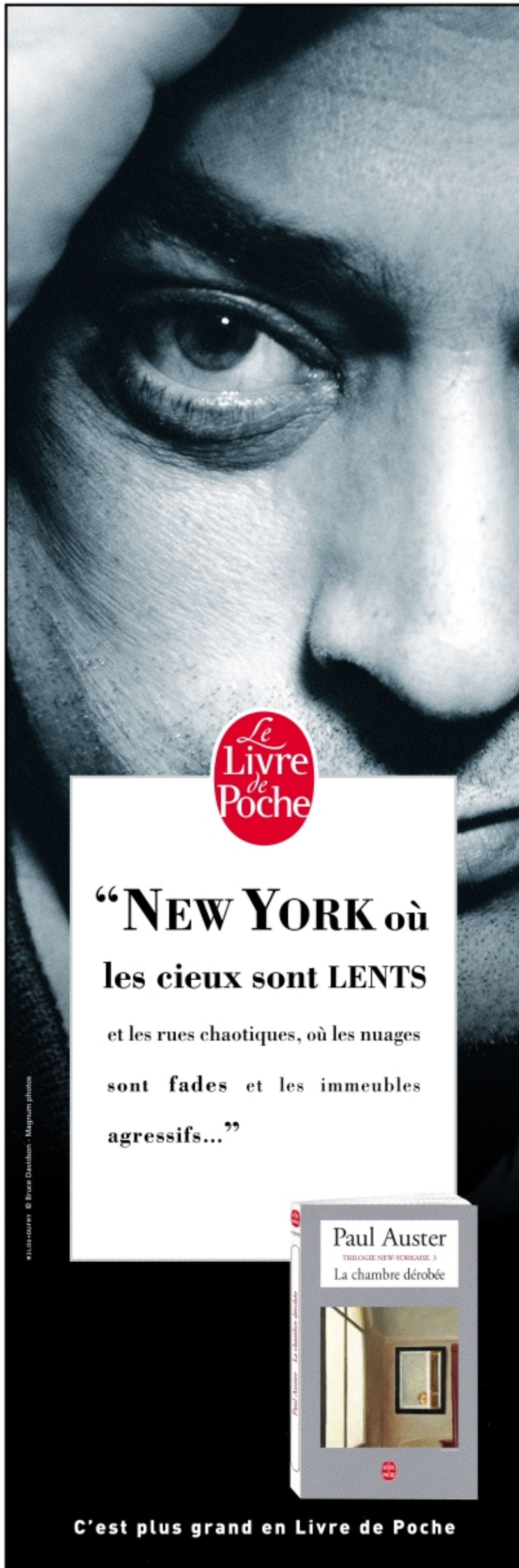
Rien de tel pour M. Gallet qui a dû faire ses cartons dans la précipitation et dans la foulée de la nomination de son successeur, le maître des requêtes au Conseil d'Etat Marc Guillaume, au conseil des ministres du 31 juillet. Débarqué sur fond de règlements de comptes internes à la chancellerie, il n'a pas eu le loisir d'organiser son départ. Or la procédure de nomination des hauts magistrats du siège est soumise à des contraintes précises : leurs candidatures sont examinées et approuvées par le Conseil supérieur de la magistrature (CSM), ce qui implique un délai de plusieurs semaines, voi-

re plusieurs mois. M. Gallet a ainsi sollicité un poste de conseiller à la Cour de cassation mais ignore à quelle échéance sa demande sera examinée par le CSM. Dans l'attente, il est réaffecté par le ministère de la justice, pour un emploi qu'il n'occupe plus.

Le ministère de la justice minore la mésaventure du magistrat. Il relève qu'une mission lui a été proposée. « Ce n'est certes pas la position la plus fréquente, reconnaît le cabinet de M. Perben, mais M. Gallet reste affecté à la chancellerie. Il n'est pas placardisé, il est en attente d'un mouvement de la magistrature. » Ce n'est pas l'avis de l'Union syndicale des magistrats (USM, modérée), qui juge « totalement anormale » la situation du magistrat.

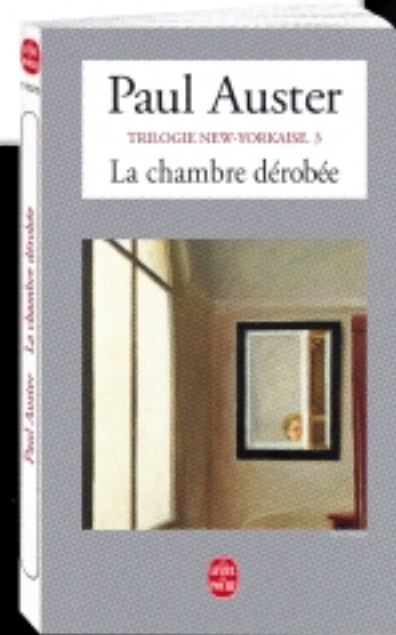
« Cela témoigne bien du spoil system à la française, réagit Dominique Barella, secrétaire général de l'USM. Ceci étant, les départs se négocient toujours et ce, avant que la personne ne parte. C'est le bon sens et cela relève d'un minimum d'humanité. »

Cécile Prieur



Le Livre de Poche

“NEW YORK où les cieux sont LENTS et les rues chaotiques, où les nuages sont fades et les immeubles agressifs...”



C'est plus grand en Livre de Poche

La Bretagne n'arrive pas à protéger son eau des pollutions agricoles

Les éleveurs espèrent des assouplissements de la réglementation contre les nitrates. D'ici à 2005, 110 000 tonnes d'azote devront être éliminées. Les riverains s'opposent aux usines de traitement des déjections et de nombreux exploitants à la réduction de leur cheptel

RENNES

de notre envoyée spéciale

La lutte contre la pollution de l'eau en Bretagne semble un éternel recommencement. La décennie passée a vu la réglementation enfler, les plans se succéder, les crédits s'ajouter. Apparemment en pure perte. Dans 39 prises d'eau brute, le taux de nitrates dépasse le seuil d'interdiction de 50 mg/litre. Il reste proche de ce seuil ailleurs. Des dizaines de milliers de tonnes d'algues vertes ont été ramassées sur les côtes cet été. La région est toujours confrontée à l'équation suivante : l'agriculture et l'industrie agroalimentaire restent des piliers de l'économie bretonne, mais les excréments des millions d'animaux élevés dans les 35 000 exploitations saturent le sol d'azote, donc l'eau de nitrates. C'est dans ce contexte que se tient le Space, le Salon de l'élevage qui devait inaugurer Jean-Pierre Raffarin, mardi 10 septembre, à Rennes.

En 2001, l'Etat a été condamné par le tribunal administratif de Rennes et la Cour de justice européenne pour la mauvaise qualité de l'eau bretonne. La France risque des sanctions financières de l'Europe si elle ne respecte pas la directive nitrates de 1991. Un rapport de la Cour des comptes, publié en

Un plan évalué à 437 millions d'euros

En février 2002, un « plan d'action pour un développement pérenne de l'agriculture et de l'agroalimentaire et pour la reconquête de la qualité de l'eau en Bretagne » a été signé sous l'égide du préfet Claude Guéant (*Le Monde* du 5 février). Le coût est estimé à 473 millions d'euros sur quatre ans. « L'action se fonde sur un trépied », résume Pierre Bessin, responsable de la mission régionale et interdépartementale de l'eau (MIRE) : poursuite de la mise aux normes des élevages par le plan de maîtrise des pollutions d'origine agricole (PMPOA), obligation de pratiquer un meilleur raisonnement agronomique et résorption de l'azote en excédent par le traitement des déjections et la réduction du cheptel.

Les agriculteurs réclament des équipements collectifs de traitement des déchets

BREST

de notre correspondant

Les agriculteurs de la FDSEA et du CDJA ont bloqué pendant neuf jours, du 29 août au 6 septembre, les incinérateurs de déchets ménagers de Brest et de Briec, près de Quimper (Finistère). Ils ont voulu ainsi alerter l'opinion sur les difficultés qu'ils rencontrent pour traiter les déjections animales. Des difficultés notamment liées à l'hostilité des riverains, qui craignent des répercussions sur l'environnement. C'est le cas du projet d'usine de traitement du lisier de Milizac, qui rencontre une très forte opposition de la population. La promesse d'une entrevue, avant le 25 octobre, avec le premier ministre et les ministres de l'agriculture et de l'environnement a permis la levée du blocus.

« On attend de Jean-Pierre Raffarin un arbitrage entre la surréglementation environnementale et une agriculture qui peine sur le plan économique », explique Michel Adam, président de la FDSEA. Les manifestants ont reçu l'appui de la chambre d'agriculture du Finistère, reprise par la FDSEA à la Confédération paysanne il y a deux ans. « Les associations environnementales n'ont pas le monopole de la défense de la nature. (...) Dans quelle société vit-on si l'on est mis à l'index du simple fait d'être paysan ? », lance Jacques Jaouen, président de la chambre.

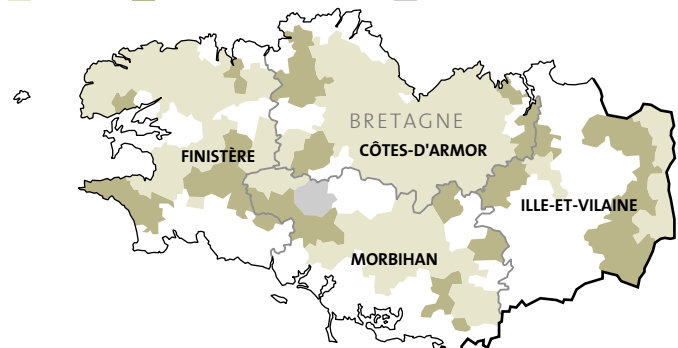
ENTRE LES MAINS DU PRÉFET

Depuis le 1^{er} août dernier, 29 cantons (contre 20 précédemment), sur les 48 du Finistère ayant des exploitations agricoles, sont classés en zone en excédent structurel (ZES) de lisier. A lui seul, le département assure 21 % de la production

60 % DE LA RÉGION EN EXCÉDENT D'AZOTE

Zones d'excédent structurel en 2002

En 1995 (jaune) Nouvelles zones en 2002 (vert) Disparue en 2002 (gris)



Les cantons en zones d'excédent structurel (ZES), où la quantité d'azote contenue dans les déjections des animaux d'élevage dépasse les besoins de fertilisation des cultures (170 kilos d'azote à l'hectare), passent de 71 à 104. Les exploitants doivent résorber l'excédent. Les installations ou extensions d'élevages sont bloquées, sauf pour les jeunes agriculteurs ou les petites exploitations.

Source : DRAF-SRSA Bretagne

30 km

février 2002, a dénoncé la « singulière passivité de l'Etat », notamment devant le non-respect de la réglementation sur la limitation des effectifs d'animaux par les éleveurs (*Le Monde* du 8 décembre 2001).

L'Etat affiche sa volonté de renforcer la réglementation et de la faire respecter. Un nouveau plan d'action, dont les termes ont été aussi discutés que ceux d'un accord international, a été signé en février 2002. Tout le monde en Bretagne s'accorde désormais sur une priorité : il faut se débarrasser de 110 000 tonnes d'azote en excédent, d'ici fin 2005. Reste à savoir comment : en traitant les déjections ou en réduisant le cheptel.

La Cooperl, qui compte 1 200 éleveurs adhérents et est le premier producteur de porcs en France, emprunte la voie du traitement. Jusqu'à présent, elle fournissait l'aliment, abattait, transformait les animaux. Sa filiale Dénitral construit désormais des usines de dénitrification et récupère les résidus, séchés, conditionnés et vendus comme engrais.

Son directeur, Jean-Pierre Boulard, fait visiter une unité de 1 200 mètres carrés, située non loin de Lamballe (Côtes-d'Armor) et utilisée en commun par six exploita-

tions. Les fosses à lisier ne passent pas inaperçues dans le paysage. « Une station coûte entre 150 000 et 600 000 euros. Nous devons encore en construire 80 », explique M. Boulard. Objectif : faire du « cochon propre », tout en maintenant, voire

en augmentant la production. Les stations sont payées par les éleveurs. Les financements publics peuvent monter jusqu'à 60 % du total, mais les exploitants affirment être aidés à hauteur de 15 % en moyenne.

« Diminuer la production est une solution catastrophique. Si on perd des animaux, on perd des emplois », affirme Jean-Claude Commault, directeur de la Cooperl. Moins de cochons, c'est moins d'aliments à fournir, moins d'engrais et de matériel agricole vendus, moins d'abattage, moins de transformation... « C'est un château de cartes », résume M. Boulard. 170 unités de traitement de taille variable ont déjà été construites en Bretagne, 400 sont en préparation.

« UN SUMMUM D'ABERRATION »

Cette vision est « un summum d'aberration » pour Bernard Morel, responsable régional de la Confédération paysanne. « Les déjections animales sont traitées comme des déchets. Il devrait y avoir un équilibre entre la production animale, le sol et les plantes. Mais la concentration est telle en Bretagne que cela n'apparaît pas réaliste », expli-

que-t-il. M. Morel prône une diminution du cheptel en passant du hors-sol à la production sur paille, avec de petites stations de traitement collectives, en dernier recours. « Je connais plusieurs éleveurs intéressés par une réduction du cheptel. Pour l'instant rien ne bouge », constate-t-il.

Autre obstacle : le coût du traitement est de 0,06 centime d'euro par kilo de porc produit. Comme la rentabilité de l'investissement dépend de la taille de l'exploitation, les plus petits pourraient se retrouver hors-jeu. Les risques sont aussi liés à l'environnement. « On traite les nitrates, mais on ne règle pas la question du phosphore, des métaux lourds, de la pollution atmosphérique », affirme Gilles Huet, délégué général de l'association Eau et rivières de Bretagne. Sans oublier les nuisances causées par les usines et les transports générés autour d'elles. La préfecture dénombre une dizaine de dossiers problématiques (stations de traitement de lisier ou usines d'incinération de fientes de volailles), dont le principal est Milizac.

Les ministres de l'agriculture et de l'écologie, Hervé Gaymard et

Roselyne Bachelot, en visite en Bretagne le 17 juillet, ont validé le contenu du plan d'action, mais annoncé des assouplissements de la réglementation dans les zones d'excédent structurel, comme le demande la profession agricole. « Il faut donner des perspectives aux agriculteurs bretons, faute de quoi plus personne ne voudra faire ce métier. Si l'objectif est de maintenir le potentiel de production, il faut que les éleveurs puissent reprendre les quantités de droits à produire libérés par ceux qui cessent leur activité, sous l'autorité du préfet. La restructuration ne doit pas être sauvage », plaide Jean Salmon, président de la chambre régionale d'agriculture.

M. Morel, de la Confédération paysanne y est fortement opposé : « Ce serait poursuivre dans la voie de la concentration de la production et accroître son orientation industrielle. » Pour la nouvelle préfète de région, Bernadette Malgorn, qui conduira les négociations, « il faut laisser des marges de liberté aux agriculteurs, qui sont pris dans un réseau de contraintes, sans revenir sur les objectifs de reconquête de la qualité de l'eau ».

Gaëlle Dupont

LES RITA MITSOUKO
LEUR NOUVEL ALBUM SORT AUJOURD'HUI !

LA FEMME TRAMBOLE
DES RITA MITSOUKO

EN TOURNÉE DANS TOUTE LA FRANCE

13 sept Nancy - Salle Poirel
14 sept Strasbourg - La Laiterie
18 sept Clermont - La Coopérative
20 sept PARIS - GRAND REX
COMPLET

21 sept Bruxelles - Cirque Royal
26 sept Rennes - La Cité
27 sept Nantes - Salon Mauduit
2 oct Lyon - Le Transbordeur
3 oct Lausanne - Le Mad
5 oct Marseille - Le Moulin
10 oct Bordeaux - La Médoquine
12 oct Montauban - L'Eurythmie

L'EXPRESS

CORIDA

DATES SUPPLEMENTAIRES
27 & 28 FEVRIER 2003

Le Monde

www.ritamitsouko.org

Véga

Le département de la Vienne reprend le Futuroscope

Le groupe Amaury a échoué dans sa tentative de gestion privée du parc d'attractions futuriste de Poitiers

POITIERS

de notre correspondant

La privatisation du Futuroscope n'aura pas duré trois ans. Le conseil général de la Vienne a donné son aval, lundi 9 septembre, au protocole négocié cet été avec le groupe Amaury pour la reprise de la société d'exploitation du parc d'attractions créé par René Monory à Poitiers. L'accord prévoit un rachat des actifs pour un montant de 18,5 millions d'euros par une société d'économie mixte locale dans laquelle le département sera majoritaire dès la fin octobre.

Cette somme sera versée de façon échelonnée, une partie en liquide, le reste en actions de la future société d'exploitation. D'ici à la fin décembre, seulement 2,5 millions d'euros seront versés, le solde ne sera payé qu'à compter du 31 août 2005.

Seuls les élus socialistes et communistes, minoritaires, se sont opposés à cette « déprivatisation » du parc à thème. Ils estiment que l'exécutif départemental ne leur fournit pas assez de garanties sur l'avenir des emplois actuels ou sur le plan de relance du parc et sa meilleure insertion du site dans l'agglomération et le département. Selon eux, les conséquences de cette rétrocession pour les contribuables de la Vienne ne sont pas assez explicites. « On ne peut pas avancer à l'aveugle », a résumé Alain Claeys (PS).

Comme la majorité départementale, l'opposition sait que le parc a besoin d'une thérapie. L'érosion continue de sa fréquentation et le poids de ses charges fixes de fonctionnement ont eu raison de trois années de gestion privée. Le groupe Amaury a perdu 8 millions d'euros en 2000 et 9 millions en 2001. Les 14 millions d'euros qu'il a injectés cette année dans des campagnes de promotion décalées n'ont pas produit les effets escomptés. Les pertes du parc



Le bassin des jets d'eau au Futuroscope de Poitiers. L'érosion de la fréquentation du parc de loisirs et le poids de ses charges fixes de fonctionnement ont eu raison de trois années de gestion privée.

devraient atteindre 18 millions d'euros cette année.

René Monory, président du conseil général de la Vienne et père du Futuroscope, critique ouvertement le groupe Amaury. Plus discret, ce dernier estime qu'il n'a pas eu les mains libres pour la gestion. Un audit demandé à la chambre de commerce et d'industrie de la Vienne, et réalisé par Dominique Hummel, ancien cadre du conseil régional de Poitou-Charentes, donne aux élus du département les paramètres économiques et sociaux du dossier qu'ils vont avoir à gérer.

MOBILISATION

Avec 1, 6 à 1,7 million de visites cette année, le Futuroscope reste un des fleurons de l'industrie du loisir en France. Hormis Eurodisney et ses 12,5 millions de visites annuelles, seul le parc Astérix a une fréquentation comparable. Le parc de Poitiers affiche un taux de marge brute légèrement supérieur à son homologue de la région parisienne. Mais il accuse des coûts fixes deux fois et demi plus éle-

vés. Les charges du Futuroscope s'équilibrent à 2,3 millions de visiteurs.

Réunis en collectif, les salariés du parc se mobilisent depuis plusieurs semaines contre la perspective de licenciements. « Le parc compte aujourd'hui 635 contrats à durée indéterminée (CDI) dont 335 dans l'exploitation et 300 dans les bureaux. Il supporte une masse salariale de 26 millions d'euros », précise M. Hummel. Selon les ratios du SNELAC (syndicat professionnel du secteur), explique-t-il, « on compte un emploi permanent par tranches de 10 000 visites annuelles. Une application stricte de ces ratios conduirait à supprimer 450 emplois CDI, ce qui n'est pas envisageable. A l'inverse, maintenir la structure des effectifs à son niveau actuel conduit à assurer une perte de 18 millions d'euros sur la base de fréquentation d'aujourd'hui ».

« Il n'est pas question que le Futuroscope devienne une machine à faire des chômeurs », a tenté de rassurer lundi Francis Girault (majorité départementale). Mais l'élu a impli-

citement annoncé des reclassements en appelant l'ensemble des collectivités locales à « prendre leurs responsabilités ». Le conseil général doit se réunir le 23 septembre pour constituer la société d'économie mixte locale appelée à reprendre l'exploitation du Futuroscope. Le groupe Amaury doit y conserver une part minoritaire jusqu'en 2007. L'entrée de la Caisse des dépôts et consignations dans son capital est elle aussi probable.

Depuis Matignon, Jean-Pierre Raffarin, auparavant président du conseil régional de Poitou-Charentes, veille de très près au redémarrage du Futuroscope. Modèle de développement ayant inspiré beaucoup d'autres collectivités, ce parc est en effet trop essentiel dans le paysage régional pour que les élus laissent s'essouffler une telle locomotive.

Alain Defaye

Daewoo Electronics France va fermer son usine lorraine de fours à micro-ondes

Les 229 salariés seront licenciés

METZ

de notre correspondant

La direction de l'usine de fours à micro-ondes Daewoo Electronics France (DEF) de Villers-la-Montagne (Meurthe-et-Moselle) a informé, lundi 9 septembre, les représentants du personnel de son intention de lancer un plan social. Annoncé en comité d'entreprise extraordinaire, le projet se traduit par le « licenciement pour raisons économiques de l'ensemble du personnel », soit 229 salariés, a relaté Barbara Giagnorio, représentante de la CFDT au comité d'entreprise. La direction s'est refusée à tout commentaire.

Immédiatement à l'issue du comité d'entreprise, la syndicaliste a informé du projet le personnel, majoritairement féminin. « Ce n'est pas une surprise. On ne s'attendait pas à des cadeaux », a commenté Marina, une opératrice chez Daewoo depuis douze ans.

« FAIRE AU MIEUX »

La situation de l'usine était jugée très préoccupante depuis quelque temps. L'unité ne tournait plus qu'avec deux lignes de production sur cinq. Et une quatrième ligne avait été stoppée le 6 septembre, provoquant une mesure de chômage partiel pour une centaine d'opérateurs. Au fil des mois, le carnet de commandes de l'usine s'était réduit comme peau de chagrin. Une situation provoquée par l'implosion du conglomérat Daewoo et par le manque d'argent frais nécessaire à la modernisation de l'usine.

Lundi, les salariés voulaient croire en leur chance d'échapper à un dépôt de bilan. « Mais maintenant, on doit tâcher de faire au mieux pour négocier quelque chose de correct », a expliqué aux salariés

M^{me} Giagnorio. Beaucoup de salariées se disaient lundi « esquin-tées », aussi bien par les conditions de travail à la chaîne que par le stress engendré par les menaces qui pesaient sur le site depuis plusieurs années. « On a assez donné et on est crevés », confiait l'une d'elles. « On est beaucoup à arriver à la cinquantaine. On sait très bien que, sur la région, il n'y a rien pour travailler. Ça, c'est un préjudice important, on doit nous le payer », a martelé Marina.

Arrivé en Meurthe-et-Moselle en 1988, DEF avait précédé de quelques années l'implantation de l'usine Daewoo Electronics Manufacturing SA (Dema) à Fameck (Moselle), en 1992, pour assembler des téléviseurs et de Daewoo Orion SA (DOSA) pour produire des tubes cathodiques à Mont-Saint-Martin (Meurthe-et-Moselle) en 1996. Employant plus de 1 200 salariés à la fin des années 1990, Daewoo apparaissait comme l'un des symboles de la réindustrialisation en Lorraine, plus particulièrement du nord de la région, fortement touché par la restructuration sidérurgique et la fermeture des mines de fer. Une réindustrialisation largement soutenue par les pouvoirs publics, qui n'ont pas lésiné sur les subventions à Daewoo.

Aujourd'hui, les trois usines n'emploient plus que 950 personnes. Dema avait déjà réduit son effectif de 260 à 170 salariés afin d'accroître sa compétitivité et d'assembler des écrans plasma haut de gamme. Quant à Dosa, qui emploie 550 personnes, son avenir est notamment suspendu au règlement de ses engagements financiers et de dettes contractées, entre autres, auprès de l'Urssaf.

Stéphane Getto

Diversification ratée pour le groupe Amaury

L'éditeur du « Parisien » et de « L'Equipe » reste bénéficiaire

LA DIVERSIFICATION du groupe Amaury dans le Futuroscope lui aura coûté cher : près de 62 millions d'euros. Après l'avoir racheté pour 42 millions d'euros en mars 2000, le groupe éditeur des quotidiens *Le Parisien/Aujourd'hui en France* et *L'Equipe*, propriétaire d'Amaury Sports Organisation (ASO), organisateur du Tour de France et du Paris-Dakar, aura perdu 35 millions d'euros en moins de trois ans dans le parc de loisirs, sans compter 26 millions d'euros d'investissements réalisés en seulement deux ans.

Cette aventure laisse un goût amer au sein du groupe. A tel point qu'il y aurait des tiraillements entre Jean-Pierre Courcol, président du directoire, et le président du conseil de surveillance, Philippe Amaury, propriétaire de 75 % du groupe (le reste étant détenu par Hachette Filipacchi Médias).

« Le groupe Amaury s'est fourvoyé dans une diversification insensée dans le loisir. Aujourd'hui, il jette l'éponge après avoir placé les salariés du Futuroscope dans l'incertitude du lendemain. Les salariés du Parisien et de L'Equipe, eux, se trouvent dans l'absolue nécessité de dégager des bénéfices pour combler les trous », dénonçait récemment le SNJ CGT dans un communiqué.

Cet investissement malheureux relance les questions sur la stratégie d'Amaury. Le groupe, qui détient notamment *L'Echo de Chartres* et 34 % de *La République du Centre*, affichait, en 1998, l'ambition de créer un vaste pôle de presse régionale. Est-ce toujours d'actualité ? Les pertes dans les loisirs « ne remettent pas en cause nos investissements dans le secteur de la presse, mais la diversification n'est pas à l'ordre du jour, la conjoncture n'étant pas porteuse. L'objectif est de consolider nos positions », affirme Gérard Métoudi, directeur des relations extérieures et de la communication du groupe Amaury.

Le Parisien continue à perdre de

l'argent. « Globalement, le journal va bien. L'année devrait se terminer sur des ventes en hausse, même s'il est difficile d'avoir une visibilité. Le marché a été inférieur aux objectifs cet été », reconnaît Christian de Villeneuve, directeur de la rédaction du Parisien et d'Aujourd'hui en France. La diffusion payée du Parisien et Aujourd'hui en France atteignait 500 612 exemplaires en 2001, selon les chiffres de Diffusion contrôle. En publicité, « nous sommes atypiques, puisque notre budget a augmenté de 30 % alors que le marché baisse de 8 % », estime M. de Villeneuve. « Le Parisien a longtemps souffert d'un déficit d'image », constate Luciano Bosio, directeur général adjoint de Carat expert. La période reste toutefois difficile.

« L'ambiance n'est pas bonne, on se pose des questions »

UN SALARIÉ

Ainsi à *L'Equipe*, les ventes baissent aussi, à l'instar de toute la presse sportive. « L'ambiance n'est pas bonne, on se pose des questions », confie un salarié. « Les résultats des ventes de ces derniers mois sont inférieurs aux prévisions, en raison d'un moindre intérêt des lecteurs pour le sport », explique Paul Roussel, directeur général de *L'Equipe*. La défaite de la France lors de la Coupe du monde de football cette année a aussi beaucoup joué. La diffusion a baissé de 7 % sur les sept premiers mois de l'année et devrait afficher une baisse entre 6 % et 8 % en 2002, prévoit M. Roussel, qui espère des résultats financiers au même niveau qu'en 2001. Cette baisse se situe à 13 % sur les douze derniers mois (la diffusion payée était de 370 661 exemplaires en 2001). La baisse des ventes aurait même

atteint 20 % cet été, selon des syndicats.

« Ce n'est pas panique à bord », se rassure cependant un syndicaliste du Parisien. Les investissements se poursuivent. Le projet de magazine de fin de semaine du quotidien est maintenu. Le groupe maintient aussi ses investissements lourds dans l'impression : entre 106 à 114 millions d'euros seront consacrés à la construction de cinq imprimeries, dont une à Mity-Mory (Seine-et-Marne), et quatre en province. Il veut y imprimer *L'Equipe* et *Aujourd'hui en France*.

Pour rentabiliser ce projet très coûteux, M. Courcol a entamé des discussions avec divers groupes de presse afin de les attirer sur ses installations futures. Ces investissements ne manquent pas de susciter des questions. « A l'heure où Le Monde et Le Figaro rachètent des journaux, Le Parisien fait le contraire et investit dans le dur, dans des imprimeries. Est-ce le bon cap ? », se demande un membre de la rédaction du Parisien. Le groupe a également mis en place la Société de distribution et de ventes du Parisien (SDVP).

Point positif, ces investissements ont tous été réalisés selon la doctrine du groupe, à savoir « je n'achète que ce que je peux payer », résume M. Métoudi. Car financièrement, tout va bien pour le groupe Amaury. Il n'a pas de dette et dispose d'un trésor de guerre confortable, estimé par un syndicaliste à environ 244 millions d'euros à la fin de l'an 2000 - chiffre que le groupe se refuse à commenter, fidèle à sa tradition de discrétion. Amaury a dégagé un chiffre d'affaires de 628 millions d'euros en 2001 (dont 69 % dans la presse), et un résultat net après impôts de 10 millions d'euros (24 millions en 2000). Le chiffre d'affaires a légèrement fléchi en 2001 et devrait encore baisser en 2002. Mais à l'exception du Parisien, les autres filiales du groupe restent bénéficiaires.

Pascale Santi

SEPTEMBRE 2002 N° 571

CAHIERS DU CINEMA

ENTRETIEN
Le principe d'Oliveira

TEN la révolution Kiarostami

HISTOIRE Les sept mélés capitaux de Douglas Sirk

NUMÉRO DE SEPTEMBRE EN VENTE
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

M 01293 - 571 - P. 5,40 €

Les négociations se poursuivent sur l'avenir de France Télécom et de son président

Le gouvernement hésite à recapitaliser immédiatement l'entreprise publique. Celle-ci préconise l'émission d'un emprunt garanti par l'Etat

LE GOUVERNEMENT n'a toujours pas tranché sur le dossier France Télécom et sur l'avenir de son PDG, Michel Bon. François Fillon, qui est à l'origine de la nomination de M. Bon à la tête de France Télécom en 1995, alors qu'il était ministre des télécommunications, lui a apporté son soutien samedi 7 septembre sur Europe 1. « Le principal responsable, c'est l'actionnaire majoritaire, c'est-à-dire le gouvernement qui nous a précédés », a-t-il déclaré. Les négociations se poursuivent.

La Banque Rothschild, qui conseille France Télécom, tente de convaincre le gouvernement de ne pas augmenter le capital. Le président de l'opérateur a toujours rejeté cette éventualité, fortement dilutive pour l'ensemble de l'actionnariat. Le poids des 1,5 million d'actionnaires individuels qui ont souscrit des actions France Télécom, et les salariés qui, pour une grande majorité, sont aussi devenus actionnaires de l'entreprise, sont mis dans la balance. Un argument de poids alors que le gouvernement souhaite réamorcer le cycle des privatisations des entreprises publiques, avec en ligne de mire Air France mais surtout GDF et EDF. Ces arguments avancés par M. Bon pour dénoncer l'augmentation de capital quand le cours de l'action France Télécom était à 30 euros sont encore plus pressants lorsqu'il frôle les 10 euros. La direction de l'opérateur prône le recours à d'autres outils financiers, comme un emprunt garanti par l'Etat.

Cette forme d'aide financière permettrait à France Télécom de faire face aux échéances de 15 milliards d'euros de sa dette en 2003. Mais elle ne résoudrait pas le profond déséquilibre de la structure du bilan. Le groupe, qui souffre

d'une dette proche de 70 milliards d'euros, manque de fonds propres. L'augmentation de capital est donc inéluctable, mais la direction de France Télécom considère que le moment n'est pas opportun et qu'elle ne pourrait se faire que dans un second temps. Ce n'est pas l'avis de la banque Lazard qui conseille le gouvernement et qui préconise une augmentation de capital immédiate. Si ce choix l'emportait, ce serait un désaveu pour M. Bon qui serait alors contraint de quitter la présidence de France Télécom.

CANDIDATS PEU EMPRESSÉS

Mais le gouvernement est confronté à la difficulté de trouver un successeur. Les rumeurs sur les possibles candidats ont circulé, et les noms de Noël Forgeard, patron

d'Airbus, et de Thierry Breton, PDG de Thomson Multimedia, ont été les plus souvent cités. Ces spéculations n'ont pourtant guère de fondement. M. Bon met en avant la relative faiblesse de son salaire de PDG pour expliquer le peu d'empressement des candidats. Surtout, l'ampleur de la tâche à réaliser pour rétablir la situation financière de l'opérateur n'est pas de nature à attirer les candidats. Le gouvernement allemand avait eu le même problème lorsqu'il a décidé de débarquer Ron Sommer, PDG de Deutsche Telekom. Les candidats pressentis n'ont pas donné suite, et le gouvernement a demandé à Helmut Silher, âgé de 72 ans, d'assurer la succession pour un intermède de six mois.

Reste à savoir si, à l'issue de dernières négociations, le gouverne-

ment sera en mesure de trancher lors du conseil des ministres de mercredi. De son côté, France Télécom prépare le prochain conseil d'administration qui se déroulera jeudi 12 septembre à 17 heures et s'apprête à soumettre au vote des administrateurs la décision sur l'avenir de MobilCom, opérateur allemand dont le groupe français détient 28,5 % du capital. Ils devront donc choisir entre la mise en faillite ou la prise de contrôle totale de l'opérateur. Les résultats semestriels qui devraient se solder par une perte massive pour dépréciations d'actifs seront aussi examinés. Ils seront en principe commentés le lendemain par M. Bon, et par Jean-Louis Vinciguerra, directeur financier.

Laurence Girard

La banque italienne IntesaBCI s'allie avec Lazard

Le numéro un transalpin est aussi partenaire du Crédit agricole

MILAN
correspondance

Corrado Passera, le manager de choc qui a pris fin mars les rênes du premier groupe bancaire italien, IntesaBCI (dont le Crédit agricole est le premier actionnaire, avec 15,5 %), a annoncé, lundi 9 septembre, un tournant stratégique dans le cadre d'un plan industriel 2003-2005. Intesa, qui a connu au début de l'année des résultats mitigés du fait de son exposition en Amérique latine, sur Enron et sur Swissair, se recentrera sur l'Italie et la banque de détail. Elle nouera des alliances avec trois partenaires : le Crédit agricole, l'assureur Generali et la banque Lazard Ita-

lie. Si les deux premiers sont déjà ses actionnaires et partenaires, l'alliance avec Lazard est un coup de maître de M. Passera. Intesa prendra une participation de 40 % dans Lazard Italie pour 100 millions d'euros, et surtout, entrera dans le capital de Lazard LLC, la structure de tête de la banque d'affaires, via un prêt obligataire convertible en actions. Lazard Italie deviendra le seul véhicule des deux partenaires dans l'activité de fusions et acquisitions et d'émission d'actions.

M. Passera enrôle ainsi Gerardo Braggiotti, président de Lazard Italie, considéré comme le meilleur banquier d'affaires du pays. La filiale transalpine de Lazard - notamment conseil historique de

Fiat - a géré les plus importantes acquisitions réalisées en 2001 en Italie. Intesa BCI, l'une des trois banques qui ont financé le plan de sauvetage de Fiat cet été, se donne les moyens d'opposer une sérieuse concurrence à Mediobanca, jusqu'alors l'unique grande banque d'affaires italienne.

COOPÉRATIONS ENVISAGÉES

Ce rapprochement de Lazard Italie aurait été plus difficile si le Crédit agricole n'avait pas été un actionnaire important d'Intesa, reconnaît-on chez Lazard à Paris. La banque d'affaires et la banque verte ont en effet déjà plusieurs accords de coopération et le Crédit agricole est devenu un actionnaire important des holdings de la galaxie Lazard. Intesa a d'ailleurs annoncé en parallèle un renforcement de sa coopération avec le Crédit agricole. Le groupe italien créera une banque privée dans laquelle son premier actionnaire devrait détenir une participation minoritaire. Des coopérations sont envisagées aussi dans le crédit à la consommation et la bancassurance.

Intesa, dont M. Passera veut réduire l'exposition envers les grandes entreprises internationales, se désengagera de l'Amérique latine. La banque accordera une importance majeure aux activités de banque de détail (42 % des activités en 2001, 60 % en 2005) et se recentrera sur l'Italie (71 % des actifs en 2001, 87 % en 2005). M. Passera a promis de renforcer les ratios de capitaux du groupe en cédant des participations et le patrimoine immobilier pour 24 milliards d'euros. La participation du groupe dans la Commerzbank pourrait être vendue. Le plan prévoit à l'horizon 2005 un résultat d'exploitation de 4 milliards d'euros contre 1 actuellement, avec une réduction de coûts de 1,5 milliard d'euros et une croissance du chiffre d'affaires équivalente. M. Passera entend répéter la formule qui lui a réussi pour assainir la Poste italienne : réduire les coûts - si possible sans plan de licenciement - avec un ambitieux programme de formation.

Marie-Noëlle Terrisse

Lazard vaut entre 4 et 4,5 milliards de dollars

Pour sceller sa co-entreprise avec Lazard, IntesaBCI apportera 150 millions de dollars (147 millions d'euros) à Lazard Italie et investira 150 autres millions sous forme d'obligations convertibles de longue durée dans Lazard LLC, la structure qui coiffe les différentes banques Lazard (à Londres, New York et Paris).

L'opération évalue la banque d'affaires Lazard entre 4 et 4,5 milliards de dollars, indique un proche du dossier. Avec 150 millions d'euros, IntesaBCI acquiert des obligations convertibles qui lui donneront, à terme, 3 % des droits aux profits (le « goodwill ») de la banque. A cela s'ajoutent les 800 millions de dollars de fonds propres de la banque.

En 1999, lors d'une transaction avec le groupe Pearson, Lazard avait été évaluée à 3,8 milliards de dollars.

Le 11 septembre et l'Irak dopent les cours de l'or

LE COURS de l'or évoluait à son plus haut niveau depuis près de deux mois, lundi 9 septembre, à New York et à Londres, sur un marché nerveux à l'approche du 11 septembre et inquiet des menaces de guerre contre l'Irak. « Il y a beaucoup de nervosité cette semaine en raison de l'anniversaire du 11 septembre, a expliqué Ingrid Sternby, analyste chez Barclays Capital, à l'AFP. Cela attire des achats spéculatifs et les cours de l'or devraient continuer à progresser. » Sur ces deux places financières, l'or cotait 323 dollars l'once lundi dans l'après-midi. Dans cet environnement, les cours du métal précieux sont appelés à progresser vers le seuil de résistance de 325 dollars l'once, selon M^{me} Sternby. Mais la hausse devrait être de courte durée, les données fondamentales - faiblesse de la demande physique, forte production et ventes régulières de banques centrales - pesant sur le marché.

REBOND

Cours de l'or en dollars/once à New York



Source : Bloomberg

Le marché mondial des ordinateurs au ralenti

LE CABINET de recherche américain IDC a réduit, lundi, ses prévisions pour le marché mondial de l'ordinateur personnel (PC) en 2002 et 2003, invoquant l'affaiblissement de la demande à la fois des utilisateurs particuliers et des entreprises. Le secteur public et les petites entreprises continuent à dépenser pour le moment, mais la reprise des investissements des moyennes et grandes entreprises est très lente, particulièrement en Europe et aux Etats-Unis. La demande des particuliers, qui représente environ un tiers des ventes, reste faible également.

Les ventes mondiales de PC devraient atteindre 135,5 millions d'unités cette année, soit une croissance de 1,1 % par rapport à 2001, au lieu de la hausse de 4,7 % initialement projetée. Pour 2003, la croissance devrait être de 8,4 %, au lieu de la projection précédente de 11,1 %, selon le communiqué d'IDC. L'année 2001 avait été la plus désastreuse pour les PC en raison de la récession et de la saturation du marché. Les ventes avaient reculé de 11,4 % au niveau américain, et de 4,2 % dans le monde.

Bayer va vendre sa division d'insecticides ménagers

LE GROUPE de chimie-pharmacie allemand, qui prévoit d'investir jusqu'à 10 milliards d'euros en Allemagne d'ici à 2005, va conclure prochainement la vente de ses insecticides ménagers, a indiqué lundi son président, Werner Wenning. Bayer avait été autorisé en avril par les autorités européennes de la concurrence à acheter la société agrochimique Aventis CropScience, sous réserve de désengagements substantiels dans son activité d'insecticides et de fongicides agricoles. Le groupe allemand a d'ores et déjà chiffré entre 650 et 700 millions d'euros le chiffre d'affaires représenté par ces activités.

Bayer est par ailleurs mis en cause par les apiculteurs et vétérinaires, qui accusent son insecticide Gaucho de provoquer une immunodéficience importante chez les abeilles. Une étude montre qu'il présenterait aussi des risques pour l'homme. Ces points seront abordés mardi, lors de la réunion sur l'état de l'apiculture en France de l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments.

INDUSTRIE

■ **AZF : un protocole d'accord sur les modalités du plan social accompagnant la fermeture** de l'unité AZF de Toulouse (Haute-Garonne) a été conclu, lundi, entre la direction et les syndicats. Ces modalités concernent notamment le montant des indemnités de départ. Ces mesures devraient être prochainement examinées par le comité central d'entreprise du groupe TotalFinaElf. Ce dernier a en outre annoncé lundi le lancement de son premier projet de centrale éolienne en France, sur le site de sa raffinerie de Mardyck, près de Dunkerque (Nord).

■ **ARCELOR : le comité central d'entreprise de Sollac Atlantique** (groupe Arcelor) a adopté définitivement, lundi, le plan de fermeture du site de Biache-Saint-Vaast (Pas-de-Calais) qui emploie 423 salariés. La CGT a dénoncé les « nombreuses insuffisances dans les dispositifs d'accompagnement du personnel ».

SERVICES

■ **AIR FRANCE : le gouvernement devrait « probablement » conserver** une part de 20 % à 25 % dans le capital de la compagnie aérienne, après avoir envisagé de passer sous la barre des 20 %, a déclaré mardi le ministre des transports, Gilles de Robien, sur Europe 1. Il a précisé que « le pourcentage n'est pas encore fixé par le gouvernement » et qu'un projet de loi serait présenté dans les prochaines semaines.

■ **CLUB MÉDITERRANÉE : le groupe de tourisme français va céder son réseau d'agences** Forum Voyages au groupe Protravel. Cette cession, annoncée lundi et dont le montant n'a pas été précisé, fait partie d'un accord de partenariat commercial entre les deux groupes.

■ **CAP GEMINI/PIERRE FABRE : le groupe de services informatiques et les laboratoires français** ont annoncé mardi un partenariat de dix ans, formalisé par la création d'une société commune, pour un montant de 158 millions d'euros.

FINANCE

■ **DROIT DES SOCIÉTÉS : une proposition visant à assouplir la loi** sur les nouvelles régulations économiques sera discutée début octobre à l'Assemblée, selon le quotidien *Les Echos* de mardi. Elle concerne notamment la disposition qui prévoit que les administrateurs de sociétés seront considérés comme démissionnaires d'office de tous leurs mandats faute de les avoir réduits à cinq avant le 16 novembre.

■ **ASSURANCE-VIE : l'agence de notation Standard & Poor's a annoncé lundi** qu'elle avait baissé la note qu'elle accorde à cinq compagnies d'assurance-vie japonaises, en raison de leur exposition à la baisse des marchés financiers. Celles-ci ont enregistré des pertes d'évaluation très importantes, et elles ont réalisé des pertes sur actions à hauteur de 1 400 milliards de yens (12 milliards d'euros), en mars.

UN AN APRÈS,
TÉLÉRAMA REVIENT
SUR L'ATTENTAT CONTRE
LES TOURS DU
WORLD TRADE CENTER
SPÉCIAL
11 SEPTEMBRE
2001

■ 30 PAGES
DE PHOTOS
SUR NEW YORK
ANÉANTI

■ LE JOURNAL
DE L'ANNÉE PAR
DEUX ÉCRIVAINS :
L'AMÉRICAIN
RUSSEL BANKS
ET L'AFGHAN
ATI Q RAHIMI

■ L'ONDE
DE CHOC AU
PROCHE-ORIENT
■ L'AMÉRIQUE
SOUS LE SIGNE
DE DIEU

Télérama hors série

■ LE BIEN
ET LE MAL SELON
LES ÉTATS-UNIS
■ RADIOGRAPHIE
DU TERRORISME

■ POURQUOI
L'EUROPE PENSE
DIFFÉREMENT
■ LES LIBERTÉS
CIVILES
MENACÉES
AUX ÉTATS-UNIS

132 PAGES
7,20 EUROS

EN VENTE CHEZ VOTRE
MARCHAND DE JOURNAUX

MARCHÉS FRANÇAIS

PREMIER MARCHÉ

VALEURS FRANCAISES

Mardi 10 septembre 9h30

Table of French stock market data including columns for Valeur, Dernier cours, Cours préc., % var. /préc., % var. 31/12, Plus haut, Plus bas, Divid. net, and Code sicoavm. Lists various companies like ACCOR, AFFINE, AGF, etc.

Table of international stock market data for the Euro zone including columns for Valeur, Dernier cours, Cours préc., % var. /préc., % var. 31/12, Plus haut, Plus bas, Divid. net, and Code sicoavm. Lists companies like F.F.P. (NY), FIMALAC, FINAXA, etc.

Table of international stock market data for the Euro zone (continued), listing companies like SEITA, SELECTIBAIL(EXSEL), SIBEL, etc.

VALEURS INTERNATIONALES ZONE EURO

Table of international stock market data for the Euro zone (continued), listing companies like ALTADIS, AMADEUS PRIV A, ARCELOR, etc.

VALEURS INTERNATIONALES HORS ZONE EURO

Table of international stock market data for the Euro zone (continued), listing companies like ERICSSON, GENERAL ELECT., HSBC HOLDINGS, etc.

NOUVEAU MARCHÉ

9/9 : 9,75 millions d'euros échangés

Table of stock market data for the Nouveau Marché, listing companies like ABEL GUILLEMOT, GENESYS B500, INTERCALL REDUCT, etc.

Table of stock market data for the Nouveau Marché (continued), listing companies like SILICOMP, CONSORIS FRANCE, ALTI #, etc.

Advertisement for 'Le Monde de l'éducation' featuring a large 'RENTRÉE' graphic and the text 'Apprendre à lire'.

SECOND MARCHÉ

9/9 : 16,62 millions d'euros échangés

Table of stock market data for the Second Marché, listing companies like LVL MEDICAL GPE, BOIZEL CHANOINE, MECATHERM, etc.

Table of stock market data for the Second Marché (continued), listing companies like COM 1(B)#, SERVICES ET TRANS., DANE-ELEC MEMORY, etc.

SICAV ET FCP

SÉLECTION publiée sous la responsabilité de l'émetteur

Dernier cours connu le 10/9 à 9h

Table of SICAV and FCP data, listing companies like AGIPI, BNP ASSOC. PREMIERE, BNP EURIBOR ASSOC, etc.

Table of SICAV and FCP data (continued), listing companies like EURIC INVEST./PEA, EURIC MONETAIRE C, EURIC OBILG.INTER.C, etc.

Table of SICAV and FCP data (continued), listing companies like CA AM MASTER ACT., CA AM MASTER DUO, CA AM MASTER OBL, etc.

Table of SICAV and FCP data (continued), listing companies like CIO OBLI C.T.D., CIO OBLI LONG T.C., CIO OBLI LONG T.D., etc.

Table of SICAV and FCP data (continued), listing companies like ADDILYS C, ADDILYS D, AMPLITUDE AMERIQ.C, etc.

Table of SICAV and FCP data (continued), listing companies like DEDIALYS TELECOM, OBLITYS INSTIT.C, POSTE EURO CREDIT, etc.

AUJOURD'HUI

TECHNOLOGIE

Les procès initiés par l'industrie du disque et la difficulté de trouver une formule payante de ses services ont eu raison de **NAPSTER**. Mais de nouveaux logiciels de téléchargement de musique et de vidéo fleurissent partout sur le Net. Décentralisés et de plus en plus faciles à utiliser, ces systèmes offrent très peu de prise aux attaques des grandes maisons de disques, à l'image de **GROKSTER** ou **DE GNUTELLA**. Du

coup, les **MAJORS** veulent répondre à la menace en tentant de poursuivre l'internaute. Mais ce type d'action est limité par la technique et par les législations protégeant la vie privée. Elles lancent également des

SERVICES PAYANTS de chargement de musique. Au milieu de cette bagarre, les **AUTEURS** sont encore insuffisamment protégés par des solutions de gestion de leurs droits encore balbutiantes.

accessibles aux internautes. De plus, ces services sont loin d'égaliser, en termes d'offre, les réseaux pirates.

Les éditeurs de musique renforcent leur lutte contre le piratage

Les « majors » ne se contentent plus d'attaquer les structures permettant le téléchargement gratuit de musique ou de vidéo. Ils veulent décourager les internautes en les poursuivant individuellement et proposent sur le Net un accès payant à leurs catalogues

le Monde INTERACTIF

LA GUERRE contre les « pirates » de la musique en ligne s'intensifie. La mort du site Napster en ce début de mois de septembre n'empêche pas la puissante Recording Industry Association of America (RIAA), qui réunit, outre-Atlantique, les « majors » de la musique, de réfléchir à des initiatives dirigées non plus vers les structures d'échanges, mais vers les internautes eux-mêmes. Les maisons de disques pourraient prochainement inonder les systèmes d'échanges de fichiers vides ou non fonctionnels.

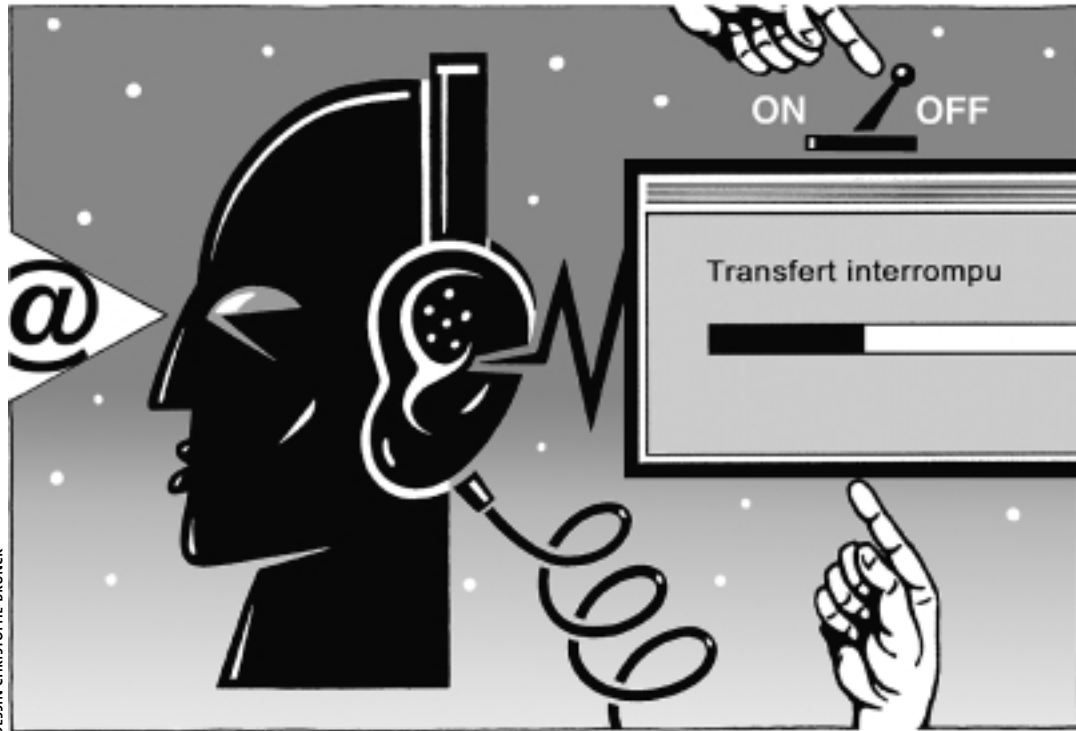
Le but de cette action serait dans un premier temps de décourager et de frustrer les internautes qui téléchargent gratuitement de la musique ou de la vidéo par le biais de systèmes comme Gnutella ou Grokster. Derrière cette initiative

Plus de 500 millions de fichiers sont téléchargés chaque mois dans le monde

se cache aussi une volonté de poursuivre individuellement les pirates. Car, selon la RIAA, des fichiers mouchards, « déguisés » en chanson de Michael Jackson ou en sonate de Scriabine, pourraient conduire les majors à identifier les internautes et, éventuellement, à les poursuivre en justice.

Certains labels seraient favorables à ce que les fournisseurs d'accès à Internet participent à la lutte, soit en communiquant les adresses IP (Internet protocol) des ordinateurs des contrevenants, soit en bloquant purement et simplement les protocoles informatiques des systèmes incriminés.

Pour l'Association française des



fournisseurs d'accès à Internet (AFA), cette option est tout simplement impossible. « C'est absurde. Personne ne peut déclarer qu'un protocole de communication est illégal, et nous ne pouvons donc pas le bloquer », estime Jean-Christophe le Toquin, délégué permanent de l'AFA. *Quand au fait que nous communiquions les adresses IP des internautes, c'est aux ayants droit qui se sentent floués de saisir l'autorité judiciaire et obtenir les coordonnées des contrevenants.* En France, les fournisseurs d'accès sont en effet habilités à divulguer les données de connexion de leurs internautes, mais aux seules forces de l'ordre, sur commission rogatoire d'un juge.

Même si aucune décision ferme n'a encore été prise par les majors et s'il est illusoire de vouloir poursuivre en justice plusieurs millions de personnes, cette annonce mar-

que un changement de stratégie. Jusqu'à présent, pour enrayer le phénomène de piratage sur Internet, les maisons de disques se sont engagées dans une lutte sans merci contre les entreprises qui fournissent ces services d'échanges gratuits. Après Napster, dont un juge américain vient de prononcer la liquidation, Kazaa et Audiogalaxy ont eux aussi été récemment visés par des actions en justice.

Mais malgré ces victoires, l'industrie du disque reste confrontée à un phénomène de piratage impossible à endiguer. Certains systèmes dits « de pair à pair » – comme Gnutella – ne sont pas centralisés autour d'un site exploité par une entreprise, et leurs développeurs travaillent de façon « collaborative » et bénévoles via la Toile. Ils n'offrent donc aucune prise juridique aux majors.

En outre, les programmes d'échanges sont chaque jour plus complexes. Archétype de cette nouvelle génération de logiciels, FreeNet propose aux internautes qui se connectent à son réseau des échanges cryptés par le biais d'un protocole rendant à peu près impossible leur identification. De plus, le système réplique automatiquement sur les machines de différents utilisateurs les fichiers les plus recherchés.

Se connecter au réseau Freenet implique donc, en quelque sorte, une perte de souveraineté sur le disque dur de sa machine, où sont dupliqués des fichiers non requis par l'utilisateur. Les développeurs de ces systèmes font en sorte de rendre leurs interfaces plus accessibles aux moins initiés. Et leur utilisation se répand.

Malgré la fermeture du célèbre

Napster, les professionnels de la musique s'accordent à dire que, chaque mois, plus de 500 millions de fichiers sont illégalement téléchargés dans le monde. Des chiffres que les majors mettent en relation directe avec la baisse des ventes d'albums dans le monde.

En Europe, la Fédération internationale de l'industrie discographique (IFPI), constate une chute substantielle des ventes, notamment en Allemagne ou en Autriche. L'IFPI rappelle également qu'en 2001, en Allemagne, il s'est vendu 182 millions de CD vierges contre 185 millions de CD enregistrés. Aux Etats-Unis, pour les six premiers mois de 2002, la Research Industry Associa-

tion of America (RIAA) vient de confirmer que les ventes de CD avaient diminué de 7 % par rapport à l'année précédente. Au début de l'été, le directeur d'Universal Music a notamment déclaré que « si la mentalité actuelle d'accès gratuit à la musique persiste, les maisons de disques ne pourront plus réinvestir 15 % de leurs revenus dans la découverte et le développement des artistes ».

La baisse des ventes de CD

S'appuyant sur les résultats d'une étude du cabinet Peter D. Hart Research Associates, la Recording Industry Association of America (RIAA) représentant les cinq majors du disque a annoncé, le 26 août, que les ventes de CD avaient baissé de 7 % aux cours des six premiers mois de l'année. « Parmi les gens qui ont déclaré avoir augmenté leur téléchargement pendant le premier semestre, note-t-elle, 41 % ont signalé qu'ils achetaient moins de disques, contre 19 % qui affirment en acheter plus. » Début août, une étude de Forrester Research a estimé au contraire que ce n'était pas l'échange de morceaux sur Internet qui était responsable de la baisse des ventes de CD, mais le contexte économique et la concurrence des autres médias.

Du côté des sites proposant de la musique en ligne, Jonathan Potter, directeur général de la Digital Media Association, juge que « pour éliminer les services de distribution illégale de musique sur le Net, il faut offrir des services légaux complets, innovants et à un prix raisonnable ».

lement en puissance. Déjà disponibles aux Etats-Unis, ces plates-formes de distribution de musique payantes sont accessibles par le biais de grands portails comme Yahoo! ou AOL. Leur arrivée en Europe, initialement prévue pour l'automne 2002, a toutefois été reportée au début de 2003. Pour expliquer ce retard, les majors évoquent des difficultés dans la numérisation de leur catalogue et, surtout, dans la gestion des droits numériques.

Stéphane Foucart et Guillaume Fraissard

Stéphane Foucart et Guillaume Fraissard

Les services, planche de salut pour les sites de musique payants

LE COMBAT est inégal. D'un côté, des services de téléchargement gratuits, souvent illégaux, avec des dizaines de milliers de chansons. De l'autre, une offre musicale officielle encore balbutiante sur le Net avec un catalogue de titres très réduit. Difficile dans ces conditions pour les maisons de disques d'inciter les internautes à cesser de consommer de la musique gratuite autrement que par des actions juridiques ou techniques.

En France, la chaîne de magasin Virgin Megastore et le groupe Vivendi Universal Music essaient pourtant, chacun de leur côté, de créer une nouvelle culture de la consommation musicale sur Internet. Ils seront rejoints à la rentrée en France par des fournisseurs d'accès comme Wanadoo ou Tiscali, qui entendent bien profiter du vide en matière de services payants pour lancer leur propre plate-forme.

Avec virginmega.fr et e-compil.fr, les mélomanes peuvent déjà se faire une idée de ce que sera la musique payante sur Internet. L'objectif de ces sites pionniers est de familiariser l'internaute avec le paiement en ligne et surtout de mettre en avant des contenus éditoriaux. C'est d'ailleurs dans ce domaine des services annexes (billetterie, actualités, ergonomie...) que Virgin et Universal espèrent faire la différence avec les sites d'échanges pirates.

« Ce que nous voulons, c'est toucher la population des 25-45 ans, explique Sophie Bramly, directrice des nouveaux médias chez Universal Music et responsable du site e-compil.fr. Ce sont des gens qui connaissent l'informatique, mais qui n'ont pas forcément le temps de se tenir au courant des dernières nouveautés musicales. Ils sont donc plus réceptifs à des services de téléchar-

gement qui incluent de l'éditorial. Ils sont aussi prêts à payer pour avoir un service fiable et sur lequel ils n'ont pas besoin de chercher longtemps ce qu'ils veulent. Pour le moment, il est donc inutile d'essayer de capter les 15-25 ans, qui téléchargent plusieurs centaines de titres par mois. »

Avec plus de 2 000 titres disponibles, tous issus des labels d'Universal Music, e-compil.fr avait déjà séduit à la fin de l'été 4 000 abonnés. Il est bien sûr très loin des 2 millions d'utilisateurs réguliers d'un site comme Grokster, mais e-compil.fr espère atteindre, d'ici à la fin de l'année, de 15 000 à 20 000 abonnés. Universal propose deux formules d'abonnement de six mois minimum, payables par carte bancaire sur le site – 8 euros par mois pour 10 titres ou 15,5 euros pour 20 titres – et une formule sans abonnement à 18 euros pour 20 chansons. Pour cette somme, l'internaute peut choisir des chansons d'artistes aussi variés que George Michael, Eminem ou David Hallyday et bénéficier de classements des titres les plus téléchargés, d'informations sur les artistes et de courts extraits gratuits.

ESSAI SUIVI AUX ETATS-UNIS

Les morceaux peuvent être gravés et transférés vers des baladeurs qui supportent le format Windows Media de Microsoft. « C'est une première étape, confie Sophie Bramly. Nous allons mettre de plus en plus de titres à la disposition des internautes et nous sommes en pourparlers avec d'autres maisons de disques pour bénéficier de leur catalogue. » L'expérience e-compil est également suivie avec intérêt aux Etats-Unis, car ce site pourrait servir de base à l'implantation en France de Pressplay, le service de téléchargement payant développé par Universal,

Sony et EMI outre-Atlantique. Avec virginmega.fr, la chaîne de magasins Virgin Megastore teste elle aussi le modèle payant. Lancé au mois d'avril 2002, le site ne propose actuellement que 400 titres, issus de petits labels. Inutile donc de chercher le dernier Britney Spears ou l'intégrale de U2.

Un handicap que le groupe espère pouvoir surmonter rapidement en passant, lui aussi, des partenariats avec les majors. « Nous n'avons pas un gros catalogue mais nous essayons de capitaliser sur notre marque et sur notre réseau de distribution », souligne Aurélie Bancet, responsable du site. *Nous avons bien sûr du mal à fidéliser les clients car nous ne disposons pas de "gros artistes". Cela devrait s'arranger à la rentrée.* Les clients de virginmega.fr peuvent souscrire un forfait de 15 euros pour 15 chansons ou un abonnement de trois mois à 18 euros par mois pour 20 titres. Des cartes prépayées vont aussi être commercialisées

dans les magasins de l'enseigne (10 euros pour 10 titres).

L'extension de l'offre de ces sites se heurte à la complexité du processus de numérisation des catalogues et à la difficulté d'harmonisation de la gestion des droits numériques dans tous les pays. Chez e-compil, par exemple, seuls 50 à 100 titres sont numérisés par semaine car, pour la plupart des titres anciens, il faut renégocier avec les ayants droit l'autorisation d'exploitation sur Internet.

« Les majors vont être obligées de partager leurs catalogues, avance Aurélie Bancet. Il se passera sur le Net ce qui se passe dans la réalité avec des plates-formes qui distribuent des contenus provenant de différentes sources. Les majors, ajoute-t-elle, ne peuvent pas rester sur leur position actuelle, et combattre Gnutella ou Audiogalaxy sans proposer en contrepartie une offre payante digne de ce nom. »

G. F.

L'anonymat au cœur du système

► **NAPSTER.** Aujourd'hui réduit au silence, Napster, le pionnier des systèmes d'échange de fichiers musicaux sur Internet, fonctionnait grâce à un serveur central rassemblant toutes les requêtes des internautes utilisant le logiciel. La plupart des programmes actuellement en activité (dits de poste à poste, tels que Grokster, Gnutella, Freenet, etc.) fonctionnent sans serveur centralisateur, et sont donc beaucoup moins vulnérables que leur ancêtre : il est impossible en contraignant un serveur unique à l'arrêt de rendre inopérant tout le système.

► **POSTE À POSTE.** L'utilisation de ces nouveaux logiciels de « pos-

te à poste » (P2P, ou « peer to peer » en anglais) est rendue de plus en plus simple. Une fois téléchargés depuis le Net et installés sur votre ordinateur, ces logiciels s'appuient sur un moteur de recherche capable de lancer une requête sur les mots du titre ou de l'auteur recherchés, puis de les télécharger à partir d'autres ordinateurs où ils sont stockés.

► **SURVEILLANCE.** Les moyens d'identifier précisément les internautes utilisant ce type de systèmes sont réduits. Certains protocoles, comme Gnutella, laissent transparentes les adresses IP (Internet Protocol) des ordinateurs des utiliza-

teurs. Mais en l'absence du concours des fournisseurs d'accès à Internet, cet identifiant ne peut permettre de remonter à l'internaute. En France, seules les forces de l'ordre sont habilitées à saisir, sous le contrôle d'un juge.

► **PROCÈS.** Les attaques juridiques lancées par l'industrie du disque n'ont pour l'heure eu pour cible que les sociétés développant des logiciels de « poste à poste » (Napster, AudioGalaxy ou encore Morphus). Mais aucun internaute n'a encore été condamné pour l'utilisation de tels programmes.

S. Fo.

Marie Bélœil

Jean-Paul Demoule, président de l'Institut national de recherches archéologiques préventives

« Les archéologues d'aujourd'hui doivent être polyvalents »

Le patron du nouvel établissement chargé de préserver le patrimoine national reste préoccupé par l'avenir de sa discipline

SPÉCIALISTE de la protohistoire européenne, qu'il a enseignée à l'université Paris-I, Jean-Paul Demoule préside depuis le début de l'année l'Institut national de recherches archéologiques préventives (Inrap) dont la création a été décidée par la loi du 17 janvier 2001. Cet établissement public placé sous la tutelle des ministères de la culture et de la recherche a pour vocation de préserver le patrimoine archéologique national susceptible d'être détruit par des aménagements du territoire. Jean-Paul Demoule est également coauteur, avec François Giligny, Anne Leheriff et Alain Schnapp, du *Guide des méthodes de l'archéologie*, qui vient de paraître aux éditions La Découverte (300 p., 18 €).

La création de l'inrap montre que l'Etat prend l'archéologie au sérieux. Comment se fait-il que, sur le plan de l'enseignement universitaire, cette discipline ne se soit imposée que récemment ?

C'est, en grande partie, avec la génération des « baby-boomers » que les choses ont changé. Lorsque j'ai fait mes études à la fin des années 1960, l'archéologie n'était pratiquement pas enseignée à l'université. Elle était conçue comme l'étude des beaux objets de l'Antiquité gréco-romaine ou orientale. Ma génération a eu la chance de tomber sur quelques « patrons » éclairés qui nous ont recrutés comme assistants. Nous avons monté un enseignement de l'archéologie digne de ce nom, avec l'apport d'autres disciplines scientifiques comme les statistiques, les mathématiques, la physique, la chimie, la biologie, le paléo-environnement,

l'ethnologie, etc. Nous avons développé des territoires peu prospectés, comme la préhistoire, la protohistoire, l'archéologie médiévale où l'on étudiait surtout les châteaux et les cathédrales mais pas la vie quotidienne. Cela dit, le poids de la tradition est resté fort car il a fallu attendre 1999-2000 pour qu'existe un diplôme de licence purement archéologique, qui constitue désormais la principale voie de formation.

« Si l'on se contente de mettre les objets dans des caisses, s'il n'y a plus personne pour enseigner ni pour étudier, on ira vers une crise »

Comment avez-vous conquis cette autonomie vis-à-vis de l'histoire ?

Nous avons montré que l'archéologie était une discipline à part entière. L'histoire étudie les sociétés passées à travers les textes tandis que l'archéologie le fait à travers les traces et les vestiges matériels. C'est pour cette raison que nos principaux acquis méthodologiques sont venus de la préhistoire et de la protohistoire, qui étudient des sociétés sans textes. Il fallait donc analyser les objets – pour reconstituer les gestes techni-

ques – et la provenance des matériaux et des matières premières – ce qui permet de reconstituer les circuits commerciaux. Ces approches se sont ensuite étendues aux autres périodes, y compris à la période contemporaine.

Malgré tout, l'enseignement de l'archéologie présente des lacunes, notamment au niveau de l'apprentissage du terrain.

Effectivement, la part du terrain et des fouilles n'est pas assez forte. Actuellement, ce n'est pas au programme du DEUG ; deux ou trois semaines de fouille sont obligatoires en licence et, en général, il n'y a pas grand-chose en maîtrise ou en DEA. L'université de Paris-I, par exemple, est en train de travailler pour organiser huit mois de terrain répartis sur les cinq années d'études. Il faut aussi que les étudiants soient rompus à l'archéologie préventive sous toutes ses formes, qu'ils sachent comment préparer un dossier, comment travailler dans l'urgence, comment diriger une fouille sur un site lacustre, dans une carrière, dans un site urbain, dans une grotte... En bref, qu'ils soient polyvalents.

Quels sont les débouchés pour les étudiants d'aujourd'hui ?

Il y a environ 3 000 archéologues professionnels en France, dont une moitié répartie entre le CNRS et l'université (où l'on n'entre qu'avec une thèse), le ministère de la culture et les collectivités territoriales ; l'autre moitié est investie dans l'archéologie préventive à temps plein, c'est-à-dire à l'inrap. La moitié des débouchés se trouvent donc dans ce secteur, qui est en évolution croissante depuis



ANNE FOURÉS

vingt ans puisque, sur cette période, on est passé de 0 à 1 500 archéologues. On compte aujourd'hui plus de 2 000 fouilles préventives par an. En effet, l'ensemble des travaux d'aménagement représente en France 350 km² par an, soit près de 1 km² par jour.

Comme ce chiffre a tendance à augmenter, en quelques siècles tout aura été entièrement retourné si l'on doit aménager l'intégralité du territoire français... Dans l'imédiat, l'archéologie préventive a donc plutôt vocation à poursuivre son développement, d'autant qu'on est encore loin d'avoir connaissance de la totalité des sites détruits par les travaux d'aménagement.

Par ailleurs, dans les autres organismes où l'on fait de l'archéologie – les services régionaux de l'archéologie qui dépendent du ministère de la culture, les services territoriaux, les universités et le CNRS –, la moyenne d'âge est assez élevée et il y aura, dans les dix ans qui viennent, un renouvellement de

30 % à 50 % des effectifs, voire plus dans certains cas. Evidemment, se pose la question de savoir si tous ces postes seront remplacés lorsque ces chercheurs partiront à la retraite. Les priorités vont plutôt vers d'autres disciplines. Mais si plus de 2 000 fouilles sont réalisées chaque année en France et que l'on se contente de mettre les objets dans des caisses sans qu'une étude scientifique suive, s'il n'y a plus personne pour enseigner ni pour étudier, on ira vers une crise.

De quel moyen de pression pourrait user l'archéologie pour maintenir ses effectifs ?

La demande du public agit pour une bonne part. Si les élus locaux ont développé des postes d'archéologues municipaux ou départementaux, c'est pour y répondre. Malheureusement, existe un problème de médiation entre les chercheurs et le public. Les médias ont souvent une vision vieillotte de l'archéologie qui consiste à mettre l'accent sur les beaux objets. Bien sûr, il faut parler de choses un peu spectaculaires qui font rêver, comme la découverte de l'homme des glaces il y a quelques années. C'est un premier pas qui déclenche la curiosité dans l'esprit du public.

Mais il faut surtout montrer que cette discipline peut répondre à des questions fondamentales concernant les origines et l'évolution de l'homme. Comment est-il apparu en France ? L'invention de l'agriculture et de l'élevage était-elle inéluctable ? Pourquoi des sociétés hiérarchisées sont-elles apparues alors que, pendant une grande partie de la préhistoire, ce que l'on trouve dans les tombes montre des sociétés relativement égalitaires ? Est-ce que la violence et la guerre, qui apparaissent assez tardivement, de manière concomitante avec les sociétés hiérarchisées, sont un phénomène universel ou pas ?

Il y a aussi des questions très concrètes que posent les gens quand ils visitent les chantiers de fouilles : Comment vivait-on ? Que mangeait-on ? Comment construisait-on les maisons et comment le sait-on ? Une fois que les gens ont compris qu'il n'y a pas que le football, la télé-réalité et les variétés, qu'un autre champ de connaissances existe, ils posent de nouvelles questions permettant d'approfondir les sujets. Je ne suis pas inquiet pour l'avenir de la discipline. Maintenant, l'un des vrais enjeux de l'archéologie est de rendre le savoir au public.

Propos recueillis par Pierre Barthélémy

J.-F. A.

Une équipe française crée un nouvel alliage plastique

Ce polymère marie les meilleures des qualités des deux composés dont il est né

C'EST FACE à la machine à café qu'Hélène Pernot et Ludwik Leibler, du Laboratoire matière molle et chimie de l'École supérieure de physique et chimie industrielles de la Ville de Paris (Espci), illustrent les mérites de la nouvelle matière plastique qu'ils ont récemment obtenue. Une tasse d'eau bouillante suffit pour tester la tenue à la chaleur de cet alliage : alors qu'un bâtonnet fait d'un alliage de plastiques « classique » trempé dans l'eau « flue » et se déforme sous la traction, tout comme le polyéthylène dont il est pour partie constitué, l'alliage structuré à l'échelle nanométrique – un millionième de millimètre – qu'ils ont créé résiste fort bien aux hautes températures.

Cette découverte a fait la « une » du nouveau mensuel *Nature Materials*, lancé en septembre. Elle ouvre la voie à la mise au point de toute une famille de nouveaux plastiques aux propriétés mécaniques et physiques améliorées. Car si le plastique est devenu omniprés-

ent dans notre environnement – il a dépassé en volume la production des métaux en 1985 –, on a finalement utilisé ces dernières années très peu de nouveaux monomères, ces molécules faites de quelques atomes qui se lient entre elles pour former les polymères.

Dès les années 1970, l'effort de recherche a donc porté sur la mise au point d'alliages. « On voulait faire du nouveau avec de l'ancien et favoriser le recyclage », rappelle Ludwik Leibler. Mais les résultats furent mitigés. Car contrairement aux métaux, les polymères sont peu miscibles, à la manière de l'eau et de l'huile. Des procédés industriels ont tenté de pallier cette incompatibilité en créant des émulsions. Mais en mélangeant vigoureusement à chaud, on aboutit fréquemment à la formation de matériaux où de petits grains formés d'un des polymères sont inclus dans une matrice formée de l'autre, aux propriétés décevantes.

« En espérant bénéficier des quali-

tés de deux polymères, on cumule souvent les défauts de l'un et de l'autre », indique Ludwik Leibler. Par exemple, la matrice se met à fondre à haute température, sans profiter de la tenue à la chaleur du composé qui lui est associé. Autre inconvénient, ces microémulsions répondent à un très faible nombre de compositions.

L'ASTUCE DE L'ALÉATOIRE

Une autre méthode consiste à créer des copolymères, c'est-à-dire des composés ayant une attirance pour les deux polymères qu'on entend marier. Une solution attrayante consisterait à fabriquer des structures cocontinues – dans lesquelles on peut suivre chaque composant sans jamais le quitter d'un bout à l'autre du matériau. Même si un composant fond, l'autre assure la tenue !

Jusqu'à présent il semblait que ce genre de structures ne pouvaient être obtenues que pour des systèmes modèles qui ne pour-

raient que rester des curiosités de laboratoire.

L'équipe du Laboratoire matière molle et chimie, qui rassemble des chercheurs du CNRS, de l'Espci et d'Atofina, a pris le contre-pied de cette attitude. Ses chercheurs sont partis de deux polymères industriels classiques, le polyéthylène (PE), bon marché, mais qui perd sa rigidité à haute température et un polyamide (PA), qui reste cristallin jusqu'à 220 degrés, mais est beaucoup plus onéreux.

L'idée centrale a été alors de faire en sorte que des chaînes de polyamide viennent s'accrocher de façon aléatoire sur des chaînes de polyéthylène formant des molécules « en peigne » de taille variable. Le composé obtenu est un mélange de « greffes ». C'est le caractère aléatoire de celles-ci qui constitue toute l'astuce du procédé. « Tout se passe comme s'il y avait une sorte de sélection naturelle », indique Ludwik Leibler. *L'auto-organisation au sein du mélange est paradoxalement facilitée par le désordre moléculaire.* Au microscope électronique, le mélange obtenu par fusion prend l'aspect d'une éponge, confirmant la fameuse microstructure cocontinue, qui confère au matériau sa tenue à la chaleur – jusqu'à 220° C, même lorsque le PE, plus fragile, constitue 80 % du mélange ! La résistance en traction et la transparence sont, elles aussi, améliorées et la ductilité conservée.

On imagine immédiatement le parti que peuvent tirer les industriels d'un procédé qui « anoblit » les polymères de grande consommation. La câblerie, les adhésifs, et plus largement les thermoplastiques, font partie des secteurs qui pourraient en bénéficier. « La nanostructuration des matériaux est un axe important de développement, qui pourrait connaître des applications assez larges », confirme Pierre Avenas, directeur de la recherche et du développement Chimie d'Atofina. Le groupe chimique, associé à l'équipe de l'Espci, a pris ses précautions en matière de protection du procédé, qui a fait l'objet de deux brevets et qui pourrait entrer en production d'ici trois à cinq ans. Mais, concurrence oblige, l'industriel reste très discret sur les applications concrètes.

Michel Alberganti

Hervé Morin

Avec la première mise à jour de Windows XP, Microsoft s'ouvre à la concurrence

L'entreprise applique l'accord signé en juin avec la justice américaine

SEPT ANS après le lancement de Windows 95, Microsoft cède à la pression du département de la justice américain. La mise à jour de son système d'exploitation Windows XP, publiée le 9 septembre, autorise enfin les intégrateurs (les entreprises qui installent XP sur des ordinateurs neufs) tout comme les utilisateurs à choisir librement les logiciels qu'ils désirent utiliser pour naviguer sur Internet, accéder au courrier électronique, communiquer par messages instantanés et visionner de la vidéo ou écouter de la musique en ligne. Depuis 1995, la firme de Bill Gates défendait bec et ongles l'intégration de toutes ces fonctions dans le système d'exploitation, alléguant qu'il s'agissait d'une évolution inéluctable dont profitaient les utilisateurs. Il s'agissait d'apporter à ces derniers une simplification qui prenait tous les aspects d'une soumission au monopole de Microsoft sur un nombre croissant de logiciels.

Première victime, l'éditeur de

navigateur Netscape fut à l'origine de la révolte à laquelle se sont joints plusieurs Etats américains. Le procès s'est enlisé jusqu'à l'accord signé en juin avec le département de la justice qui n'a pourtant pas convaincu les neuf Etats et le district de Columbia qui continuent à réclamer des sanctions contre les pratiques de Microsoft qu'ils jugent anticoncurrentielles.

La première mise à jour de Windows XP, baptisée Service Pack 1, se soumet tardivement à la demande des éditeurs de logiciels indépendants de Microsoft d'échapper à une concurrence déloyale. En effet, les utilisateurs sont tentés de se contenter des programmes qui sont installés sur leur machine lors de l'achat. Il s'agit, par exemple, du navigateur Internet Explorer, du courrier électronique d'Outlook Express, de la messagerie Messenger ou du lecteur de vidéo et de musique Windows Media Player (WMP). L'intégration des deux premiers logiciels dans Windows a per-

mis à Microsoft d'éliminer Netscape, racheté par AOL Time Warner, promoteur d'un concurrent de Messenger. WMP, de son côté, s'oppose au RealPlayer de Realnetworks.

La dernière version de Windows XP permet enfin de désactiver les logiciels de Microsoft. « Si le constructeur d'ordinateurs ou l'utilisateur final décide de choisir un autre programme, il peut désormais le sélectionner comme logiciel par défaut et faire disparaître les icônes du produit Microsoft de sa machine », explique Alexis Oger, chef de produits chez Microsoft France. Dans un élan d'ouverture inédit, la firme de Bill Gates donne également librement accès à 270 API (programmes d'interface) sur les quelques milliers de Windows XP. Elle permet ainsi aux développeurs de logiciels de créer des produits directement concurrents des siens. Dans la mesure où il est encore temps de le faire.

Nouveau succès d'Ariane-4 dont ne restent que deux exemplaires

DES RENDEZ-VOUS, la fusée Ariane-4 en a peu manqué. Trois en moins de quinze ans. Un en 1990 et deux en 1994. Depuis cette dernière année, elle n'a obtenu que des succès. Vendredi 6 septembre, elle s'est encore illustrée en plaçant sur orbite Intelsat 906, un satellite de télécommunications de 4,7 tonnes. Construit par la société américaine Space Systems/Loral, cet engin, mis à poste au-dessus de l'Océan Indien, devrait assurer pendant treize ans des services liaisons Internet, de téléphonie, de télévision et de réseaux d'entreprises dans une zone couvrant l'Asie centrale, l'Asie du Sud-Est et l'Afrique orientale.

Sixième satellite de la série des Intelsat-IX, Intelsat 906 est le 5^e engin de cette famille que la société Intelsat, société internationale de télécommunications par satellite regroupant plus de 140 pays et cliente de la fusée Ariane depuis 1980, a confié au lanceur européen. L'un des modèles de la série, Intelsat 903, a en effet été lancé le 31 mars par une fusée russe Proton. Mais en février prochain, c'est encore une Ariane-4, dans une de ses versions les plus puissantes, une 441, qui devra mettre sur orbite Intelsat 907.

Cette dernière mission marquera la fin de la famille Ariane-4 dont six versions, offrant une large capacité d'emport, ont traversé les 14 dernières années. Au total ce sont 116 Ariane-4 qui ont été fabriquées. Il n'en reste aujourd'hui plus que 2 : celle qui sera tirée en février et celle qui décollera, fin novembre, de Kourou, portuse du satellite de télécommunications NSS-6. Si ces deux missions sont une réussite, les pères de cette fusée pourront se féliciter de leur travail tant d'un point de vue technique que d'un point de vue commercial.

Même s'il est bon aujourd'hui de se tourner vers l'avenir, c'est-à-dire celui du lanceur lourd européen Ariane-5 qui vient d'enregistrer un nouveau succès et qui s'apprête à passer, fin octobre, une nouvelle épreuve avec une version « dopée », capable d'emporter une charge utile de 10 tonnes, force est de saluer la performance de celle qui l'a brillamment précédée. Soixante-douze tirs consécutifs réussis, une fiabilité après 114 lancements de 97,37 % digne du très célèbre Soyouz russe.

A l'heure où l'Amérique arrive avec ses tout nouveaux lanceurs, l'Atlas-5 qui vient de réussir son premier tir et le Delta-4 dont le premier test a été retardé, il ne reste à Ariane-5 qu'à démontrer sa totale efficacité et sa compétitivité face à eux.

En quête de reconnaissance, les éducateurs français cèdent de plus en plus à l'appel de l'étranger

A Jerez, l'équitation parade dans toute sa diversité

Football • Représentants de la formation « à la française », ils sont fortement sollicités. Deux d'entre eux viennent ainsi de rejoindre les Emirats arabes unis et Manchester United

Equitation • L'Espagne accueille les Jeux mondiaux et leurs sept disciplines

LA FORMATION dite « à la française » a décidément le vent en poupe. Alors que la fin des années 1990 avait été marquée par le départ d'un nombre important de jeunes joueurs vers des clubs européens – tels Nicolas Anelka et Jérémie Aliadière à Arsenal en 1997 et 1999 –, un nouveau phénomène frappe le football français : la fuite de ses éducateurs. Selon l'Union nationale des entraîneurs et cadres techniques professionnels du football (Unecat), plus de vingt formateurs français travaillent actuellement à l'étranger pour le compte de clubs ou de fédérations nationales.

Ce constat ne troublerait personne si deux des éducateurs les plus emblématiques du système de formation français n'avaient quitté le séral de Clairefontaine (Yvelines) cet été, presque simultanément. Jean-François Jodar, qui fut notamment champion d'Europe avec l'équipe de France juniors (1997), puis champion du monde avec les moins de 17 ans (2001), vient de rejoindre les Emirats arabes unis, où il a été nommé directeur technique national. Francisco Filho est quant à lui parti pour Manchester United, où il s'occupe de l'équipe des moins de 17 ans, après vingt-neuf ans passés à l'Institut national du football (INF), à Vichy puis à Clairefontaine.

« J'ai toujours dit que plutôt que nous prendre des joueurs, ils feraient mieux de prendre nos formateurs. Eh bien, voilà : on y est, indique Aimé Jacquet, le directeur technique national du football français. Ces départs nous font mal au cœur, mais ils nous confortent aussi dans nos idées. C'est une preuve supplémentaire que la formation à la française reste de qualité. »

Le cas qui témoigne le mieux du phénomène est celui de Francisco Filho, qui, à la manière d'un footballeur, a été recruté par l'intermé-

diaire d'un agent de joueur, en l'occurrence Bruno Satin : « Manchester United m'a demandé le meilleur éducateur français, explique celui-ci. Je leur ai trouvé le meilleur. »

Le cas de Jean-François Jodar illustre, quant à lui, une autre tendance : l'intérêt immodéré des pays du Golfe persique pour les techniciens français. Ils sont ainsi six formateurs français aux Emirats arabes unis et onze au Qatar, sans compter le sélectionneur de l'équipe nationale, Pierre Lechantre.

Mais ces expatriations attestent aussi du manque de reconnais-

lui était pas possible de s'aligner sur le salaire qu'on me proposait aux Emirats. J'ai trouvé l'explication assez cocasse : je ne lui avais pas dit combien j'allais toucher ! »

Jean-François Jodar n'aurait, de toute façon, pas donné tort à Claude Simonet : il gagne aujourd'hui 15 000 dollars (autant d'euros) par mois, soit le double de ce qu'il touchait à Paris. Il travaille dans des installations luxueuses et peut dépenser sans compter. Les Emirats arabes unis comptent sur lui : ils accueilleront le championnat du monde des moins de 20 ans

qui n'existe plus chez nous. Un entraîneur français, ça représente vraiment quelque chose dans ces pays-là. »

A Southampton, dans le sud de l'Angleterre, Georges Prost ne dit pas autre chose. Sept années à la direction du centre de formation de l'Olympique de Marseille ont failli lui faire perdre la vocation : « A la fin, je passais mon temps à jouer au sergent. Il y a actuellement un vrai problème de discipline dans les centres de formation français. Les jeunes se volent même les téléphones portables entre eux. Ici, je revis. Les gamins sont sérieux, ils ont envie d'apprendre et ils me disent merci à la fin des entraînements ! »

Arrivé en avril à la tête de l'Académie de Southampton, Georges Prost n'a pas hésité à bouleverser les habitudes locales. « En Angleterre, les entraîneurs ne sont pas formés de manière aussi pointue que chez nous, dit-il. En France, il faut des diplômés pour exercer, il y a des stages, des sessions lors des grandes compétitions, etc. Rien de cela ici. Du coup, les entraîneurs pour les jeunes sont très basiques : on court, et ensuite on joue à onze contre onze. A Southampton, j'ai transposé ce qui existe en France. Je diversifie les exercices : un jour, on travaille le tir au but ; le lendemain, c'est la reprise de volée ; un autre jour, le physique, et encore un autre jour, la tactique. »

Georges Prost n'a pas été surpris du recrutement de Francisco Filho par Manchester United, l'un des meilleurs clubs du monde. Les deux techniciens pourraient être bientôt rejoints par d'autres formateurs français. Liverpool en recherche un actuellement. Il est vrai que son manager, Gérard Houllier, ex-directeur technique national du football français de 1989 à 1993, connaît bien la maison.

Frédéric Potet

Le Calcio toujours dans l'incertitude

Le championnat d'Italie de football, le Calcio, dont la première journée a déjà été repoussée du 1^{er} au 15 septembre, pourrait enregistrer un nouveau report si la réunion prévue mardi 10 septembre entre le ministre des biens culturels en charge des sports, Giuliano Urbani, et les représentants des clubs italiens contestataires ne permet pas de débloquer la situation. Huit « petits » clubs de la Serie A – Plaisance, Pérouse, Brescia, Côme, Bergame, Modène, Chievo Vérone et Empoli – sont toujours en conflit avec les chaînes de télévision à péage Stream et Telepiù sur les droits de retransmission de leurs matches.

Les présidents des clubs concernés se sont réunis, lundi à Vérone, pendant près de trois heures et ont confirmé leur refus de la dernière offre de 53 millions d'euros faite par les chaînes. Ils ont cependant affirmé attendre avec confiance la médiation de Giuliano Urbani pour trouver une solution avec les responsables des chaînes et ont laissé entrevoir un certain optimisme sur l'issue du conflit, qui prive les tifosi de leur sport préféré.

ce dont ces travailleurs de l'ombre affirment souffrir en France. « J'étais le technicien le plus titré de la Fédération française de football, mais, à la limite, tout le monde s'en foutait, raconte Jean-François Jodar. Visiblement, je n'intéressais pas les clubs français. Après quinze ans de DTN, j'ai donc décidé moi-même de faire le grand saut. J'aurais pu rester bien au chaud à Clairefontaine, mais je ne voulais pas finir dans un placard. Personne, d'ailleurs, ne s'attendait à ce que je puisse partir un jour. Quand j'ai donné ma démission au président de la fédération, celui-ci m'a dit qu'il ne

en 2003 et sont régulièrement candidats à l'organisation de tournois de jeunes.

« Ils veulent obtenir des résultats, et rien ne les arrête, témoigne Didier Brasse, qui entraîne l'équipe des moins de 13 ans d'Al-Wahda, l'un des clubs d'Abu Dhabi. Cet été, le club a envoyé cent jeunes faire un stage en Hongrie. Ils ont tous dormi à l'hôtel et chacun a reçu 400 dollars d'argent de poche. Cela donne une idée de leurs moyens. » Ancien directeur du centre de préformation de Vichy, Didier Brasse a lui aussi trouvé matière à se ressourcer à l'étranger : « Il y a, ici, une notion de res-

Entre les deux Corées, un match nul très diplomatique

SÉOUL

de notre envoyé spécial
« Regardez ces visages rigides : c'est bien nous ! » Dans son petit appartement flambant neuf, M. Ahn et deux amis, réfugiés du Nord comme lui et fraîchement arrivés à Séoul, regardent en dînant, samedi 7 septembre, les images du match amical entre les équipes de football des deux Corées. Les joueurs – les Sudistes en rouges, les Nordistes en blanc – sont entrés la main dans la main dans le stade Sangam de Séoul, en portant un immense drapeau représentant la péninsule coréenne, en bleu azur sur un fond blanc. A la place des hymnes nationaux, a été chantée la chanson folklorique la plus célèbre de Corée, *Ari-ran*.

« Ils ont intérêt à faire bonne figure, sinon ils sont bons pour des pages et des pages d'autocritique », poursuit, amer, M. Ahn. La quarantaine, autrefois employé dans les services de sécurité d'une entreprise d'Etat, il fait partie des réfugiés nord-coréens qui, ces derniers mois, sont entrés dans des consulats étrangers à Pékin et ont pu par la suite gagner la Corée du Sud. « Il n'y a pas de risque : tout doit être programmé », rétorque l'un de ses amis.

En tout cas, le score est resté par-

faitement diplomatique : pour leur première rencontre de football depuis douze ans, les deux Corées ont fait match nul (0-0). Rapidement, le jeu est apparu insipide et l'attention des convives s'est détournée pour se concentrer sur le dîner. La rencontre entre les deux Corées ne restera guère dans la mémoire des amateurs de sport : l'équipe du Sud, en particulier, arrivée en quarts de finale du Mondial, a déçu ses supporters par son incapacité à entamer la défense nord-coréenne.

RAPPROCHEMENT SYMBOLIQUE

Mais la signification de ce match était avant tout politique : il entrait dans le cadre du vœu sportif de la diplomatie du rapprochement entre les deux pays, alors que la Corée du Nord s'apprête à participer aux Jeux asiatiques, qui doivent débiter le 29 septembre à Pusan, au sud de la péninsule. Ce sera la première fois que la République populaire démocratique de Corée prendra part à un événement international sur le sol sud-coréen. Symboliquement, les flammes allumées de part et d'autre de la frontière ont été unies à Panmunjom, seul point de contact entre les deux pays, pour être ensuite portées jusqu'à Pusan.

Théoriquement, les deux

Corées, qui ont signé un accord d'armistice en 1953 mettant fin au conflit débuté trois ans plus tôt, sont toujours en état de guerre. En août, pourtant, après plusieurs mois de tension, le dialogue entre Pyongyang et Séoul a repris et plusieurs projets de coopération sont en cours.

Pas plus que M. Ahn et ses amis n'ont semblé intéressés par la rencontre de samedi (c'est avec une moue que l'un d'eux finira par dire : « Oui, mais quand même, ce serait bien que le Nord gagne : c'est le pays natal ! »), les gens du Sud n'ont paru électrisés par l'événement. Le match inter-coréen n'a soulevé aucun écho de l'enthousiasme manifesté ici pendant la Coupe du monde, ceci en dépit d'un intense battage médiatique. Les « Diables rouges », organisation des supporters du Sud, mobilisés pour remplir les 60 000 places

du stade de Sangam avaient troqué leur slogan nationaliste du Mondial pour un amène « Une patrie unie ! » de circonstance. Il n'y eut pas, cette fois, de manifestation de liesse dans les rues.

Le match a surtout permis au « patron » du football sud-coréen, Chung Mong-joon, président de la Fédération de football, d'apparaître comme un artisan de la réconciliation entre les deux pays, alors même qu'il s'apprête à annoncer, dans quelques jours, sa candidature à la succession du président Kim Dae-jung. Les élections présidentielles doivent avoir lieu en décembre. Selon les sondages, Chung Mong-joon arrive en deuxième position, juste derrière le candidat de l'opposition mais devant celui soutenu par le parti démocrate du Millénaire de Kim Dae-jung.

Philippe Pons

DÉPÊCHES

■ **CYCLISME** : l'italien Mario Cipollini (Acqua e Sapone) a remporté, lundi 9 septembre, la 3^e étape du Tour d'Espagne, disputée entre San Vicente del Raspeig et Murcie. L'Espagnol Joseba Beloki (Once) conserve le commandement au classement général.

■ **FOOTBALL** : le nouveau président de la Ligue de football professionnel (LFP), Frédéric Thiriez, a été élu membre de la commission du football professionnel de l'Union européenne (UEFA), a indiqué la LFP, lundi 9 septembre. ■ **PARACHUTISME** : le Français Michel Fournier, qui espère devenir le premier homme à franchir le mur du son en chute libre (*Le Monde* daté 8-9 septembre), a dû renoncer à sauter, dimanche 8 septembre, à cause de mauvaises conditions météorologiques en haute altitude au dessus de la province canadienne de la Saskatchewan. L'absence de vent dans l'atmosphère et la stratosphère est indispensable pour permettre à son ballon, haut de 350 m et gonflé à l'hélium, d'atteindre l'altitude de 40 000 m d'où le parachutiste doit s'élancer pour battre quatre records du monde.

Le Monde ECONOMIE

Professeurs de lycée

- ▲ Donnez à vos élèves la synthèse de l'économie !
- ▲ Pour compléter vos cours et vos séances de TPE ou d'ECJS.
- ▲ Un nouveau service, une offre exceptionnelle !

POUR TOUT RENSEIGNEMENT :
coursolle@lemonde.fr
Tél. : 01 42 17 34 82

Abonnez-vous au Monde pour 27,70 € (181,70 F) par mois

Bulletin à compléter et renvoyer accompagné de votre relevé d'identité bancaire ou postal à :
LE MONDE, Service Abonnements - 60646 Chantilly Cedex

Oui, je souhaite recevoir *Le Monde* pour 27,70 € (181,70 F) par mois par prélèvement automatique.

M. Mme Prénom : Nom :

Adresse :

Code postal : [] [] [] [] [] [] Localité :

Offre valable jusqu'au 31/12/2002 en France métropolitaine pour un abonnement postal. 201MQPAN

Autorisation de prélèvements

N° NATIONAL D'ÉMETTEUR : N° 134031
Organisme créancier : **Société Editrice du Monde**
21 bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05

TITULAIRE DU COMPTE À DÉBITER

Nom :
Prénom :
N° :rue
Code postal : [] [] [] [] [] [] Ville :

NOM ET ADRESSE DE L'ÉTABLISSEMENT
DU COMPTE À DÉBITER (votre banque, CCP ou Caisse d'épargne)

N° :rue
Code postal : [] [] [] [] [] [] Ville :

DÉSIGNATION DU COMPTE À DÉBITER
Code Etablissement Code Guichet N° de compte Clé RIB

IMPORTANT : merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal, à votre autorisation. Il y en a un dans votre chéquier.

Pour tout renseignement concernant le portage à domicile, le prélèvement automatique, les tarifs d'abonnement, etc. :
Téléphonez au 01-44-97-54-54 de 8 h 30 à 18 heures du lundi au vendredi.

Pour un changement d'adresse ou une suspension vacances, un numéro exclusif : 0 825 022 021 (0,15 € TTC/min)

Le Monde (USPS=009729) is published daily for \$ 892 per year "Le Monde" 21 bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05, France, periodicals postage paid at Champlain N.Y. US, and additional mailing offices, POSTMASTER: Send address changes to IMS of N.Y. Box 15-18, Champlain N.Y. 12919 1518
Pour les abonnements souscrits aux USA : INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach VA 23464-2963 USA - Tel. : 800-428-30-03

Le steak au poivre Albert

La recette popularisée par Raymond Oliver a trouvé à Paris un valeureux gardien

LA CUISINE ? L'améliorer à l'infini, mais ne pas la changer. C'est l'utopie de tout cuisinier de quelque ambition. Mais la réussite sera éphémère, car le goût est fugace. Qui oserait, aujourd'hui, comme au siècle du triomphe de l'opéra, renouer avec le homard à la Verdi, la dame de saumon à la Auber, les œufs Meyerbeer ? Parfois s'affirment les coups de génie de chefs inspirés que récompense la gloire ensuite attachée à leurs créations.

Recette bâtarde et cependant délicieuse lorsque la viande est tendre, dont cependant les grands chefs se tiennent à distance

Le tournedos Rossini et la pêche Melba, datant de cette époque, appartiennent encore à notre patrimoine culinaire. Mais combien sont-ils, ces novateurs délicats, glorifiés par les gastronomes ? Ils n'auraient pas suffi à établir la renommée de la cuisine française, sans le secours de cordons-bleus anonymes, de cuisiniers inconnus, voire de maîtres d'hôtel oubliés.

Prenons l'exemple du steak au

poivre. Cette recette n'appartient pas au grand répertoire, mais elle est publiée par Raymond Oliver en 1957, et reprise dans « Art et magie de la cuisine », émission télévisée qu'il anime avec Catherine Langeais. Le succès est immédiat et durera trois décennies en France, plus encore à l'étranger où le steak au poivre se porte à merveille. Dans les années 1970, la recette figure au programme des CAP de cuisine, et Georges Percec avoue avoir consommé « deux steaks au poivre » dans son robotatif *Inventaire des aliments solides et liquides ingurgités au cours de l'année 1974*.

Raymond Oliver, qui passait à l'époque pour un cuisinier dissident, ne fait pas mention de l'origine de cette recette qui reste mystérieuse. Un auteur prétend que le steak au poivre a été « inventé dans un château », dans les années 1920. La précision de la date est d'importance. Le steak ou bifteck, en effet, n'est apparu « sournoisement dans nos cuisines », note Alexandre Dumas, qu'après 1815, lorsque les Anglais qui campaient aux Tuileries, en ont appris l'usage aux Parisiens.

Il ne peut donc s'agir d'une recette ancienne inspirée de la sauce au poivre noir du *Ménager de Paris*, dans laquelle le gingembre, le vinaigre et la mie de pain sont mêlés au poivre. Plus vraisemblable est l'hypothèse selon laquelle, pendant les Années folles, époque où les maîtres d'hôtel tenaient la cuisine sous leur coupe, et s'exerçaient au tranchage, à

la découpe et au flambage en salle sur de petits guéridons, le plus célèbre d'entre eux, Albert de chez Maxim's, aurait eu l'idée d'associer le spectacle du flambage à la finition devant le client d'une sauce composite de fond de veau et de crème appliquée à un morceau de filet de bœuf « pané » dans une mignonnette de poivre noir.

Albert Blazer était au Maxim's ce qu'Alexandre fut à La Tour d'Argent. On lui doit aussi la recette de la sole Albert, braisée au vermouth, qui figure toujours sur la carte du célèbre établissement de la rue Royale. En revanche, si l'on trouve sur des menus anciens la mention d'un « steak Albert », la recette en est inconnue de l'actuel chef de cuisine. Aujourd'hui chez Maxim's, la vedette est Albert de Paname, le DJ qui anime les soirées musicales du vendredi soir !

Notons pour l'anecdote qu'Albert Blazer fut l'initiateur, en 1934, des soirées habillées du vendredi et que, s'il portait, en effet, un blazer, son nom n'est pas à l'origine de ce vêtement en vogue outre-Manche comme certains l'ont affirmé. Blazer vient du verbe « flamber » ou flamboyer (to blaze). Coïncidence ou prédestination ! L'affaire pourrait se compliquer, car « Albert » est aussi le nom d'une sauce de la cuisine anglaise, dédiée au prince consort Albert de Saxe-Cobourg-Gotha, époux de la reine Victoria. Mais cette sauce chaude au raifort accompagne les pièces de bœuf braisées et n'a rien à voir avec



« notre » steak au poivre. Recette bâtarde et cependant délicieuse lorsque la viande est tendre, dont cependant les grands chefs se tiennent à distance. Alain Ducasse l'ignore dans son *Grand livre de cuisine*, mais propose chez Bar & Bœuf, l'un de ses établissements monégasques, un « steak/filet en croûte de poivres noirs », plat composé de la tête du filet de bœuf panée d'un mélange de poivres (sarawak, sechuan, long à queue). Délicieux, mais de flambage ou de sauce, point.

C'est Gérard Faucher, à Paris, qui est aujourd'hui l'un des derniers gardiens de cette recette, ainsi que plusieurs bistrotts du côté de Charonne, et quelques brasseries attachées à cette tradition

parisienne. C'est un cuisinier d'humour, dont l'éclectisme fait merveille à en juger par un épatant millefeuille de bœuf cru à la digoinaise ou bien quelques préparations de poisson comme le cabillaud vapeur ou les goujonnettes de sole à l'orange. Sa conception du filet au poivre est la simplicité même.

Il commence par le flambage d'un demi-verre de cognac de bonne qualité (c'est la clé de la finesse du goût) dans une sauteuse, y ajoute deux cuillères de fond de veau, autant de crème double, et fait réduire jusqu'à épaississement. Puis il imprègne à sec un côté seulement du filet dans la mignonnette (poivre noir concassé), le saisit dans une poêle bien chaude à l'huile et au beurre, et fait dorer les deux côtés.

Le temps de cuisson ? Variable selon le goût de chacun, bleu, saignant ou bien cuit ; formule qui déclençait chez le regretté Pierre Desproges une réflexion grinçante : « Un steak bleu : s'emploie pour désigner un steak rouge. » Enfin, Gérard Faucher monte la réduction de sauce avec 30 grammes de beurre puis nappe les filets avant de servir. Alexandre Dumas avait le pressentiment de l'accompagnement idéal : « Faites frire des pommes de terre taillées en petits bâtons carrés de la longueur d'un doigt, légèrement assaisonnées de sel, garnissez-en les biftecks et servez chaud ! » Albert, pour autant, n'ira pas au Panthéon.

Jean-Claude Ribaut

Restaurant Gérard Faucher, 123, avenue de Wagram, 75017 Paris, tél. : 01-42-27-61-50. Le vrai filet au poivre : 37 €. Menu au déjeuner : 46 €. Menu dégustation : 92 €. Fermé le samedi à midi et le dimanche. Terrasse. Voiturier.

Guillaume Crouzet

les, se contentent généralement de passer leur saucisse dans des douches de fumée liquide. Un produit moins cher, mais dont le goût est plus âcre.»

Herta garant des traditions charcutières ? Pas si sûr. Outre le fait que, une fois refroidies, les saucisses qu'il fabrique sont dépouillées de leur boyau de cuisson, elles sont vendues à l'unité : autant d'anathèmes pour un charcutier puriste. La véritable knack d'Alsace se vend en effet dans un boyau naturel qui lui donne son croquant et sert à relier deux saucisses entre elles.

Enfin, si l'on est encore plus puriste, elle contient un peu de viande de bœuf dans sa recette. C'était d'ailleurs ce qui la différenciait auparavant de la saucisse de Francfort. Depuis la crise de la vache folle, ce n'est plus obligatoire. Les deux saucisses autrefois cousines sont devenues jumelles.

Knacki Herta, 2,20 € le paquet de 10, en grande surface. Knacks d'Alsace Reflets de France (sans colorant et sous boyau), 2,90 € le paquet de 6, dans les magasins Carrefour.

La strasbourg fait-elle encore « knack » ?

L'ALSACE est une province charcutière. Il y a de quoi rester abasourdi devant le nombre et la variété de saucisses que peut receler le comptoir des charcutiers locaux. Lewerwurst, hartmettwurst, grumbeewurst, fleischwurst, meisterwurst, ou professeurwurst (vendue autrefois uniquement les mardis) sont toutefois des spécialités que l'on ne trouve que localement. Le seul véritable ambassadeur charcutier de l'Alsace dans le reste de l'Hexagone, c'est la knackwurst, plus connue ailleurs sous le diminutif de « knack », ou saucisse de Strasbourg.

Le nom de knack dérive en fait d'une onomatopée. C'est le bruit que fait le boyau qui entoure la saucisse en craquant sous la dent. Mais la saucisse de Strasbourg est-elle aussi musicale que par le passé ? Peu probable. Si cette charcuterie, parfois tendue comme une corde de violon, craque moins sous la dent, c'est qu'elle est aujourd'hui vendue la plupart du temps sans boyau. Celui-ci a servi uniquement pour la cuisson, et l'on « épouche » ensuite la saucisse avant de la vendre. Et tant pis pour le fameux « knack » ! C'est là du moins la technique des grands industriels.

En France, la saucisse de Strasbourg, championne incontestée de la catégorie saucisse cuite avec près de 30 000 tonnes vendues chaque année en grande surface, c'est avant tout une marque : Herta. Celle-ci trône en effet à elle seule 44 % des ventes. Et les saucisses qui terminent dans vos assiettes sont en réalité cuites comme de véritables tuyaux d'arrosage.

Du maigre et du gras de porc sont mélangés dans un hachoir, notamment des découpes d'épaule qui ne sont pas utilisées pour faire du jambon. On y ajoute ensuite des protéines de lait pour le liant, du sel, du poivre et des épices. Ce mélange est passé à travers une grille fine pour obtenir une sorte de pommade, laquelle est embossée dans un boyau artificiel. Ce boyau d'une dizaine de mètres de long est torsadé tous les 15 cm.

Ce long chapelet ondulé est cuit à la vapeur pendant presque deux heures. « La touche finale, explique Gérard de Saint Sernin, responsable qualité de l'entreprise, consiste à fumer ces saucisses en faisant brûler des copeaux de hêtre. Les fabricants qui proposent des saucisses de Strasbourg premier prix, outre qu'elles contiennent moins de viande, et sont souvent plus mol-

TOQUES EN POINTE

Bistrotts

LA CAVE GOURMANDE

Cette rue calme du Général-Brunet a connu une certaine effervescence à l'heure des repas, lorsque Eric Fréchon, le second de Christian Constant au Crillon, y avait ouvert La Verrière, fameux bistrot connu du Tout-Paris de la gueule. Depuis, Fréchon est reparti au Bristol pour de nouvelles aventures, et Mark Singer s'est installé depuis peu. C'est un chef encore jeune, qui travailla aux côtés de Joël Robuchon, fut chef chez Prunier, et dont l'ambition est de faire revenir les gourmands. Le menu-carte s'attache à évoluer selon le marché et les saisons, l'humour du chef aussi, qui a mis au point pour cette rentrée une rémoulade de céleri et foie gras aux langoustines, entrée fraîche et délicate, un tajine de rascasse au gingembre rose et citrons confits, et, en dessert, un éclatant feuilleté léger aux pêches de vigne et caramel de canne. C'est une cuisine sans emphase, savoureuse. L'accueil est chaleureux, la cave pertinente et à des prix raisonnables.

Menu-carte : 29 €.

10, rue du Général-Brunet, 75019 Paris. Tél. : 01-40-40-03-30. Fermé samedi et dimanche.

Gastronomie

MARGUIN

L'histoire de la famille Marguin, depuis 1906, se confond avec celle de la Dombes, aux abords de Lyon. Jacques Marguin, un ancien de Bocuse, n'eut de cesse de retrouver, puis de conserver, les riches traditions culinaires de cette région, qui lui valurent d'être étoilé au Michelin. Quelques recettes simples, les poissons des étangs, les grenouilles, la fameuse crêpe Parmentier, un registre culinaire solidement enraciné dans une région frontalière entre les influences méditerranéennes et septentrionales. Son fils Christophe, lauréat du prix Taittinger 1996, a entrepris d'élargir le répertoire paternel avec la rosace de queues d'écrevisses aux épices des îles, le millefeuille de légumes d'été ou bien la tempura de pince gauche (la plus grosse) dans le menu « Homard bleu en quatre services ». Et toujours les grenouilles simplement sautées au beurre et fines herbes, une entrée admirable, le gratin d'écrevisses Fernand-Point, la splendide volaille à la crème aux morilles qu'une cave exemplaire permettra d'accompagner des meilleurs crus. Le décor de cet établissement confortable a été modernisé ; une grande terrasse en retrait de la route invite les voyageurs à y faire étape (sortie n° 3, sur la A 48, qui contourne Lyon).

Menu : 26 €, 39 €, 42 €.

A la carte, compter 50 €. 916, route de Strasbourg, N 83, 01700 Les Echets. Tél. : 04-78-91-80-04. Fermé dimanche soir et lundi.

J.-C. R.

GASTRONOMIE
Publicités

PARIS 1^{er}
L'Escargot Montorgueil
MENU CARTE 30 € et Carte Terrasse - Fermé dimanche
38, rue Montorgueil - 01.42.36.83.51

Restaurant de Haute Mer
le bar à huîtres
Malin le menu "Homard" 38 €
Toujours les Huîtres élevées à l'Île d'Oléron
MONTMARNASSE : 112, Bd du Montparnasse - Vavin • 01 43 20 71 01
St GERMAIN : 33, Rue St Jacques - St Michel • 01 44 07 27 37
BASTILLE : 33, Bd Beaumarchais - Bastille • 01 48 87 98 92
http://www.lebarahuîtres.com

PARIS 5^e
"Un des restos indiens les plus connus" (TELERAMA)
MAHARAJAH
72, bd Saint-Germain 5e
21 € - 29 € - Climat.
01.43.54.26.07 / T.L.J.

PARIS 6^e
Vagenende
Maison classée, fondée en 1904
Cuisine traditionnelle et du marché
Service continu TLJ de midi à 1h du matin
142, bd Saint-Germain - 01.43.26.68.18

PARIS 6^e
LE POLIDOR depuis 1845
Authentique bistrot parisien de rencontre artistique et littéraire
Menu midi 9 €, midi et soir 18 €
Carte 18/20 € - 41, rue Monsieur Le Prince
☎ 01.43.26.95.34 - O.T.L.J. jusqu'à 0h30

PARIS 7^e
LE PETIT NICOIS
Bouillabaisse 25 €, Paella 21 €, Morue fraîche à l'aïoli 20 €
Formule déjeuner 16 €, Menu 28 €
10, rue Amélie - 01.45.51.83.65. Ouvert tous les jours

les Huîtres de Bretagne !

4 Huîtres plates Belon n°3
4 Fines de Bretagne n°3
4 Creuses de pleine mer n°3
1 Huître royale
24,50 €

* Prix TTC services compris

L'Arbuc 25 rue de Bucy - 01 44 32 16 00
Charlot 12 place de Clichy - 01 53 20 48 00
Chez Jenny 39 bd du Temple - 01 44 54 39 00
La Taverne 24 bd des Italiens - 01 55 33 10 00
Le Petit Zinc 11 rue St Benoît - 01 42 86 61 00
Brasserie Lorraine 2 place des Ternes - 01 56 21 22 00
Le Procope 13 rue de l'Ancienne-Comédie - 01 40 46 79 00

et Ouverts Jour & Nuit

L'Alsace 39, Champs-Élysées 8e - 01 53 93 97 00
Le Grand Café 4, bd des Capucines 9e - 01 43 12 19 00
Au Pied de Cochon 6, rue Coquillière 1er - 01 40 13 77 00

Le Lys d'or

Cité par de nombreux guides. Coupe d'or 2000 de la gastronomie chinoise et du bon goût français

Extrême raffinement et décor soigné. Retrouvez le temps d'un repas les mets les plus raffinés des quatre provinces de Chine.

Superbe terrasse bordée d'un jardin miniature.
LE LYS D'OR - 2 rue de Chaligny - Paris 12^e - Tél. : 01.44.68.98.88. Ouvert Dimanche. et 210, rue de Charenton Paris 12^e (face Mairie du XII^e) - Tél. 01.44.68.90.00. Fermé Lundi.

Menu dégustation 4 provinces : 24 €/personne
Spécialités "Gou Fen" : Paëlla aux fruits de mer
Menu les Bouchées Gourmandes de M. MING : 58 €/2 personnes
+ carte environ 30 €.

PARIS 7^e
LES MINIBERES
10 €
Plateau
20 Huîtres normandes de St-Vaast
30, rue du Bac - Rés. 01 42 61 22 37

PARIS 14^e
LE MAURITIUS
3, rue Ernest Cresson. Rés. : 01.45.39.00.91
Spécialités des îles de la Réunion - Maurice - Seychelles
LE GRAND BAIE
201, rue Raymond Losserand. 01.40.44.53.26

PARIS 16^e
RESTAURANT JAPONAIS GRILL
OKAGAWA
SPECIALITES YAKITORI & SUSHIS
1, rue Pergolèse - ☎ 01.40.67.10.67
Menu Brachettes 15 €, Assort. Sushis 20,20 € - Fer. Dim.

Retrouvez chaque semaine la rubrique "GASTRONOMIE", renseignements : ☎ 01.42.17.39.63 - Fax : 01.42.17.39.24

AUJOURD'HUI

Un temps globalement ensoleillé

MERCREDI 11 SEPTEMBRE
 Lever du soleil à Paris : 7 h 23
 Coucher du soleil à Paris : 20 h 11

L'anticyclone centré en Scandinavie protège le pays des intempéries. Malgré les brouillards et les passages nuageux, la journée sera globalement ensoleillée. Sur le relief des Vosges, du Jura et des Alpes, le temps est encore instable et quelques averses se produiront.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. Le matin, la grisaille sera bien présente. Au fil des heures, le soleil percera la couche nuageuse et l'après-midi sera assez agréable. Les températures seront comprises entre 19 et 22 degrés.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. Au lever du jour, les bancs de brouillard seront parfois présents. Ils se dissiperont progressivement et, l'après-midi, on profitera de belles périodes ensoleillées. Les températures seront proches de 20 degrés.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. Sur le Jura et les Vosges, le ciel sera chargé et quelques averses se produiront. Ailleurs, le soleil fera de belles apparitions. Les températures de l'après-midi seront comprises entre 16 et 18 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. Les nuages bas ou les brouillards seront parfois présents au petit matin. Ils seront localement tenaces sur le Poitou-Charentes. Plus au sud, le soleil s'imposera. Les températures atteindront 20 à 25 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. Sur les Alpes, des averses orageuses se produiront. Ailleurs, les passages nuageux n'empêcheront pas une belle journée ensoleillée. Les températures seront comprises entre 18 et 22 degrés.

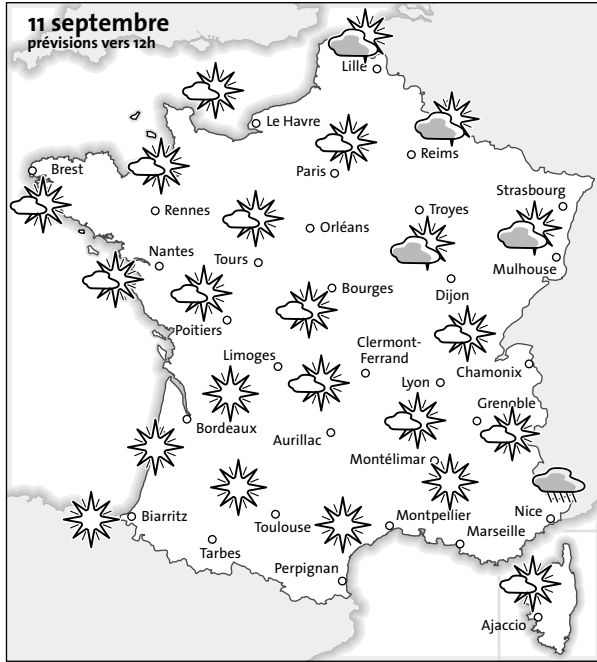
Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. Sur le sud des Alpes, des averses localement orageuses se produiront l'après-midi. Sur les autres régions, le soleil brillera toute la journée. Les températures atteindront 22 à 28 degrés.

11 SEP. 2002 PRÉVISIONS
 Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

FRANCE MÉTROPOLITAINE	Madrid	10/28 S
Ajaccio	15/27 S	
Biarritz	12/23 S	
Bordeaux	12/23 S	
Bourges	11/19 S	
Brest	12/20 S	
Caen	13/19 S	
Cherbourg	9/19 S	
Clermont-F.	10/19 S	
Dijon	10/18 N	
Grenoble	13/20 S	
Lille	10/19 N	
Limoges	10/18 S	
Lyon	12/20 S	
Marseille	13/28 S	
Nancy	10/17 N	
Nantes	11/21 S	
Nice	19/26 P	
Paris	9/20 S	
Pau	10/23 S	
Perpignan	17/26 S	
Rennes	11/22 S	
St-Etienne	11/19 S	
Strasbourg	13/19 N	
Toulouse	11/25 S	
Tours	11/20 S	
AMÉRIQUES		
Brasilia	15/27 S	
Buenos Aires	13/19 P	
Caracas	26/32 S	
Chicago	17/22 S	
Lima	16/20 S	
Los Angeles	16/23 S	
Mexico	13/19 P	
Montréal	13/23 P	
New York	16/26 S	
San Francisco	14/23 C	
Santiago Ch.	4/14 S	
Toronto	15/21 S	
Washington	19/28 S	
AFRIQUE		
Alger	18/29 S	
Dakar	27/30 S	
Kinshasa	21/31 S	
Le Caire	25/31 S	
Nairobi	15/26 S	
Pretoria	7/19 S	
Rabat	16/25 S	
Tunis	22/29 S	
ASIE-OCÉANIE		
Bangkok	27/32 P	
Beyrouth	25/30 S	
Bombay	24/30 S	
Djakarta	23/31 S	
Dubaï	29/38 S	
Hanoï	26/32 P	
Hongkong	26/27 P	
Jérusalem	18/28 S	
New Delhi	24/31 P	
Pékin	14/19 P	
Séoul	20/29 S	
Singapour	26/30 P	
Sydney	10/17 P	
Tokyo	23/30 S	

FRANCE OUTRE-MER		
Cayenne	23/30 P	
Fort-de-Fr.	24/30 P	
Nouméa	18/24 S	
Papeete	22/28 S	
Pointe-à-P.	24/32 P	
St Denis Réu.	19/25 S	

EUROPE		
Amsterdam	15/23 P	
Athènes	21/27 P	
Barcelone	17/25 C	
Belfast	12/16 P	
Belgrade	15/26 S	
Berlin	16/24 S	
Berne	11/16 P	
Bruxelles	12/19 P	
Bucarest	12/25 P	
Budapest	17/27 S	
Copenhague	14/21 S	
Dublin	13/16 P	
Francfort	11/19 P	
Genève	12/19 S	
Helsinki	7/16 S	
Istanbul	18/24 S	
Kiev	12/17 P	
Lisbonne	16/26 S	
Liverpool	13/21 S	
Londres	9/22 S	
Luxembourg	11/19 C	

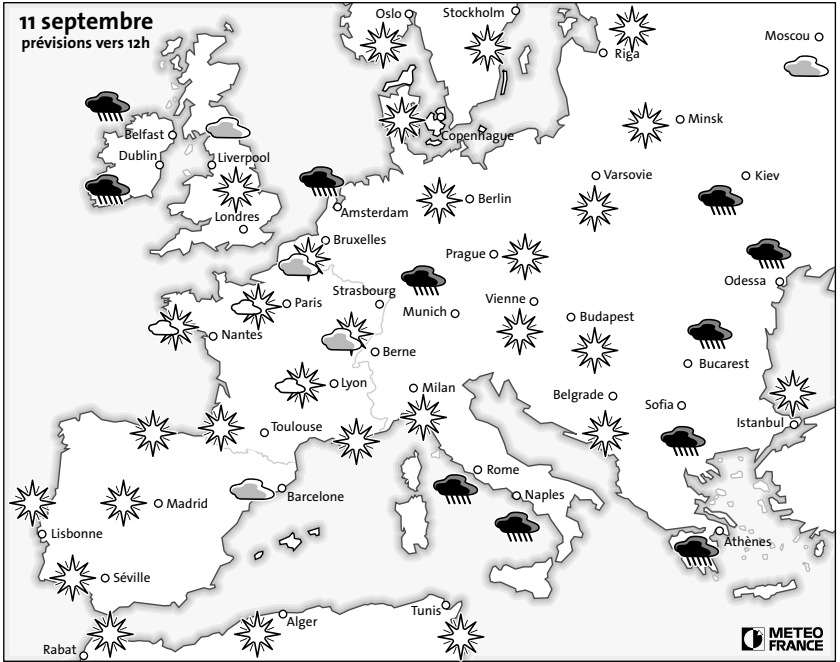


11 septembre prévisions vers 12h

- Soleil
- Peu nuageux
- Couvert
- Brèves éclaircies
- Averses
- Pluie
- Orage
- Neige
- Brouillard
- Vent fort



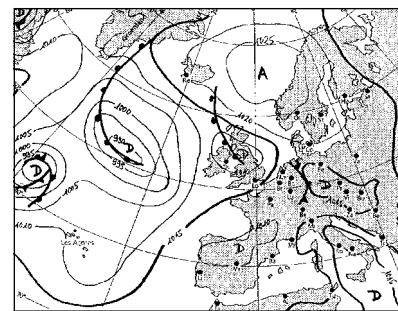
PRÉVISIONS POUR LE 12 SEPTEMBRE



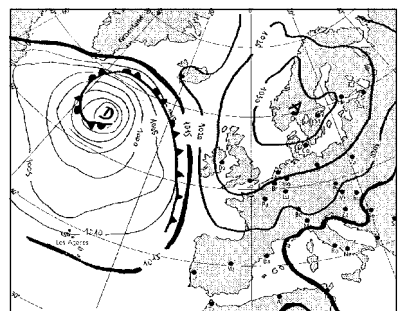
11 septembre prévisions vers 12h

Jeu 12 septembre

Sur le relief des Alpes et de la Corse, des orages éclateront. Sur les autres régions, les bancs de brouillard formés en cours de nuit se dissiperont dans la matinée et, malgré quelques passages nuageux, la journée sera ensoleillée.



SITUATION LE 10 SEPTEMBRE À 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 11 SEPTEMBRE À 0 HEURE TU

Déjouer les pièges du dépannage express

PRATIQUE
 Tous les mardis datés mercredi, des conseils utiles

L'ÉLECTRICITÉ qui fait subitement défaut, plongeant l'appartement dans la pénombre, la fuite d'eau qui inonde tout, la porte qui refuse de s'ouvrir : ces pannes incitent à recourir au dépannage d'urgence, surtout lorsque l'incident survient en soirée ou le dimanche. Les clients font appel à des sociétés spécialisées, les premières qu'ils trouvent dans l'annuaire (c'est pourquoi celles-ci choisissent des noms commençant par « A »), ou à celles dont ils ont relevé les coordonnées sur une carte glissée dans leur boîte aux lettres. Mais ils s'exposent souvent à de mauvaises surprises.

Il n'est pas rare que des dirigeants d'entreprise soient condamnés à des amendes et à des peines de prison pour des préjudices occasionnés à des clients. Parmi les mal-

versations citées dans un arrêt de la cour d'appel de Paris du 11 mars 2002 : « changement de la pièce la plus chère d'un chauffe-eau alors qu'elle était en parfait état, remplacement de l'ensemble du tableau électrique présenté comme non conforme alors que l'installation répondait aux normes légales (...), facturation de pièces qui n'existent pas sur le modèle de chaudière concerné ». Un montant de 147 € a même été réclamé à un étudiant étranger qui comprenait mal le français, pour un flexible douche !

En effet, « l'objectif n'est nullement de réparer une installation défectueuse, mais de la remplacer par une neuve, quitte à casser le matériel existant, qui sera emporté, afin qu'il ne subsiste aucune preuve », constate l'inspecteur chargé du dossier à la direction départementale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DDCCRF) de Paris. Les escrocs ont trouvé des subterfuges pour mieux abuser le client. Par exemple, le recours à un vocabulai-

re qui inspire confiance : « compagnie, compagnon, centrale, bâtiment, ouvriers, artisan ». Certains n'hésitent pas à citer dans leurs publicités des noms de marques de serrures ou de chaudières, pour faire croire qu'ils sont réparateurs agréés.

SOCIÉTÉS VÉREUSES

Cette pratique est désormais sanctionnée : des contrevenants ont été condamnés à des amendes de 45 734 € à 76 000 €, pour publicité mensongère. D'autres sociétés font même figurer sur leurs documents publicitaires le nom d'une « association française de défense des consommateurs, en fait, une société à la solde des dépanneurs », indique-t-on à la DDCCRF de Paris, qui a transmis le dossier au parquet de Marseille, où se trouve le siège de cette association.

Grâce à des publicités faisant état d'une localisation de proximité (un numéro de téléphone par arrondissement), les clients croient avoir affaire à une entreprise du quartier.

En réalité, ces différents numéros aboutissent à une société de domiciliation d'entreprises qui offre ses services aux professionnels qui n'ont pas de siège social. C'est bien utile pour les dépanneurs qui ont généralement un siège social situé en banlieue, mais illégal. Des sociétés véreuses ont vu le jour parce qu'il n'y avait pas de professionnels intéressés par le dépannage rapide : pour changer un joint ou une fusible, il faut mobiliser un ouvrier avec un véhicule qui mettra du temps à se garer et effectuera en

A savoir

- **Législation.** Pour toute réparation supérieure à 150 €, un devis détaillé est obligatoire avant le début des travaux. Ne rien signer après l'exécution des travaux, sous peine de s'ôter toute possibilité de contestation. Conserver les pièces défectueuses pour une éventuelle expertise.
- **Prix.** Les tarifs de déplacement et de main-d'œuvre des

quinze minutes une réparation pour laquelle il sera obligé de facturer une heure de déplacement et de main-d'œuvre, à un tarif qui mécontentera inévitablement le client.

Il existe cependant quelques sociétés sérieuses qui ont signé sous l'égide de la DGCCRF et du Syndicat national de maintenance et des services après-vente (Synasav) des « contrats approuvés ». Les contrats multirisques habitation haut de gamme des compagnies d'assurances et Europ Assistance

dépanneurs d'urgence sont souvent moins élevés que ceux des autres artisans (de 7 à 20 € au lieu de 30 à 60 €). Mais l'habitude de facturer un important nombre d'heures et un matériel coûteux font monter l'addition.

● **Adresses.** Synasav, 28, rue de la Pépinière, 75008 Paris ; tél. : 01-44-70-63-90. Assurys : 01-40-38-78-30.

mettent le client en contact avec un prestataire agréé dont elles prennent partiellement en charge les frais de déplacement. Enfin, les particuliers peuvent s'adresser directement à Assurys Services, filiale de la Zurich, qui envoie un dépanneur et se rémunère auprès de lui.

Pour ne pas courir le risque d'être victime d'une escroquerie, il faut acquiescer des réflexes simples. En cas de fuite d'eau, fermer la vanne du compteur individuel, ou de l'immeuble. Pour une panne électrique, contacter EDF pour obtenir les coordonnées d'une entreprise agréée. On peut aussi demander au gardien ou au syndic les noms des entreprises habituées à intervenir dans la copropriété. Au pire, lorsqu'on ne peut rien faire, pas même entrer chez soi, il vaut mieux demander l'hospitalité à des amis, ou dormir à l'hôtel : deux nuits dans un trois-étoiles reviendront moins cher que de changer la porte blindée.

Michaëla Bobasch

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 02 - 216

Retrouvez nos grilles sur www.lemonde.fr

SCRABBLE®

PROBLÈME N° 294

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
I												
II												
III												
IV												
V												
VI												
VII												
VIII												
IX												
X												

HORIZONTALEMENT

I. N'a pas sa place, ni dans ce texte ni ailleurs. - II. Fait suite pour la demande. Met tout à neuf. - III. Peu sérieux au départ. Passe à Florence. - IV. Sa mer dansera encore longtemps. Mis sous protection. - V. A la bonne heure. S'intéresse à Phèdre et à Alexandre le Grand. - VI. Saut à la corde assez dangereux. Ses rayons chauffaient le Nil. - VII.

Arrivée. Se répand en vapeurs violettes. Démonstratif. - VIII. Droit sur la planche. Mécènes italiens. Délicatement coloré. - IX. Conjonction. Il coupe et ramasse. - X. Assure les derniers détails.

VERTICALEMENT

1. Reste en dehors. - 2. A beaucoup de mal à sortir dehors. - 3. Nettoie en profondeur. Préposi-

tion. - 4. L'agneau mais pas le loup. Septième chez les Grecs. - 5. Annoncerai la fin. - 6. Sur le rivage. Frappai en douceur. - 7. Remplit les ministères. Chez nous, ils ont quitté l'armée, mais pas aux Etats-Unis. - 8. Porteur de bois en sous-bois. Voyelles. - 9. Commence à 15 heures. Coup de chaleur. - 10. Sans exemple. Meurtri comme un abricot. - 11. Points. Bien dégagés. - 12. Mise en place.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 02 - 215

Horizontalement

I. Chatouilleux. - II. Hanoï. Poisse. - III. Evénements. - IV. Watt. Greco (Gréco). - V. Inhibés. Op. - VI. Ne. Notes. DRH. - VII. Reg. Tifosi. - VIII. Gui. Original. - IX. Usante. Lange. - X. Massa. Fêtes.

Verticalement

1. Chewing-gum. - 2. Havane. USA. - 3. Aneth. Rias. - 4. Tontine. Ns. - 5. Oie. Bogota. - 6. Muet. Ré. - 7. Ipé. Sési. - 8. Long. Sigle. - 9. Litre. Fiat. - 10. Esse. Donne. - 11. Us. Corsage. - 12. Xénophiles.

Le mudéjar est quasi judaïsé

Partie jouée en interclubs.
Tirage : E I I N R R W.
 a) Trouvez un mot qui rapporte 37 points et écrivez-le sur la grille (il est donné ci-dessous).
Tirage suivant : A C E I N P T.
 b) Ce tirage génère trois sept-lettres, tous plaçables. Placez aussi un huit-lettres et un neuf-lettres. Ecrivez sur la grille la meilleure solution, donnée ci-dessous.

Solution de a) : rewritai, F 4, 37.
Tirage suivant : A B G I I M R.
 c) Placez un huit-lettres.
Solution de b) : épinceta, débar-rassa un drap de ses impuretés, 8 H, 95.
Préparation de la grille de la semaine prochaine.
 d) L'anagramme de TUILONS, recouvrons de tuiles, est LUTIONS, cimentions. Ce dernier accepte trois rajouts initiaux d'une lettre ; trouvez-les. B E E R S S U : trouvez deux sept-lettres.

Solutions dans Le Monde du 18 septembre.

Solutions du problème paru dans Le Monde du 4 septembre.
 Chaque solution est localisée sur la grille par une référence se rapportant à sa première lettre. Lorsque la

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
A															
B															
C															
D															
E															
F															
G															
H															
I															
J															
K															
L															
M															
N															
O															

référence commence par une lettre, le mot est horizontal ; par un chiffre, le mot est vertical.

a) ADJURES, G 7, 116, en col-lante au-dessus de PHOENIX.
 b) JUDAISER, 11 D, 114 - JURA-NDES, corporations, O 2, 101 - MUDEJARS, musulmans d'Espagne

christianisés, J 6, 83 - ADJUREES, 9 B, 70.

c) VALVE, VOLVE, membrane de certains champignons jeunes, VULVE - VALVAIRE, VOLVAIRE, VULVAIRE.

Michel Charlemagne

CARNET

DISPARITION

Henri Rol-Tanguy

Une grande figure de la Résistance



HENRI ROL-TANGUY est mort dans la nuit de dimanche 8 à lundi 9 septembre, à l'âge de 94 ans.

Né en 1908 dans une famille de marins bretons, Henri Tanguy devint métallurgiste à l'âge de 15 ans. Il entra en 1925 aux usines Renault de Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine), adhéra la même année aux Jeunesses communistes et fut licencié au bout de quelques mois pour fait de grève. Il abandonna la politique et fut même tenté par une carrière sportive dans le cyclisme, activité interrompue par le service militaire. Les événements de février 1934 le décidèrent à revenir au militantisme.

Lorsque la guerre d'Espagne éclata, en juillet 1936, Henri Tanguy anima la campagne de solidarité avec les républicains de la Fédération des métaux CGT, dont il devint permanent quelques mois plus tard. Volontaire pour les Brigades internationales, il fit partie d'un contingent de cadres envoyé par le Parti communiste français en février 1937. Il y exerça plusieurs responsabilités, avant d'être nommé en mai 1938 commissaire politique de la 14^e brigade, de la Marseillaise. Il participa à l'offensive de l'Ebre du mois de juillet et aux derniers combats des Internationaux, relevés en septembre 1938. Revenu en France deux mois plus tard, il reprit sa fonction au Syndicat des métaux. Mobilisé en août 1939, Henri Tanguy participa aux derniers combats de juin 1940 et réussit à regagner Paris, où il reprit immédiatement contact avec les syndicalistes communistes. Il entra dès octobre dans la clandestinité.

En août 1941, il fut chargé avec Raymond Losserand et Gaston Carré de l'organisation, dans la région parisienne, de groupes armés qui donnèrent naissance, en février 1942, aux Francs-tireurs et partisans (FTP). Repéré par la police, il fut muté dans la région Anjou-Poitou. Une série d'arrestations amena la direction des FTP à rappeler Henri Tanguy dans la capitale, en mars 1943, pour y réorganiser les Francs-tireurs avec Joseph Epstein et Edouard Vallerand. Il passa en octobre de la même année à l'état-major des Forces françaises de l'intérieur (FFI) de la région parisienne et fut nommé, à la veille du débarquement allié du 6 juin 1944, colonel chef des FFI d'Île-de-France. Il adopta à cette occasion son dernier pseudonyme, Rol, nom d'un combattant des Brigades internationales tué à l'Ebre, et qu'il garda définitivement attaché à son patronyme. C'est lui qui donna le 19 août 1944 l'ordre de l'insurrection parisienne.

LA REDDITION DE VON CHOLTITZ

Il reçut le 25 août, avec le général Leclerc, la reddition du général von Choltitz, commandant la garnison allemande du Grand Paris. Participant à la campagne Rhin-Danube, un temps commandant militaire de Coblenze, Rol-Tanguy entra définitivement dans l'active en octobre 1945. Il fut rattaché, après le renvoi des ministres communistes en 1947, au dépôt central des isolés, à Versailles, où « pointaient » les gradés qui ne bénéficiaient pas d'une affectation précise, généralement pour raisons politiques. Il y resta, sauf pour un intermède de quatre ans, jusqu'à sa retraite. Invité occasionnel du comité central du PCF à partir de 1947, il y siégea de plein droit de 1964 à 1987. Rol-Tanguy était compagnon de la Libération et grand-croix de la Légion d'honneur.

Rémi Skoutelsky

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Henri et Françoise BERGASSE sont heureux de faire part de la naissance de

Léo et Thomas,

leurs premiers petits-enfants,

le 3 septembre 2002, à Aix-en-Provence,

chez **Hélène et Stéphane.**

4745, route d'Ap't,
13290 Les Milles.

Anniversaires de naissance

– A

Jean-Philippe,

notre septuagénaire préféré,

Isabelle et Claude,

avec tout notre amour.

Décès

Yves ARCADIAS

n'est plus ici.

Permanent syndical au secteur international de la CFDT, il avait en charge, notamment, les relations avec les syndicats africains et latino-américains. Il a été enseignant aux universités d'Orléans, de Nanterre et à l'Ides. Il a été membre de la présidence de France-URSS et de France-Vietnam. Ces dernières années, il avait adopté le département de l'Ariège.

Il a été inhumé le 1^{er} septembre 2002 à Foix.

Sa tendresse, son humour provocateur, sa culture politique et internationale nous manquent.

Marie-Françoise Lefilleul et ses enfants, Philippe, Dominique, Anne et Céline,
4, rue Martial-Grandchamps,
92140 Clamart.
Marguerite-Marie Arcadias et ses enfants, Vincent, Benoît, Cécile et Bruno.

Julien, Mélanie, Rémi, Florence, Marie, Clément, Adèle, Annabelle, ses petits-enfants,
Solange Bouvet et Odile Auguste, ses sœurs,
12, rue Camille-Roy,
94350 Villiers-sur-Marne.

– Camille Arrignon, son époux,
Jean, Michel, Daniel, ses fils,
Et leur famille,
ont la douleur de faire part du décès de **Mme Jeanne ARRIGNON,** née MORPAIN, institutrice publique honoraire,

survenu à l'âge de soixante-dix-neuf ans.

Ses obsèques ont été célébrées le mercredi 4 septembre 2002, à Saint-Georges-d'Oléron (Charente-Maritime).

9, rue de la Seigneurie,
17190 Saint-Georges-d'Oléron.

– Marie-Christine Barbarit, Ses enfants et petits-enfants ont l'immense tristesse de faire part du départ de

Jacques BARBARIT,

le 5 septembre 2002.

Les obsèques ont eu lieu à Royan, dans l'intimité familiale.

6, place Saint-Germain-des-Longs-Prés,
92100 Boulogne-Billancourt.

– La communauté scolaire du lycée Victor-Duruy, Paris-7^e, a la tristesse de faire part du décès de

Michèle BRUJAILLE, professeur agrégé d'histoire-géographie,

le 9 juillet 2002.

Elle salue son immense courage.

– Homme de théâtre, homme de cœur et arpenteur du monde,

François DUPEYRON

a pris la clé des champs, à l'âge de cinquante-sept ans, le 3 septembre 2002, entre L'Isle-sur-la-Sorgue et Cavaillon, après des années de lutte contre la sclérose en plaques.

Même quand les oiseaux pleurent, ils chantent.

Dominique Puisais, sa compagne,
Celles et ceux qui l'ont aimé.

– Françoise Ferrieu a la grande tristesse de faire part du décès de sa sœur,

Michèle FERRIEU,

survenu le 31 juillet 2002, à Andréxy (Yvelines).

11, rue Descombes,
75017 Paris.

– Mme Henriette Camps-Fabrer, son épouse,
Hélène et Jean-Luc Lioult,
Anne-Marie Camps, ses enfants,
Ses petites-filles,
Ses arrière-petits-fils,
Ses nièces,
Les familles Bournizeau, Genty, Jalicot,
Ainsi que tous ses amis et collègues de l'université de Provence et de la Maison méditerranéenne des sciences de l'homme,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Gabriel CAMPS, correspondant de l'Institut, professeur émérite à l'université de Provence, officier de l'ordre national du Mérite, chevalier dans l'ordre des Palmes académiques,

né à Misserghin (Algérie), le 20 mai 1927, décédé à Aix-en-Provence, le 6 septembre 2002.

La messe des funérailles a été célébrée en la cathédrale Saint-Sauveur d'Aix-en-Provence, le 10 septembre.

L'inhumation aura lieu au cimetière des Eyzies-de-Tayac (Dordogne), le jeudi 12 septembre, à 11 heures.

4, résidence Saint-Marc,
6 bis, avenue de la Violette,
13100 Aix-en-Provence.

– Venasque (Vaucluse).

« Je ne meurs pas, j'entre dans la Vie. »
Sainte-Thérèse de Lisieux.

Marcel Gaucher,
Son fils Guy, évêque auxiliaire de Bayeux et Lisieux,
Les familles Gaucher, Dol, Tonda, de Biazzi,
font part du décès de

Marthe GAUCHER, née DOL,

le 7 septembre 2002, à l'âge de quatre-vingt-quatorze ans.

Dans l'espérance de la résurrection, elle sera inhumée, à Sainte-Marthe, Marseille-14^e, le mardi 10 septembre (rendez-vous à l'église de Sainte-Marthe, à 16 h 30), après une eucharistie à Notre-Dame-de-Vie (Venasque), ce même jour, à 11 heures.

Résidence du Quinsan,
84210 Venasque,
33, rue du Carmel,
14100 Lisieux.

– La Fondation européenne Joris-Ivens,
Marceline Loridan-Ivens, sa présidente,
Les membres de son conseil d'administration et de sa direction, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Henri LANGE,

leur ami, cofondateur de la Fondation, survenu le 5 septembre 2002, à Paris.

– On nous prie d'annoncer le décès de

Raymond PÉTÉLAUD, HEC 30,

chevalier de la Légion d'honneur, officier dans l'ordre national du Mérite, croix de guerre 1939-1945, ancien secrétaire général des Houillères du Ronchamp, ex-contrôleur général de Gaz de France, survenu le 3 septembre 2002, à Paris, dans sa quatre-vingt-onzième année.

De la part de
Mme Jacqueline Lisbona et son époux,
Mlle Annick Péteaud,
ses enfants,
Mlles Christine et Claude Lisbona, ses petites-filles,
Et toute la famille.

Après la cérémonie religieuse, qui se déroulera le jeudi 12 septembre, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame d'Auteuil, Paris-16^e, et, selon sa volonté, il sera procédé, dans l'intimité familiale, à son incinération.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

– Marie-Jeanne Pouderoux, son épouse,
Hubert et Patricia Pouderoux, Vincent et Sébastien,
Madeleine Pouderoux et Jean-Yves Goudal,
Etienne, Anne Pouderoux, Bertrand Pouderoux et Béatrice Augrain,
Agathe et Claire, ses enfants et ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Jean POUDEROUX, chevalier de l'ordre national du Mérite,

survenu le 4 septembre 2002, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

Selon sa volonté, ses obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

11, rue Albert-Priolet,
78100 Saint-Germain-en-Laye.

Denise GRANGER, née TOURRILHES,

est morte à Saint-Thibault-des-Vignes, dans sa quatre-vingt-unième année, le 8 septembre 2002, à 5 h 30.

La messe d'enterrement aura lieu le mercredi 11 septembre, à 11 heures, en l'église de Montoire-sur-le-Loir (Loir-et-Cher), elle sera inhumée au cimetière de Saint-Quentin-lès-Trôo.

De la part de
Anne Granger,
Chantal et Francis Hours,
Benoît Granger et Valérie Lobry, Elisabeth Granger,
Yves Granger et Christine Patte Granger,
François Granger et Carmelina de Pablo,
Marie Granger et Daniel Bellahsen,
Et ses petits-enfants et arrière-petites-filles,
Les familles Granger, Tourrilhes et Dubost.

12, rue Jules-Grévy,
37000 Tours.
53, rue de l'Université,
69007 Lyon.
36, rue Sedaine,
75011 Paris.
14, rue Bellot,
75019 Paris.
75, boulevard de Strasbourg,
75010 Paris.
6, villa Bossuet,
92120 Montrouge.
61, rue Custine,
75018 Paris.

– Georges Mesguich, son époux,
Francis Mesguich,
Pierre, Muriel, Claire et Paul Mesguich, ses enfants et petits-enfants,
Les familles Mesguich, Wiel, Bibas, Abbou, Moatti, Medioni,
ont la tristesse de faire part du décès de

Huguette MESGUICH, née WIEL,

survenu le 8 septembre 2002.

L'inhumation aura lieu le mercredi 11 septembre, à 14 h 30, au cimetière du Montparnasse, 3, boulevard Edgar-Quinet, Paris-14^e.

18, rue Fourcroy,
75017 Paris.

– Cécile Rol-Tanguy, son épouse,
Hélène Rol-Tanguy, sa fille,
Jean Rol-Tanguy, son fils, et Martine Cassin-Rol-Tanguy, sa belle-fille,
Sabine Rol-Tanguy, sa petite-fille, et Bruno Carpentier, Antoine, Zoé et Jules,
Cécile Rol-Tanguy, sa petite-fille, et François Plet, Lila et Victor, Antoine et Ludvine Maison-Cassin, Claire Rol-Tanguy, sa fille,
Mathilde et Aude, ses petites-filles,
Francis Rol-Tanguy, son fils, et Marianne Bruhnes-Rol-Tanguy, sa belle-fille,
Jeanne, Aurélien et Louise, ses petits-enfants,
Les familles Brunhes et Cassin, font part du décès de

colonel (e.r.)

Henri ROL-TANGUY, (12 juin 1908 - 8 septembre 2002), grand-croix de l'ordre de la Légion d'honneur, compagnon de la Libération,

ouvrier métallurgiste (1922-1936), responsable du Syndicat CGT des travailleurs de la métallurgie de la région parisienne (1936-1939), militant communiste depuis 1925, membre du comité central du Parti communiste français (1962-1987), commissaire politique de la 14^e Brigade internationale des armées de la République espagnole (1936-1938), chef régional des Forces françaises de l'intérieur (FFI) de l'Île-de-France, le 25 août 1944, il reçut, aux côtés du général Leclerc, la reddition des troupes nazies de Paris, président de l'Association nationale des anciens combattants de la Résistance (Anacr), président de l'Amicale des volontaires en Espagne républicaine (AVER),

croix de guerre (1939-1940 et 1945), médaille de la Résistance, croix du combattant volontaire de la Résistance, Medall of Freedom (USA), ordre de la Grande Guerre patriotique (URSS), titulaire de nombreuses médailles et décorations françaises et étrangères.

...Il fut de ceux qui se levèrent avant l'aube...

Cet avis tient lieu de faire-part.

La Besnerie,
41150 Monteaux.
25, rue Cugnot,
75018 Paris.
33, rue de la Beaune,
93100 Montreuil.
(Lire ci-contre.)

– Véronique et Jean-Jacques Rosé, Monique et M^e Yves Rosé, François et Daniel Rosé, Edith et M^e Noël Rosé, Sylvie Raisin-Dadre, Céline Parito-Sorrenti et Matteo, son fils,
Christophe, Isabelle, Jean-François, François, Olivier, Cécile, Florence Rosé, font part de la mort de

Gaston ROSÉ,

directeur départemental des Postes et Télécommunications du Var (e.r.),

leur père, beau-père, grand-père et arrière-grand-père,

à l'âge de quatre-vingt-dix ans, le 5 septembre 2002, à Draguignan.

« Je m'en vais par le chemin de tout le monde », dit David.
1^{er} Livre des rois, ch. 2, v. 2.

109, boulevard Longchamp,
13001 Marseille.
Clos Bellevue, chemin des Pignatelles,
83920 La Motte-en-Provence.
BP 5035,
9, boulevard Deltour,
31032 Toulouse.
27, rue Paul-Blanc,
83170 Brignoles.
89 bis, rue Blomet,
75015 Paris.
3, rue François-Mouthon,
75015 Paris.

– Mme Germaine Rougeot, son épouse,
Denise et Jean-Pierre Brunel, Martine Rougeot, Geneviève et Pierre-Yves Maurice, Colette et Philippe Gibson, ses filles et gendres,
Ludovic et Annabelle, Thibaut et Béatrix, Elodie, Sandra, Nathalie-Anne et Thomas, ses petits-enfants,
Jarod et Jules, ses arrière-petits-fils,
M. et Mme Alain Rougeot, leurs enfants et petits-enfants,
Le docteur Jean Rougeot, ses frères, belle-sœur et neveux,

ont l'immense chagrin d'annoncer que

M. Pierre-Claude ROUGEOT, ancien administrateur de la France d'outre-mer, officier de la Légion d'honneur, médaillé de la Résistance, croix de guerre 1939-1945, membre de l'Académie des sciences d'outre-mer,

les a quittés le 6 septembre 2002, à l'âge de quatre-vingt-deux ans, en emportant avec lui ses souvenirs de naturaliste et d'Afrique.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 11 septembre, à 15 h 30, en l'église Saint-Martin de Palaiseau.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Les familles Hallmann, Schulz, à Essen et Berlin,
Ses amis ont la douleur de faire part du décès, à Paris, de

Reinold WERNER, poète et traducteur.

Son incinération aura lieu au crématorium du Père-Lachaise, le jeudi 12 septembre 2002, à 13 h 30.

Anniversaires de décès

– Le 11 septembre 1997,

Michel CABRILLAC

nous quittait.

Que ceux qui l'ont aimé aient une pensée pour lui ou se retrouvent en communion de prières en l'église du Bugue (Dordogne), le 11 septembre 2002, à 9 heures.

– La famille,
Les proches,
Les amis, vous remercient de vous associer au souvenir de

Albert SOBOUL, historien de la Révolution française,

disparu le 11 septembre 1982.

– Septembre 1982 - septembre 2002.

Il y a vingt ans, disparaissait

Albert SOBOUL.

Tous ceux qui demeurent fidèles à sa mémoire s'uniront par la pensée ou par leur présence aux amis et aux proches, qui se recueilleront au Père-Lachaise, sur son lieu d'inhumation, le mercredi 11 septembre, à 11 h 45.

Société des études robespierristes.

Offices religieux

MOUVEMENT JUIF LIBÉRAL DE FRANCE (MJLF)

YOM KIPPOUR

JUIFS D'OUVERTURE, Découvrez un judaïsme d'aujourd'hui, fidèle au passé et tourné vers l'avenir.

Offices :
dimanche 15 septembre, à 19 h 30, et lundi 16 septembre, à 10 heures.

Renseignements et réservations :
Mouvement juif libéral de France,
11, rue Gaston-de-Caillavet,
Paris-15^e. Tél. : 01-44-37-48-48.

Hommage

– Edouard Drommelschlagel rappelle la mémoire de ses parents,

Lucia et Raphaël,

arrêtés par la police française et internés à Drancy, d'où ils ont été déportés à Auschwitz, le 11 septembre 1942, il y a soixante ans aujourd'hui même. Le convoi n° 31 qui les emportait vers les camps de la mort, ce vendredi 11 septembre 1942, à 8 h 55, était dirigé par le feldwebel Havenstein ; il était composé de mille personnes, dont seulement treize ont survécu.

Lucia et Raphaël Drommelschlagel ainsi que six millions d'hommes, de femmes et d'enfants ont été lâchement assassinés uniquement parce qu'ils étaient juifs.

Elle avait à peine vingt-quatre ans. Il venait d'avoir vingt-neuf ans. Soixante années se sont écoulées, et aujourd'hui je n'ai pour héritage que ma seule mémoire.

Au nom de cette mémoire qui, malgré ma souffrance, m'anime d'une volonté sans défaillance dans mon combat contre l'oubli, je serai à Drancy ce mercredi 11 septembre 2002, à midi, aux côtés de Serge Klarsfeld et des Fils et Filles des déportés juifs de France, pour participer à la lecture des noms, et rendre hommage à la mémoire de mes parents et de tous les déportés du convoi n° 31 massacrés par l'occupant nazi avec la complicité de la France de Vichy.

Je n'ai aucun sentiment de haine, aucun sentiment de vengeance, mais, comme tous ceux dont les parents ont pour sépulture le ciel de Pologne, j'ai la conviction profonde, face à une telle horreur, que toute volonté de comprendre devient indécente et absurde.

Comme eux, jamais je ne pardonnerai, jamais je n'oublierai.

Commémorations

« Je ne laisserai pas de traces sur le chemin de la vie... »

Il y a soixante ans, le 11 septembre 1942, le jeune poète juif polonais

Maurice FEDERMAN

était arrêté par la Gestapo, à son domicile liègeois, pour être déporté le 12 septembre, avec le convoi n° IX, dans les camps d'extermination nazis, et y mourir fin janvier 1945 au cours d'un transfert d'Auschwitz à Buchenwald, à quelques jours de la libération des camps.

In memoriam

Vera Feyder, sa fille,
Et quelques proches, s'en souviennent toujours douloureusement.

« Les vents emporteront les traces du passage d'une ombre... »
Reflets... (Éditions Tirésias).

– **Serge Klarsfeld** et l'association **Les Fils et Filles des déportés juifs de France**, 32, rue La Boétie, Paris-8^e, tél. : 01-45-61-18-78, rappellent le souvenir du convoi n° 31 qui a quitté le camp de Drancy, le 11 septembre 1942, pour le camp d'extermination d'Auschwitz-Birkenau, avec mille déportés, dont cent quatre-vingt-treize enfants de deux ans à dix-huit ans.

Le mercredi 11 septembre 2002, devant le monument de Drancy, seront lus à midi les noms de tous les déportés du convoi n° 31. Treize hommes survivants en 1945.

Ils rappellent également la rafle des juifs étrangers des départements du Nord et du Pas-de-Calais qui a eu lieu le 11 septembre 1942. Plus de huit cents juifs furent transférés dans le camp de Malines-Mecheln en Belgique d'où ils furent déportés le 15 septembre 1942.

Les noms des déportés du Nord et du Pas-de-Calais seront lus en gare de Lens le mercredi 11 septembre, à midi.

Conférences

Mercredi 11 septembre 2002, de 19 h 30 à 20 h 45,
« Apports de la théosophie à l'amélioration du monde ». Loge unie des théosophes, 11 bis, rue Kepler, Paris-16^e. Entrée libre et gratuite. Tél. : 01-47-20-42-87. www.theosophie.asso.fr

Cours

Besoin d'aide en informatique ?

Appelez Aldisa au 01-56-79-70-70. Formations sur site à Paris ou à domicile. Dépannage, maintenance. Installation, réseaux.

Stages

ATELIERS D'ÉCRITURE Elisabeth BING
A partir du 7-8 septembre 2002, week-ends de sensibilisation, critiques de voyageurs 28-29 septembre. T l. -fax : 01-40-51-79-10.

CARNET DU MONDE
Fax : **0**

11'09''01 September 11, film collectif • Des camps de réfugiés afghans en Iran à Tel-Aviv, en passant par Santiago du Chili ou Srebrenica, onze réalisateurs du monde entier composent une image de la planète après les attentats à l'encontre de la propagande audiovisuelle

Onze autres manières de voir le 11 septembre

IL Y A douze films, en fait. Il y a les onze films commandés par les producteurs, Alain Brigand, Nicolas Mauvernay et Jacques Perrin, à autant de réalisateurs. Et il y a le film qu'ils ont fabriqué en assemblant ces « composants », conçus dans le cadre d'une commande identique, mais en toute ignorance les uns des autres (*Le Monde* du 11 août). La commande impliquait le respect d'une durée et demandait une réaction filmée aux conséquences du 11 septembre, autant qu'à l'événement lui-même. Le premier résultat, avant de détailler la manière dont chaque cinéaste a abordé la question, tient au « douzième film ». Il est considérable.

Regarder *11'09''01 September 11* aide en effet à se rendre compte combien les attentats, et la manière dont ils ont été mis en scène par les médias et les politiques, ont composé un ensemble fixe, très strictement cadré et orienté, des représentations liées à l'événement et à ses suites. Les grandes machines de communication, avec toute leur puissance d'impact réagissant à l'unisson – sans d'ailleurs avoir nul besoin de se concerter – ont constitué une véritable image-sulpicienne. Les tours, les ruines, les pompiers, la ville moderne ont composé un système de représentation et de croyance ne laissant aucune place, dans l'imaginaire collectif, au doute, au recul, à la mise en perspective dans l'espace et dans le temps. Il s'est écrit et dit beaucoup de choses complexes, critiques sur le 11 septembre. Mais l'impact de ces voix est bien moindre, et très différent des puissances du visible.

En ce moment, sur toute la planète, la relation au monde est gouvernée par la polarisation géopolitique, la certitude du bon droit,



Sean Penn invente un décalage poétique, tout entier construit sur un jeu de sous-entendus et une variation lumineuse.

l'inégalité devant la douleur. A l'occasion de cet événement exceptionnel, ces mécanismes ont joué avec une puissance extrême. C'est, du coup, le mérite immense du film d'en mettre en crise le fonctionnement simplement en accolant des points de vue personnels, qui sont, eux, bien différents.

D'emblée, le film tourné par Samira Makhmalbaf rompt avec le sulpicianisme officiel. Il s'en démarque simultanément de deux façons. Le film porte une rupture du point de vue dans l'espace (géographique et social), en s'installant parmi des enfants d'un camp de réfugiés afghans en Iran, où on s'active éperdument à fabriquer des briques de terre cuite « pour se protéger des Américains qui vont venir nous bombarder, peut-être avec une bombe atomique » et où on ne sait pas ce que c'est qu'une tour d'habitation, encore moins un ascenseur. Mais la réalisation de Samira

Makhmalbaf porte simultanément une rupture esthétique, avec cette beauté douce et étrange aux frontières du réalisme documentaire et de l'onirisme. Dans le tremblé des visages de tout petits enfants essayant de répondre aux questions trop difficiles de la maîtresse, dans la verticalité magique et menaçante de la cheminée du four à briques naissent les premières de la poignée des véritables images (le contraire d'une illustration) que *11'09''01* parvient à susciter.

La belle idée de la contribution de Claude Lelouch, inventant une fable sentimentale située à Manhattan au moment des attentats, est d'en avoir confié le rôle principal à Emmanuelle Laborit : en « coupant le son », le film effectue à sa manière le pas de côté qu'ambitionne chaque réalisateur participant à *11'09''01*. L'œuvre est fausement collective, puisque ses participants ne se sont pas concertés, mais, chacun selon ses priorités, ils ont suivi au fond la même démarche : comment appréhender autrement ce que la plus puissante machine de propagande de tous les temps a voulu nous contraindre à voir d'une unique manière.

Décalage strictement idéologique mis en place par Mira Nair, illustrant sans imagination le réel réflexe raciste qu'eurent à affronter les résidents aux Etats-Unis liés, par l'origine ou la religion, à l'Islam ou à l'Orient. Plus complexe et beaucoup moins consensuel est le glissement mis en œuvre par Youssef Chahine. Au fil d'un conte



Idrissa Ouedraogo lance des gamins de Ouagadougou aux troupes de Ben Laden aperçu sur le marché local, rêvant de faire échapper tout leur quartier à la misère grâce à la prime promise par les Américains.

kitsch placé sous le signe de Jean Genet, il part d'un imperceptible pas de côté (faire parler arabe des flics new-yorkais) pour aboutir à la transgression majeure : mettre à égalité kamikaze palestinien et GI victime d'un attentat, et refuser la

Ken Loach administre une émouvante leçon documentaire, rappelant que, un autre 11 septembre, au Chili, Salvador Allende était renversé et la dictature de Pinochet instaurée à l'initiative du gouvernement américain

rhétorique unanime qui fait des terroristes les incontestables méchants absolus, quels que puissent être les torts relatifs des autres parties concernées.

Décalage historique, avec l'émouvante leçon documentaire administrée par Ken Loach rappe-

lant que c'est aussi un 11 septembre qu'à l'initiative du gouvernement américain fut renversé Salvador Allende et instaurée la dictature de Pinochet au Chili. Dans un registre comparable, Danis Tanovic recourt à d'autres moyens narratifs pour rappeler que les survivants de Srebrenica se réunissent le 11 de chaque mois – se réunissaient aussi ce 11 septembre – pour commémorer le martyre de leur ville. Alors qu'Idrissa Ouedraogo opère un décalage pamphlétaire et rigolard à la fois, en lançant des gamins de Ouagadougou aux troupes de Ben Laden aperçu sur le marché local, rêvant de faire échapper tout leur quartier à la misère grâce à la prime promise par les Américains pour la capture du chef terroriste. C'est dans une misère tragique, mais montrée sans aucun misérabilisme, que se réfracte d'un coup l'événement.

Sean Penn, imprévisible, invente un décalage poétique, infiniment troublant, tout entier construit sur un jeu de sous-entendus et une variation lumineuse. Lui fait souterainement écho le décalage fantastique, contrepied magnifique et dérangeant concocté par le maître Shoei Imamura avec son immémorial homme-serpent. Sans omettre le très subtil décalage du statut des images et de la mise en scène des émotions engendré par le plan virtuose d'Amos Gitai, télescopant sur le lieu unique d'un attentat à Tel-Aviv plusieurs mécanismes caractéristiques de la réalité contemporaine.

Un seul film, celui de l'auteur d'*Amours chiennes*, le Mexicain Alejandro Iñárritu, cherche au contraire à produire un effet extrême de compassion, par une sorte d'immersion psychosensorielle dans la violence et l'opacité de l'événement lui-même. D'une sobriété ultratravaillée (écran vide, flashes d'archives atroces, son agressivement sophistiqué), le film émeut violemment. Il répond aussi, à sa manière, à la commande initiale en prenant acte des effets traumatiques qu'ont pu produire les événements et leur diffusion audiovisuelle mondiale.

L'intensité émotionnelle de ce court métrage aide à mieux percevoir quel enjeu se trouvait dans le montage des onze parties : en tête ou en fin de film, il lui aurait imposé une polarisation émotive. Installé parmi les autres, il émet haut et clair sa note singulière, sans déséquilibrer un film dont l'ouverture, les incertitudes et les contradictions ne sont pas les moindres qualités.

Jean-Michel Frodon

Film collectif de Samira Makhmalbaf (Iran), Claude Lelouch (France), Youssef Chahine (Egypte), Danis Tanovic (Bosnie), Idrissa Ouedraogo (Burkina Faso), Ken Loach (Grande-Bretagne), Alejandro Gonzalez Inárritu (Mexique), Amos Gitai (Israël), Mira Nair (Inde), Sean Penn (Etats-Unis), Shoei Imamura (Japon). (2 h 09).

RADIO CLASSIQUE

11 septembre : début d'une nouvelle ère ?

Mercredi 11 septembre

Témoignages, analyses géopolitiques, interviews

Samuel PISAR
Avocat international
New-York - Paris

Hubert VÉDRINE
Ancien Ministre
des Affaires Etrangères

19h00 - 20h00
Parole aux témoins
présents dans les tours

Tous nos rendez-vous d'information de 6h30 à 9h00 de 12h30 à 13h00 de 18h30 à 20h00

RADIO CLASSIQUE

DANS PLUS DE 100 VILLES
PARIS-ILE-DE-FRANCE 101.1 • BASTIA 93.1 • BORDEAUX 92.2 • BREST 106.6
DIJON 105.8 • GRENOBLE 102.4 • LILLE 88.2 • LYON 96.5 • MARSEILLE 100.9
NANCY 88.2 • NANTES 99.9 • RENNES 92.3 • ROUEN 106.1 • TOULOUSE 103.1
TOUTES LES FREQUENCES : www.radio.classique.com ou 0 892 68 12 80 (0,34 €/ min)

La colère d'Abel Ferrara, candidat non retenu

POUR CONSTRUIRE un projet aussi complexe que *11'09''01*, surtout dans un délai aussi bref, il faut évidemment solliciter beaucoup plus de cinéastes qu'il n'en figurera au générique du film terminé. Parmi ceux approchés par Alain Brigand, à l'origine du projet, et par Galatée Films, la société de production de Jacques Perrin qui l'a produit, Giuseppe Tornatore fait partie de ceux dont le projet n'a pu être retenu. L'auteur de *Cinema Paradiso* avait prévu de composer « un requiem » à partir des photos des victimes, accompagnées d'une musique d'Ennio Moricone. Il semble que ce soit la question des droits sur les photos qui ait constitué un obstacle insurmontable.

En France, plusieurs réalisateurs ont été approchés. Après s'être déclaré intéressé, Régis Wargnier a déclaré forfait, absorbé par l'écriture de son prochain long métrage, et Roman Polanski, pris par le mixage du *Pianiste*, a lui aussi renoncé, avant que Claude Lelouch ne prenne en charge le projet.

Mais l'une des questions les plus sensibles concernait évidemment le choix d'un cinéaste américain. Le réalisateur de *King of New York* a été très tôt sollicité, sans suite. Pas vraiment content, Abel Ferrara tempête aujourd'hui contre l'absence de New-Yorkais parmi les coauteurs de *11'09''01*. Il dit avoir proposé un projet mêlant documents d'archives tournés le jour même et

« des scènes reconstituées, avec des acteurs qui disent les ultimes appels de gens qui vont mourir ». Personnellement affecté par les attentats au cours desquels il a perdu plusieurs connaissances, notamment des pompiers dépendant de la caserne voisine de son domicile, le cinéaste se plaint de n'avoir pas été suivi : « Ils n'étaient pas intéressés par ma vision. »

Début de polémique aux Etats-Unis

Sans attendre d'avoir vu *11'09''01*, le tabloïd *New York Post* a dénoncé l'attitude « vicieusement anti-américaine » que reflète le film, qui doit être projeté, pour la première fois en Amérique du Nord, le 11 septembre, au Festival de Toronto. « Vivendi Universal a financé un nouveau documentaire (sic) qui défend le terrorisme anti-américain et un autre conglomerat médiatique, Viacom, organise un gala pour la première du film à Toronto. » Pour fonder son évaluation, Lou Lumenick, le critique du *Post*, s'appuie sur un article de *Variety*. Dans un article publié le 20 août, François Godard, correspondant occasionnel à Paris du journal des professionnels de Hollywood, écrivait : « Pour commémorer les attentats du 11 septembre à New York et Washington, Canal+, filiale de Vivendi Universal, a produit *11'09''01* (...). Il y a un seul problème, plusieurs films sont d'un anti-américanisme strident. » Cette évaluation a été reprise telle quelle par le *New York Post*. Mais le *Los Angeles Times* a publié un article très favorable au film collectif, signé de Lisa Neselson, critique parisienne de *Variety*.

Condamnant par avance tout film qui utiliserait le drame du 11 septembre pour « faire le malin en manipulant les images », mais reconnaissant n'avoir pas vu *11'09''01*, il annonce son intention de tourner « le vrai film » sur le 11 septembre, dont il cherche le financement. Et ajoute : « Si vous connaissez des gens intéressés en France, dites-le-moi... »

De son côté, Alain Brigand souligne la difficulté des échanges avec le réalisateur, et raconte avoir été en contact avec plusieurs cinéastes new-yorkais. « J'ai été en contact avec Woody Allen, qui n'a pas donné suite. Robert De Niro s'était montré intéressé, mais il s'apprêtait à commencer le tournage de son propre film. Il a même été question à un moment de John Woo, qui était très tenté, mais qui a dû renoncer pour terminer *Windtalkers*. Finalement, Sean Penn a fait savoir qu'il était partant. Nous avons choisi avec joie cette option. »

J.-M. F.

Le Principe de l'incertitude, de Manoel de Oliveira • Le grand réalisateur portugais retrouve le goût du romanesque et affirme une fois de plus son génie de la mise en scène

Drame de la servitude volontaire au bord du fleuve Douro

LE NOUVEAU film de Manoel de Oliveira débute sur l'ironique alliance de la contemplation et d'un violent désir de romanesque. En observant le lit du fleuve Douro, sur lequel dérive un bateau de tourisme vide, deux hommes, tout en constatant le dérèglement météorologique actuel, se racontent l'histoire de deux amis, le riche Antonio et José, le fils de la servante Celsa. Histoire de ce qui arriva après le mariage du premier avec Camila (la révélation Leonor Baldaque) et l'attachement du second pour Vanessa (Leonor Silveira), une femme de mauvaise vie, mêlée à de douteuses combinaisons et maîtresse d'Antonio.

Il y a du Balzac ou du Barbey d'Aureville dans ce *Principe de l'incertitude*, pourtant adapté d'une œuvre de l'écrivain portugais contemporain Agustina Bessa-Luis, *Joia de Família*. Plus que jamais c'est dans l'envoûtement d'une mise en scène sensuelle, faite de longs plans fascinants et d'une direction d'acteur qui ne relève pas plus du naturalisme psychologique que de l'assèchement asthénique, et dans la redécouverte d'une théâtralité insensible et subtilement voluptueuse, que s'affirme le génie de l'auteur du *Val Abraham*.

C'est bien sûr autour de la question de la maîtrise des événements, du contrôle démiurgique au nom d'impératifs dont on ne sait s'ils procèdent du bien ou du mal, que se vérifie ce fameux principe d'incertitude dont parle le titre de l'œu-

vre. Très vite, en effet, le mariage du riche Antonio et de la jeune Camila semble procéder du double désir de la servante d'assurer le bonheur du jeune homme, qui semble bénéficier, davantage que son fils à elle, de son affection illimitée, et d'éloigner de lui la tentatrice Vanessa. L'autre enjeu, c'est bien sûr le statut de l'héroïne, Camila, victime d'un destin qui voit sa vie conjugale progressivement détruite par le comportement de son mari, irrésistiblement attaché à une maîtresse tirant, en apparence seulement, les fils d'un pouvoir qu'elle sera insensiblement condamnée à perdre. Camila, dans l'ambiguïté de sa nature, rejoint ainsi les femmes victimes, les figures martyres du cinéma d'Oliveira, les héroïnes du *Val Abraham* ou de *La Lettre*. Comme un secret latent, une explication cachée, la figure de Jeanne d'Arc, qui fut à la fois guerrière et victime, hante *Le Principe de l'incertitude*.

LE RÉVEIL DES DÉMONS

Camila recherche-t-elle une orgueilleuse sainteté ou se révèle-t-elle la manipulatrice ultime, celle qui déclenche l'enfer en réveillant des démons qui surgissent au cours d'une incroyable scène dans la boîte de nuit de Vanessa ? La peinture de ce tempérament forgé au feu de la contrainte et de l'humilité, et transformant celles-ci en instruments de puissance et de volonté, rapproche *Le Principe de l'incertitude* de la vie du jésuite Antonio Vieira, le héros de



Oliveira envoûte par une mise en scène en longs plans fascinants.

Parole et Utopie, que le cinéaste signa il y a deux ans.

Mais *Le Principe de l'incertitude* prolonge admirablement la pensée du cinéaste en s'interrogeant sur l'ambivalence même de la servitude acceptée. C'est sans doute ainsi qu'il convient d'interpréter la chanson des ouvriers agricoles fêtant de la terre, la fin des vendanges. Ce rituel, à la fois joyeux et tellurique, est également significatif des rapports sociaux qui impriment leur loi dans les comportements des protagonistes. Incarnée par Isabel Ruth, Celsa, la servante, à la fois témoin et actrice du drame, devient un personnage monstrueux qui aura à ce point intégré l'ordre d'une société hiérarchisée qu'elle en vient à nier, non seule-

ment sa propre liberté, mais, plus encore, son identité même et les choix de son existence. La révélation finale, qui donne a posteriori au récit une nouvelle dynamique et invite à le revoir se dérouler à nouveau, dessine l'envers de la fausse humilité de Camila. La maternité avouée ou niée, cachée ou perdue, annoncée dès le début du récit par le plan d'un tableau du Christ enfant et de la Vierge Marie, est au cœur du drame qui se joue alors.

Jean-François Rauger

LE PRINCIPE DE L'INCERTITUDE. Film franco-portugais de Manoel de Oliveira. Avec Leonor Baldaque, Leonor Silveira, Isabel Ruth, Ivo Canelas, Luis Miguel Cintra. (2 h 12.)

Principes et incertitudes de Manoel de Oliveira

PORTO

de notre envoyé spécial

De son premier film, le poème muet *Porto, travail fluvial* (1932) au récent *Porto de mon enfance*, la figure de Manoel de Oliveira est tellement associée aux ruelles en pente de la capitale du Nord portugais et aux bords du Douro où patientent les barques longues chargées de tonneaux, que la découverte de son domicile surprend. Au bout d'un grand ensemble en béton des années 1970, du côté de l'estuaire, le cinéaste vit et travaille dans deux appartements d'un immeuble anonyme. « Quand on s'est installé, il y avait la forêt alentour, au loin on apercevait la mer », regrette Maria Isabella, l'épouse du cinéaste. Aujourd'hui, le lotissement est noyé dans un océan de nouvelles constructions.

Au milieu de ce quartier-champignon, des ouvriers s'affairent sur un chantier, Rua de l'Arquiteto Viana de Lima. Le petit bâtiment de béton évoque la forme d'une caméra : il s'agit de la future Maison du cinéma Manoel de Oliveira, édifiée par la municipalité. On pourra y consul-

ter les archives du cinéaste ; on y trouvera également un petit musée consacré à son œuvre.

Pour l'heure, les archives envahissent en bon ordre l'un des appartements. Au milieu, un Powerbook dernier modèle héberge les plus récentes créations du cinéaste. Le contraste rappelle l'âge du réalisateur - 94 ans. Il fait défiler sur l'écran le scénario de son prochain film - « déjà la sixième version ». Intitulé *Un film de paroles*, c'est « une réflexion sur la civilisation, mais attention : pas un essai, une histoire simple ». Cette « histoire simple » à travers le monde méditerranéen suit la croisière d'une jeune femme interprétée par Leonor Silveira et sa fille. John Malkovich commandera le bâtiment, à bord duquel monteront lors d'escalades successives Catherine Deneuve, Irène Pappas, peut-être Sophia Loren, au cours d'un périple menant de Lisbonne à Aden, via Gibraltar, Ceuta, Marseille, Naples, Athènes, Istanbul, Le Caire et Port-Saïd. Délicate machine de guerre contre l'américanisation du monde (lui-même se garderait bien d'employer

de telles formulations), le projet suscite chez lui un amusement d'éternel Tintin voyageur.

Hanté par une méditation sur un état du monde qui « [lui] semble marcher de plus en plus vite vers l'abîme », pessimiste hyperactif réfléchissant sur l'hiatus entre science pure et science appliquée, la relation entre vérité des savants et vérité des artistes, la différence entre sagesse et savoir, Manoel de Oliveira imagine, écrit et réalise ses films comme des mises en forme de cette réflexion permanente.

Il dit aussi que *Le Principe de l'incertitude* est né de son désir de donner des premiers rôles à son petit-fils, Ricardo Trepa, et à Leonor Baldaque, petite-fille de son amie d'enfance, l'écrivain Agustina Bessa-

« Dans la vie, même si on déplace les yeux ou la tête, on ne fait pas de panoramique. Les mouvements d'appareil sont des artifices de cinéma, presque toujours superflus »

Luis. Sur la suggestion du grand-père, la grand-mère a écrit un roman foisonnant, qu'Oliveira a ensuite adapté à l'écran. Ce roman est devenu le premier volet d'une trilogie, dont Oliveira prévoit d'adapter le deuxième volume, *L'Âme des riches*, après *Un film de paroles*. A moins qu'il n'enchaîne avec une adaptation du *Portrait de Dorian Gray*, ou avec un film de rencontres avec des cinéastes qu'il admire : Jacques Rivette, Youssef Chahine, Jean-Luc Godard, Abbas Kiarostami...

Et comme si tout cela ne suffisait pas, il termine non pas un, mais deux livres. L'un, pour Gallimard, doit être consacré à l'ensemble de son œuvre filmé, l'autre, *Une idée du cinéma*, est beaucoup plus géné-

ral. « Je n'y parle pas du tout de cinéma, mais de l'idée ! », insiste-t-il.

Idee qui porte sur les choix radicaux d'une mise en scène sur laquelle il revient à propos du *Principe de l'incertitude*. Ainsi le recours systématique aux plans fixes permet « de transformer la scène en rituel, ce qui en accroît la puissance. C'est pour quoi il y a autant de grands cinéastes japonais : les Japonais sont très forts sur les rituels. Je ne fais pas de panoramique parce que, dans la vie, même si on déplace les yeux ou la tête, on ne fait pas de panoramique sauf lorsqu'on suit du regard un objet en mouvement. Les mouvements d'appareil sont des artifices de cinéma, presque toujours superflus, ou qui servent au réalisateur à faire étalage de sa virtuosité. La réalité est un prisme aux facettes innombrables, faire croire qu'on la montre en se déplaçant est un leurre. Alors que le plan fixe est à la fois affirmation qu'on ne montre qu'un côté de la vérité, et possibilité de trouver la vérité de ce côté. »

Oliveira énonce les règles qui guident sa mise en scène comme des évidences toutes simples. « Je cherche le fil secret qui relie les situations d'une histoire. Si c'est une bonne histoire, ce fil existe. » Ce processus est marqué par deux étapes selon lui essentielles, le choix des comédiens, « moment magique et effrayant où le personnage, abstrait, devient une personne réelle », et le choix de l'emplacement de la caméra : « Je reste parfois longtemps dans le décor, j'attends. A un moment, je sais. Je ne peux pas expliquer pourquoi, c'est une question d'instinct. »

Oliveira se souvient de Pessoa qui disait : « Ma langue est ma patrie. » « Mais il est vrai aussi que ma patrie fait ma langue : la manière dont nous nous exprimons dépend de notre environnement, du climat où nous vivons, de la nature au sein de laquelle nous avons grandi. Tout cela compose une expression particulière, il faut prendre garde à ce que la diversité des expressions continue... »

Jean-Michel Frodon

Arte Vidéo édite en DVD deux films d'Oliveira, *Val Abraham*, avec trente minutes inédites, et *Non, ou la vaine gloire de commander*. Ces deux chefs-d'œuvre sont suivis d'un entretien inédit avec le réalisateur.

Vendredi soir, de Claire Denis • Une œuvre composée, toute en signes et en suggestion

Songe érotique d'une nuit de grève des transports

C'EST FINI. Ça va commencer. Dans la lumière qui descend par degrés vers la nuit, elle contemple sa vie d'avant, mise en cartons, et qui se termine ce soir. Sa vie d'après commencera demain. Instant suspendu, qui va devenir instant bloqué, absurdement figé : elle devait « meubler » cette soirée de transition en allant dîner chez des amis, elle prend sa voiture et se met en route. S'arrête. Tout est bloqué. Embouteillage monstre, suite à une grève des transports. Mais qui est-elle ?

Elle est un corps de femme. Autant que la mise en scène, d'une magnifique sobriété expressive, de ce moment de stase, le prologue de *Vendredi soir* est un étrange philtre d'invocation d'un corps : une présence charnelle naît. Il n'importe guère qu'on reconnaisse ou pas Valérie Lemerrier, l'interprète. Tout ce qui compte est cette courbe du cou, cette cuisse mise en valeur par une jupe, ces fesses qui laissent leur empreinte dans le matelas, ces cheveux séchés au chauffage de la voiture.

La première partie du film pourrait s'appeler *Elle et les choses*. Les choses empacotées, les objets du quotidien, puis la matérialité des voitures, immobiles, ralenties, dans la nuit et la pluie. La mise en scène de Claire Denis offre l'un des plus beaux exemples de cette esthétique nouvelle qui, inspirée surtout des films de kung-fu, travaille le cinéma contemporain en modifiant radicalement le statut du plan. Celui-ci n'est plus l'unité narrative et plastique avec laquelle se construisent les séquences qui composent l'ensemble du film. Du plan bloc, on passe au plan touche, ou au plan trait, signe visuel dont seul l'assemblage à d'autres signes suscitera une recombinaison mentale, productrice d'émotion et de sens. Mouvements filés, flous, très gros plans sur des détails, instants microscopiques, détails infimes et par eux-mêmes informes et dépourvus de sens : très élégamment, la mise en scène arpège ces fragments qui racontent une histoire, suscitent une atmosphère, instaurent un état d'esprit.

Où sommes-nous ? L'époque, contemporaine, est pourtant indistincte - entre les grandes grèves de 1995 et aujourd'hui -, la ville est clairement Paris, mais sans repère connu. Surtout, la « réalité » de ce qui advient est, et restera, incertaine. Claire Denis filme comme on rêve. Des fractions de secondes oniriques, un assoupissement, quelques images mentales mêlées à ce qui paraît l'enregistrement du quotidien le plus banal, et voilà le film installé comme entre deux eaux, dans l'espace crépusculaire qui sépare la veille du sommeil.

C'est là que se trouve Vincent Lindon. C'est là que se trouve l'homme. Piéton las, il monte dans la voiture. Il fume. Elle regarde ses

maïns, l'échancrure de sa chemise. Est-ce son ultime fantasme de mâle inconnu avant de rejoindre, le lendemain matin, celui dont elle partagera désormais la vie ? Est-ce son remords de n'avoir pas pris en stop un des marcheurs forcés ? Ou celui-ci, qui lui a fait si peur, si absurdement peur, était-il déjà un produit de son imagination épuisée, inquiète du déménagement et du changement de vie ? Le film ne répond à aucune de ces questions, il n'en a nul besoin.

TOUT PEUT ARRIVER

Il y aura des gestes un peu brusques, pas très contrôlés. Une fuite, un instant de panique comme au bord d'un gouffre. Un café. La fille très jeune, au flipper, rivale ? C'est idiot. Un signe, trop lisible, ou complètement inventé. Il y aura les mains, le contact des peaux. Baiser (substantif et verbe actif). Il y aura la chambre d'hôtel, la courtépente affreuse, les détails de toilette, de paiement de la chambre, de réglage du chauffage, les orteils de l'inconnu, des mots simples, un peu embarrassés.

Depuis longtemps déjà, le film a atteint cet état où une couleur, une texture, un geste ou un mot se chargent d'harmoniques infinies, selon les manières dont les assemblages se font et se défont. Tout peut arriver. C'est, libre, à la frontière du danger. C'est, au cœur de l'invention stylistique très riche de la mise en scène, la nature même de l'art du cinéma.

Le cinéma est l'art qui naît au croisement de l'enregistrement du réel et de la vision d'un(e) artiste. La présence, très belle et très émouvante, de Vincent Lindon incarne à l'extrême ce point d'intersection palpable entre consistance physique et suggestion imaginaire. Corps intensément réel et possible fantasme pur, il est comme la représentation humaine de ce qu'est une image de film. Il représente, aussi, ce qui différencie *Vendredi soir* du cinéma expérimental, même le plus beau et le plus inventif : son humanité.

Alors que ces compositions formalistes, parfois très réussies, tendent d'ordinaire à réduire les êtres et leurs vies en éléments graphiques parmi les autres, fût-ce pour les plus pertinentes compositions plastiques, Claire Denis, elle, ne filme calendres et clignotants, néons et rideaux, fragments d'épaule et grain de peau, que pour retrouver des êtres vivants, dans leur totalité et leur complexité. Là se joue l'accomplissement de ce film qui bouleverse sans qu'on sache exactement pourquoi. Ce passage, sensuel et trouble, au-dessus d'un gouffre, effleure l'âme.

J.-M. F.

Film français, avec Valérie Lemerrier, Vincent Lindon, Florence Loiret-Caille, Grégoire Colin. (1 h 30.)

DES REPONSES AUX ADOLESCENTS

Michel Lipax

L'APRES 11
SEPTEMBRE 2001

■ ■ ■
un projet de société
humaniste pour les
citoyens de demain

Les éditions du Panthéon
27 cité industrielle 75011 Paris

UN PROGRAMME EQUILIBRE DE GOUVERNEMENT

DES SUGGESTIONS
DECAPANTES

UNE APPROCHE
GLOBALE

UNE PHILOSOPHIE
SOCIALE

UNE VISION DE
L'HUMANITE

4

Les Sentiers de la perte, de Sam Mendes • Le réalisateur d'« American Beauty » parvient à redonner vie et innocence à une histoire vieille comme le rêve (et le cinéma) américain

Des gangsters majestueux comme des cow-boys

LA FORCE du second film américain de l'Anglais Sam Mendes réside dans sa simplicité. On ne parle ici que d'une chose : de père et de fils, du fardeau qu'ils sont les uns pour les autres et des terribles façons qu'il y a de s'en affranchir.

Michael Sullivan (Tom Hanks) est le père quadragénaire de deux garçons. Quelque part dans la région des Grands Lacs, pendant la Grande Dépression, il assure à ses deux fils et à son épouse une vie de confort. John Rooney (Paul Newman), son employeur, est aussi son père adoptif : pour lui, Sullivan – ancien combattant de 1914-1918 – collecte les dettes, perçoit loyers et redevance, usant de la force s'il le faut.

Pour le vieux Rooney, face au fils d'élection, il y a le fils de sang, Connor (Daniel Craig), rejeton indigne du petit empire criminel qu'a construit son père, à l'ombre tutélaire d'Al Capone. Michael Sullivan Junior surprend son père et Connor au travail, un soir où les choses tournent mal. Condamnés à mort pour indiscrétion, les deux Michael doivent fuir, poursuivis par un tueur à gages photographe, Maguire (Jude Law).

On le voit, le film suit une route (celle du titre original, *The Road to*

Tom Hanks incarne Michael Sullivan, père quadragénaire de deux garçons à qui il assure une vie de confort en travaillant pour le petit empire criminel de John Rooney (Paul Newman).



Perdition) sans jamais s'égarer sur des sentiers. Il y a dans le scénario comme dans la mise en scène une tendance revendiquée à la stylisation, qui est aussi un hommage au matériau d'origine du film, un « roman graphique » de Max Allan Collins et Richard Piers Rayner. Mais cette manière de souligner le trait renvoie encore plus loin dans le temps. Alors que, de profession et d'époque, les personnages à l'écran pourraient être sortis du *Scarface* de Hawks, ils sont filmés comme s'ils étaient du bétail à l'ouest des Rocheuses.

Rien à voir avec l'univers shakespearien des *Parrain* – le désir, la politique, le pouvoir... Sam Mendes, qui, pour *American Beauty*, s'était vautré avec délices et agilité dans la perversion du rêve américain, le prend tout à coup très au sérieux et dit une nouvelle fois la geste de ces gens violents, de ces outlaws qui ont construit ce pays de la loi et de l'ordre.

L'ATOUT PAUL NEWMAN

A un bout de la chaîne, il y a Rooney, à qui Paul Newman prête une infinie majesté, inspirant dans le même plan la crainte, la dévotion et

la pitié. Rien que pour avoir permis à l'acteur de donner une nouvelle fois toute sa mesure, Mendes a eu raison de faire ce film. A l'autre bout, Michael Jr., qui n'a pas la tête habituelle des enfants de cinéma américain, qui ressemble plutôt à un homme en miniature. Entre les deux, Tom Hanks, père idéal de force et d'autorité, mais qui ne parvient jamais à évoquer la part d'ignominie de son personnage. Finalement, son tueur à gages consciencieux et talentueux n'est pas plus répugnant que le capitaine Miller du *Soldat Ryan*. C'est là que se cache la faiblesse des *Sentiers de la perte*. Mais elle est bien dissimulée par le travail rigoureux, à la fois austère (dans les couleurs et dans les lignes) et somptueux (le cadre, les mouvements de caméra) du directeur de la photo Conrad Hall et dans les partis pris méthodiques et élégants de la mise en scène de Mendes.

Au milieu du film, un dialogue nocturne réunit les deux Michael pour une de ces conversations entre père et fils propres à tirer des larmes aux pierres. Refusant avec la même énergie le sentimentalisme et le second degré, Mendes et ses acteurs parviennent, comme presque toujours au long de cette route, à redonner vie et innocence à des histoires usées par le cinéma.

Thomas Sotinel

LES SENTIERS DE LA PERDITION. Film américain de Sam Mendes. Avec Tom Hanks, Jude Law, Paul Newman. (1 h 56.)

S. Bd

Sur le même thème, la rencontre sulpicienne d'un film d'action et d'un film d'auteur

La double rédemption d'un cinéma en phase terminale

SUR LE PAPIER, rien ne permet a priori de rapprocher Alexandre Arcady, vieux briscard du film d'action à la française signant avec *Entre chiens et loups* son douzième long métrage, de Viguen Tchaldranian, jeune auteur arménien qui inaugure sa carrière de réalisateur avec *La Symphonie du silence*. Ces deux films, et partant ces deux hommes, ont pourtant en commun d'avoir imaginé, dans des registres très différents (ici, le pur film de genre, là l'ambition d'auteur affichée), une histoire assez semblable, au service d'une démonstration qui ne l'est pas moins.

Ici et là, on trouve en effet un personnage principal qui se voit condamné par la maladie (en l'occurrence, ici et là, un cancer) dont le récit va s'ingénier à transformer l'itinéraire en épreuve vitale, destinée, pour tout dire, à lui ouvrir grand les portes lumineuses de la rédemption. Ce n'est pas notre propos de tourner en dérision l'idée de rédemption. D'autant moins que, de tous les arts, le cinéma est celui qui, en vertu de ses propriétés mêmes, exalte le plus fidèlement cette vieille, mélancolique et sublimine croyance en la vie des morts, pour ne rien dire de leur résurrection. Mais il faut bien constater que, dans la majorité des cas, à chaque fois qu'un film a tenté de rendre explicite cette idée, en la désignant comme son sujet principal au détriment de tout le reste, l'affaire, peu ou prou réduite à une illustration sulpicienne de l'art, a tourné court.

C'est hélas le cas de ces deux films. *Entre chiens et loups* met en scène la cavale de deux Français en Roumanie. Adrien (Richard Berry) est un braqueur professionnel atteint d'un cancer en phase terminale. Werner (Saïd Taghmaoui) est un ancien légionnaire aux pulsions suicidaires, qui n'aime rien tant que se mettre en danger. Contacté par un mystérieux Roumain pour une mission, grassement payée, au cours de laquelle ils doivent trouver la mort, ils se retrouvent piégés, mais bien en vie, à Bucarest, victimes d'une sombre machination dont ils entreprennent de percer le mystère. Des scènes d'action ternes ajoutées à la maigre couche

de vernis qui est censée doter les personnages d'une personnalité (voir par exemple le rire récurrent auquel est réduit Saïd Taghmaoui pour évoquer la folie de son personnage) rendront aléatoire l'intérêt du spectateur pour le récit de leur amitié naissante et leur rachat spirituel consécutif, brossés avec un pathos et une désinvolture désarmants.

EFFETS DE MANCHE

Encore ce pathos semble-t-il procéder d'une réelle réserve en comparaison des effets de manche paraboliques auxquels recourt Viguen Tchaldranian dans *La Symphonie du silence*. Ce film met en scène le retour d'un homme d'affaires arménien vivant à New York dans son pays natal, où il a apparemment beaucoup à se faire pardonner. De fait, l'homme est en réalité un ancien criminel atteint d'un cancer en phase terminale, qui vient dépenser sa fortune au pays pour le rachat de son âme. Il y acquiert dans ce dessein un hôpital psychiatrique vendu aux enchères dans le cadre de la privatisation des biens publics et entreprend d'y restaurer, par l'amour qu'il prodigue aux malades, la dignité humaine.

De sorte que ce projet ambitieux, qui se voudrait une évocation tout à la fois politique et métaphysique de la situation en Arménie, tourne rapidement au huis clos dévotement démonstratif, baïgnant dans la récurrence d'une lumière blanche qu'on attribue plus volontiers au matériel de l'éclairagiste et à l'incontinence lyrique du réalisateur qu'à une quelconque grâce, immanente ou transcendante. Aussi grossièrement entendue, la rédemption s'avère le signe d'un cinéma qui est, lui aussi, en phase terminale.

Jacques Mandelbaum

ENTRE CHIENS ET LOUPS. Film français d'Alexandre Arcady. Avec Richard Berry, Saïd Taghmaoui, Joaquim de Almeida. (1 h 50.)

LA SYMPHONIE DU SILENCE. Film franco-arménien de Viguen Tchaldranian. Avec Mickaël Pogossian, Jean-Pierre Nshanian, Karen Djanibekian. (1 h 52.)

PROFIL MAX ALLAN COLLINS, ROMANCIER DU CHICAGO D'APRÈS-GUERRE

L'adaptation à l'écran des romans graphiques, à différencier des *comic books* comme *Spiderman*, *Blade* ou *Hulk*, est à la mode. Récemment, *From Hell* (éditions Delcourt) d'Alan Moore, *Ghost world* (éditions Vertige graphique) de Daniel Clowes, *Les Sentiers de la perte*, de Max Allan Collins et Richard Piers Rayner (publié en France aux éditions Delcourt), ont été adaptés dans les films éponymes des frères Hughes, de Terry Zwigoff et de Sam Mendes.

Max Allan Collins, le coauteur des *Sentiers de la perte* – son partenaire Richard Piers Rayner en est le dessinateur – n'a jamais collaboré avec David Self, le scénariste du film de Sam Mendes. Max Allan Collins voit son roman « comme une métaphore du rêve américain et de ses perversions.

C'est l'histoire d'un type bien, qui s'occupe admirablement de sa famille, mais qui, pour cela, tue des gens. Cette hypocrisie est au cœur de notre histoire, y compris dans l'affaire Enron. » Max Allan Collins a uniquement été consulté pour vérifier plusieurs détails sur le tournage afin d'éviter des anachronismes qui n'ont pas tous, selon lui, été retirés. Il a pu en revanche travailler avec Conrad Hall, le directeur de la photo des *Sentiers de la perte*.

Max Allan Collins est l'auteur de plusieurs novelisations, dont celle de *Il faut sauver le soldat Ryan*, de Steven Spielberg, et d'une dizaine de romans policiers, publiés en France pour la plupart dans la « Série noire » (Gallimard), qui décrivent presque tous le monde du crime aux Etats-Unis dans les

années 1940. Mourir après la guerre (« Série noire »), l'un de ses meilleurs romans, qui prend pour personnage principal un ex-marine devenu détective privé, reste l'un des portraits les plus convainquants du Chicago de l'après-guerre, qui n'a touché presque aucun lecteur aux Etats-Unis et n'a jamais intéressé un producteur.

Il a fallu que Collins signe ce roman graphique, situé dans les années 1930 à Chicago – son espace-temps de prédilection –, pour accéder à la notoriété. « C'est une forme artistique très proche du cinéma, explique l'écrivain. Les réalisateurs n'aiment pas lire. Lorsqu'ils ont un roman graphique entre les mains, ils savent tout de suite ce qu'ils peuvent en faire. »

Le Monde

www.lemonde.fr

De : Jean-Marie Colombani
Date : mardi 3 septembre 2002
Objet : Communiqué spécial à tous les abonné(e)s du quotidien Le Monde

> Chère abonnée, cher abonné,
> Vous connaissez certainement déjà notre site www.lemonde.fr. Forts de son succès, nous avons récemment mis en ligne une « édition abonnés », à laquelle plusieurs milliers d'internautes sont aujourd'hui connectés !

> Vous pourrez dorénavant accéder directement à cette édition, dans le cadre de votre abonnement au quotidien Le Monde.
> Avec ce complément indispensable du journal, vous pouvez, en un seul clic, profiter de l'ensemble de nos contenus et services exclusifs : dépêches, archives, dossiers...

> Et par e-mail, dès 8 h 45, une « check-list » vous fournit une synthèse des dernières informations, ainsi que le menu du Monde à paraître l'après-midi.

> Une simple inscription de votre part sur www.lemonde.fr vous permet de bénéficier de tout un monde de services.
> Nous sommes heureux de vous offrir aujourd'hui ce nouvel avantage.

> Très cordialement
> Jean-Marie Colombani

Abonnés du Monde, vous avez un message...

Inscrivez-vous dès maintenant sur [Le Monde.fr](http://www.lemonde.fr)
édition abonnés

Jules et Gédéon Naudet, deux frères au feu

En filmant les attentats du 11 septembre 2001, les documentaristes français, alors inconnus, ont été propulsés sur le devant de la scène

ON POURRAIT les prendre pour des jumeaux – qui ne se ressembleraient pas – tant ils s'appliquent à parler au pluriel, à dire « nous » (« nos parents », « notre père »). Gédéon (32 ans) est le grand frère. Jules (29 ans), le petit, celui dont l'aîné se sent responsable. Gédéon s'est juré le 11 septembre que si Jules était encore vivant, il serait moins dur avec lui, un « meilleur frère ». C'est Gédéon qui a entraîné Jules à filmer. Traditionnellement, le premier fait l'image, le second le son. Mais, quelques jours avant l'attentat du World Trade Center, Gédéon a poussé son frère à se mettre aussi à la caméra.

Alors, forcément, il a culpabilisé quand il a cru son frère mort. Mais les deux frères Naudet ont survécu, et les deux documentaristes français inconnus se sont trouvés brusquement propulsés sur le devant de la scène pour avoir été les seuls à filmer le premier avion percutant le World Trade Center et à suivre de l'intérieur le travail des pompiers. Comment gère-t-on le fait que 132 chaînes vont diffuser le même jour – mercredi 11 septembre – leur document dans le monde entier ?

Gédéon parle souvent le premier, visage aigü, regard habité par des inquiétudes. Jules paraît plus tendre – ou plus nonchalant. Ils donnent parfois l'impression d'en rajouter sur la modestie. Comme si ce n'était pas de leur faute d'avoir fait ce film, qui s'enroule autour de plusieurs récits, qui mêle intimement la chronique et l'histoire. Pudeur, conscience aigü de l'ambiguïté de leur chance dans un contexte aussi tragique ? Une certaine éthique aussi, qu'ils doivent à l'éducation qu'ils ont reçue. Les deux frères manifestent un soin extrême à relativiser leur rôle, à ne pas tirer la couverture à soi. Tellement de morts... « On dit souvent que pour tout événement, il y a toujours un témoin, explique Jules. Ce jour-là, je crois qu'on a été choisis comme témoins. » Le destin a choisi les frères Naudet pour filmer une attaque terroriste qui a fait plus de 3 000 victimes, dont 343 pompiers. Il n'est pas question de jouer avec la douleur des familles.

Jules et Gédéon ont toujours voulu faire des documentaires. Gédéon parce qu'il « aime filmer les gens » et pour vaincre sa timidité. Leur père, Jean-Jacques Naudet, ancien rédacteur en chef de *Photo magazine*, leur a donné leurs premières leçons. Enfants, ils ont écouté les discussions sans fin avec les grands photographes qui passaient chez eux, dont Cartier-Bresson – « des nuits magiques ». Ils tournent leur premier film à treize et dix ans, un polar au collègue Pierre-Ronsard, puis un documentaire (« censuré ») au lycée Jean-Racine (« On y voyait des élèves tricher »).

Aux Etats-Unis, où la famille s'installe en

BIOGRAPHIE

► **1970**
Naissance le 27 mars de Gédéon.

► **1973**
Naissance le 26 avril de Jules.

► **1989**
Arrivée aux Etats-Unis avec leur famille.

► **2000**
Leur long métrage documentaire « *Hope, Gloves and Redemption* » est primé au Festival du film indépendant de New York.

1989, Jules et Gédéon Naudet s'inscrivent à l'université de New York, département télévision et cinéma. Ils réalisent des documentaires qu'ils financent eux-mêmes, dont *Hank Foley, The Legend* (1994), et *Hope, Gloves and Redemption* (Grand Prix au Festival du film indépendant de New York en 2000). Ils passent un an à Sundance Channel, la chaîne de Robert Redford, mais ne sont pas embauchés. « Rien ne marchait pour nous », dit Gédéon. Les frères ont l'impression de bricoler.

LES NEUF PREMIERS MOIS D'UNE RECRUE

Mais ils adorent New York, et ils sont très amis avec James Hanlon, pompier, comédien, marié à une Française. A force de l'entendre parler de la caserne, ils ont l'idée d'un documentaire qui raconterait les neuf premiers mois d'une recrue. Ils n'ont pas de diffuseur, mais démarrent en faisant des petits boulots par ailleurs. Jules et Gédéon se font chahuter comme la recrue qu'ils filment. En réalité, il ne se passe pas grand-chose, des petits incendies ici et là. Le 11 septembre 2001, on signale une fuite de gaz à deux pas des Twin Towers, les pompiers partent. On sait la suite.

Jules et Gédéon ont tout filmé, chacun de son côté, collés aux pompiers, à la vie, en courant parfois, sans jamais lâcher la caméra. La mort (partout), ils ne l'ont jamais montrée (mais on entend les corps qui s'écrasent conti-

nuellement en tombant du haut des tours sur le sol). « On a fait de l'autocensure immédiatement », explique Jules Naudet. En entrant dans le hall, j'ai vu deux personnes en train de brûler, c'était impossible de regarder. Avant même l'attentat, on s'était dit qu'on allait voir des choses horribles, et qu'on n'allait pas les filmer. »

Les frères vendent le soir même douze secondes d'images à l'agence Gamma – « Ça nous a payé deux ans de travail ». La machine médiatique s'emballle. « Quand les gens ont découvert que deux Charlots étaient dans les tours, qu'ils avaient filmé le premier avion, le monde entier nous a contactés, on frappait à notre porte, on nous téléphonait. On nous a proposé des sommes obscènes, jusqu'à 2,5 millions de dollars. On a refusé. » Jules et Gédéon Naudet sont sous le choc de ce qu'ils ont vécu. Ils disparaissent, se cachent à la caserne, là où ils se sentent en sécurité. « On ne pouvait parler avec personne d'autre qu'avec les pompiers. »

Il leur faudra plusieurs semaines avant de pouvoir regarder les rushes et en comprendre l'importance. Ils se sentent une responsabilité vis-à-vis des victimes et veulent absolument garder le contrôle de leurs images, c'est-à-dire la forme très particulière de leur récit, cette chorégraphie à plusieurs voix, qui ménage trois points de vue. Par un ami de leur père, ils entrent en contact avec CBS. Le patron de la grande chaîne américaine privée comprend

leur démarche : non seulement il est d'accord pour leur laisser tous les droits (il achète deux diffusions), mais il leur propose les meilleurs monteurs du département information. Il faut aller vite, CBS veut diffuser le document le 10 mars, avant de le montrer à nouveau le 11 septembre 2002. Cinq monteurs travaillent de concert pendant deux mois. Les Naudet parlent d'une expérience « magique », même s'ils ont dû céder sur la musique, dont la place est excessivement importante (ils en ont supprimé 85 % dans la version longue, DVD). Ils assument. Quand on leur dit que leur film est très « américain », ils répondent que, pour eux, c'est un compliment.

Cinquante-deux millions de téléspectateurs ont regardé *New York-11 septembre*, sur CBS aux Etats-Unis. Un succès phénoménal, que les deux frères doivent gérer « au jour le jour, avec le soutien de [leur] famille pour ne pas avoir la grosse tête ». Ils ont refusé de faire fortune en versant 70 % des recettes à un fonds destiné aux enfants des pompiers. Jules s'est marié en présence de 120 pompiers. « *Par superstition* », ils ne veulent pas parler du film qu'ils ont en tête avec leur ami James Hanlon.

Catherine Humblot

« *New York - 11 septembre* ». Mercredi 11, 20 h 55 sur FR3.



PATRICK PELGROMMA

LES GENS DU MONDE

■ Présidé par **Pierre Lescure**, le jury du Festival du cinéma américain de Deauville, qui s'est achevé le 8 septembre, a attribué son Grand Prix à *Long Way Home*, le premier long métrage de **Peter Sollett**, par ailleurs déjà lauréat de la Cinéfondation du Festival de Cannes. *Long Island Expressway* de **Michael Cuesta** et *Photo Obsession* de **Mark Romanek** se sont partagés le prix spécial du jury.

■ Preuve que l'ascenseur social n'est pas en panne dans l'Angleterre de Tony Blair, les quatre membres du groupe **Slade** ont reçu un diplôme honorifique de l'université de Wolverhampton. L'honorable établissement tenait à saluer l'indéfectible loyauté du chanteur **Noddy Holder**, du bassiste **Jim Lea**, du batteur **Don Powell** et du guitariste **Dave Hill** à l'égard de Wolverhampton. Aucune allusion n'a été faite au sort réservé par le groupe à l'orthographe avec des succès comme *Gudby T'Jane* ou *Mama Weer All Crazee Now*.

■ **Jack Lang** a appelé lundi 9 septembre à « faire bloc contre la vente du secteur édition Vivendi à un groupe étranger » et a demandé aux pouvoirs publics de faire « prévaloir une solution française ». « La cession à un groupe anglo-saxon équivaldrait à une expropriation culturelle et entraînerait la best-sellerisation de la politique éditoriale », estime l'ancien ministre socialiste.

■ Le romancier américain **Robert Waller** a offert 10 000 dollars de récompense à qui fournira des informations sur l'incendie criminel qui a détruit un pont couvert en bois dans le comté de Madison, dans l'Iowa. Aux Etats-Unis, son livre, *Sur la route de Madison*, avait rencontré un immense succès sous le titre *The Bridges of Madison County* (les ponts du comté de Madison) avant d'être adapté au cinéma par Clint Eastwood.

■ Le Japonais **Toyo Ito**, 61 ans, architecte auteur de la médiathèque de Sendai, a obtenu le 7 septembre le Lion d'or pour l'ensemble de son œuvre, lors de l'inauguration de la 8^e Exposition internationale de la Biennale de Venise. Le jury, présidé par **Terence Riley**, conservateur du département d'architecture du MoMA de New York, a décerné le Lion d'or du meilleur projet au Portugais **Alvaro Siza**, 71 ans, pour la fondation Ibere Camargo à Porto Alegre (Brésil), et celui du meilleur pavillon étranger à celui de la Hollande, aménagé par **Hermann Herzberger**. Un prix spécial a été attribué à un ensemble de onze villas construites par autant de grands noms de l'architecture asiatique près de Pékin, sur une commande du promoteur privé Soho China. La ville de Barcelone a obtenu un second prix spécial pour sa politique urbaine, architecturale et culturelle au cours des dernières années.

RADIO

MERCREDI 11 SEPTEMBRE

► Le monde change

13 h 10, RFI

Patrick Chompré livre les portraits croisés de deux figures de la non-violence, Gandhi et Martin Luther King. Avec les contributions de Marie-Anne Combesque et Guy Deleury, auteurs de *Gandhi et Martin Luther King* (éd. Autrement).

► 2 000 ans d'Histoire

14 h 03, France-Inter

Patrice Gélinet reçoit Antoine Basbous, politologue, directeur de l'Observatoire des pays arabes, auteur de *L'Arabie saoudite en question* (éd. Perrin).

► Chanson - Boom !

21 heures, France-Culture
Concocté par Hélène Hazéra et réalisé par Patrick Molinier, un nouveau magazine hebdomadaire d'une heure consacré à la chanson francophone, celle du Maghreb et de l'Afrique. Pour principe de base, la confrontation d'un artiste reconnu et d'un débutant. L'émission accueillera également auteurs et compositeurs, mais aussi les hommes des lumières et du son ainsi que tous ceux du métier que l'on rencontre rarement, tels que les éditeurs, les agents artistiques, les créateurs de vidéo-clips...

DOMINIQUE DHOMBRES

Des terroristes français

COMME d'habitude, il fallait veiller tard si on voulait suivre jusqu'au bout, lundi soir sur France 2, l'émission d'Arlette Chabot « Mots croisés », mais une fois de plus, cela en valait la peine. Il s'agissait d'évaluer la menace du terrorisme islamiste en France, un an après les attentats du 11 septembre. Celle-ci est toujours aussi forte, à en croire Louis Caprioli, chargé de ce dossier à la DST. Certes, les camps d'entraînement d'Al-Qaida en Afghanistan sont désormais fermés, mais « des dizaines » de Français y ont été formés et sont pour la plupart de retour.

Le mécanisme est presque toujours le même : des jeunes beuss paumés des banlieues commettent quelques délits, se retrouvent en prison, où ils rencontrent des fondamentalistes. A leur sortie, ces derniers les aident matériellement et moralement, les convertissent à l'islam radical, et les recrutent. « Ce que l'on a découvert, c'est qu'en Afghanistan on ne leur apprend pas seulement à manier des explosifs, mais aussi à en fabriquer, avec des produits courants qu'on trouve dans le commerce », expliquait Louis Caprioli.

Pour le juge antiterroriste Jean-Louis Bruguière, le fait que Ben Laden soit vivant ou mort ne chan-

ge pas grand-chose. Les réseaux existant en France et en Europe ont une autonomie considérable. Selon Louis Caprioli, il faut distinguer de grandes opérations, comme celles du 11 septembre, qui sont commanditées directement par l'organisation Al-Qaida, et l'activité très décentralisée des petites cellules européennes, qui se financent elles-mêmes avec des cartes de crédit clonées ou le trafic de voitures. Il n'y a pas de différence, en apparence, entre de simples délinquants et des militants islamistes, qui commettent les mêmes délits, mais utilisent l'argent récolté à d'autres fins. C'est le « renseignement humain », en clair les indices infiltrés dans ces milieux, qui permettent de s'y reconnaître.

Le message délivré par Jean-Louis Bruguière et Louis Caprioli était que la maison était bien gardée. La touche finale était apportée par le ministre de l'intérieur, Nicolas Sarkozy. Ce dernier révélait qu'il « refusait chaque semaine l'entrée sur le territoire de prédicateurs ou d'imams qui ne parlent pas un mot de français et qui voudraient alimenter un certain nombre de mosquées avec des théories qui sont parfaitement contraires aux valeurs de la République ». Bref, l'Etat fait son travail.

TÉLÉVISION

Un an après

Tout au long de la semaine, télévisions et radio accueillent de nombreuses émissions autour des événements du 11 septembre et de leurs retentissements à travers le monde (« *Le Monde Radio-Télévision* » du samedi 7 septembre et notre supplément spécial de ce jour). Hormis le document-phare de ce mercredi, *New York 11 septembre*, réalisé par Jules et Gédéon Naudet (France 3, 20 h 55), Arte poursuit sa programmation spéciale avec un reportage allemand de Gero von Boehm, *New York, blessure ouverte* ; rencontre avec des témoins de la catastrophe, ponctuée d'une évocation de la cité métamorphosée par l'écrivain new-yorkais Paul Auster. Toujours sur Arte, « Les Mercredis de l'Histoire » reprennent le fil des événements en amont à travers un documentaire de Christophe de Ponfilly, *Massoud et la délégation de l'espoir*, dont le récit retrace la rencontre, en juin 2000, un peu plus d'un an avant son assassinat, entre le commandant Massoud et une délégation de parlementaires européens. En vingt et un ans de guerre en Afghanistan, c'est la première fois que des représentants de l'Europe se rendent officiellement dans la vallée du Panjir, pour évaluer la légitimité politique du chef de guerre. En avril 2001, Massoud sera reçu au Parlement par sa présidente, Nicole Fontaine, et mettra en garde l'Occident contre l'islamisme intégriste et les talibans. Il ne sera pas entendu. « *Arte Reportage* », suivi des « *Mercredis de l'Histoire* », mercredi 11 septembre, 20 h 15 et 20 h 45, Arte.

MERCREDI 11 SEPTEMBRE

► Alias

20 h 50, M 6

Une excellente série signée J. J. Abrams, reprise après une première diffusion sur Téva. « Alias » ou les aventures trépidantes de Sydney (Jennifer Garner), étudiante le jour et agent secret de haute volée la nuit tombée. Une espionne « planétaire » recrutée par la CIA, qui se découvrirra peu à peu

victime de manipulations professionnelles et familiales...

► Une vallée contre un empire

21 heures, Histoire

Après l'entrée des troupes soviétiques en Afghanistan, en décembre 1979, Christophe de Ponfilly et Jérôme Bony réalisent un reportage clandestin dans la vallée du Panjir. Leur film témoigne des débuts de la lutte du jeune commandant Ahmed Chah Massoud, chef de la guérilla installée au nord-est de Kaboul.

PIERRE GEORGES

Rouge déluge

CE SONT TOUJOURS les mêmes orages. Toujours les mêmes images. Toujours les mêmes sauvetages. Toujours les mêmes ravages. Humains et matériels.

Et toujours les mêmes considérations, genre philosophie de l'homme à maîtriser les éléments déchaînés, à dompter la nature quand celle-ci s'offre ce que, par convention et facilité, on situe selon l'échelle de gravité entre le caprice et la colère furieuse.

Bien, soit. Sauf évidemment que tout ce que l'homme moderne, comme ses ancêtres, peut apprendre à ses dépens et pour son malheur, c'est que si encadrée, si légiférée soit-elle, la fameuse prévention des risques naturels n'empêche pas ces risques naturels de produire leurs effets.

C'est bien une montagne d'eau qui s'est déversée notamment sur la montagne cévenole. Un phénomène très normal à cette saison, car figurant au répertoire des dénominations météorologiques sous l'appellation précisée de « pluies cévenoles ».

Tout ingénieur météo sait ou apprend cela à l'école des éléments naturels et des relevés pluviométriques : vient toujours un moment de l'automne où un véritable et gigantesque sac et lac d'eau se forme, gonfle, enfle et vient, selon un processus scientifique que d'autres expliqueront mieux, se répandre à torrents sur cette région de France. Le phénomène, « naturel » précisément, est répertorié, étudié, codifié, classifié. En un mot annuel. Sauf, paraît-il, en 1967.

Cette récurrence n'est donc, par lapalissade, pas exceptionnelle. Par contre, ce qui l'aura été

d'avantage, c'est l'ampleur des précipitations. Ces pluies cévenoles ont été annoncées dès la fin de la semaine dernière. La mégadépression a été détectée à l'avance. Le système d'alerte météo a fonctionné. Alerte rouge affichée samedi, nous semble-t-il, en tout cas dimanche par tous les bulletins météo, et chacun sait comme notre société de communication en est grande consommatrice.

Le rouge était mis sur bon nombre de départements. Le rouge orage. Le rouge précipitations massives. Le rouge alerte rouge dans les préfectures, services de secours et aussi dans les têtes. Mais assurément pas, car qui pourrait y croire, dans l'accoutumance aux alertes, et s'y préparer vraiment, un rouge déluge.

La règle météorologique a ses exceptions. Et ces pluies-là ont été véritablement exceptionnelles, carrément diluviennes. 600 millimètres d'eau au mètre carré en vingt-quatre heures, ce n'est plus seulement une pluie cévenole, c'est une catastrophe et un sinistre de grande ampleur. C'est l'équivalent, en une journée, de six mois de précipitations sur ces régions. Ou, façon de frapper notre imaginaire jacobin, c'est tout simplement un an de pluies sur la région parisienne.

Autrement dit rien à faire. Sauf porter secours. Sauf aussi constater que, face à ce risque naturel et à la multiplication et l'amplification de ses effets, nous semble-t-il, ces dernières années-réchauffement de la planète ?-l'homme semble parfois bien léger. A preuve cette caserne de pompiers et cette gendarmerie de Sommières, inaugurées l'une et l'autre il y a quelques mois, construites en zone répertoriée inondable. Et submergées l'une comme l'autre !

Près de Johannesburg, 350 000 âmes dans les bidonvilles d'« Alex »

JOHANNESBURG
de notre envoyé spécial

Alexandra a le plus fort taux de criminalité de toute l'Afrique du Sud. Personne ne s'y aventure sans une raison impérieuse. Et quand, pendant le Sommet de la Terre, un groupe de députés Verts européens est venu visiter la township, ils se sont déplacés en convoi, escortés par une bonne demi-douzaine de voitures de police. « Cette visite, c'est de la pornographie sociale », disait une élue norvégienne, regardant des caméras de télévisions filmer un enfant qui pleure ou un tas de débris mêlés aux eaux puantes qui s'écoulaient des toilettes publiques.

D'habitude, les Blancs ne viennent jamais à « Alex » ; mais les habitants se montrent accueillants. Les portes des taudis s'ouvrent. Les vendeuses de rue offrent des beignets aux députés, qui les mangent en sillonnant le bidonville, posant les pieds avec précaution dans un mélange de boue et d'excréments. Même ceux qui ont déjà vu la misère dans d'autres pays sont surpris. Pas forcément par l'immense pauvreté, mais par le choquant contraste avec Sandton si proche.

Les bidonvilles d'Alexandra ressemblent à des mers intérieures faites de tôles rouillées, de plastiques et de planches pourries. Les passages sont si étroits entre les minuscules baraques que, vu des hauteurs, on n'aperçoit qu'une étendue compacte et grise, hérissée çà et là d'antennes de télévision. Au loin, dans la verdure des quartiers chics, se dressent les tours de Sandton City, ville nouvelle, hautaine et orgueilleuse, qui héberge le plus grand centre d'affaires de la ville.

C'est de ce quartier déshérité d'Alexandra qu'étaient partis, durant la conférence internationale, quelque 10 000 manifestants pour une marche de 9 kilomètres, destination Sandton, dénonçant la mondialisation, la privatisation de l'eau, le problème d'accès à la terre.

Alex est le symbole de la société sud-africaine coupée en deux. Non plus comme ce fut le cas



On vit dans ce township souvent sans accès à l'électricité et à l'eau potable.

pendant des décennies entre Blancs et Noirs, mais entre pauvres et riches, même si la misère est encore à majorité noire. L'histoire du quartier est intimement liée à celle de l'apartheid. Les premières maisons y ont été construites vers 1912. Refuge de tous les provinciaux venus chercher fortune à Johannesburg, la ville de l'or, elle s'est rapidement peuplée d'une population noire, réservée de main-d'œuvre. Mais, quand la ville blanche a voulu s'étendre vers le Nord, Alexandra est devenue un problème. Plusieurs fois le régime ségrégationniste a tenté de chasser les habitants avant de renoncer et de classer le quartier « township noire », zone réservée, surveillée, délimitée.

Coincée dans ses « frontières », entre Sandton et la rivière Jukskei, Alexandra étouffe. 350 000 personnes y vivent alors que les infrastructures n'ont été prévues que pour 70 000 habitants. Autour des « hostels », les petits immeubles destinés aux mineurs, et des



« matchboxes », les petites maisons « boîte d'allumettes », construites sous l'apartheid, se sont agglomérées des milliers de « shacks », baraques de brique et de broc collées les unes contre les autres. Mais Alexandra la hideuse essaie de se refaire une beauté. Pour cela, le gouvernement s'est donné sept ans et un budget de 1,3 milliard de rands (130 millions d'euros).

Suzanne, 64 ans, ancienne coiffeuse, fait partie des premiers bénéficiaires de ce projet qui a débuté l'an dernier. Avec son mari et sa sœur, elle habitait le long de la Jukskei. Par deux fois, son taudis a été envahi par les eaux. Certains bras de la rivière, remplis d'immondes constructions anarchiques, ne jouent plus leur rôle d'évacuateur, et les crues sont devenues chaque année plus dévastatrices. Il y a deux ans, 1 500 personnes ont dû être déplacées et des épidémies de choléra se sont déclarées. Les baraques étaient construites sur les bords instables de la rivière, constitués de plusieurs mètres cubes de déchets.

Après avoir été logée sous des tentes, puis dans une église locale, la famille de Suzanne a enfin pu avoir accès à un toit décent. Sur les hauteurs d'Alexandra, où elle est née, elle a depuis six mois une maison en dur. Quatre murs, un toit de tôle, une seule pièce. Un coût de construction modique, à peine 1 600 euros. Pour le moment, elle n'a payé que pour les installations électriques et l'adduction d'eau. Suzanne est heureuse. Elle est parvenue à rester dans son quartier qu'elle connaît et qu'elle aime. D'autres ont été relégués dans un périmètre allant jusqu'à 50 kilomètres de la ville. Elle entretient un potager dans son jardin et espère pouvoir bientôt clôturer sa parcelle. Son voisin, instituteur au chômage, est bien plus désabusé. « Je n'ai pas de quoi protéger ma maison. Ici, c'est l'insécurité permanente. Finalement, on n'est pas libre. »

Fabienne Pompey

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Le début d'une ère nouvelle au Groenland

IL Y AVAIT ENCORE sur la planète un dernier endroit qui se gardait à l'abri du monde : c'était le Groenland. L'entrée en était en principe interdite à tout étranger, même danois. Pendant plus de deux cents ans les colonisateurs danois s'étaient en effet donné pour devoir de sauver et de protéger une civilisation très particulière, celle de ce peuple de chasseurs de phoques. En dehors du troc entre les indigènes le seul com-

merce existant était le monopole de l'Etat danois ; il n'avait pour objet que d'améliorer et de régulariser le ravitaillement de la communauté. Mais depuis 1950 c'est l'ouverture du Groenland dans tous les domaines à la vie moderne. Réorganisation de l'administration, de l'école, désormais séparée de l'Eglise, de la justice, enlevée aux fonctionnaires de l'exécutif ; élection au suffrage universel de conseils municipaux et d'un

conseil national consultatif qui collabore avec le nouveau gouverneur installé à Godthaab ; enfin plan de développement économique qui met l'accent sur le passage de la chasse au phoque à l'industrie de la pêche et à l'élevage : voilà bien une révolution économique, culturelle et politique, et le début d'une ère nouvelle pour le Groenland.

Robert Guillain
(11 septembre 1952.)

EN LIGNE SUR lemonde.fr



Newsletters. Lemonde.fr propose aux internautes plusieurs newsletters, dont l'une, à la mi-journée,

est consacrée aux grands titres du jour. A consulter également les newsletters Cinéma (mardi), Nouvelles technologies (mercredi et vendredi), Musexpo (jeudi). Une check-list exclusive est adressée aux abonnés chaque matin vers 8 h 30.

Le site du jour. A découvrir chaque jour à l'adresse www.lemonde.fr/interactif

CONTACTS

► **RÉDACTION**
21 bis, rue Claude-Bernard, 75242 Paris Cedex 05. Tél : 01-42-17-20-00 ; télécopieur : 01-42-17-21-21 ; télex : 202 806 F
► **ABONNEMENTS**
Par téléphone : 01-44-97-54-54
Sur Internet : <http://abo.lemonde.fr>
Par courrier : bulletin p. 26
► **CHANGEMENT D'ADRESSE ET SUSPENSION** : 0-825-022-021 (0,15 euro TTC/min)
► **INTERNET**
Site d'information : www.lemonde.fr
Site finances : <http://finances.lemonde.fr>
Site nouvelles technologies : <http://interactif.lemonde.fr>
Guide culturel : <http://aden.lemonde.fr>

► **Marché de l'emploi** : <http://emploi.lemonde.fr>
► **Site éducation** : <http://educ.lemonde.fr>
► **Marché de l'immobilier** : <http://immo.lemonde.fr>
► **TÉLÉMATIQUE**
3615 lemonde
► **DOCUMENTATION**
Sur Internet : <http://archives.lemonde.fr>
► **COLLECTION**
Le Monde sur CD-ROM : 01-44-09-43-21
Le Monde sur microfilms : 03-88-71-42-30
► **LE MONDE 2**
Abonnements : 01-44-97-54-54
En vente : « Messier, l'histoire vraie ».

► Tirage du Monde daté mardi 10 septembre 2002 : 529 269 exemplaires. 1 - 3
Nos abonnés trouveront avec ce numéro les suppléments « 11 septembre » et « New York Times ».



Si vous bénéficiez partout d'un accueil personnalisé, c'est parce qu'avec HSBC Premier, tout le monde vous reconnaît.

Devenir membre de HSBC Premier, c'est entrer dans le cercle des clients privilégiés du CCF, donc de HSBC, l'un des plus importants groupes de services financiers et bancaires au monde. Avec HSBC Premier, vous êtes reconnu dans toutes les agences du CCF, en France, et dans toutes les agences du Groupe HSBC dans le monde entier. En votre qualité de

client HSBC Premier, vous bénéficiez partout d'un accueil personnalisé mais aussi de nombreux services à des conditions privilégiées. Pour en savoir plus sur HSBC Premier, appelez gratuitement nos conseillers au 0 800 855 855 ou connectez-vous sur www.ccf.fr.

Premier

CCF

Votre banque, partout dans le monde

11 Septembre

www.lemonde.fr

58^e ANNÉE - N° 17924 - FRANCE MÉTROPOLITAINE --

MERCREDI 11 SEPTEMBRE 2002

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

L'ombre de Ben Laden sur le monde

LA SÉQUENCE historique ouverte par les raids terroristes qui ont frappé les Etats-Unis le 11 septembre 2001 n'est pas refermée. Un an après les terribles attaques lancées par la nébuleuse islamiste Al-Qaïda, Oussama Ben Laden, mort ou vif, continue en effet d'incarner la haine de l'Occident et d'obséder les principaux Etats de la planète. Et, au-delà des commémorations multiples - officielles, médiatiques et privées - qui vont honorer la mémoire des 3 053 victimes de New York et de Washington, la guerre au terrorisme déclarée par le président George W. Bush menace de frapper prochainement l'Irak de Saddam Hussein, après avoir chassé les talibans du pouvoir en Afghanistan.

Un second front risque donc de s'ouvrir alors que le premier n'est pas encore pacifié. Notre enquête sur la longue traque conduite par les forces spéciales américaines pour retrouver le chef d'Al-Qaïda, le milliardaire saoudien Oussama Ben Laden, et l'ancien dirigeant de l'Afghanistan, le mollah Omar, montre bien que le pays vit encore pour partie à l'heure talibane et sous le poids d'une réelle omerta.

Dans ce cahier spécial de 24 pages, la rédaction du *Monde* s'est attachée à décrire les évolutions géostratégiques, politiques, sociales, économiques et culturelles intervenues depuis un an. Notre but est d'analyser les conséquences d'un événement sans précédent : une organisation radicale, non étatique, portant des coups mortels à la plus puissante des démocraties. Le besoin de sécurité qui s'est ensuivi, les traumatismes psychologiques, le regard sur et de l'islam, les répliques technologiques imaginées font l'objet, entre autres, d'articles de nos spécialistes. Sans oublier, bien sûr, le retour sur le 11 septembre 2001, cette journée de cendres qui a endeuillé les nations, dont nous publions un récit détaillé. En empruntant l'architecture et la maquette du quotidien, ce cahier se propose en effet de traiter l'événement sous toutes ses facettes.

En complément, nous vous proposons aussi un cahier spécial de douze pages de la rédaction du *New York Times*, en anglais, autour du 11 septembre. Une occasion unique de confronter notre vision de l'actualité avec celle du plus grand quotidien new-yorkais.



LE « NEW YORK TIMES »
Douze pages en V. O.
en second cahier

INTERNATIONAL
Kaboul... Bagdad :
le bilan géopolitique p. 2

FRANCE
Le renouveau du
discours sécuritaire p. 5

SOCIÉTÉ
Le choc et ses traces
psychologiques p. 6

RÉGIONS
Des douaniers US
en France p. 8

HISTOIRE
Le récit d'une journée
de cendres p. 9

ENQUÊTE
Voyage au pays
du mollah Omar p. 10-11

ENTREPRISES
L'état de l'économie
un an après p. 15

COMMUNICATION
Al-Jazira entre gloire
et souffre p. 16

SCIENCES
Les scénarios de la peur
et de la sécurité p. 17

VOYAGES
Retour
à Manhattan p. 20

CULTURE
Les nouveaux scénarios
de Hollywood p. 21

PORTRAIT
L'objectif de James
Nachtwey p. 23

L'impasse américaine

L'AMÉRIQUE, un an après le 11 septembre, est sur le sentier de la guerre. Elle est aussi dans l'impasse. Et celle-ci nous est dommageable. Jamais depuis

1989 et la chute du mur de Berlin, qui était aussi le début de la dissolution - sans guerre - de l'empire soviétique, jamais donc la situation des Etats-Unis n'a été aussi mauvaise. Le réflexe de solidarité d'il y a un an s'est mué en une vague qui pourrait laisser croire que, de par le monde, nous sommes tous devenus antiméricains.

Aux coups portés par les terroristes d'Al-Qaïda se sont en effet ajoutés ceux que la faillite frauduleuse d'Enron a enclenchés, qui se traduisent par une formidable

destruction de richesses et surtout par une confiance mise en cause dans l'économie capitaliste elle-même.

George Bush, faisant en quelque sorte l'impasse sur les conséquences du 11 septembre, a choisi de ne rien modifier à sa vision de la scène internationale en faisant de l'Irak sa cible prioritaire, créant ainsi les conditions d'une autre impasse, qui pourrait bien être historique. Tout se passe comme si le gouvernement américain, après l'opération militaire en Afghanistan, avait repris son agenda d'avant le 11 septembre, qui le ramène vers Bagdad.

L'Irak, donc. Faisons l'hypothèse la plus favorable au président américain : une victoire militaire rapide. Mais les conséquences politiques peuvent être incontrôlables, par le divorce créé avec

l'Europe et les pays du monde arabo-musulman, qui sont tous soit hostiles, soit plus que réticents. Cela peut aboutir à une situation comparable aux conséquences de la victoire des troupes britanniques et françaises en 1956, lors de l'expédition contre la nationalisation du canal de Suez. Ni la Grande-Bretagne ni la France n'étaient en mesure d'imposer au reste du monde leur vision.

Faisons l'hypothèse la moins favorable, celle où les Etats-Unis se voient privés de tout point d'appui dans la région et doivent se contenter d'une campagne de bombardements, ou d'une action avec le seul soutien d'Ariel Sharon. Ce serait alors la loi du désordre maximum.

J.-M. C.

Lire la suite page 14

Messages d'adieu,
messages d'amour

NEW YORK

LES DERNIERS MOTS DES VICTIMES
PIÉGÉES DANS LES TWINS.

Le Monde²

LIRE ET VOIR
MAGAZINE MENSUEL 3€



Un an après les **ATTENTATS** du 11 septembre 2001 contre New York et Washington, la portée exacte de l'événement reste à mesurer. Pour certains, il ouvre une ère nouvelle d'incertitude devant le versant le plus

inquiétant d'une « mondialisation » mal contrôlée. Pour d'autres, la fin de la guerre froide en 1989 annonçait cette irruption d'un **NOUVEAU DÉSORDRE**, loin du « nouvel ordre international » alors espéré. Stupé-

fiée par l'audace de l'attaque, l'Amérique s'est ressaisie rapidement. Une **CAMPAGNE MILITAIRE** efficace lui a permis de réimposer un début d'ordre en Afghanistan. Le président George W. Bush y a vu une chance his-

torique d'asseoir le leadership américain sur une nouvelle doctrine stratégique d'**« ACTION PRÉVENTIVE »**. Cette politique suscite méfiance et critiques parmi les alliés traditionnels des Etats-Unis.

New York, Kaboul... Bagdad : l'année qui a ébranlé le monde

L'attaque terroriste sans précédent contre la plus grande puissance du monde a contraint les sociétés occidentales à réviser nombre de leurs certitudes sur l'ordre international de l'après-guerre froide. Rien n'est plus exactement comme avant le 11 septembre 2001

SONNÉE, décontenancée un moment par l'extraordinaire série d'attaques contre New York et Washington, l'administration américaine s'est rapidement ressaisie. Les Etats-Unis, « en guerre », ont rapidement mobilisé leur immense puissance militaire et diplomatique, renforcée par la sympathie et la solidarité de presque toute la communauté internationale, et appuyée sur une opinion intérieure unanimement rangée derrière le président George W. Bush, qu'on n'attendait pas à pareille épreuve.

La légitimité de la guerre menée contre le terrorisme et ceux qui le soutiennent a été reconnue à l'unanimité par le Conseil de sécurité de l'ONU, qui a donné pratiquement carte blanche à Washington pour la poursuivre là où elle choisirait de le faire. Et la Russie de Vladimir Poutine a été l'un des premiers pays à manifester son soutien à Washington, confirmant un processus de rapprochement russo-américain déjà bien engagé, alors même que les Etats-Unis envoyaient des troupes dans divers pays d'Asie centrale ex-soviétique.

BOMBARDEMENTS SYSTÉMATIQUES

Quatre semaines après les attentats, les premières bombes américaines tombaient – en même temps que quelques largages « humanitaires » – sur l'Afghanistan. Washington avait décidé de faire rendre gorge à Al-Qaïda, mais aussi de détruire le régime des talibans, s'appuyant pour cela sur ses ennemis de l'Alliance du Nord. Le recours à une panoplie d'armes ultramodernes permettra de mener pour l'essentiel les opérations à distance, les opérations au sol étant menées par des Afghans,



Le prince régnant saoudien Abdallah (à droite) et le vice-président des Etats-Unis, Dick Cheney, écoutent les hymnes nationaux lors d'une cérémonie organisée à l'arrivée de ce dernier sur l'aéroport King Abdul Aziz de Djedda, le 16 mars 2002. Les réserves saoudiennes sur la politique américaine au Proche-Orient, l'opposition de Riyad à une attaque contre l'Irak et le fait avéré que 15 des 19 pirates de l'air du 11 septembre 2001 étaient de nationalité saoudienne suscitent incompréhension et méfiance entre les deux alliés.

sous la conduite de quelques Américains assistés de Britanniques.

En décembre, les talibans perdaient leurs derniers bastions, tandis que les Américains installaient à Kaboul un homme de confiance, Hamid Karzaï, avec l'accord plus ou moins contraint des diverses factions afghanes. Mais, en dépit d'une traque et de bombardements systématiques, les deux hommes les plus recherchés des Américains, Oussama Ben Laden et le mollah Omar,

chef des talibans, disparaissaient dans la nature – sans qu'on sache à ce jour si le premier est encore en vie. L'éclatant succès américain commençait aussi à être terni par la multiplication des bavures – bombardements ou mitraillages de civils, massacres de prisonniers commis par les alliés locaux.

Sur le territoire américain, la guerre contre le terrorisme s'était traduite, outre des mesures de sécurité extrêmement strictes, par la

mise en détention de plus d'un millier de « suspects » étrangers (dont près de 200 restent détenus sans jugement), tandis qu'était prise la décision de principe de tribunaux militaires d'exception et que des prisonniers faits en Afghanistan étaient acheminés pour interrogatoires sur la base de Guantanamo, sans aucun droit ni perspective de libération. Les efforts considérables déployés par les divers services américains pour la découverte de « com-

plises » d'Al-Qaïda donnaient cependant de très maigres résultats. Dans le même temps, la psychose d'une attaque à l'anthrax, deuxième vague de l'offensive terroriste, cédaît la place à la quasi-certitude que les lettres contenant des bacilles avaient été envoyées par un chercheur américain.

En janvier, le président Bush rappelait haut et fort que la guerre était loin d'être terminée et identifiait « l'axe du Mal », les trois principaux

Etats soutenant le terrorisme : l'Iran, l'Irak et la Corée du Nord. C'est pourtant la Somalie qui paraissait alors la cible la plus probable de la prochaine attaque américaine, mais la menace ne se matérialisa pas. Et le vieux désir d'en finir avec l'Irak de Saddam Hussein prit rapidement le dessus, jusqu'à apparaître à nouveau comme l'objectif essentiel et quasi obsessionnel de la Maison Blanche.

DOUTES ET RÉTICENCES

L'absence d'arguments définitifs pour justifier une telle guerre « préventive » a cependant fait naître des doutes et des réticences, non seulement chez les alliés occidentaux des Etats-Unis, mais aussi dans une partie de l'opinion, de la presse et même de la classe politique américaine, l'ancien président Jimmy Carter allant jusqu'à dénoncer le « groupe de conservateurs endurcis qui essaient de réaliser leurs ambitions longtemps refoulées sous le couvert d'une guerre proclamée contre le terrorisme ».

Les adversaires d'une telle entreprise la jugent d'autant plus risquée que les opinions et les gouvernements arabes sont déjà ulcérés par la position adoptée par Washington dans le conflit du Proche-Orient. Après avoir semblé reconnaître qu'elle devait assumer son rôle dans la recherche d'une solution de paix, la Maison Blanche a en effet rapidement jugé préférable de faire porter toute la responsabilité de la situation sur les Palestiniens, et de donner, dans les faits sinon dans les mots, carte blanche au premier ministre Ariel Sharon pour agir à sa guise et poursuivre la colonisation.

Jan Krauze

Une guerre sans précédent

11 septembre 2001 : le président George Bush promet de « pourchasser et punir » les responsables des attentats.

28 septembre : l'ONU adopte une résolution présentée par les Etats-Unis qui contraint tous les Etats à priver les réseaux terroristes de soutien financier et logistique.

7 octobre : frappes américano-britanniques sur l'Afghanistan. La France, l'Allemagne et le Canada participeront aux opérations.

13 décembre : Washington diffuse une cassette vidéo dans laquelle Oussama Ben Laden s'attribue la réalisation des attentats.

22 décembre : entrée en fonctions du gouvernement intérimaire d'Hamid Karzaï à Kaboul, après la chute du régime taliban.

11 janvier 2002 : arrivée sur la base américaine de Guantanamo, à Cuba, des premiers prisonniers talibans et membres d'Al-Qaïda venant d'Afghanistan. En août 2002, ils sont près de 600.

Avec George W. Bush, l'Amérique adopte une nouvelle doctrine : l'action préventive

WASHINGTON

de notre correspondant

C'est « la fin de la fin de l'Histoire », a écrit un commentateur après les attentats du 11 septembre 2001. La formule se réfère à un célèbre article publié par un professeur de philosophie politique de Washington, Francis Fukuyama, au lendemain de l'effondrement du système communiste. M. Fukuyama estimait alors que la victoire du modèle occidental – démocratie, économie de marché, libertés individuelles – était totale ou que, en tout cas, l'Ouest n'avait plus d'ennemi capable de représenter pour lui une véritable menace.

Pendant la dernière décennie du XX^e siècle, alors que l'économie américaine connaissait une croissance quasi continue et battait tous les records de création de richesses et d'emplois, la politique internationale des Etats-Unis était faite d'interventions militaires ponctuelles, parfois massives, pour résoudre des crises locales. Ces initiatives n'étaient pas toujours appréciées des Américains, et la campagne électorale de 2000 a mis en évidence l'opposition de ceux qui jugeaient leur pays inutilement, dangereusement et coûteusement engagé à l'extérieur. Ceux-là l'ont emporté

avec George W. Bush, pour qui la protection antimissile, destinée à mettre l'Amérique à l'abri de tout chantage nucléaire exercé par un « Etat-voyou » – ou, sans que cela soit reconnu officiellement, par la Russie ou par la Chine – était la clé de la sécurité américaine pour les décennies à venir. Condoleezza Rice, conseillère du candidat républicain avant de devenir la principale collaboratrice du président en matière de politique extérieure, expliquait qu'il fallait se détourner de la « notion illusoire d'une communauté internationale » et revenir sur « le terrain solide de l'intérêt national ».

Le 11 septembre 2001 a bouleversé ces certitudes. Loin de pouvoir se replier sur leur territoire, les Américains l'ont découvert plus vulnérable qu'ils ne l'avaient jamais imaginé. Pour le protéger, ils ont dû envoyer des forces militaires très loin, en Asie centrale, et s'engager diplomatiquement dans cette région. La nouvelle administration s'est tournée vers ses alliés et vers la « communauté internationale », afin d'obtenir leur appui politique (à l'ONU) et technique (police, renseignement), sinon, dans un premier temps, militaire. A reculons, M. Bush et son équipe ont fini par assumer, aussi, la responsabili-

té qu'ils avaient jusqu'alors cru pouvoir refuser dans la recherche d'une solution du conflit israélo-palestinien.

Très vite, cependant, ce mouvement vers le grand large a été enserré dans une vision strictement « américaine » des nouveaux défis révélés par les attentats contre New York et Washington. Premier principe : l'ennemi est le terrorisme. Ce terme désigne, d'abord, ceux qui ont organisé les attaques du 11 septembre 2001 – après celles contre le navire militaire *USS-Cole*, après les attentats de 1998 contre les ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie, etc. –, autrement dit Oussama Ben Laden et le réseau Al-Qaïda, présent, selon Washington, dans soixante pays à travers le monde.

« AXE DU MAL »

Cependant, dès le 20 septembre, dans son discours au Congrès, M. Bush a élargi cette définition du terrorisme, en déclarant : « A partir de ce jour, toute nation qui continue à héberger ou à aider le terrorisme sera considérée par les Etats-Unis comme un régime hostile. » Le propos visait à justifier l'action qui se préparait alors contre le régime des talibans, en Afghanistan, mais c'était aussi la première formulation de ce

que l'administration a pris l'habitude d'appeler la « doctrine Bush » : « *Ou vous êtes avec nous, ou vous êtes avec les terroristes* », a énoncé, ce jour-là, le président américain.

Le deuxième principe a été exposé par M. Bush dans son discours sur l'état de l'Union, prononcé le 29 janvier. C'est dans ce discours qu'il a employé la formule de « l'axe du Mal », réunissant trois pays qui, selon les Etats-Unis, possèdent ou sont sur le point d'acquiescer des armes de destruction massive, biologiques, chimiques ou nucléaires : l'Irak, l'Iran et la Corée du Nord. « Les Etats-Unis ne permettront pas que les régimes les plus dangereux du monde [les] menacent avec les armes les plus destructrices », a déclaré alors M. Bush.

Très vite, le sens de ce discours est apparu clairement : les Etats-Unis passaient de la doctrine de la dissuasion, base de leur défense face à l'Union soviétique, à une nouvelle doctrine, dite de l'action préventive, indispensable, selon leurs dirigeants, pour faire face au nouvel ennemi qu'est pour eux le terrorisme sous son double visage, « non gouvernemental » avec Al-Qaïda, étatique avec l'Irak ou l'Iran.

Patrick Jarreau

La méfiance et l'amertume se sont installées dans les relations entre Washington et Riyad

La révélation que 15 des 19 terroristes du 11 septembre 2001 étaient saoudiens a jeté le trouble dans un mariage de raison vieux de soixante-trois ans

LES ATTENTATS antiaméricains du 11 septembre 2001 auront-ils raison de l'amitié saoudo-américaine ? Douze mois après la tragédie, la question est sérieusement posée tant est grand le trouble de part et d'autre. Ici et là, les partisans de la rupture demeurent minoritaires et, au sommet des deux Etats, tout est fait – ou semble l'être – pour calmer le jeu et traiter les problèmes discrètement entre alliés de soixante-trois ans.

Jusqu'à nouvel ordre, le principe fondateur de ce vieux mariage de raison est inchangé : le pétrole saoudien en échange de la sécurité du royaume. L'Arabie saoudite demeure le maître du quart des réserves d'or noir de la planète et un partenaire digne de confiance au sein de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP).

Malgré tous les aléas de ces derniers mois, le pétrole n'a pas été brandi par Riyad comme une « arme » possible. L'acuité de la crise n'en est pas moins telle qu'elle devrait laisser des traces.

SÉRIEX GRIEFS

D'ores et déjà, et tout en se démarquant des pourfendeurs du royaume, l'administration américaine admet publiquement qu'elle a ses propres griefs. Du plus sérieux – le refus de Riyad d'autoriser une attaque de l'Irak à partir de son propre territoire – au plus banal – le problème des couples mixtes séparés – en passant par un manque de respect à l'égard d'Israël. En Afghanistan, ces reproches portés sur la place publique, mais qui ne sont vraisemblablement pas les seuls, ne justifient pas une rupture.

Ils n'en traduisent pas moins une volonté américaine de traiter l'Arabie saoudite un peu comme un pays ordinaire, qui ne bénéficierait plus d'un traitement privilégié en cas d'éventuels problèmes.

C'est qu'en l'espace de douze mois le ciel des relations bilatérales s'est beaucoup assombri. La nationalité saoudienne de 15 des 19 auteurs des attentats du 11 septembre 2001 et de dizaines d'autres suspects arrêtés en Afghanistan et ailleurs en a été le catalyseur. Dès lors, tout ce qui concerne l'Arabie saoudite a été passé au crible.

Rien ou presque ne trouve plus grâce aux yeux de ses contemporains : son attitude à l'égard d'Israël, l'islam wahhabite qu'elle professe, son prosélytisme dans le monde musulman, son refus d'extra-

réseau Al-Qaïda arrêtés sur son propre territoire, ou qui lui ont été livrés par d'autres pays. Des membres de la famille royale sont même directement suspectés par certains rescapés des attentats, et certaines familles de victimes, de liens directs avec Oussama Ben Laden.

Côté saoudien aussi, les attentats contre New York et Washington ont provoqué un choc. Celui de découvrir que des Saoudiens en ont été les principaux auteurs et qu'un grand nombre d'autres étaient peut-être des terroristes en puissance. Mais l'onde de choc passée, on s'indigne, du sommet à la base, de voir un pays tout entier et l'islam assimilés à un groupe d'individus. La vivacité, voire parfois la rancœur, qui s'exprime en Amérique lorsqu'il s'agit du royaume suscite une grande amertume.

Paradoxalement, la crise aura néanmoins eu deux effets bénéfiques. D'une part, Riyad est passé de la critique aux propositions constructives pour ce qui est du conflit israélo-arabe. Et, d'autre part, l'ampleur des problèmes et des difficultés internes, dont la plupart des dirigeants n'avaient pas pris l'exacte mesure, s'est révélée dans toute sa splendeur. Pour autant, cette prise de conscience n'aura pas pour conséquence automatique l'introduction de changements structurels profonds. Les résistances des tenants – majoritaires – de la tradition sociale et religieuse sont très vives. Les changements, assurent les dirigeants saoudiens, ne pourront se faire qu'en douceur.

En fait, avant même les attentats du 11 septembre 2001, les tensions entre Riyad et Washington allaient

s'accumulant. Les Etats-Unis n'appréciaient guère d'être tenus à l'écart des enquêtes menées à propos de deux attentats antiaméricains commis en 1995 et 1996 dans le royaume. Ils voyaient d'un mauvais œil l'Arabie saoudite se réconcilier avec l'Iran, considéré comme un foyer du terrorisme. Ils n'appréciaient guère l'opposition de Riyad à une intervention contre l'Irak. Ils reprochaient, enfin, au royaume de ne rien faire pour faciliter une solution du conflit israélo-palestinien. En un mot, ils ne s'accordaient pas d'une certaine prise de distance de la part d'un pays dont ils estimaient non seulement qu'il est un allié, mais, qui plus est, qu'il leur est redevable de l'avoir sauvé du pire, c'est-à-dire de Saddam Hussein.

Mouna Naïm

INTERNATIONAL



11 SEPTEMBRE 2001. Surgi d'un nuage de poussière qui obscurcit le ciel, un homme erre dans une rue désertée de Manhattan, jonchée de débris et de gravats après

l'effondrement des tours jumelles du World Trade Center, à New York, frappées par deux attaques-suicides d'avions de ligne détournés par des terroristes.



5 AOÛT 2002. Onze mois après le drame, la même rue du quartier entourant Ground Zero a retrouvé un aspect familier, ses livreurs et ses passants affairés ou nonchalants.

Le déblaiement des ruines des Twin Towers s'est achevé le 28 mai, mais le souvenir des quelque 2 800 victimes du désastre n'a pas fini de hanter l'Amérique.

Thérèse Delpech, directeur des affaires stratégiques au Commissariat à l'énergie atomique (CEA)

« Un symbole à comprendre et un avertissement à saisir »

La plus mauvaise façon d'appréhender l'événement survenu le 11 septembre 2001 serait de le relativiser, alors qu'il exprime le désordre de notre monde

Thérèse Delpech, qui est également commissaire auprès de l'ONU pour le désarmement de l'Irak, s'exprime ici en son nom personnel.

Entre ceux pour qui le 11 septembre 2001 est une date fondatrice – dans la destruction – et ceux, comme l'ancien ministre des affaires étrangères Hubert Védrine, qui considèrent qu'elle est d'une importance bien moindre que la chute du mur de Berlin en 1989, où vous situez-vous ?

Le 11 septembre 2001 n'est pas le début de la troisième guerre mondiale, mais la plus mauvaise façon de comprendre cet événement – et surtout de prévenir sa répétition – serait de le relativiser. Le 11 septembre est un symbole et un avertissement. Il faut comprendre le symbole et saisir l'avertissement. C'est un symbole du désordre d'un monde où la violence extrême s'est privatisée et où des groupes d'individus peuvent frapper les deux principales villes de la

« La guerre froide était une version extrême de conflit symétrique. Ce que l'on voit à l'œuvre dans les attaques du 11 septembre est son exact opposé : le conflit asymétrique »

première puissance mondiale en lui infligeant des milliers de morts en une heure. L'URSS n'aurait pas osé une telle attaque parce qu'elle risquait d'ouvrir une guerre nucléaire.

Ce rappel peut aider à mettre les idées en place. La guerre froide était une version extrême de conflit symétrique. L'Est et l'Ouest ont passé des décennies à compter les tanks, les avions, et surtout les armes nucléaires, pour ne laisser aucun avantage à l'autre camp. Ce que l'on voit à l'œuvre dans les attaques du 11 septembre 2001 est son exact opposé : le conflit asymétrique, l'ambition insensée d'une organisation non étatique de mettre les Etats-Unis à genoux.

C'est aussi un avertissement de premier ordre pour les populations civiles des pays développés. Pendant la dernière décennie du XX^e siècle, le massacre de populations civiles est apparu comme un but de guerre dans des conflits ethniques en Afrique et dans les Balkans. La leçon du 11 septembre 2001 est que les civils des pays développés, dont les armées ont une supériorité conventionnelle écrasante, sont eux-mêmes moins que jamais à l'abri. Il faut en tirer des conséquences pour la défense civile, qui n'avait jusqu'à présent pas intéressé grand monde.

Comment jugez-vous la réponse militaire qui a été apportée, en Afghanistan, aux attentats contre New York et Washington ?

C'est la première fois dans l'histoire qu'une opération militaire – et non de simples opérations de police et de renseignement – a été jugée nécessaire pour répondre à une attaque terroriste, et cela, non par la seule victime de l'attentat, les Etats-Unis, mais par la communauté internationale dans son ensemble. Le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale des Nations unies ont exprimé une position consensuelle sur ce point.

La campagne d'Afghanistan a été préparée avec sang-froid et talent. Personne, en particulier en Europe, ne s'attendait à ce que Kaboul tombe en un mois. La chute des talibans prive le réseau terroriste d'une large base et de camps d'entraînement. Elle a aussi permis de recueillir des informations vitales. Ce n'est pas rien. Les principales limites de ces opérations sont de deux ordres : le leadership d'Al-Qaïda semble largement indemne, sans doute à cause d'une confiance excessive des Américains en leurs alliés locaux à Tora Bora en décembre ; et le gouvernement de Hamid Karzai est menacé, en partie parce que la Force de stabilisation est restée dans la capitale, une erreur majeure. Enfin, même si l'on parle beaucoup de la réponse militaire, il ne faut pas oublier que les méthodes classiques de lutte contre le terrorisme – renseignement, police, contrôle financier – représentent toujours l'essentiel d'un combat qui ne peut être mené, compte tenu de l'adversaire, qu'à une échelle mondiale. La participation de l'Europe est loin d'être négligeable dans ces domaines.

Après cette campagne d'Afghanistan, comment évaluez-vous la situation stratégique respective des Etats-Unis, de l'Europe, de la Russie et de la Chine ?

LA LUTTE contre le terrorisme, érigée en priorité absolue de l'administration américaine au lendemain des attentats du 11 septembre 2001, peut-elle tout justifier ? La question porte non seulement sur les choix des Etats-Unis en politique étrangère mais aussi sur les moyens auxquels ils ont recouru et recourent encore, en Afghanistan et ailleurs, pour anéantir Al-Qaïda et ses affidés ou alliés.

Les premières mises en garde contre des mesures qui risquaient de s'apparenter davantage à la vengeance et au déni de droit qu'à la justice et à la légitime défense ont été formulées par des ONG dès l'automne 2001, à propos des lois d'exception en préparation à Washington. Le 13 novembre, le président américain promulguait un décret (un « ordre militaire ») qui



PHILIPPE MATSAS/OPALE

Les Etats-Unis ont prolongé certaines de leurs tendances antérieures, en particulier l'augmentation de leurs moyens militaires et leur volonté de préserver à tout prix leur liberté d'action. En un sens, la crise les a renforcés mais, à une époque où la puissance – surtout militaire – est plus relative que jamais, c'est là une conclusion trompeuse. Beaucoup d'Américains sont conscients qu'ils risquent l'isolement et veulent renouer avec une politique plus coopérative. La Russie a remarquablement tiré parti de la situation en redevenant un interlocuteur privilégié de Washington, qui s'exprime de moins en moins sur les horreurs commises en Tchétchénie. Elle a aussi obtenu d'être reconnue comme économie de marché, de devenir un membre à part entière du G8 et d'avoir une voix plus forte dans la sécurité européenne, vieille ambition russe.

La Chine a maintenant un vrai complexe d'encerclement : l'Amérique est présente en Asie centrale, au Pakistan, en Asie du Sud-Est, tandis que la Russie se rapproche de l'Ouest et que le Japon a envoyé des navires de guerre dans l'océan Indien. Rien de tout cela n'est bon pour Pékin, surtout dans une période

de délicate de succession et de troubles internes. Quant à l'Europe, elle a encore perdu du terrain politique. Elle devrait comprendre que, pour être respectée, sa diplomatie doit s'appuyer sur de réelles capacités d'intervention et sur une vision moins provinciale de sa sécurité. **L'Europe est-elle suffisamment consciente de la menace ?** L'Europe est peut-être la partie du monde la moins bien armée pour faire face à une idéologie radicale. Sa tendance est de tout relativiser. Elle minimise les risques terroristes, alors que l'Amérique les exagère. Pourtant, tous les experts européens – et il y en a d'excellents – disent que le danger est devant nous. On a réussi, dans les dernières années, à prévenir en Europe un certain nombre d'attentats qui auraient pu être catastrophiques.

Le danger ne vient pas seulement de l'intégrisme, que certains musulmans ont décrit avec talent comme la « maladie de l'islam ». Il vient aussi de la violence que produisent les sociétés modernes. Ce que l'on appelle l'islamisme – à la différence de l'islam – est lui-même un produit bâtard, construit sur les ruines des idéologies politiques du XX^e siècle, qui ont eu un effet dévastateur dans les élites musulmanes. Si le problème est de trouver un contrepois efficace à la violence radicale, la crise est tout autant morale que politique. Et elle nous concerne tout autant que le monde musulman. **La globalisation a diminué la capacité de résistance des Etats au terrorisme, écrivez-vous dans *Politique du chaos* (Le Seuil). Est-ce inéluctable ?** Comme tous les produits humains, la mondialisation a deux versants. Elle favorise la transparence internationale grâce aux moyens de communication, mais elle permet aussi la contagion des conflits locaux, la diffusion des moyens de destruction et la comparaison quotidienne de situations de

plus en plus disparates. Il y a dans ce mélange de proximité (information instantanée) et de distance (écarts de développement) quelque chose d'explosif. Des forces authentiquement révolutionnaires sont à l'œuvre dans la mondialisation. Nous devrions, en France, être les premiers à le comprendre, car une des grandes causes de la violence révolutionnaire au XVIII^e siècle a été l'isolement des individus face à l'Etat avec la destruction progressive des structures sociales intermédiaires. Aujourd'hui, les individus sont exposés directement aux exigences, non de l'Etat, mais de l'économie globale. C'est à bien des égards plus bouleversant, surtout pour ceux qui n'y sont pas du tout préparés.

Pourrait-on éviter une guerre contre Saddam Hussein ? Quels sont les risques, les scénarios ?

Il y a deux alternatives à la guerre : le statu quo et le retour des inspecteurs internationaux. Le statu quo est de moins en moins satisfaisant : les trafics illicites se multiplient entre l'Irak et les pays de la région, procurant à Saddam Hussein des fonds qui ne sont pas contrôlés par les Nations unies, tandis que l'on ignore depuis décembre 1998 ce qui est fait sur le territoire irakien dans les domaines prohibés (nucléaire, biologique, chimique, balistique). Les soupçons qui pèsent sur Bagdad dans ce domaine ne sont pas exclusivement américains. Plusieurs pays européens les partagent. Le retour des inspecteurs internationaux est de loin la meilleure solution parce que c'est celle qui a le plus de légitimité internationale, c'est la moins coûteuse en vies humaines, et c'est aussi celle qui, dans le passé, a permis le désarmement le plus spectaculaire de l'Irak. Simplement, pour qu'elle puisse s'imposer, il faudrait que la pression exercée sur Saddam Hussein, y compris par la Russie, soit telle qu'il comprenne qu'il n'a pas d'autre solution, comme Slobodan Milosevic l'a compris en 1999 après la visite de M. Tchernomyrdine. Pour l'instant, il n'est pas parvenu à cette conclusion. La guerre ne peut donc être exclue. Ses risques sont connus : implication d'Israël, usage d'armes de destruction massive par un régime qui n'a plus rien à perdre, incendie des champs de pétrole, déstabilisation d'une région déjà fort peu stable. Même une victoire rapide, qui n'est pas impossible, ne réglerait pas la question du gouvernement de l'Irak, de son intégrité territoriale et des effets régionaux d'une présence occidentale prolongée dans la région.

Je partage donc les soucis de beaucoup d'Européens – et d'un nombre croissant d'Américains – sur cette campagne. Il me semble seulement que, si l'Europe veut avoir un rôle, elle doit se montrer plus active pour permettre à l'autre solution d'avoir toutes ses chances en faisant pression sur l'Irak. Ce serait plus efficace que de menacer de retirer du Koweït des équipements nécessaires à la lutte contre les armes chimiques, comme le font les Allemands !

« L'Europe est peut-être la partie du monde la moins bien armée pour faire face à une idéologie radicale. Sa tendance est de tout relativiser »

Pourrait-on éviter une guerre contre Saddam Hussein ? Quels sont les risques, les scénarios ?

Il y a deux alternatives à la guerre : le statu quo et le retour des inspecteurs internationaux. Le statu quo est de moins en moins satisfaisant : les trafics illicites se multiplient entre l'Irak et les pays de la région, procurant à Saddam Hussein des fonds qui ne sont pas contrôlés par les Nations unies, tandis que l'on ignore depuis décembre 1998 ce qui est fait sur le territoire irakien dans les domaines prohibés (nucléaire, biologique, chimique, balistique). Les soupçons qui pèsent sur Bagdad dans ce domaine ne sont pas exclusivement américains. Plusieurs pays européens les partagent. Le retour des inspecteurs internationaux est de loin la meilleure solution parce que c'est celle qui a le plus de légitimité internationale, c'est la moins coûteuse en vies humaines, et c'est aussi celle qui, dans le passé, a permis le désarmement le plus spectaculaire de l'Irak. Simplement, pour qu'elle puisse s'imposer, il faudrait que la pression exercée sur Saddam Hussein, y compris par la Russie, soit telle qu'il comprenne qu'il n'a pas d'autre solution, comme Slobodan Milosevic l'a compris en 1999 après la visite de M. Tchernomyrdine. Pour l'instant, il n'est pas parvenu à cette conclusion. La guerre ne peut donc être exclue. Ses risques sont connus : implication d'Israël, usage d'armes de destruction massive par un régime qui n'a plus rien à perdre, incendie des champs de pétrole, déstabilisation d'une région déjà fort peu stable. Même une victoire rapide, qui n'est pas impossible, ne réglerait pas la question du gouvernement de l'Irak, de son intégrité territoriale et des effets régionaux d'une présence occidentale prolongée dans la région.

Je partage donc les soucis de beaucoup d'Européens – et d'un nombre croissant d'Américains – sur cette campagne. Il me semble seulement que, si l'Europe veut avoir un rôle, elle doit se montrer plus active pour permettre à l'autre solution d'avoir toutes ses chances en faisant pression sur l'Irak. Ce serait plus efficace que de menacer de retirer du Koweït des équipements nécessaires à la lutte contre les armes chimiques, comme le font les Allemands !

Enfin, après une série d'erreurs de tirs en Afghanistan, un tabou a été levé par la presse américaine : celui qui interdisait toute mise en cause du comportement des GI. Au mois d'août, l'hebdomadaire *Newsweek* est revenu sur un épisode de la guerre contre les talibans, survenu en novembre, dans le nord du pays : la mort par étouffement de prisonniers, lors de leur transfè-

remment, dans des conteneurs scellés, vers la prison de Shebergan. « *Où étaient les forces américaines ?* » quand leurs alliés afghans ont organisé ce massacre, a demandé *Newsweek*, laissant entendre que le Pentagone aurait pu se rendre complice de crimes de guerre.

Une enquête a été demandée à l'ONU, mais elle a tourné court au motif que la sécurité des enquêteurs ne pouvait être assurée dans la région. Peu avant ces événements, une révolte de prisonniers talibans détenus dans la forteresse de Qala-e-Jangi avait été matée assez radicalement, avec l'aide des forces américaines et britanniques : 86 détenus sur 400 avaient survécu. Aucune enquête n'avait pu, là non plus, être menée.

rement, dans des conteneurs scellés, vers la prison de Shebergan. « *Où étaient les forces américaines ?* » quand leurs alliés afghans ont organisé ce massacre, a demandé *Newsweek*, laissant entendre que le Pentagone aurait pu se rendre complice de crimes de guerre.

Une enquête a été demandée à l'ONU, mais elle a tourné court au motif que la sécurité des enquêteurs ne pouvait être assurée dans la région. Peu avant ces événements, une révolte de prisonniers talibans détenus dans la forteresse de Qala-e-Jangi avait été matée assez radicalement, avec l'aide des forces américaines et britanniques : 86 détenus sur 400 avaient survécu. Aucune enquête n'avait pu, là non plus, être menée.

rement, dans des conteneurs scellés, vers la prison de Shebergan. « *Où étaient les forces américaines ?* » quand leurs alliés afghans ont organisé ce massacre, a demandé *Newsweek*, laissant entendre que le Pentagone aurait pu se rendre complice de crimes de guerre.

Claire Tréan

Les disparités entre Etats membres freinent la lutte antiterroriste au sein de l'UE

La coopération en matière judiciaire et de renseignement progresse, mais la menace reste réelle

BRUXELLES

de notre bureau européen
Le 19 juin, des officiers supérieurs de services de sécurité, réunis à Londres, jugeaient « presque inévitable » une nouvelle attaque terroriste en Europe. Ils parlaient même d'une menace de type « nucléaire » - plus vraisemblablement, de celle d'une « bombe sale » associant des explosifs classiques à des substances radioactives. L'agence de presse Reuters rapportait le propos du directeur d'Europol, Jürgen Storbeck : « La question n'est pas de savoir s'il y aura une nouvelle attaque terroriste, mais quand elle aura lieu. » Ce dernier évoquait encore « une menace pour l'Union européenne, ses institutions et ses citoyens ».

A La Haye, au siège d'Europol, on entend se montrer plus discret aujourd'hui. « No comment » est la seule réponse désormais. Changement de cap ? Il se dit, dans les couloirs de Bruxelles, que les propos de M. Storbeck ont été « mal compris » et qu'ils étaient « peut-être un peu excessifs ».

La plupart des Etats membres estiment qu'il ne faut pas « affoler inutilement » l'opinion et certains jugent qu'il faut, en tout cas, tout faire pour éviter de favoriser l'équation « monde arabe = terrorisme ». « On peut comprendre ces précautions, mais la menace reste réelle. La plupart des policiers et les magistrats le savent », commente un spécialiste. En mars 2002, le juge français Jean-Louis Bruguière avait effectivement tenu des propos assez proches de ceux du directeur d'Europol.

L'Espagne de José Maria Aznar a lancé une traque méthodique contre les groupes islamistes

MADRID

de notre correspondante
Les pilotes-kamikazes du 11 septembre 2001 ont-ils préparé les attaques contre New York et Washington depuis Tarragone, sur le littoral méditerranéen espagnol, au cours du mois de juillet précédent ? C'est ce que pensent les enquêteurs espagnols dont les rapports confidentiels, dévoilés le 30 juin par le quotidien *El País*, ont été remis au FBI américain.

Les pilotes des deux appareils qui ont percuté les tours jumelles du World Trade Center (WTC), Mohammed Atta et Marouan Al-Shehhi, le « coordinateur » de l'attaque, le Yéménite Ramzi Ben Al-Shibh, et trois autres islamistes ont en effet séjourné à Tarragone entre le 9 et le 17 juillet, moins de deux mois avant l'attaque contre les Twin Towers.

Selon les services espagnols, Mohammed Atta est arrivé à Madrid le 8 juillet à bord d'un vol en provenance de Miami via Zurich. Il a ensuite loué une voiture, qui avait été réservée depuis le Texas, et a pris la route de Tarragone. Là, les enquêteurs ont retrouvé la trace de Ramzi Ben Al-Shibh, arrivé à Reus, près de Tarragone, à bord d'un avion-charger parti de Hambourg. Le 10 juillet, les deux hommes se rencontrent. Puis, Marouan Al-Shehhi se joint à eux. Au total, six militants islamistes se seraient réunis à Tarragone pour mettre au point les derniers préparatifs de l'attaque. Le 16 juillet, Ramzi Ben Al-Shibh rentrait à Hambourg, et le 19, Mohammed Atta regagnait la Floride.

RELAIS LOGISTIQUE

Un peu plus de deux mois après les attentats, le 18 novembre 2001, la police espagnole arrêtait huit islamistes, membres présumés d'une cellule terroriste intégrée dans Al-Qaïda qui « aurait été directement en relation avec la préparation et le déroulement des attentats du 11 septembre », selon le juge Baltasar Garzon. Le 22 janvier 2002, un neuvième militant islamiste, soupçonné d'avoir été l'auteur de manuels sur la fabrication d'explosifs, était également arrêté.

La plupart d'entre eux vivaient depuis longtemps en Espagne, où ils assuraient un relais logistique pour les militants islamistes en transit

Au lendemain du 11 septembre 2001, les Quinze s'étaient très vite mis d'accord sur la nécessité de donner une impulsion à la lutte antiterroriste. Ils évoquaient la nécessité d'un véritable espace judiciaire, impliquant la création d'un mandat d'arrêt et d'extradition commun ou la coopération en matière de renseignement. La mise en place de cette politique commune a progressé depuis un an.

« Les terroristes haïssent Berlin, Londres, Paris »

« Les terroristes haïssent Berlin, Londres ou Paris autant qu'ils haïssent New York et Washington parce que ces villes font partie des pays qui ont construit une société libre et ouverte », a déclaré, dans un entretien au *Spiegel*, Condoleezza Rice, conseillère pour la sécurité nationale, en évoquant « la solidarité » qui s'est manifestée après les attentats du 11 septembre. « Elle est née de la certitude que la même chose aurait pu se produire à Londres, Paris ou Berlin », ajoute M^{me} Rice. « Pour moi, dit-elle, la chute de l'Union soviétique en 1991 et le 11 septembre sont, pour ainsi dire, des cas d'école. Ces deux événements sont spécifiques d'une époque au cours de laquelle les hommes se sont demandé quels dangers pourraient survenir après la fin de la guerre froide. Nombreux sont ceux qui se sont demandé quelle puissance prédominerait. »

« De nombreuses informations sont échangées de pays à pays, et rapidement », confirme un juge d'instruction. Ces dossiers ont permis de mieux cerner des réseaux éclatés entre Paris, Londres, Bruxelles, Rome, Rotterdam, Milan et Madrid, entre autres. Le bilan positif pourrait cependant s'arrêter là, selon les observateurs : les différences qui persistent entre les législations et les politiques répressives des différents Etats membres ont favorisé les mouvements des activistes, compliquant la tâche des polices nationales.

« La France est sans doute le pays le plus répressif d'Europe. Du coup, les activistes préfèrent se délocaliser, d'abord en Belgique et en Grande-Bretagne, et plus récemment en Allemagne », analysent Ali Laïdi et Ahmed Salam dans leur livre *Le Jihad en Europe* (Seuil). La difficulté de prévenir une éventuelle attaque est renforcée par le fait que les cellules capables de commettre un attentat en Europe semblent fonctionner

de manière autonome, et pourraient passer à l'action sans devoir attendre un ordre venu d'ailleurs. En ce qui concerne la mise au jour des réseaux financiers, les spécialistes de l'antiterrorisme se veulent moins pessimistes que des experts de l'ONU qui, dans un rapport récent, évoquent « les ressources considérables » qu'Oussama Ben Laden détient encore, à Londres et à Vienne, notamment. Ils ne se font toutefois pas d'illusions : protégés par certaines législations bancaires, aidés par des professionnels de

la finance qui créent pour eux des sociétés écrans ou offshore, des membres du réseau Al-Qaïda et diverses « œuvres de charité » qui collectent de l'argent pour le réseau ont échappé aux mailles du filet. Les spécialistes relèvent aussi que les membres d'Al-Qaïda arrêtés avaient souvent créé des sociétés (informatiques ou de nettoyage, entre autres) qui leur servent tout à la fois de paravents et d'outils techniques : c'est avec les moyens de communication de ces sociétés qu'ils échangeaient des informations.

Depuis le 11 septembre 2001, les services spécialisés européens ont par ailleurs renforcé leur surveillance des établissements d'enseignement supérieur et des mosquées. C'est en s'inscrivant dans les premières que des candidats terroristes peuvent obtenir des permis de séjour de longue durée. C'est dans les secondes que le réseau Ben Laden continue de recruter, par l'intermédiaire de mouvements islamistes radicaux, dont le Groupe salafite pour la prédication et le combat (GSPC), un courant qui défend une conception extrémiste de l'islam et auquel appartiennent des militants arrêtés en Italie, en Belgique et aux Pays-Bas notamment. « La menace en Europe est donc réelle, comme d'ailleurs dans d'autres parties du monde. Mais seule l'absence d'attentats dans les prochains mois indiquera si nous l'avons bien appréhendée ou non... », conclut, sans sourire, un spécialiste du renseignement.

Jean-Pierre Stroobants



Abou Qutada, l'imam caché du « Londonistan »

Personnage-clé des réseaux Ben Laden en Europe, le sulfureux prédicateur a disparu depuis neuf mois

LONDRES

de notre correspondant
Où est Abou Qutada ? Où se trouve le plus influent des chefs islamistes du « Londonistan », disparu

■ PORTRAIT

En Espagne, en Allemagne, en France, son nom est cité dans toutes les enquêtes

dans la nature en décembre 2001, quelques heures avant le vote, aux Communes, d'une loi antiterroriste qui aurait sans doute permis de le jeter rapidement au fond d'une prison de haute sécurité ? Nul ne le sait à Londres, ou ne veut le dire.

Où se cache donc l'homme aux trois dates de naissance et aux neuf pseudonymes, le sulfureux prédicateur qualifié par le juge espagnol Baltasar Garzon de « dirigeant spirituel » d'Al-Qaïda en Europe ? Vit-il, comme l'assure une récente enquête du magazine *Time*, reclus avec sa famille, dans le nord de l'Angleterre, sous la protection du MI 5, le contre-espionnage britannique ? Une chose est sûre : la disparition d'Abou Qutada prive plusieurs poli-

ces d'Europe d'une piste prometteuse. En Espagne, en Allemagne, en France, des enquêteurs rêvent de pouvoir l'interroger. Car on retrouve sa trace au détour de chaque investigation sur les réseaux d'Oussama Ben Laden. A Hambourg, la police a découvert des cassettes vidéo des prêches de l'imam londonien dans l'appartement de Mohammed Atta, le chef des kamikazes du 11 septembre 2001. Le leader de la cellule madrillène d'Al-Qaïda, Abou Dahdah, a eu des contacts réguliers avec lui à l'occasion d'une vingtaine de séjours en Grande-Bretagne. En 1998, le dignitaire a dispensé ses leçons religieuses au Franco-Algérien Djamel Beghal, futur chef de réseau islamiste, aujourd'hui incarcéré en France.

Omar Ibn Mahmoud Abou Omar, alias Abou Qutada Al-Filastini, est un Palestinien né, il y a quarante-deux ans, dans un village proche de Bethléem. Pieux musulman dès son plus jeune âge, diplômé de l'université d'Amman (Jordanie), il professe, comme imam, dans plusieurs mosquées, avant de fuir le royaume hachémite pour le Pakistan, en 1989. Il complète sa formation à Peshawar, où il enseigne tout en aidant les réfugiés afghans. Prend-il contact, à l'époque, avec Oussama Ben Laden, comme l'affirment les autorités jordaniennes ?

L'argent d'Al-Qaïda échappe aux gendarmes financiers

Depuis un an, seule une « infime partie » des ressources du réseau a été gelée, selon l'ONU

« LE 29 AOÛT, les Etats-Unis et l'Italie ont bloqué les actifs de 25 individus et entités soutenant financièrement le terrorisme » : en claironnant ce succès, qui marque, selon lui, l'excellente coopération entre l'Europe et les Etats-Unis, le Trésor américain est venu rappeler aux « financiers de la terreur » que l'ardeur des enquêteurs internationaux pour mettre au jour leurs filières ne s'est pas refroidie en un an. Cette nouvelle « liste noire » porte à 234 le nombre des organismes ou individus qui n'ont plus accès au système bancaire international. Mais l'argent qui alimente le réseau d'Oussama Ben Laden ne semble pas s'être tari pour autant.

Dans un rapport remis début septembre au Conseil de sécurité, des experts de l'ONU affirment que les finances d'Al-Qaïda se portent bien. L'organisation, selon eux, a toujours accès à des fonds « provenant de l'héritage personnel » d'Oussama Ben Laden et des revenus de ses investissements. Al-Qaïda, estiment-ils, bénéficie du soutien de nombreux intermédiaires financiers dans le monde et de versements en provenance d'associations caritatives islamistes. Bref, le mouvement terroriste « s'est reconstitué, a gagné de nouvelles recrues » et constitue toujours « une menace significative pour la paix et la sécurité internationales ».

Dressant, fin août, le bilan de cette chasse à l'argent du terrorisme, le secrétaire au Trésor américain, Paul O'Neill, a annoncé que 112 millions de dollars avaient été gelés depuis onze mois, dont 70 millions en dehors des Etats-Unis (un tiers environ en Europe) grâce à la coopération de 160 pays. Cette somme ne représente « qu'une infime partie » des ressources d'Al-Qaïda, répond l'ONU. Nul ne connaît pourtant le montant du trésor de guerre dont dispose encore « la Base » (le réseau d'Oussama Ben Laden). L'ONU avance un chiffre de 30 millions de dollars (mais celui de 300 millions est également cité) et estime à des « centaines de millions de dollars » ses investissements immobiliers, notamment en Europe. En avril, Paul O'Neill confiait lui-même que les Etats-Unis s'étaient engagés « dans une mission qui manque de clarté sur le volume des fonds en question ».

Au lendemain des attentats, le dispositif international s'était mis en place. Dès le 29 septembre, l'ONU votait une résolution menaçant de sanctions non seulement les terroristes mais aussi leurs commanditaires et exhortait ses Etats membres à ratifier la Convention contre le financement du terrorisme entrée en vigueur en avril 2002. George Bush multipliait les listes d'individus et d'entités auxquelles il fallait couper les vivres. Mais l'entreprise s'est

révélée plus complexe que prévu : les banques ont diversément appliqué les consignes qui leur étaient données pour contrôler les flux financiers, et l'échange d'informations n'a pas toujours suivi. Certains pays, comme les monarchies du Golfe, se sont montrés peu empressés de coopérer. Enfin, passé le blocage des comptes bancaires et des actifs d'organismes notoirement liés à Al-Qaïda, comme le réseau Al-Barakat - un conglomérat basé à Dubaï -, les gendarmes financiers se sont heurtés à un monde parallèle qui leur était quasiment inconnu.

Contrairement au blanchiment d'argent sale, qui recycle dans l'économie des flux d'argent provenant d'activités criminelles, l'argent du terrorisme provient entre autres de dons aux organisations caritatives ou d'activités le plus souvent licites et circule, soit par petites sommes qui ne retiennent pas l'attention des banques, soit par un système de transfert basé sur la confiance, la *hawala*, qui permet d'envoyer des fonds à l'autre bout du monde sans laisser de traces.

La « Base » disposerait encore d'un trésor de guerre de « centaines de millions de dollars »

Le montant de la collecte a-t-il d'ailleurs un sens ? Les experts du FBI n'ont-ils pas affirmé qu'il suffisait de quelques centaines de dollars pour fabriquer une bombe, de 200 000 dollars pour organiser les attentats contre les Twin Towers et de 500 000 dollars pour développer l'anthrax ? M. O'Neill soutient que l'essentiel est de désorganiser les circuits, au risque de pousser les hommes d'Al-Qaïda à utiliser de nouveaux moyens de financement, comme l'or et les diamants, et des canaux encore plus indétectables.

Depuis l'automne 2001, le Groupe d'action financière (GAFI), chargé de lutter contre le blanchiment d'argent sale, a étendu ses activités au terrorisme. En juin, les chefs d'Etat du G8 l'ont incité à dresser une « liste noire » des pays dits non coopératifs. Cinq pays pourraient ainsi recevoir une « assistance technique » de la part de la Banque mondiale et du FMI afin de les aider à lutter contre les filières clandestines : le Pakistan, le Qatar, l'Arabie saoudite, le Koweït et les Emirats arabes unis.

Babette Stern

ne servent pas seulement à décorer. Ce sont les outils d'Allah, les manuels de la guerre sainte. »

En 1999, il est condamné à la prison à vie par un tribunal jordanien. Amman demande - en vain - à deux reprises son extradition. En février 2001, il est arrêté à Londres puis libéré sous caution quelques jours plus tard. La police découvre à son domicile une somme de 180 000 livres (280 000 euros). Après le 11 septembre 2001, il figure sur la « liste noire » de 38 suspects diffusée par Washington. Ses comptes bancaires sont gelés. Il devient l'un des hommes les plus surveillés du royaume. Un jour, pourtant, il disparaît, avec femme et enfants.

Était-il un « agent double » au service du MI 5, contraint désormais de le protéger ? « Foutaises ! », s'exclament les autres dirigeants islamistes, qui excluent toutefois qu'Abou Qutada ait pu échapper à la surveillance des services britanniques : « Voyons, voyons, on n'est pas dans les grottes de Tora Bora ! », observe Abou Hamza. Comme le dit joliment un autre cheikh, Omar Bakri Mohammed, Abou Qutada est tout simplement « en vacances ». Des vacances qui durent depuis neuf mois.

Jean-Pierre Langellier

FRANCE

ÉLECTIONS

Les attentats du 11 septembre 2001 ont placé le thème de l'insécurité au cœur de la campagne présidentielle française. Confortant sa stature d'homme d'Etat, **JACQUES CHIRAC** se rend, dès le 18 septembre, à New

York et à Washington pour assurer George W. Bush de la « **TOTALE SOLIDARITÉ** » de la France. Rompant avec « une conception un peu angélique », Lionel Jospin prend rapidement une série de mesures sécuritaires : il

réactive le plan **VIGIPIRATE** et étoffe la loi de sécurité quotidienne, adoptée définitivement le 31 octobre, de treize amendements destinés à lutter contre le terrorisme. Jean-Marie Le Pen choisit, lui, de ne pas se livrer

à une surenchère et se contente de « surfer » sur le **CLIMAT DE PSYCHOSE** ambiant. Le leader du FN, qui parviendra au second tour de la présidentielle, se réjouit alors de la « *lepénisation des esprits* ».

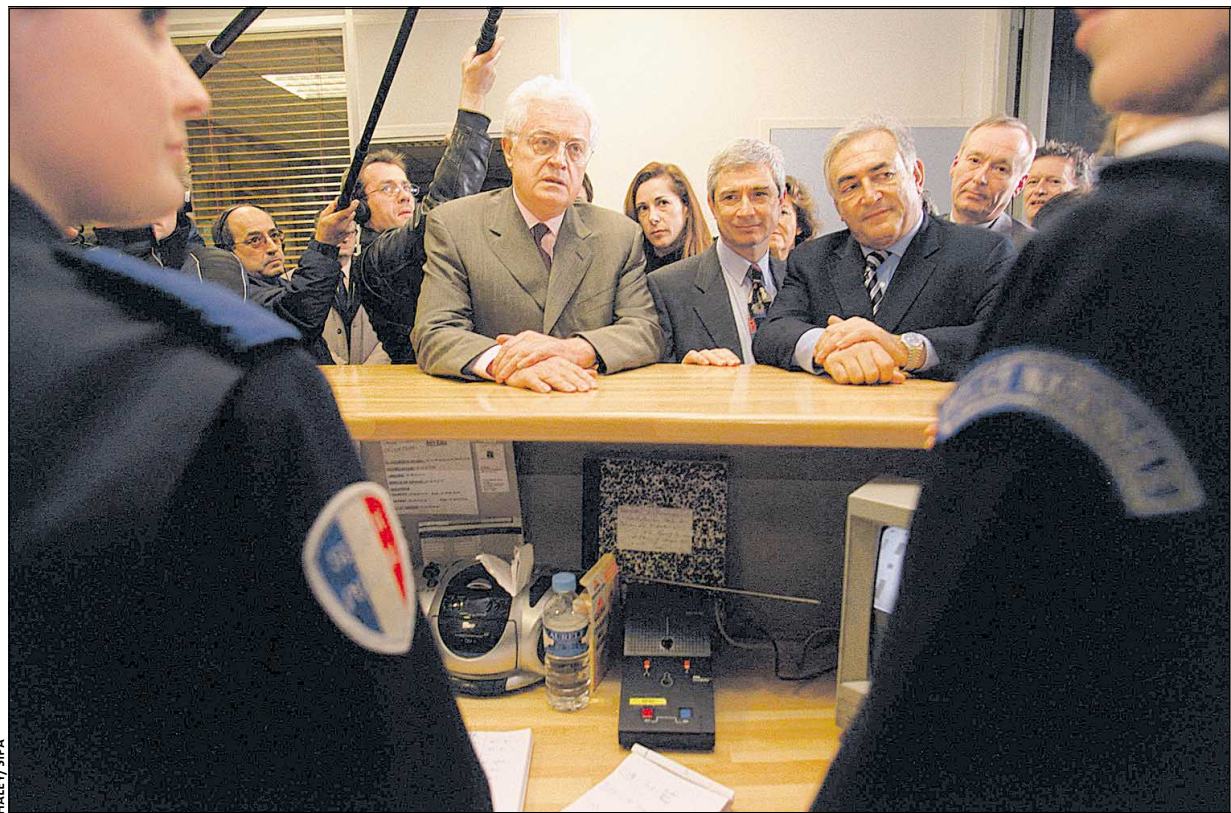
Et l'insécurité s'empare du débat politique

Au lendemain des attentats, Lionel Jospin fait adopter un train de mesures pour renforcer la lutte antiterrorisme. Jacques Chirac se rend aux Etats-Unis et occupe le devant de la scène. Jean-Marie Le Pen, qui « surfe » sur le climat de psychose, amorce sa remontée dans l'opinion

SURTOUT ne pas perdre de temps ! Cinq semaines après les attentats de New York et Washington, le gouvernement de Lionel Jospin présentait à la hâte, le 16 octobre 2001, treize amendements destinés à renforcer la lutte contre le terrorisme dans le cadre de la nouvelle lecture au Sénat du projet de loi sur la sécurité quotidienne. A six mois de l'élection présidentielle, l'urgence commandait alors de prévenir une nouvelle offensive de l'opposition sur le thème de « *l'angélisme des socialistes* », qui alimenterait, selon elle, le sentiment d'impunité.

Dans cette adjonction approuvée par la majorité sénatoriale de droite, le ministre de l'intérieur, Daniel Vaillant, intégrait notamment le commerce illicite des armes, le trafic de stupéfiants, « *qui alimente le financement des actions terroristes* », l'autorisation sous conditions de la fouille des véhicules et de perquisitions au cours d'enquêtes préliminaires. Un volet spécifique attribuait à des agents de sécurité du secteur privé une autorité en matière de palpation des personnes et le contrôle des bagages dans « *des lieux sensibles* » (aéroports, ports, gares, stades, grands magasins). Enfin, le texte prévoyait des moyens élargis de détection des communications liées aux nouvelles technologies.

Autant de mesures qui suscitèrent des états d'âme parmi les sénateurs du groupe socialiste. « *Il s'agit là de propositions désagréables, j'espère que nous pourrons revenir à la légalité républicaine le plus vite possible* », objectait Michel Dreyfus-Schmidt (PS, Territoire-de-Belfort). Jean-Claude Peyronnet (PS, Haute-Vienne) estimait « *que ce serait la pire des faiblesses de ne pas souscrire aux modalités du gouvernement* » en reconnaissant « *une gêne sur certains points* ». A l'occasion du vote définitif à l'Assemblée nationale, le



Le 22 mars, un mois avant le premier tour de l'élection présidentielle, Lionel Jospin se rend dans un commissariat de Sarcelles (Val-d'Oise). Le premier ministre, accompagné de Dominique Strauss-Kahn, adjoint au maire de la ville, et de Claude Bartolone, ministre délégué à la ville, écoute les doléances des gardiens de la paix. Dans une campagne électorale placée sous le signe de l'insécurité, le candidat du PS ne manque pas une occasion d'afficher sa fermeté.

31 octobre, M. Vaillant énonçait qu'« *en matière de sécurité, il y a eu un avant et un après 11 septembre* ». Le groupe PS de l'Assemblée nationale approuva les 13 amendements malgré les « *appels à la raison* » de plusieurs associations, parmi lesquelles la Ligue des droits de l'homme, qui évoquèrent « *des projets mettant en péril les libertés* ».

Toujours soucieuse de répondre à l'inquiétude de l'opinion publique, la garde des sceaux, Marylise Lebranchu, annonçait, le 24 octobre 2001, la création de 35 nouvelles prisons, qui devait s'ajouter à des « *renovations, des démolitions-reconstructions*

et la probable fermeture de 27 établissements vétustes » pour un coût total de 10 milliards de francs. Le 27 octobre, le député (PS) Julien Dray divulguait à Evry (Essonne) le volet sécurité du projet socialiste à l'élection présidentielle 2002.

AGGIORNAMENTO

L'animateur de la Gauche socialiste préconisait, dès l'école primaire, un dépistage systématique des troubles du comportement des enfants, des internats pédagogiques renforcés pour les élèves en rupture et une échelle des sanctions allant de la mesure éducative dès le premier

délit jusqu'à l'enfermement des mineurs dans « *des petites unités spécifiques* ». Ultime volet de l'aggiornamento gouvernemental, la révision de la loi sur la présomption d'innocence. Un peu plus d'un après son entrée en vigueur, le Parlement durcissait, le 29 janvier 2002, la loi Guigou en élargissant les possibilités de garde à vue à des témoins et en autorisant le ministère public à faire appel des décisions d'acquiescement des cours d'assise. Devant les réticences de plusieurs députés socialistes, M. Jospin rappelait que « *la sécurité de [ses] concitoyens et la lutte contre l'impunité sont des devoirs d'Etat* ».

En fait, les attentats d'Al-Qaida ont permis au gouvernement Jospin de confirmer l'abandon d'« *une conception un peu angélique des problèmes de l'insécurité* » (Lionel Jospin, 17 avril 2001). « *Sur le thème de la sécurité, droite et gauche se sont rapprochées, les clivages idéologiques n'existent plus* », se félicitait M. Vaillant en marge des discussions parlementaires autour de son projet de loi. Une manière de contrer l'offensive de Jacques Chirac. Lors de son intervention télévisée du 14 juillet 2001, le président de la République avait en effet dénoncé le « *manque de volonté politique* » du

gouvernement dans la lutte contre la délinquance et repris le concept de « *tolérance zéro* », longtemps monopolisé par l'extrême droite.

Devant l'inflexion « *sécuritaire* » du PS sur fond de menaces terroristes, M. Chirac avait davantage encore sa campagne présidentielle sur le thème de l'insécurité, « *cause de fracture nationale* », et ne se privait pas de railler la « *naïveté* » confessée à ce sujet par M. Jospin. Dans son discours de Garges-lès-Gonesse (Val-d'Oise), le 19 février, le président de la République suggérait, notamment, la création de centres préventifs fermés pour les mineurs multirécidivistes et la mise en place d'une justice de proximité inspirée des anciens juges de paix pour traiter les petits délits.

Un éclat médiatique allait permettre au centriste François Bayrou de s'emparer à son tour de l'inquiétude née des attentats contre les Etats-Unis. Au lendemain d'une gifle donnée à un jeune qui lui faisait les poches dans la banlieue strasbourgeoise, le candidat de l'UDF assurait, le 9 avril, qu'il revenait « *aux modérés d'assurer la fermeté* » en faisant appel « *à tous les moyens, quels qu'ils soient* », pour assurer la sécurité des Français « *en ces temps de grande incertitude* ».

Ce climat de psychose aura fait le jeu de Jean-Marie Le Pen. Selon le politologue Pascal Perrineau, les discours sécuritaires ont contribué à la montée en puissance du président du Front national. « *J'observe une évolution des hommes politiques qui voient que mes démarches tribunitiennes étaient justifiées ; c'est la lepénisation des esprits* », ironisait M. Le Pen dans un entretien au Monde du 18 avril. Trois jours avant le séisme politique du premier tour de l'élection présidentielle.

Elie Barth

Très vite, Jacques Chirac utilise l'événement pour renforcer sa stature d'homme d'Etat

Il a fallu plusieurs heures avant qu'il ne découvre les images terrifiantes du drame. De Bretagne, où il effectuait une visite, puis dans l'avion qui le ramenait d'urgence à Paris, Jacques Chirac n'avait eu accès qu'aux dépêches diplomatiques envoyées en urgence de l'Elysée et aux appels de son secrétaire général, Dominique de Villepin. Arrivé dans son bureau en fin d'après-midi, le président de la République a vu l'avion percuter le World Trade Center, l'effondrement des tours et cette incrustation sur l'écran de la chaîne américaine CNN : « *America under attack* ».

Gérer un tel événement, lorsqu'on est le président d'une puissance moyenne, qui plus est dans une période de cohabitation, est chose délicate. Mais un élément vient tout de suite à l'esprit de M. Chirac : ses services ont fixé de longue date, en collaboration avec la Maison Blanche, un rendez-vous avec George W. Bush qui doit avoir lieu dans une semaine, le 18 septembre. Si l'administration américaine n'annu-

le pas, le président français sera le premier Européen à se rendre aux Etats-Unis après les attentats. Et les Américains, justement, maintiennent le rendez-vous. Dans les heures qui suivent le drame, ils expliquent même à leurs alliés européens qu'ils s'assureront de leur soutien et de celui de l'OTAN en cas d'opération militaire.

Jacques Chirac est donc, symboliquement, sur le devant de la scène. Le voyage est soigneusement préparé. Jeudi 13 septembre, alors qu'il est interviewé sur CNN, le président de la République assure que « *la France sera totalement solidaire* » des Etats-Unis, auxquels il revient de « *prendre les dispositions qui s'imposent pour éradiquer le mal* ». S'est-il laissé emporter plus loin qu'il ne l'aurait voulu ? En fait, il a déjà compris que les réserves qui s'expriment sur la politique américaine viennent surtout des rangs de la gauche et de l'extrême gauche. Si débat il y a, il n'entraînera pas, pense l'Elysée, les déchirements auxquels avait donné lieu la

guerre du Golfe. Et, en tout état de cause, pas au sein de la droite.

Cette visite à Washington et à New York a aussi un avantage indéniable : dans la bataille qui l'oppose déjà à Lionel Jospin, son premier ministre et son futur rival à la

M. Chirac sera le premier responsable européen à se rendre aux Etats-Unis après les attentats

présidentielle de 2002, c'est lui qui occupe le devant de la scène. Le 18 septembre, Chirac rencontre George W. Bush à Washington. Le lendemain, il est à New York et il survole en hélicoptère les ruines fumantes du World Trade Center en compagnie du maire, Rudolph Giuliani.

Déjà, en France, les images d'un Chirac grave découvrant les décombres sont dans toute la presse. Mieux, les chiraquiens enfoncent le clou à l'attention des électeurs en soulignant la présence du président parmi les grands de ce monde. Le 26 septembre, Jean-Louis Debré (RPR) explique franchement : « *A la présidentielle, les Français devront choisir un homme d'Etat, pas un chef de bande* ».

Sur le fond, pourtant, le chef de l'Etat s'inquiète vite des conséquences d'une éventuelle riposte américaine. Déjà, de nombreux élus lui ont rapporté que, dans certains quartiers où la présence immigrée est importante, des graffitis « *vive Ben Laden* » ont fleuri. Des reportages rapportent les témoignages de jeunes beurs qui se sentent, pour leur part, stigmatisés. Les responsables des communautés juives et musulmanes sont venues dire leur crainte d'éventuels affrontements entre des jeunes gens d'origine arabe et des jeunes juifs qui voient dans le 11 sep-

tembre la conséquence du conflit israélo-palestinien. La France est le pays d'Europe qui compte à la fois la plus importante communauté d'immigrés d'origine arabe et la plus forte communauté juive. Il faut empêcher l'incendie.

A l'occasion de la 31^e conférence générale de l'Unesco, le 15 octobre, le président, dans un discours très largement inspiré par Dominique de Villepin, affirme clairement son refus du concept de « *choc des civilisations* ». « *Car l'adopter, dit-il, c'est tomber dans le piège que nous tendent les terroristes, qui veulent soulever les hommes, culture contre culture, religion contre religion* ». Il tiendra cet équilibre difficile pendant plusieurs mois. Allié des Américains, mais amical avec les pays arabes. Présent dans le concert des nations et ne perdant pas une minute de vue la bataille qu'il joue au cœur de la cohabitation.

Raphaëlle Bacqué

Comment Jean-Marie Le Pen a profité des peurs suscitées par les attentats

Dans un contexte marqué par le thème de l'insécurité, le président du Front national a choisi de ne pas se livrer à une surenchère

DANS quelle mesure Jean-Marie Le Pen doit-il sa remontée électorale – plus de onze points au premier tour de la présidentielle par rapport aux élections européennes qui ont

ANALYSE

Il a saisi ce moment pour modifier son image et se présenter en leader responsable

suivi la scission du parti en 1999 – et sa présence au second tour au choc provoqué par les attentats du 11 septembre ? Nul ne le sait. Il est pourtant indéniable que l'événement et le climat angoissant des semaines, voire des mois qui suivi-

rent – les images passées en boucle de ces avions frappant le symbole de la puissance américaine, les menaces à l'antrax, les bruits de guerre –, ont servi le président du Front national. Et cela tandis que les médias observaient depuis plus d'un an un quasi-silence à son égard et que lui-même faisait preuve d'une extrême discrétion.

A moins qu'il ne doive aussi sa remontée à cette discrétion. Car l'habileté de M. Le Pen a été de saisir de ce moment pour modifier son image et se présenter en leader responsable. Ainsi que l'a expliqué le secrétaire général du parti, Carl Lang, il est très vite apparu à l'entourage de M. Le Pen que ce dernier avait intérêt à « *surfer* » sur l'actualité. « *Comme en 1989 lors de l'affaire du foulard, nous comptons sur la prise de conscience liée aux événements. Rien ne sert de nous agiter. Cela*

n'accélérait pas le processus, voire y nuirait », déclarait alors M. Lang. A dire vrai, les attaques islamistes du 11 septembre sont survenues alors que la France sortait d'un été ponctué de faits divers particulièrement violents. Le 2 septembre, par exemple, à Béziers, un forcené, Safir Bghioua, avait attaqué au lance-roquettes un commissariat et la police avait trouvé à son domicile un arsenal d'armes de guerre.

Le thème de l'insécurité commençait à être développé au sein de la droite et de la gauche. Il est monté en puissance les mois suivants et a été doublé d'un débat sur l'islamisme, voire l'immigration – autant de sujets qui constituent le fonds de commerce du FN. Une nouvelle série d'incidents et de drames y a contribué : *La Marseillaise* huée avant la rencontre France-Algérie au Stade de France, la mort de deux

policiers au Plessis-Trévise (Val-de-Marne) dans une fusillade avec un braqueur multirécidiviste ainsi que les soupçons déclenchés par l'explosion de l'usine AZF à Toulouse.

« SINCÈRES CONDOLÉANCES »

Partant du principe que le contexte « *sociétal* » et politique jouait en sa faveur, le président du Front national ne s'est pas livré à une surenchère qui pourtant lui était, il y a peu encore, familière. « *Ce drame d'une dimension exceptionnelle démontre la nécessité de mettre le terrorisme hors la loi et de ne jamais accepter que celui-ci puisse servir de moyen ou d'argument à l'appui de quelque thèse que ce soit* », a-t-il ainsi déclaré dans l'après-midi du 11 septembre en présentant « *au président Bush ses très sincères condoléances pour les victimes de ces crimes* ». Lors de

son discours de clôture de la fête des Bleu-Blanc-Rouge, il s'est contenté de dire que « *les pouvoirs publics français doivent avant tout agir pour préserver la sécurité (...)* mais là n'est pas l'essentiel. Le risque pour la France est celui de la submersion et de la subversion à partir d'une folle politique d'immigration », ajoutait-il.

Il a laissé à son concurrent d'extrême droite, Bruno Mégret, le soin de crier haro sur l'islam et l'islamisme. En manque de notoriété, le président du MNR a accumulé les provocations, n'hésitant pas à retourner sur les lieux de la bataille de Poitiers pour dénoncer ce qu'il a appelé les dangers de la « *civilisation arabo-musulmane* », à manifester devant l'ambassade d'Afghanistan ou à se rendre devant le Stade

de France pour parler d'« *humiliation* » et de « *nation conspuée chez elle par des étrangers qui portent la nationalité française* ». Autant de paroles et d'actes qui ont doublement profité à M. Le Pen. Directement, en le faisant paraître comme modéré dans la mouvance extrême, et indirectement en alimentant fantasmes et peurs.

A la fin octobre, des sondages lui donnaient 11 % d'intentions de votes au premier tour de la présidentielle de 2002 (sans prendre en compte le vote Mégret) et la « *lutte contre la violence et l'insécurité* » arrivait en tête des préoccupations des Français. Il apparaissait déjà que Jean-Marie Le Pen pourrait bien être le troisième homme. Personne ne pouvait se douter alors de l'effondrement de Lionel Jospin.

Christiane Chombeau

SOCIÉTÉ

LE CHOC

S'ils ont durablement marqué les esprits américains, les attentats du 11 septembre 2001 n'ont guère laissé de traces psychiques chez les Français. Seules les victimes d'**ANCIENNES ATTAQUES** historiques ont res-

enti un traumatisme qui a parfois nécessité la reprise d'un **TRAVAIL THÉRAPEUTIQUE**. Dans le reste de la population, « on ne peut pas parler d'un syndrome World Trade Center », estime Robert Rochefort, direc-

teur général du Credoc. Les Français ont rapidement repris leur comportement habituel, hormis dans le **DOMAINE DES VOYAGES**, où le tourisme lointain est encore très largement évité. Toutefois, le **CONTEXTE**

INTERNATIONAL a provoqué, chez les jeunes Français, « une augmentation des inquiétudes », selon le politologue Dominique Reynié, qui a réalisé une enquête auprès de 8 000 jeunes de 15-24 ans.

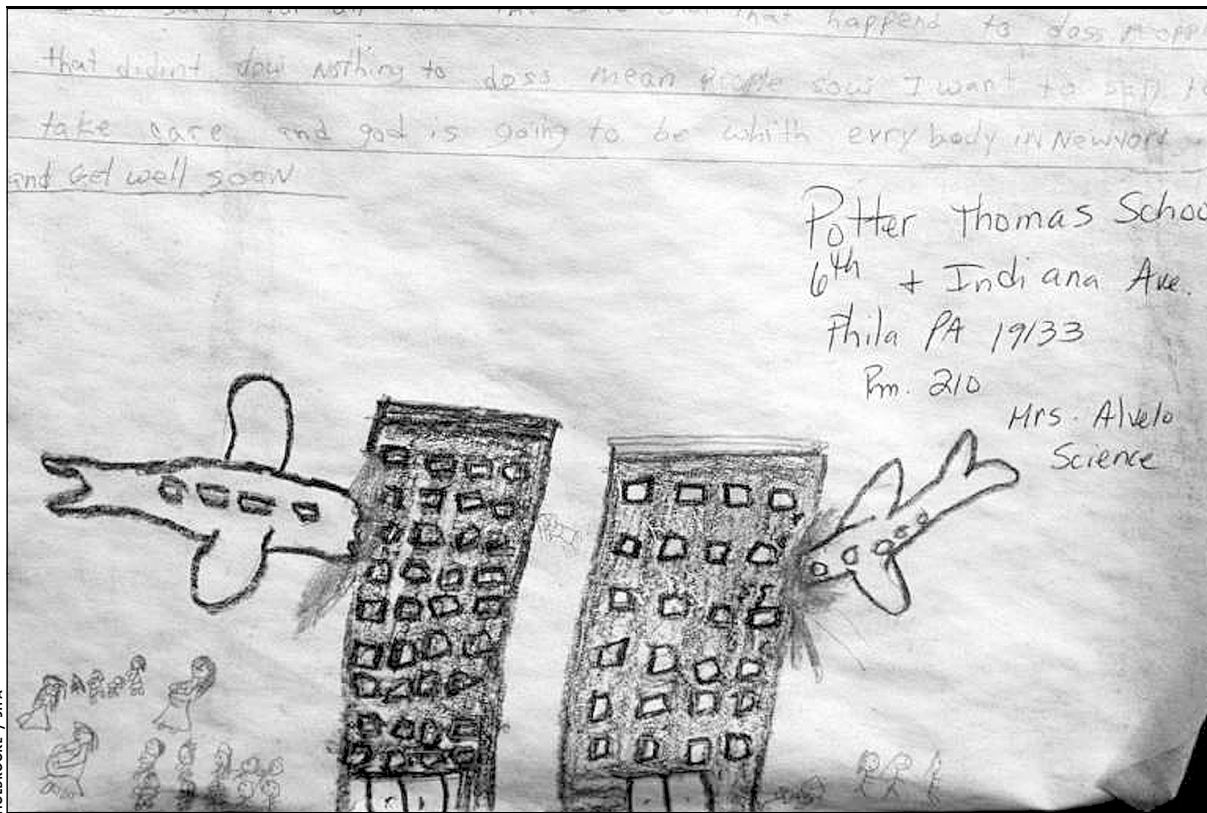
Les Français entre anxiété et besoin de se rassurer

Le 11 septembre 2001, s'il a durablement marqué les esprits américains, a laissé peu de traces psychologiques dans la population française, hormis chez les victimes d'anciennes attaques terroristes. Dans le secteur du tourisme, une forte réticence aux destinations lointaines demeure cependant

DANS LES COURS de récréation françaises, c'est Bush contre Ben Laden. Fini les cow-boys et les Indiens. Un an après le drame, les attentats du 11 septembre sont partout. Sur les portes des bureaux de poste, qui annoncent toujours des mesures de sécurité renforcées, sur les rayons des librairies, dans le discours des autorités. Les Français ont-ils pour autant gardé un traumatisme de l'événement ?

Pendant les trois mois qui l'ont suivi, le téléphone de l'association SOS-Attentats a sonné jour et nuit. Au bout du fil, les victimes d'anciennes attaques terroristes. « Le 11 septembre a déclenché chez elles des troubles du sommeil, des angoisses, se rappelle Françoise Rudetzki, présidente de SOS-Attentats. Elles ont eu peur de sortir, peur que leur cauchemar se reproduise. » Certaines ont repris un travail thérapeutique.

Mais les conséquences sont plus difficiles à repérer dans le reste de la population. « Parler de traumatisme psychologique, parce qu'on a vu des milliers de personnes mourir à la télé, est abusif », estime Didier Cremniter, psychiatre à l'hôpital Henri-Mondor de Créteil (Val-de-Marne) et coordinateur des urgences médico-psychologiques pour la région parisienne. « Dans la pratique clinique, il n'y a rien à signaler, ajoute-t-il. Nous n'avons pas eu à prendre en charge des troubles anxieux spécifiques liés aux événements. » Ainsi, les psychiatres



Un dessin d'enfant américain, affiché sur un mur de Canal Street, proche de l'emplacement du World Trade Center, quelques jours après les attentats. Aux Etats-Unis comme en France, les jeunes enfants ont souvent cherché à restituer sur le papier l'angoisse ressentie en regardant les images de la catastrophe diffusées par les télévisions.

jugent que les répercussions du 11 septembre dépassent le champ de leur discipline. « Les Français lambda ont été touchés, explique Ronan Orio, coordonnateur national des cellules d'urgence médico-psychologiques. Mais rien n'est

quantifiable, on est dans le domaine des impressions. »

Jean-Paul Viguier est architecte, créateur d'une grande tour à Chicago, inaugurée en juillet. « Partout dans le monde, la course à la hauteur est repartie, observe-t-il. Les gens res-

sent fascinés par les tours, signes de grande puissance. » Mais les employés qui y travaillent continuent d'angoisser. « Dans la Sears Tower, la plus grande tour de bureaux à Chicago, une partie des étages reste vide », raconte M. Viguier.

Il a récemment interrogé les salariés d'une société, qui projette la construction d'un immeuble de taille importante en France, et relevé une inquiétude : « Ils m'ont demandé ce qui se passait en cas d'incendie ou d'accident d'avion. »

Stress et dépressions à Manhattan

La revue américaine *The New England Journal of Medicine* a publié, le 15 novembre 2001, une étude menée dans les 3 à 5 jours suivant les attentats du 11 septembre sur un échantillon de 560 personnes représentatives de la population des Etats-Unis. 44 % des adultes signalaient au moins un symptôme important de stress et 90 % déclaraient éprouver au moins un de ces symptômes à des degrés divers. 35 % des enfants avaient au moins un symptôme de stress et 47 % s'inquiétaient pour leur sécurité ou celle de leurs proches.

Une autre étude, publiée dans la même revue le 28 mars, a été faite auprès d'un millier de personnes vivant dans la partie sud de Manhattan, 5 à 8 semaines après les attentats. Chez 7,5 % des sondés existaient des symptômes de stress post-traumatique aigu et 9,7 % des personnes signalaient des symptômes de dépression datant de moins d'un mois.

TOULOUSE (Haute-Garonne)

de notre correspondant régional

Dix jours après le 11 septembre, Toulouse plonge soudain dans le drame et s'imaginer revivre le scénario tragique des attentats terroristes aux Etats-Unis. Vendredi 21 septembre, à 10 h 17 exactement, 300 tonnes d'engrais – du nitrate d'ammonium – explosent dans le hangar 221 de l'usine AZF. La déflagration est énorme. L'effet de blast couche les hommes et les bâtiments. Son souffle destructeur est ressenti jusqu'à 10 kilomètres à la ronde. Près de 30 000 logements, un tiers de la ville, sont sérieusement endommagés. Une partie de Toulouse est ravagée comme après un bombardement. D'autant que l'usine, rattrapée par l'urbanisation galopante, est située au cœur de l'agglomération. On déplore 30 morts et 2 700 personnes devront être hospitalisées pour des blessures graves. Les dégâts matériels atteignent 2,5 milliards d'euros.

Immédiatement, chacun pense à un attentat. La concomitance des deux événements impose une fausse évidence. L'enquête établira rapidement qu'il s'agit en réalité d'un accident chimique. Mais ses causes sont complexes, difficile-

ment identifiables par l'opinion. La fausse évidence perdure. Renforcé par le contexte de tension internationale, l'effet Twin Towers s'ancre durablement dans une ville blessée. Un an après, malgré les assurances des enquêteurs et des experts, la rumeur de l'attentat persiste.

DES SÉQUELLES PSYCHOLOGIQUES MASSIVES

Elle est probablement l'héritage d'un profond traumatisme collectif. Au-delà des pathologies physiologiques, les séquelles psychologiques de l'explosion d'AZF s'avèrent massives. Elles ont été étudiées par un comité scientifique qui a rendu un premier rapport de suivi épidémiologique, le 9 juillet. Selon celui-ci, « l'impact de l'explosion sur la santé mentale a été majeur » dans la population. Il s'agit d'un « événement traumatisant » qui a provoqué une « souffrance psychique » chez plusieurs milliers d'habitants, qu'ils soient résidents, salariés du site, sauveteurs ou écoliers. Plus de 8 000 personnes ont consulté un médecin pour un stress aigu post-traumatique partiel ou caractérisé et 5 000 ont eu recours à un traitement à base d'anxiolytiques et de somnifères ou d'antidépresseurs. Encore ces chiffres sont-ils

sous-estimés puisqu'ils n'intègrent que les personnes qui ont consulté.

Une fois « l'état de choc émotionnel » passé, les troubles psychologiques continuent de se traduire chez de nombreuses personnes par une « anxiété généralisée » et un « état dépressif ». Trois syndromes sont le plus souvent relevés : le syndrome de répétition de l'événement sous forme de cauchemars et de réactions physiologiques, celui d'évitement des pensées et des lieux pouvant rappeler l'explosion et celui qui provoque des symptômes d'irritabilité, de difficultés à se concentrer et d'hypervigilance.

Toulouse n'en a pas fini avec les conséquences d'AZF. Les médecins observent que « des retentissements chroniques ou différés » continuent d'apparaître dans la population. « L'ampleur des conséquences laisse prévoir un retentissement important à long terme », estime le rapport, qui recommande de poursuivre la surveillance des syndromes de stress post-traumatique « majorés et potentialisés par la survenue de l'explosion du 21 septembre dix jours après les événements du 11 septembre ».

Jean-Paul Besset

Service Société

Toulouse n'est pas guéri du choc de son 21 septembre

« Le 11 septembre 2001 a provoqué une réactivation de souvenirs traumatiques »

Vous avez présidé le comité scientifique d'une étude épidémiologique française sur les séquelles psychologiques des victimes d'attentats. Que sait-on des conséquences du 11 septembre sur la santé mentale ?

« Avant tout, il faut être prudent. Nous avons peu d'éléments sur les conséquences sanitaires de ces attentats, si ce n'est les réponses du public à une enquête téléphonique effectuée à travers les Etats-Unis, dans les jours qui ont suivi les attentats. Ses résultats indiquaient l'existence de symptômes de stress notables dans le pays. L'état de stress post-traumatique ne se manifeste, par définition, que plusieurs mois après l'événement. Compte tenu du temps nécessaire à une étude, nous ne pourrions disposer de données sérieuses qu'en 2003. Néanmoins, il y a toutes les chances de retrouver parmi la population directement confrontée aux attentats (les rescapés, les secours, les habitants du quartier) la proportion habituelle – de 20 à 30 % – de personnes atteintes d'état de stress post-traumatique ou ayant des manifestations dépressives. C'est le taux que l'on rapporte habituelle-

ment dans les études sur des populations civiles victimes d'attentats ou d'actes de guerre. Dans le reste de la population des Etats-Unis, existe, sans pouvoir le quantifier de manière fiable, un stress lié à l'idée que les Etats-Unis ne seraient plus un espace inviolable. Il semble que le niveau émotionnel global de la population se soit modifié, avec des manifestations anxieuses réactivées par les alertes terroristes ultérieures. »

Et ailleurs dans le monde ?

Dans le reste du monde et en particulier en France, les conséquences ont été plus modérées. Les attentats du 11 septembre ont eu moins d'impact, en particulier parce que la population ne se sentait pas directement menacée. Les annulations de voyages furent par exemple moins fréquentes en Europe qu'aux Etats-Unis. Cela dit, les psychiatres américains ne se sont pas comportés différemment des touristes de leur pays : dans les six mois qui ont suivi les attentats, ils ont refusé de se rendre à des congrès internationaux se tenant hors de leur continent.

En France, ces attentats ont-ils réveillé des symptômes parmi

les personnes qui avaient déjà été confrontées à des actes de terrorisme ?

« Le 11 septembre a provoqué ce que l'on appelle une reviviscence, une réactivation de souvenirs traumatiques. Nous avons observé ce phénomène dans la cohorte suivie pour l'étude épidémiologique Ecsat (étude sur les conséquences sanitaires des attentats, menée avec l'association SOS-Attentats), avec la réapparition des symptômes de stress ou de dépression. L'association SOS-Attentats a d'ailleurs connu une recrudescence d'appels après le 11 septembre. »

Quelles conséquences sur la santé mentale ces attentats peuvent-ils entraîner ?

« Plus l'événement est grave et traumatisant, plus le retentissement psychologique est intense et les troubles fréquents. Cela paraît tomber sous le sens, mais a été confirmé par les études épidémiologiques sur le sujet. De plus, les particularités sociologiques peuvent jouer. La population qui avait directement été concernée par les attentats dans le RER à Paris était surtout composée d'employés du secteur tertiaire. A New York, la popu-

lation concernée était plus variée, avec par exemple des cadres supérieurs. Cela pourrait avoir un effet protecteur, car les études montrent que la capacité de résistance au stress est d'autant plus grande que le niveau socioculturel est élevé. »

« Le ministère français de la santé a mis en ligne sur son site un guide de procédures destinés aux professionnels de santé pour organiser l'aide aux victimes, immédiatement comme à plus long terme. »

Qu'en est-il des pompiers new-yorkais survivants ?

« Il s'agit d'une population masculine, aguerrie à la confrontation à des microcatastrophes, organisée sur un modèle militaire. Toutefois, avec le 11 septembre, les pompiers new-yorkais survivants ont été confrontés à l'horreur, aux corps déchiquetés à une échelle massive et surtout à un nombre exceptionnellement élevé de victimes parmi leurs collègues. Plusieurs tendances contradictoires vont être à l'œuvre. Du fait de leur image de marque très valorisée – ils ont le statut de héros aux yeux du monde entier –, il y a eu un renforcement narcissique qui peut être salubre pour améliorer leurs capacités

d'adaptation. Le revers de la médaille est qu'ils peuvent éprouver le syndrome du « survivant », fait de la culpabilité d'être encore là, surtout vis-à-vis des familles de pompiers décédés. »

Au-delà des conséquences que vous avez évoquées, les attentats du 11 septembre ont-ils eu d'autres retentissements ?

« Le plus singulier est la résonance mondiale de ces actes que des millions de personnes ont pu suivre en direct et revoir indéfiniment en boucle. Cette formidable machine à faire fantasmer a également sensibilisé certaines personnalités fragiles et a pu entraîner des passages à l'acte et des comportements pervers. C'est probablement le cas pour les lettres contenant du bacille du charbon, mais aussi pour les fausses alertes qui ont proliféré dans de nombreux pays. Les attentats ont eu un énorme impact chez certains patients : ils ont enrichi les thèmes délirants de certains psychotiques et ont réactivé des troubles anxio-dépresseurs, des réactions phobiques. »

Propos recueillis par Paul Benkimoun

« On ne peut pas parler d'un syndrome World Trade Center, remarque Robert Rochefort, directeur général du Credoc (Centre de recherche des conditions de vie). Si les Américains ont restreint leurs sorties, au théâtre ou au restaurant, pendant des mois, les Français ont repris une vie tout à fait ordinaire au bout de quelques semaines. » Seule modification de leurs comportements encore perceptible : ils négligent le tourisme lointain, notamment les destinations vers les Etats-Unis, l'Asie centrale, le Maghreb et le Moyen-Orient. Repli sur soi ? A la suite de la guerre du Golfe, Robert Rochefort avait parlé d'une consommation de réassurance : famille, cocooning, retour à l'authentique. Rien de cette ampleur, apparemment, aujourd'hui. L'inquiétude est-elle moins forte ?

LES RUMEURS CIRCULENT

Sur Internet, les rumeurs les plus folles sur les origines du 11 septembre circulent encore. « Depuis quelques mois, le ballon de baudruche s'est toutefois dégonflé », estime Karim Stambouli, directeur-conseil chez Publicis e-brand, observateur des « Web-rumeurs ». Les ventes du second livre de Thierry Meyssan (*Le Pentagate*), sorti en juin et qui remet en cause le scénario officiel de la catastrophe, ont atteint 25 000, contre 210 000 pour le premier opuscule (*L'Effroyable Imposture*). « Mais l'anniversaire relance un peu les discussions, dans les forums comme sur les sites spécialisés. Et on s'aperçoit que le mal-être des gens perdure, que le 11 septembre est à la fois intégré, au sens d'enregistré, et pas intégré du tout, c'est-à-dire pas digéré, pas décrypté », analyse Karim Stambouli.

« Chez les jeunes Français, on note une augmentation des inquiétudes, des incertitudes », affirme Dominique Reynié, directeur de l'Observatoire interrégional du politique, en s'appuyant sur une enquête, menée en juin, auprès de 8 000 individus âgés de 15 à 24 ans. « Ils présentent une très grande sensibilité à l'égard de faits qui apparaissent comme l'expression d'une menace, des accidents de la route à l'immigration. » Malgré tout, on semble loin de la situation des jeunes Américains. Une étude scientifique, menée auprès d'un même nombre de New-Yorkais, et présentée en marge du congrès mondial de psychiatrie le 26 août, estime que bon nombre d'entre eux risquent de souffrir de troubles mentaux, avec une prévalence accrue de dépression et d'alcoolisme.

La prise en charge des survivants

« Immédiatement. Les psychiatres préconisent une intervention très précoce afin d'enrayer le phénomène traumatique. Les Français favorisent la libre expression. Les Américains procèdent plus par une « check-list ». Une évaluation ORL est nécessaire car l'explosion peut avoir provoqué des lésions. »

« Dans un second temps. Dans les trois mois peuvent survenir des manifestations de stress aigu et, au-delà de ce délai, un stress post-traumatique, qui est une sorte de cicatrice. Une intervention devient nécessaire en présence de ces symptômes et si la personne la demande. »

« Le traitement est de plus en plus standardisé. Les psychiatres recourent aux antidépresseurs, davantage qu'aux anxiolytiques. En France, les psychothérapies sont souvent verbales et d'inspiration analytique. Les Anglo-Saxons pratiquent plutôt des thérapies cognitives et comportementales. »

« Le site du ministère français de la santé (www.sante-gouv.fr) publie un dossier destiné aux professionnels de santé sur la conduite à tenir en cas d'accident collectif ou d'attentat. »

Le contexte international a modifié les rapports de force au sein des institutions musulmanes en France

Les suites du 11 septembre 2001 ont contribué à « libérer une parole islamophobe » en même temps qu'elles perturbaient l'organisation de la consultation en vue de la création d'une instance représentative

ONT-ILS RAISON, ont-ils tort, ces musulmans de France qui affirment que, depuis le 11 septembre 2001, le regard porté sur eux a changé ? Dans les jours qui suivent les attentats de Manhattan, les jeunes croisés dans les mosquées, les familles rencontrées dans les cités parlent tous de « regards appuyés », de réflexions déplacées, de partialité des médias à l'encontre de l'islam. Cependant, un sondage IFOP réalisé fin septembre 2001 pour *Le Monde*, Europe 1 et *Le Point* fournit une photographie sensiblement différente de la population musulmane : seulement 30 % des musulmans interrogés affirment avoir ressenti, à la suite des attentats, une modification des attitudes à leur égard ; 67 % n'ont rien relevé de différent, et 3 % ne se prononcent pas. Tout se passe comme si les interlocuteurs rencontrés par les journalistes, au lendemain de la catastrophe, avaient succombé un peu trop facilement à la tentation de la victimisation devant le micro qu'on leur tendait.

Avec le recul pourtant, un jeune musulman comme Ali Rahni, animateur social à Roubaix (Nord), constate que le 11 septembre a provoqué une « libération de la parole islamophobe ». Quelque part, un verrou aurait sauté. A l'inverse, un intellectuel comme Alain Finkielkraut affirme qu'il faut avoir le courage de « regarder la réalité en face » et de « déchirer le voile du mensonge lénifiant » sur l'islam. Ainsi, selon les sources, le mal dominant serait « l'islamisme correct » ou bien « l'islamophobie ». Le débat n'est pas clos et il est nécessaire de reprendre le dossier à la base, de remonter un an en arrière.

« SPÉCIALISTES AUTOPROCLAMÉS »

Quand le choc des attentats éclate à la « une » de l'actualité, les islamologues français sont étrangement absents des écrans. La plupart d'entre eux sont loin de Paris : Gilles Kepel est à Abou Dhabi, Bruno Etienne à Aix-en-Provence, Franck Frégoni à Strasbourg... On voit alors passer en boucle sur les ondes des « spécialistes autoproclamés du terrorisme, de l'intégrisme ou du benladénisme », dont certains « distillent à l'antenne une idéologie d'extrême droite », comme le pointe Gilles Kepel dans son dernier livre, *Chronique d'une guerre d'Orient* (Gallimard). Au même moment, des analystes de droite intentent un procès en naïveté aux islamologues : annonçant dans leurs ouvrages la défaite de

l'islam politique, ils n'auraient pas vu venir le phénomène Ben Laden.

Du côté des acteurs musulmans, la condamnation des attentats est unanime. L'Union des organisations islamiques de France (UOIF), proche des Frères musulmans, adresse même une lettre de condoléances à l'ambassadeur des Etats-Unis, s'associant « aux peines du peuple américain ». Les principales fédérations musulmanes sont

« Depuis longtemps, la Mosquée de Paris cherchait un prétexte pour torpiller la consultation, explique un responsable qui a suivi de près le dossier au ministère de l'intérieur. Elle craignait qu'un processus démocratique ne lui fasse perdre son hégémonie sur l'islam de France. » Dalil Boubakeur, son recteur, qui fixait encore en 2000 la date du ramadan en commun avec l'UOIF, ouvre le feu.

L'islam de mieux en mieux accepté en France

Les attentats ne semblent pas avoir causé une progression de l'islamophobie dans l'opinion. Les réponses à un sondage IFOP, réalisé après les événements de septembre 2001, auprès de l'ensemble de la population française, confirment au contraire que l'islam est de mieux en mieux accepté par la société. A la question : « Entre les mots suivants, quels sont les trois qui correspondent le mieux à l'idée que vous vous faites de l'islam ? », seulement 22 % des personnes interrogées placent en premier le mot « fanatisme ». Elles étaient 37 % lors d'un précédent sondage, en 1994.

Sur la question de l'édification des mosquées, les réponses favorables stagnent autour de 30 %. Parallèlement, les réponses défavorables chutent fortement, passant de 38 % en 1989 à 22 % en 2001. Cette montée de l'indifférence est le signe d'une banalisation de l'islam. L'évolution est encore plus nette en ce qui concerne « l'élection d'un maire d'origine musulmane » : les réponses hostiles passent de 63 % en 1989 à 35 % en 2001.

alors engagées dans la consultation sur l'islam de France, un processus lancé par Jean-Pierre Chevènement en novembre 1999 pour doter enfin les musulmans d'une instance représentative. Dans un beau mouvement d'ensemble, elles ont signé en juillet 2001 un « accord-cadre » prévoyant l'élection d'un futur Conseil français du culte musulman. Le 11 septembre va faire voler ce front en éclats.

Il dénonce, dans un entretien à *Libération* (daté 29 octobre 2001), « un laxisme qui consiste à livrer l'islam de France à une école radicale - celle du fondamentalisme wahhabite ». Tout le monde comprend que la consultation est directement visée. Soheib Bencheikh, nommé grand mufti de Marseille par la Mosquée de Paris, renchérit en critiquant implicitement l'UOIF, ainsi que le Tabligh, le

grand mouvement missionnaire de l'islam, qu'il qualifie publiquement de « secte ».

La chasse à l'intégriste musulman est ouverte. Avec quelques dégâts collatéraux. Un ouvrier tunisien, retrouvé mort dans les décombres de l'usine AZF à Toulouse, est accusé post-mortem d'être un terroriste islamiste, tout cela parce qu'il portait sur lui cinq slips... Son nom de famille est divulgué dans la presse. La salle de prière qu'il fréquentait, dirigée par un universitaire algérien, devient du jour au lendemain un dangereux repère de terroristes.

On affirme que le taliban français Hervé Jamel Loiseau a été fanatisé dans la mosquée Abou Bakr du boulevard de Belleville à Paris. Pourtant, ce lieu de culte, rattaché au mouvement Foi et pratique, qui a pris ses distances avec le Tabligh, est loin d'appartenir aux mosquées radicales.

Des revirements spectaculaires témoignent d'un raidissement des positions, que certains interprètent comme la fin d'une certaine naïveté : brûlant ce qu'il a adoré, le Père Christian Delorme, compagnon de route des jeunes musulmans, s'en prend au conférencier Tariq Ramadan, qu'il accuse de « déraciner les jeunes de la culture de leur famille ». Souvent, la parole dérape et c'est l'islamophobie qui l'emporte.

Le summum est atteint avec la parution en français du brûlot d'Oriana Fallaci, *La Rage et l'Orgueil* (Plon). La journaliste italienne compare les musulmans à des rats, à des sangliers, qui « ont la giclée longue » et passent leur temps « le derrière en l'air ». La condamnation est presque unanime. « C'est du pire Céline, le talent en moins », tranche Bernard-Henri Lévy. Mais certains auteurs, comme Pierre-André Taguieff, trouvent des vertus au livre : « Oriana Fallaci vise juste, même si elle peut choquer par certaines formules », qui ont le tort d'être « contre-productives » (*Actualité juive*, 20 juin 2002).

Etrangement, aucun des responsables des grandes fédérations musulmanes ne prend l'initiative d'intenter un procès à la journaliste italienne. Ce sont les associations antiracistes qui le font. En définitive, l'une des conséquences inattendues du 11 septembre a été de creuser l'écart entre la base des mosquées et quelques « musulmans de service » qui ont gagné en visibilité médiatique.

Xavier Ternisien

Les enquêteurs français pensent avoir démantelé un réseau terroriste lié à Al-Qaïda

Djamel Beghal en aurait été le chef

UN AN APRÈS le coup de filet opéré en région parisienne dans la mouvance islamiste, policiers et magistrats spécialisés dans la lutte antiterroriste semblent convaincus d'avoir démantelé un réseau fondamentaliste prêt à commettre des attentats et dont Djamel Beghal, un Franco-Algérien de 35 ans, était le chef. Toutefois, l'enquête sur le « réseau Beghal », conduite par les juges Jean-Louis Bruguière et Jean-François Ricard, ne paraît pas avoir fait apparaître d'éléments matériels susceptibles de renforcer la thèse selon laquelle la dizaine de personnes mises en examen pour « association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste » devaient s'attaquer à des intérêts américains en France, soupçon sur lequel s'était fondé le parquet de Paris pour ouvrir une information judiciaire, le 10 septembre 2001, la veille des attentats commis aux Etats-Unis.

« Les suspects ayant été interpellés plusieurs semaines, voire plusieurs mois avant un éventuel passage à l'acte, il est évident que certains éléments matériels nous manquent », explique un enquêteur qui assure cependant que les investigations « établissent de manière irrefutable que des attentats étaient programmés par cette cellule à l'automne 2001, sans doute en France et en Belgique ». Selon les policiers, le réseau, dirigé par Djamel Beghal, avait des ramifications dans plusieurs pays européens (France, Belgique, Pays-Bas, Angleterre, Espagne et Allemagne). Il aurait notamment chargé Nizar Trabelsi, un ancien footballeur converti à l'islam radical, de réunir des explosifs.

Arrêté à l'aéroport de Dubaï le 28 juillet 2001, Djamel Beghal avait révélé l'existence d'un projet d'attentat contre l'ambassade des Etats-Unis à Paris. Une fois extradé en France, il était toutefois revenu sur ces aveux qui lui auraient été extorqués par les policiers de Dubaï. Dans ses premières déclarations, il avait désigné Nizar Trabelsi comme « un élément martyr » de l'organisation d'Oussama Ben Laden, Al-Qaïda.

Selon Djamel Beghal, une mission avait été confiée à l'ex-joueur professionnel « qui consistait à se faire exploser dans l'ambassade américaine en France ». « L'opération se réalisera au printemps de l'an 2002 », avait-il ajouté. De fait, en Belgique, lors de l'arrestation de Nizar Trabelsi, le 13 septembre, la police avait découvert des armes, des explosifs et des formules chimiques.

L'enquête de la justice belge se heurte toutefois aux déclarations contradictoires de Nizar Trabelsi.

Après avoir contesté son implication dans tout projet terroriste, il a déclaré en juin qu'il avait reçu des ordres d'Al-Qaïda pour attaquer une base américaine... en Belgique. Interrogée à plusieurs reprises cette année avant d'être à son tour mise en examen le 26 juillet par le juge Ricard, l'épouse de Nizar Trabelsi a notamment déclaré au magistrat, le 24 avril, qu'en juin 2001, alors que le couple séjournait en Afghanistan, elle avait « été informée que [son] mari avait pour mission de poser une bombe et qu'il devait finir comme un martyr ».

Selon elle, Djamel Beghal, présent en Afghanistan au même moment, lui aurait confirmé ce projet. « Beghal m'a aussi dit combien le fait de devenir un martyr était glorieux, ajoutant que par-là même, cela me permettrait à moi aussi d'aller au paradis et d'être lavée de mes péchés. » « Ni Djamel Beghal ni aucune des autres personnes avec lesquelles j'ai évoqué ces questions ne m'a fourni la moindre précision sur l'objectif que mon mari devait frapper en Europe », avait-elle ajouté.

Djamel Beghal avait quitté, fin 1997, la banlieue parisienne pour l'Angleterre, à la rencontre de dignitaires religieux radicaux. A Londres, il avait fait la connaissance d'Abou Qutada, décrit par la DST comme « un chef religieux islamiste bien connu pour son implication, entre autres, dans l'envoi de volontaires dans les camps afghans ».

CAMPS D'ENTRAÎNEMENT

Si la réalité de projets terroristes en France n'a pu être formellement établie, l'appartenance des principaux mis en examen à la mouvance islamiste ne fait en revanche pas de doute, ainsi que l'ont confirmé, lors de leurs interrogatoires, ceux que la police présente comme les deux principaux membres du groupe, Djamel Beghal et Kamel Daoudi, un informaticien qui travaillait au cyber-café de la mairie d'Athis-Mons (Essonne). Les deux hommes ont décrit dans le détail aux enquêteurs leurs séjours dans des camps d'entraînement en Afghanistan.

Selon son avocat, M^{re} Frédéric Belanger, « si Kamel Daoudi reconnaît être en symbiose idéologique avec l'islam radical, il n'a jamais préparé la moindre action terroriste ». M^{re} Claire Doublier, qui défend Djamel Beghal, est exactement sur la même ligne. « Mon client n'a jamais appartenu à Al-Qaïda ni reçu mission de commettre un attentat », précise-t-elle.

Pascal Ceaux
et Fabrice Lhomme

« Nous avons eu honte qu'on utilise l'islam à ces fins »

La communauté arabo-musulmane face à la peur de l'amalgame

« A L'APPROCHE de la commémoration du 11 septembre, quelle est notre place ? Comment dire qu'on va le vivre comme tout un chacun et ne pas être confondus avec les terroristes, qui n'ont rien de commun avec l'islam ? », s'interroge Yamina Benguigui, réalisatrice du film *Inch'Allah dimanche*. La question peut surprendre, pourtant elle témoigne d'un traumatisme qui, un an après, ne s'est pas complètement estompé. Les séquelles du 11 septembre, dans les cœurs et les esprits, sont encore présentes. Après les attentats, la communauté arabo-musulmane de France a été mise à l'épreuve. Demande de justifications, regards inquisiteurs, amalgames refaisant surface avec vigueur... « Ça a changé beaucoup de choses pour nous », poursuit Yamina Benguigui.

En France, au lendemain des attentats, la communauté arabo-musulmane s'est sentie doublement blessée. « D'abord, comme tout le monde, nous avons ressenti la douleur de voir tous ces morts. Nous avons eu honte qu'on utilise l'islam à ces fins. Et puis, on a eu l'impression que le travail accompli pour tenter de vivre ensemble en France était tellement fragile », explique Yamina Benguigui.

« Cette communauté a réalisé que la société française ne la considérait pas comme citoyenne à part

entière, résume Georges Morin, président de l'association Coup de soleil qui milite pour le dialogue entre pieds-noirs et immigrés. La vision de la communauté arabo-musulmane sur la société française n'a pas fondamentalement changé, mais ces réactions ont créé des blessures supplémentaires. » Rien d'étonnant, répond Saïd Bouamama, sociologue : « L'assimilation qui s'est développée est révélatrice d'un rapport particulier à la nation. Autrement dit, la diversité crée la hantise de l'explosion. »

« On nous a mis dans un pluriel : les musulmans, les arabes... », ajoute Yamina Benguigui. Comment nous extraire de ce pluriel, nous sommes aussi des citoyens, nous n'avons pas pour identité l'islam. » A l'instar de l'artiste, Saïd Bouamama estime qu'aujourd'hui encore, la société et ses élites ne font pas la différence entre musulman, arabe, maghrébin : « A droite comme à gauche, on entend des amalgames. J'ai l'impression que l'association islam/islamisme s'est développée. »

Pour Hanifa Chérifi, « les médias ont participé à la création de cette image générique de l'archétype musulman ». Cette médiatrice de l'éducation nationale a surveillé les établissements scolaires et la réaction des jeunes après le 11 septembre. « On avait peur de perturbations. Mais rien de bien terrible, aucune explosion, aucun con-

flit, juste quelques provocations dans les jours qui ont suivi. » Si les attentats n'ont pas provoqué d'onde de choc, notamment dans les banlieues, ils ont néanmoins engendré une prise de conscience politique, la volonté de mieux saisir l'actualité. « Certains professeurs et élèves ont refusé de faire la minute de silence. Si l'école s'implique dans les sujets de politique internationale, elle ne peut le faire de manière exceptionnelle, en choisissant ses sujets, ont-ils estimé. » Une opinion partagée par Saïd Bouamama : « Côté jeunes, le sentiment de négation s'est développé. Afghanistan, Palestine, ils se sentent dans un monde injuste. Beaucoup se vivent comme des enfants sans terre, pas tout à fait Français ici, étrangers de l'autre côté de la Méditerranée. Ils voient le monde au regard de cette exclusion. »

« Tous les efforts pour essayer qu'il y ait moins de racisme au quotidien, ont été anéantis »

Mimouna Hadjam travaille et vit à La Courneuve depuis plus de

vingt ans. Elle a créé une association, Africa, en direction des filles et des femmes du quartier. Au lendemain des attentats, elle se souvient des réactions dans la cité. « Le premier sentiment n'était pas celui de la pitié. Personne ne pleure avec nous, on est seuls quand on tue nos frères dans les quartiers. Mais rapidement, la majorité est sortie de cet état d'esprit, en réalisant ce qui s'était passé. »

Pour elle, cette réaction initiale n'a rien de surprenant. « De nombreux jeunes sont en recherche identitaire. Si tu n'accompagnes pas cette recherche, si la société ne fait pas sentir à ces jeunes qu'ils sont chez eux, ça dérape. La France doit se donner les moyens politiques pour transformer sa société. Et la répression ne règlera rien », conclut-elle.

En octobre 2001, Samia Mésaoudi, une des fondatrices de Beur FM, participait au Salon du livre de jeunesse de Montreuil (Seine-Saint-Denis). La thématique ? « Comprendre les auteurs du monde arabe ». Mais certains personnels ont pris peur. « On m'a même demandé de changer l'intitulé pour un autre : Comprendre les 1 001 nuits », histoire de temporer. Refus et déception. « Ce qui fait peur, c'est que même ceux qui étaient partants, ouverts, sont devenus frileux, hésitants. »

Laurence Wurtz

A Paris, le plan Vigipirate renforcé est maintenu

15 000 policiers sont prêts à répondre à l'appel

PLUS QUE JAMAIS, les réseaux activistes installés à Paris et dans la région Ile-de-France sont sous étroite surveillance. « Depuis plus de vingt ans, nos services savent que la France est l'un des pays les plus exposés à la menace terroriste », explique Jean-Paul Proust, le préfet de police de Paris. « Ils en ont donc malheureusement une longue expérience. Nous avons seulement eu à renforcer ces derniers mois le contrôle des individus potentiellement dangereux. »

Une réunion, présidée personnellement par M. Proust, se tient ainsi chaque semaine à la préfecture de police entre des responsables des renseignements généraux, de la police judiciaire et de la direction de la surveillance du territoire. Les informations venues des ambassades et des polices étrangères permettent de contrôler la plupart des arrivées sur le territoire d'individus ayant apporté un soutien logistique ou financier à des réseaux activistes.

Les allées et venues et les contacts d'environ 150 personnes sont ainsi surveillés en permanence à Paris et en banlieue. Quinze des 350 mosquées de la région parisienne, où sont particulièrement actifs des partisans déclarés de la « guerre sainte », font l'objet de rapports réguliers. Un certain nombre d'arrestations « préventives »,

ou de reconduites à la frontière, ont été effectuées. Plus de 1 000 agents des renseignements généraux ont vu leur tâche élargie à la « lutte contre le terrorisme », et 220 d'entre eux, dont 120 à Paris, s'y consacrent exclusivement.

« EN CAS D'ÉVÉNEMENT SUSPECT »

Par ailleurs la réactivation du plan Vigipirate concerne les 15 000 policiers de la capitale et autant sur l'ensemble de l'Ile-de-France. Un « appel général » lancé par la préfecture suffirait à la mobiliser en cas d'attaque terroriste. Des mesures spécifiques ont été prises pour protéger les secteurs sensibles de la capitale : la circulation automobile a été réglementée ou interdite dans les rues du 8^e arrondissement entre le palais de l'Élysée et les ambassades des Etats-Unis et de Grande-Bretagne. Les contrôles ont été évidemment renforcés dans les gares et les aéroports, ainsi que dans les quartiers commerçants de la capitale. « Nous devons vivre durablement avec cette menace terroriste, explique M. Proust. Et même si nous n'avons pas d'inquiétude particulière en ce comment, la population se doit d'être vigilante et d'alerter les services de police en cas d'événement suspect. »

Christophe de Chenay



Les quais du Havre vont accueillir des douaniers américains

Les grands ports rivalisent pour faire partie d'une « liste blanche » établie par les Etats-Unis. Vingt plates-formes dans le monde, jugées sûres, ont été agréées, dont celle de Normandie. Le ministre du commerce extérieur souhaite des « clauses de réciprocité »

LORSQU'AU début de l'été les autorités portuaires françaises apprennent incidemment que les douanes américaines négociaient avec les responsables de Rotterdam et d'Anvers un accord sur la sécurité des marchandises expédiées d'Europe vers les ports américains, leur sang ne fit qu'un tour. En effet, le risque était grand que les concurrents – notamment Le Havre – des deux « géants » du Benelux pour le trafic est-ouest sur l'Atlantique nord se trouvent progressivement marginalisés et que des détournements de trafic bénéficient à la Belgique et aux Pays-Bas, au détriment de l'économie nationale.

Rapidement, les professionnels havrais se sont mis en action pour gagner la confiance des autorités américaines. Leurs efforts, en particulier ceux de Christian Leroux, président de l'Union maritime et portuaire du Havre (UMEP), qui regroupe les entreprises locales du secteur, ont payé : le port normand figure aujourd'hui sur la liste – réduite – des plates-formes que Washington considère comme fiables pour leurs importations en provenance du Vieux Continent.

Fin juin, le directeur général des douanes françaises, Alain Cadiou, a profité d'une réunion de l'Union douanière internationale à Bruxelles pour signer avec son homologue américain, Robert Bonner, un protocole sur les méthodes et les modalités de contrôle des marchandises qui transitent dans de grands conteneurs, sur les quais du Havre, en provenance de France, mais aussi de nombreux sites d'expédition d'Europe centrale. En Méditerranée, Marseille, qui expédie chaque mois, surtout à partir des bassins de Fos, plus de 3 000 conteneurs vers les Etats-Unis, ne devrait pas tarder à rejoindre la « liste blanche ».

Le transit havrais doit être le plus court possible, avant que les marchandises ne soient chargées sur les

navires porte-conteneurs. Les rotations de ces immenses cargos ne supportent pas le moindre retard à l'appareillage. L'armateur français CMA-CGM, qui livre aux Etats-Unis (ou en fait repartir) 335 000 conteneurs par an, adhère aux mesures américaines – même si, précise-t-on au siège à Marseille, « cela complique beaucoup notre gestion informatique des marchandises », car « aucun grand armateur ne peut négliger le marché des Etats-Unis ».

La procédure de contrôle mise en place par Washington, intitulée Container Security Initiative (CSI), implique une collaboration étroite avec les Etats avec lesquels il commerce. Une liste des vingt principaux ports mondiaux qui expédient des marchandises vers l'Amérique (au pre-

mier rang desquels Hongkong) a été dressée. En Europe, outre Le Havre et les ports du Benelux, il y a Bremerhaven, Felixstowe, sur la côte est de l'Angleterre, et Gênes. Avec un trafic annuel de 160 000 conteneurs, soit plus de 10 % de son activité globale, Le Havre se range au 14^e rang. La liste des ports « agréés » sera arrêtée par Washington à la fin de l'année.

DEUX FONCTIONNAIRES

« Les modalités doivent être discutées en commun et acceptables par tous », avertit Jean-Marc Lacave, directeur général du port du Havre, qui craint qu'une concurrence sauvage entre ports « homologues » ou non par Washington perturbe durablement les flux commerciaux et

les « corridors » de transport et de logistique. La Commission européenne réclame, elle aussi, une position commune des Quinze.

L'accord entre la douane française et son homologue américaine prévoit que deux fonctionnaires américains seront en poste au Havre auprès de leurs collègues, en novembre. L'administration française demeure cependant très discrète sur les conditions de cette intervention et les modalités précises de cette présence sur son propre terrain d'action. Sur place, les syndicats de la douane française sont critiques et s'inquiètent d'un détournement de leur mission d'origine, le contrôle économique, « au profit de la sécurité intérieure des Etats-Unis », selon Patrice Bonay, responsable de la CGT de la douane au Havre.

Paradoxalement, le syndicaliste n'est pas complètement désavoué par le ministre du commerce extérieur. Lors d'une visite au Havre le 2 septembre, François Loos a ainsi tracé les limites de la coopération avec les Etats-Unis, qui appelle, a-t-il insisté, en accord sur ce point avec Bruxelles, « une position commune de l'Europe ». Mais surtout, M. Loos s'est interrogé sur les méthodes américaines, suggérant même que, derrière l'argument « sécurité », il pouvait y avoir des informations commerciales à protéger. « L'agrément européen devra prévoir des clauses de réciprocité, notamment sur les informations commerciales collectées par les douanes européennes et américaines. » « Les Américains, a résumé M. Loos, essaient d'externaliser leurs contrôles et de contrôler la façon dont les autres font le contrôle. »

Par ailleurs, l'une des difficultés de mise en œuvre tient au fait que, jusqu'à 2001, les contrôles douaniers touchaient surtout les importations, alors que, maintenant, ce sont les exportations qu'il faut sur-

veiller. M. Lacave considère, pour sa part, que l'autorité portuaire est irréprochable. Contrôle vidéo, gardes armés assermentés : le temps est révolu où tout un chacun pouvait accéder aux docks pour siphonner un tonneau de rhum, dans la plus belle tradition portuaire...

De leur côté, les opérateurs, transitaires, transporteurs, agents maritimes disposent d'un atout majeur avec leur plate-forme informatique de communication commune, intitulée « douanes-port, Adémar Plus ». Grâce à cet outil qui accélère la gestion du transport et permet des gains de productivité, il est possible de remonter avec précision jusqu'au site de production ou de stockage de la marchandise, et de reconstituer son itinéraire.

La société havraise qui gère le système informatique, la Soget, développe une application répondant aux requêtes des Etats-Unis, qui exigent que le « manifeste » du navire (l'inventaire des marchandises mises à bord) soit communiqué trente-six heures au plus tard avant l'arrivée des cargos et leur brève escale. « C'est ce qui va vraiment changer », prédit M. Leroux, qui connaît déjà les méthodes d'investigation de la lutte contre le trafic de stupéfiants, la contrefaçon ou l'immigration clandestine.

Pour pousser le plus loin possible leurs contrôles, les douaniers havrais disposent aussi d'un scanner, le Sycoscan, qui permet de visionner l'intérieur d'un conteneur sans avoir à l'ouvrir. L'outil donne régulièrement des résultats appréciables. Le conseil d'administration du port de Marseille-Fos va, lui aussi, s'équiper de cet appareil de contrôle par rayon X ou rayon gamma pour les terminaux de Fos. Il a dégagé, le 12 juillet, un premier crédit de 1,1 million d'euros.

François Grosrichard
et Etienne Banzet (au Havre)

LIAISONS AÉRIENNES ET MARITIMES DIRECTES AVEC LES ÉTATS-UNIS



Dans les aéroports, tous les bagages seront soumis à des détecteurs d'explosifs fin 2002

COMMENT empêcher que des avions tombent aux mains de kamikazes et ne se transforment en bombes volantes ? Cette question, les responsables de l'aviation civile française se la sont posée dès le soir du 11 septembre 2001. Des mesures d'urgence ont vite été adoptées : renforcement du contrôle d'accès des passagers aux salles d'embarquement ; hausse de la sensibilité des portiques détecteurs de métaux ; augmentation du nombre d'agents pour pratiquer soit des examens complémentaires avec un magnétomètre manuel, soit des fouilles au corps, soit des contrôles visuels des bagages à main.

Mais surtout, l'acquisition des détecteurs d'explosifs nécessaires pour aboutir à un contrôle à 100 % des bagages de soute fin 2002 a été décidée, alors que le programme original ne le prévoyait que pour la fin 2003. « Il s'agissait d'un objectif ambitieux, note Yves Meusburger, chef de la mission sûreté-défense à la direction générale de l'aviation civile (DGAC). Cela impliquait un financement considérable, qui a été mis en place en un temps record grâce à une collaboration parfaite des ministères concernés. Les commandes ont été passées en temps et

en heure. Malgré cela, les matériels n'ont pas encore tous été livrés. »

Les fabricants, des sociétés américaines assez peu nombreuses, sont en effet sollicités par l'administration Bush pour fournir en priorité les aéroports américains, dont les commandes se chiffrent par milliers d'exemplaires, alors que les commandes françaises représentent seulement quelques centaines d'appareils. Ces détecteurs à rayons X, dérivés de l'imagerie médicale, découpent littéralement les valises en tranches. « Hormis quelques endroits, on devrait être équipé à 100 % d'ici la fin de l'année », précise M. Meusburger.

A la suite de l'arrestation du terroriste Richard Reid, qui a été maîtrisé par des passagers sur un vol Paris-Miami le 22 décembre 2001, alors qu'il avait caché de l'explosif dans le talon de ses chaussures, le recours massif à des chiens renifleurs a été également décidé, notamment dans les aéroports d'Orly, de Roissy et de Nice, pour le contrôle des passagers empruntant des vols « sensibles », ceux partant pour les Etats-Unis et Israël. Trente-cinq équipes cynotechniques sont constituées et les autorités prévoient de doubler cet

effectif. Par ailleurs, Aéroports de Paris (ADP) se dote actuellement de détecteurs de traces capables de déceler des quantités infinitésimales d'explosifs.

BADGE INVOLABLE

A la suite des attentats du 11 septembre, une réglementation a été mise en place pour renforcer la sécurité des zones réservées et la surveillance des avions. Les sociétés assurant le fret, le nettoyage des appareils, celles qui fournissent la nourriture, les couvertures ou bien les produits vendus lors d'un vol doivent désormais disposer d'un agrément. Toute personne travaillant dans ces zones doit être

munie d'un badge personnalisé et inviolable, délivré après une enquête par le préfet du département pour une durée de cinq ans. Cette nouvelle accreditatation sur les sites d'ADP a vu passer le nombre d'agents habilités à porter ce badge de 100 000 à 80 000. Et 200 personnes ont vu leur accreditatation rejetée par la préfecture de police. Selon un rapport de la DGAC de février, le coût global de la sûreté sur le plan national a été évalué à 255 millions d'euros, dont 210 pour le secteur aéroportuaire et 45 pour les entreprises de transport aérien.

Dans la longue liste des mesures de sûreté mises en place depuis un an, il ne faut pas oublier celles qui

La biométrie, une parade insuffisante

L'emploi d'outils biométriques – qui reconnaissent des caractéristiques physiques comme les empreintes digitales, la forme de la main ou celle du visage, le dessin de l'iris, etc. –, a été évoqué après le 11 septembre pour renforcer la sécurité des aéroports. La principale proposition consiste à coupler des caméras de vidéosurveillance à des programmes de reconnaissance faciale et à relier l'ensemble à des bases de données où sont stockées les photographies de suspects et de malfaiteurs.

Ce système est utilisé à Newham, dans la banlieue de Londres, où le taux de criminalité aurait chuté de manière spectaculaire. Mais les spécialistes observent que les logiciels de reconnaissance du visage provoquent trop de fausses alertes et qu'ils ne peuvent pas, par définition, identifier d'éventuels terroristes n'ayant jamais eu maille à partir avec la police et la justice.

concernent l'intérieur des avions eux-mêmes. A la suite d'une conférence ministérielle exceptionnelle qui a eu lieu en février, l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) a modifié l'annexe VI de la Convention de Chicago, qui gère le transport aérien, en ordonnant l'installation de portes « sécurisées » d'ici à novembre 2003.

Sachant qu'aucune mesure de sécurité, prise séparément, n'est infaillible, le secteur de l'aviation les a donc multipliées. « La sûreté, c'est comme les peintures anticorrosion, il en faut dix couches pour que ce soit efficace, résume M. Meusburger. Ce qui est important, c'est d'avoir construit un cadre juridique qui permet de sanctionner les compagnies ou les sociétés qui n'appliqueraient pas les mesures décidées. »

Des talons d'Achille existent probablement dans certains pays. Or, en aviation, la notion de frontière n'a pas de sens, car un avion tombé aux mains de kamikazes peut porter le danger sur tout point situé dans son rayon d'action. L'OACI a donc décidé de lancer des audits sur la sûreté de tous les aéroports.

Pierre Barthélémy
et Dominique Buffier

Les contrôles d'accès aux avions connaissent encore des ratés

L'affaire Reid – un islamiste qui avait caché des explosifs dans ses chaussures – a montré les limites des systèmes actuels

MALGRÉ le renforcement du dispositif de sûreté, les procédures de contrôle dans les aéroports ont connu quelques ratés, relançant les polémiques sur leur efficacité.

Exemple le plus flagrant, l'affaire Reid. Le 21 décembre 2001 à Roissy, un homme au comportement troublant éveille les soupçons d'un agent de la sécurité qui travaille pour la compagnie aérienne American Airlines. Lors d'un premier entretien avec cet agent, Richard Colvin Reid déclare être d'origine jamaïcaine et avoir séjourné en Belgique et aux Pays-Bas. Cet étrange passager qui veut se rendre à Miami ne possède qu'un bagage à main pour ce vol

long-courrier. Autre bizarrerie, il écoute une cassette en arabe sur son baladeur alors qu'il ne connaît rien de cette langue. Dans un premier temps, American Airlines refuse l'embarquement et prévient la police aux frontières (PAF). Renseignements pris, ce ressortissant britannique s'est converti à l'islam après un bref séjour en prison pour des délits mineurs.

200 GRAMMES DE PENTRITE

Malgré les différents contrôles – authentification du passeport, fouilles minutieuses, questionnaire croisés –, rien ne permet d'étayer les soupçons de la police. Et Reid embarque le lendemain,

après une nuit à l'hôtel aux frais de la compagnie américaine et une dernière série de fouilles. Il avait pourtant dissimulé dans ses chaussures un puissant explosif.

Cette affaire a montré les limites des portiques magnétiques qui privilégiaient jusque-là la recherche d'armes à feu ou de couteaux, habituellement utilisés par les terroristes. Ils n'ont, en effet, pas détecté les 200 grammes de pentrite qui étaient dissimulés dans les talons évidés. Ce sont finalement les passagers et l'équipage de l'avion qui ont évité le drame en maîtrisant le forcené.

Très médiatisé, le cas Reid a été l'occasion de constater les nom-

breuses failles existantes et de définir les moyens d'y remédier.

S'il est devenu plus difficile d'échapper à des contrôles sans cesse plus fréquents et sévères, il est cependant toujours possible de les contourner.

RÉPLIQUES DE BADGES

C'est ce qu'ont démontré des journalistes de France 2 en montant à bord d'un avion à Orly le 27 juin, après avoir évité tous les contrôles. Pour leur échapper, ils avaient réalisé, à l'aide d'un simple ordinateur, des répliques de badges personnalisés que seuls détient, normalement, les salariés des entreprises qui travaillent dans

des zones réservées. Munis de ces sésames, les journalistes avaient ensuite embarqué avec une caméra cachée. La diffusion du reportage au « Journal de vingt heures » de France 2 avait ravivé la méfiance à l'égard de l'efficacité des mesures de sûreté.

Celles-ci permettent cependant d'éviter le pire : jeudi 29 août, Kerim Chatty a ainsi été arrêté à l'aéroport de Vasteras, en Suède. Ce Suédois d'origine tunisienne tentait de s'introduire à bord d'un vol pour Londres avec un pistolet dissimulé dans sa trousse de toilette.

Daniel de Almeida

Christophe de Chenay

Et si Paris subissait une attaque de grande ampleur

« DEPUIS un an, nous sommes prêts à affronter l'improbable ! » Pour Michèle Merli, secrétaire générale de la zone de défense à la préfecture de police de Paris, « le chaos étant toujours possible comme on l'a vu il y a un an à New York, il a fallu s'organiser pour que les conséquences d'un événement comparable au 11 septembre puissent être gérées au mieux. » Car Paris, qui concentre une forte densité de population, la plupart des centres de décision politiques et économiques et un réseau de transports complexe, est une cible potentielle pour une attaque terroriste.

Il ne faudrait en effet que quelques instants pour qu'un avion de ligne prêt à atterrir sur les pistes d'Orly, au sud de la capitale, se dirige vers le centre de Paris à basse altitude. Les douze Mirage prêts à décoller ne pourraient alors pas répondre à l'ordre d'interception donné par le général de l'armée de l'air de service dans le poste de commandement de la défense aérienne et des opérations aériennes, à Taverny, dans le Val-d'Oise. L'alerte lancée par les centres de contrôle de la direction générale de l'aviation civile (DGAC), devant ce non-respect de la réglementation de survol obligatoire de Paris au-dessus de 2 000 mètres, ne servirait à rien.

ÉVÉNEMENTS INCONTRÔLABLES

Dans l'hypothèse d'une telle attaque aérienne, une « alerte rapide » serait immédiatement déclenchée. Pompiers et policiers dresseraient un périmètre de sécurité autour du lieu de l'attentat, en fonction de la gravité de celui-ci, estimée par le laboratoire central de la préfecture de police.

Sur le terrain, c'est le « chef de garde » de la brigade des sapeurs-pompiers de Paris qui aurait à décider de l'ampleur des secours. Au-delà d'une dizaine de victimes, le « plan rouge » serait déclenché. Il permet de « médicaliser » le plus de blessés sur place pour éviter d'engorger les hôpitaux. « Nous sommes préparés aux incidents les plus dramatiques, mais nous n'avons pas mis au point de dispositif renforcé depuis le 11 septembre, explique le commandant Guy Decolledro. Il y aura toujours un certain nombre d'événements incontrôlables, comme l'empoisonnement du réseau d'eau ou une explosion dans une usine chimique aux portes de Paris. »

Avec ses 6 800 hommes répartis dans les 77 centres de secours de Paris et des trois départements de la petite couronne, la brigade des sapeurs-pompiers de Paris est organisée pour répondre à des accidents « habituels ». Mais, faute de pouvoir s'enrayer en dimension réelle pour mettre au point un dispositif efficace d'intervention dans des situations extrêmes, elle ne dispose pas d'un « plan attentats ». C'est donc au niveau de la zone de défense, dirigée par le préfet de police, Jean-Paul Proust, que serait gérée la situation créée par un attentat de grande ampleur. Depuis un an, des réunions régulières rassemblent responsables de la police et de l'armée, la direction de la Sécurité civile, des représentants des ministères, des hôpitaux, de la Ville, de la RATP et de la SNCF.

Le dispositif mis au point en cas d'émanations toxiques dans le réseau souterrain de transports a été étendu, depuis l'attaque au gaz sarin dans le métro de Tokyo en 1995. Des exercices ont été organisés à tous les niveaux, des tenues de protection sont prêtes, des chaînes de décontamination ont été prévues. Dans les hôpitaux, un « plan blanc » permettrait d'accueillir des victimes en grand nombre. Comme cela a été le cas, dans les heures qui ont suivi le 11 septembre, des moyens supplémentaires, en hommes et en matériel, pourraient être rapidement mobilisés sur tout le territoire. « L'information sera évidemment essentielle, assure M^{me} Merli. Il faudra dire les choses telles qu'elles sont, pour éviter les réactions irrationnelles qui compliqueraient la gestion de la crise. »

UNE JOURNÉE DE CENDRES

Le 11 septembre 2001, les attaques terroristes contre New York et Washington provoquent la mort de 3 053 personnes. Récit

La journée s'annonce à nouveau très chaude et ensoleillée sur l'est des Etats-Unis en ce mardi 11 septembre. Le pays sommeille au petit matin dans cette torpeur.

Les radios et les télévisions ressassent l'interminable feuilleton de l'été : l'« affaire Chandra Lévy ». Cette jeune stagiaire, devenue la maîtresse du parlementaire Gary Condit, a subitement disparu à Washington en juin.

L'Egyptien Mohammed Atta prend place dans le vol 11 d'American Airlines qui décolle de Boston à 7 h 59 pour Los Angeles. Il occupe un siège de première classe dans l'appareil où se trouvent 81 passagers et 11 membres d'équipage. A 8 h 13, le Boeing 767 n'obéit plus aux ordres des contrôleurs aériens. Il ne monte pas à l'altitude de 35 000 pieds et fait soudain un virage vers le sud.

Quelques minutes plus tard, un employé d'American Airlines reçoit successivement deux appels téléphoniques en provenance de deux membres de l'équipage. « Des hommes du Moyen-Orient ont attaqué un passager et deux membres de l'équipage en première classe et leur ont tranché la gorge. Ils ont envahi le cockpit et pris le contrôle de l'avion. » Au second appel, une hôtesse de l'air décrit ce qu'elle peut observer par le hublot : « Je vois de l'eau et des bâtiments, oh mon Dieu, oh mon Dieu !... » L'eau, c'est la rivière Hudson ; les immeubles, la ville de New York.

Jules Naudet, jeune cameraman français, suit avec son frère Gédéon depuis maintenant trois mois la vie d'une caserne de pompier du sud de Manhattan. A 8 h 46, il se trouve au côté du capitaine Joseph W. Pfeiffer dans la rue. Il entend un bruit énorme, « comme un train tout proche » : « Je lève les yeux et, entre deux immeubles, je vois passer un avion avec clairement, sur le fuselage, American Airlines. Il est très gros et très bas. »

Instinctivement, il lève sa caméra et filme le Boeing qui s'encastra à pleine vitesse dans la tour nord du World Trade Center entre les étages 94 et 98. Les seules images du premier attentat-suicide. Le capitaine Joseph W. Pfeiffer comprend tout de suite. Il s'engouffre dans sa voiture, fonce vers la tour et donne l'alerte : « Il s'agit d'une attaque, l'avion visait le bâtiment. »

George Bush se prépare alors à visiter une école élémentaire en Floride à Sarasota. Juste avant d'entrer dans une classe, il est prévenu qu'un avion vient de s'écraser sur le World Trade Center. Il reconnaît plus tard avoir pensé : « Quel pilote nul ! »

A 9 h 02, le Boeing 767 du vol 175 d'United Airlines, parti lui aussi de Boston à 7 h 58 avec les réservoirs pleins pour rejoindre la Californie, s'écrase sur la tour sud entre les étages 78 et 84. Cette fois-ci, il n'y a plus de doute : il s'agit d'une attaque. Andrew Card, le directeur de cabinet de la Maison Blanche, entre dans la classe et glisse un mot à l'oreille de George Bush en train de féliciter les élèves du cours élémentaire pour leur aptitude à la lecture.

Une demi-heure plus tard, l'île de Manhattan se coupe du monde. Les ponts et les tunnels sont fermés, seule la sortie reste encore possible. L'Empire State Building est évacué, tout comme l'immeuble des Nations unies et le Metropolitan Museum of Art. Les transactions se sont arrêtées d'elles-mêmes à Wall Street.

Les aéroports new-yorkais sont fermés puis ceux de Washington et de tout le pays, pour la première fois dans l'histoire. Les rues sont envahies par une foule hétéroclite qui fuit le Sud et ne peut détacher ses regards des deux tours en feu et de l'immense colonne de fumée visible à des dizaines de kilomètres dans un ciel sans nuage.

Virginia Dichiarra est en retard ce matin-là. Le petit déjeuner dans sa maison de Bloomfield, dans le New Jersey, a traîné. Il est un peu plus de 8 h 40 quand elle entre dans la tour nord du World Trade Center pour monter au 78^e étage et prendre ensuite un autre ascenseur afin de rejoindre son bureau chez le courtier Cantor Fitzgerald au 101^e étage. La porte du deuxième ascenseur se ferme, elle appuie sur le bouton



du 101^e... et le Boeing percute la tour une vingtaine d'étages plus haut. « L'ascenseur est devenu noir et a rebondi comme une balle, tout le monde s'est mis à crier. »

Miraculeusement, les portes se sont ouvertes de 30 centimètres. Pour s'échapper, il faut traverser un mur de flammes. Virginia Dichiarra jette son sac, se couvre le visage avec les mains, écarte les portes avec ses coudes. « Je me souviens avoir entendu mes cheveux brûler et avoir pensé : j'y suis arrivée, j'y suis arrivée. » Elle se roule sur le sol une dizaine de mètres plus loin pour éteindre les flammèches et se rend compte alors que ses mains et ses bras sont grièvement brûlés.

Un garde de sécurité annonce quelques minutes plus tard avoir trouvé un escalier utilisable pour descendre. Elle serre les dents et se lève. « Je ne voulais pas rester une seconde de plus. » Aucun des 670 employés ayant atteint ce jour-là les bureaux de Cantor Fitzgerald situés entre les 101^e et 105^e étages n'a pu s'échapper.

Le vol 77 d'American Airlines parti de Washington à 8 h 10 pour Los Angeles fait aussi demi-tour. Un contrôleur de l'aéroport de Dulles prévient les services de sécurité : « Nous avons un appareil non identifié qui se dirige vers Washington à grande vitesse. » L'avion disparaît soudain des écrans et s'écrase à 9 h 40 sur l'aile ouest du Pentagone. Cinq minutes auparavant, Dick Cheney, le vice-président, qui se trouve dans son bureau de la Maison Blanche, est littéralement saisi par les services de sécurité. Ils l'emmenent en courant dans le bunker situé sous le bâtiment. On le prévient qu'un avion se dirige

droit sur eux. Les ministères commencent à être évacués à Washington dans la plus grande confusion. Des patrouilles circulent en ville l'arme à la main.

Un quatrième Boeing, le vol 93 d'United Airlines, parti de New York à 8 h 1 pour San Francisco avec 38 passagers et 7 membres d'équipage, fait à son tour un virage peu avant Cleveland et prend aussi la direction de Washington. La chasse américaine a cette fois le temps d'intervenir et le président a donné l'autorisation d'abattre en vol les avions détournés. Mais les F-16 de la garde nationale n'auront pas à le faire.

Des passagers ont été parqués à l'arrière de l'appareil. L'un d'eux a appris en téléphonant avec son portable que des avions détournés ont percuté les Twin Towers

A 9 h 45, Jeremy Glick, un des passagers du vol 93, appelle sa femme Lyz avec son téléphone portable. « L'avion a été piraté par des hommes d'apparence iranienne portant des bandeaux rouges », dit-il. Les terroristes seraient armés de couteaux ou de cutters. Des passagers ont été parqués à l'arrière de l'appareil, l'un d'entre eux a appris en téléphonant avec son portable que des avions détournés se sont abattus sur les Twin Towers. Il explique alors à sa femme que lui et quatre autres passagers

Ci-dessus, l'effondrement de la tour sud du World Trade Center vu de Church Street. A gauche, les pompiers new-yorkais tentent de maîtriser un des incendies qui ont éclaté au moment des attentats.

ont décidé de se jeter sur les terroristes, qu'il l'aime, qu'il lui demande de bien s'occuper de leur petit garçon de trois mois...

Au même moment, juste à côté, Todd Beamer fait lui aussi ses adieux à son épouse Lisa. Il finit sa conversation par une expression devenue célèbre depuis aux Etats-Unis : « Let's roll » (allons-y). Après, Lisa entend confusément des cris, le silence, à nouveau des cris. A 10 heures, l'avion s'écrase dans un champ de Pennsylvanie, non loin de Pittsburgh.

A New York, la catastrophe prend une ampleur inimaginable. La tour sud s'effondre à 9 h 9, noyant le sud de Manhattan sous une épaisse couche de débris et de poussière. A 10 h 28, la tour nord s'écroule. Le maire Rudolph (Rudy) Giuliani tente d'organiser les secours en dépit de la mort de centaines de pompiers et de policiers. L'hôtel de ville, très proche du World Trade Center, se trouve sous la poussière. Son centre de commandement prévu pour les périodes de crise s'est effondré. Il décide de faire totalement évacuer le sud de Manhattan.

En dépit du choc et de la confusion, il n'y a pourtant pas de panique. La mobilisation est générale et instantanée. Les pompiers et policiers au repos ou à la retraite se présentent spontanément dans les casernes et commissariats. Les hôpitaux créent des centres d'accueil et de tri des blessés.

dès le début de la matinée. Un peu plus tard dans l'après-midi, sa voix se brise quand il décrit l'attaque. Un journaliste lui demande s'il a eu peur après s'être retrouvé piégé dans son centre de commandement, à la suite de l'effondrement de la première tour. « Bien sûr... oui. »

Infatigable, il était partout ce jour-là arpentant les rues, couvert de poussière, visible, réconfortant. A Washington, le flottement est nettement plus perceptible. La capitale fédérale est censée pouvoir faire face à ce genre de situation et même à une attaque nucléaire. A 10 h 45, les rues sont bloquées par des voitures fuyant les administrations dans toutes les directions. L'hystérie gagne même le Pentagone. De hauts responsables préviennent leurs familles de ne pas boire de l'eau du robinet qui aurait été empoisonnée. Les parlementaires décident seuls d'évacuer le Capitole.

A 9 h 30 en Floride, sortant de l'école Emma E. Booker, George Bush fait une courte déclaration. « Deux avions se sont écrasés sur le World Trade Center dans ce qui semble être une attaque terroriste contre notre pays. J'ai ordonné que l'ensemble des moyens du gouvernement soient mis en œuvre pour aider les victimes et leurs familles et pour mener une enquête afin de retrouver les personnes qui ont commis ces actes. Je dois malheureusement maintenant retourner à Washington. » Il ne le fera pas. Son avion décolle à 9 h 55. Il tourne sur place pendant une heure avant de prendre de l'altitude et de se diriger vers l'Ouest.

Pour mettre à l'abri le président, les services de sécurité l'envoient en Louisiane et puis au cœur du pays, sur la base d'Offut dans le Nebraska. George Bush veut revenir à Washington, Dick Cheney le lui déconseille. Il prononce une première allocution télévisée à 12 h 35 après une courte escale sur la base de Barksdale en Floride. Les journalistes présents se voient interdire l'utilisation de leurs téléphones portables pour ne pas permettre leur localisation.

Finalement, à 17 heures, Air Force One, l'avion présidentiel, s'envole pour Washington. A 20 h 30, George Bush s'adresse pendant quatre minutes à la nation du bureau Ovale de la Maison Blanche. Il est encore loin de trouver le souffle et les mots qui seront les siens dans les jours suivants. Il promet que les Etats-Unis « ne feront pas de différence entre ceux qui sont derrière l'horreur de ce mardi et ceux qui les abritent ».

Le 11 septembre 2001, 2 819 personnes sont mortes dans les attentats à New York, 189 à Washington et 45 dans l'avion qui s'est écrasé en Pennsylvanie.

VOYAGE AU PAYS



SUR une plaine caillouteuse écrasée de chaleur, à un quart d'heure de Jalalabad, la dernière demeure connue d'Oussama Ben Laden n'est plus que pans de mur de boue séchée et craquelée. La tour de garde à l'entrée s'effrite. Un chien dort dans un rare coin d'ombre. « Les gens ont tout volé : le toit de bois, les meubles et les tapis », raconte Ahmad, un voisin. « Tout était très simple ici », affirme-t-il en expliquant la disposition des lieux. Il y avait, en entrant, le diwan (salon) pour les étrangers et, derrière, les appartements familiaux. Dans une rue perpendiculaire, les petites maisons réservées aux gardes sont aussi en ruine.

Le 11 septembre 2001, Ben Laden séjourne selon toutes les apparences dans la province d'Helmand, à Baghran, dans un camp d'entraînement pour ses recrues. « Il effectue une grande tournée à travers tout le pays pour visiter les camps des combattants arabes, raconte le mollah Mohammad Khaksar, à l'époque vice-ministre de l'intérieur taliban. Il ne restait pas plus de 24 heures à chaque endroit. Il est allé à Kaboul et dans les provinces de Khost, Nangarhar, Uruzgan, Helmand, Jozjan, Faryab, Ghor, Badghis et Kunduz. »

Le 7 octobre, début des bombardements américains, le mollah Khaksar affirme que Ben Laden « se trouve à Kandahar, avec son protecteur le mollah Omar ». Le principal dirigeant afghan envoie une partie de sa famille à Maruf, le fief de la tribu des Hottaq, à laquelle il appartient, alors que des membres de la famille de Ben Laden fuient l'Afghanistan pour le Pakistan. Ben Laden, pour sa part, se rend à Kaboul.

« Lors de la chute de la ville, le 13 novembre, il est venu à Jalalabad, y a passé un jour et est reparti directement pour Tora Bora », raconte Mohammad qui lui a servi de chauffeur. Ancien combattant du djihad, proche de l'ingénieur Mahmoud – l'homme qui a accueilli Ben Laden à son retour en Afghanistan en 1996 en provenance de Kharthoum au Soudan –, Mohammad a passé plusieurs mois avec Ben Laden, en particulier à Qala Mourad Beg, à 15 km au nord de Kaboul.

« La situation à Jalalabad était très tendue et personne n'a essayé de lui parler », raconte ce témoin privilégié. « Avec lui, il y avait une dizaine de gardes du corps arabes, sous les ordres du commandant Saïf », dit-il. « Ben Laden a quitté Jalalabad dans un convoi de sept pick-up, tous de la même couleur grise pour que l'on ne sache pas où il se trouvait », poursuit Mohammad, qui ajoute : « Une de ses femmes l'accompagnait et deux de ses fils d'environ 14 et 15 ans. »

Noyés dans une brume de chaleur, les sommets de Tora Bora sont à peine visibles. Un étrange silence habite la montagne toujours parcourue par des forces spéciales américaines. C'est là, sur ces sommets, à l'époque couverts de neige, que se perd la trace d'Oussama Ben Laden. Le président américain, George W. Bush, le veut « mort ou vif », mais, malgré les milliers de soldats qui le cherchent avec les moyens les plus modernes, les 25 millions de dollars mis sur sa tête, Ben Laden reste introuvable.

Pour tous les talibans interrogés, pour la plupart des analystes dans la région, l'homme est vivant, mais nul ne donne à cette affirmation la moindre substance. Le chef suprême des talibans, le mollah Mohammed Omar, échappe lui aussi à la chasse que mènent depuis dix mois, dans toute la ceinture sud et est de l'Afghanistan dominée par les Pachtouns, les troupes américaines. « Liberté immuable », « Anaconda »,

La traque de Ben Laden et du mollah Omar est permanente. Les GI et les forces spéciales sont partout. Mais une omerta pesante règne, et les talibans semblent bien présents

« Montagne Sweep », autant d'opérations aux noms évocateurs, qui ont mobilisé des milliers de soldats des meilleures armées du monde pour un résultat pour le moins médiocre. Un an après le 11 septembre, seuls deux hauts responsables d'Al-Qaïda – Abou Zoubeydah et Mohammad Attaf – ont été arrêtés ou tués, et le bilan n'est pas meilleur pour les talibans. Les 600 prisonniers de Guantanamo ou ceux de Bagram ne paraissent pas assez gradés pour détenir des informations sensibles.

« Le 6 décembre, Ben Laden était à Tora Bora et le père d'un villageois qui livrait de l'eau à sa troupe est venu avertir », raconte à Peshawar, au Pakistan, Haji Mohammad Aman, le frère d'Haji Zaman, alors l'un des commandants militaires investis par les Américains dans la recherche des hommes d'Al-Qaïda. « Nous sommes allés voir les Américains et leur avons demandé des uniformes, des armes, des radio, des téléphones satellitaires et, bien sûr, la prime attachée à sa capture si nous l'attrapions. Graïg, le responsable américain, ne nous a pas répondu et Ben Laden s'est échappé aux premiers jours des bombardements », assure Haji Aman.

Haji Aman accuse les Américains de s'être laissé bernier par Hazrat Ali, aujourd'hui homme fort de Jalalabad. Pris entre la volonté d'aller vite, le manque de renseignements fiables sur les acteurs afghans, les luttes intertribales, les responsables

américains en charge de la traque des talibans et des militants d'Al-Qaïda se heurtent en effet depuis un an à une série d'obstacles qui compliquent grandement leur tâche.

« Toutes les bavures reconnues ou non par le Pentagone sont dues à de faux renseignements, affirme un expert qui veut garder l'anonymat. Les Américains se sont laissés enfermer dans un réseau complexe de relations tribales qu'ils connaissent mal et ils oublient souvent qu'à travers eux les acteurs afghans poussent leurs pions. » En payant quasiment n'importe quel commandant qui a des hommes prêts à poursuivre Al-Qaïda et les talibans, les Américains contribuent ainsi à la déstabilisation du pays.

Les seigneurs de guerre locaux, revenus sur le terrain dès la chute des talibans, ne pouvaient rêver mieux que cette manne qui leur permet de reconstituer leur trésor de guerre. Priorité des priorités, la lutte contre Al-Qaïda frôle parfois l'absurde quand, par exemple, l'armée américaine paye le seigneur des provinces de Khost, Paktia et Paktika, le pacha Khan Zadran, que le président afghan Hamid Karzaï, soutenu à bout de bras par Washington, cherche à emprisonner pour rébellion.

Sur la route qui mène au pied des montagnes de Tora Bora, les villages s'étalent au milieu de champs brûlés par le soleil. Beaucoup ont déjà payé le prix de la chasse à Al-Qaïda et Ben Laden, mais celle-ci continue. « Il y deux jours, une patrouille de huit soldats américains est venue dans notre village à la recherche d'armes ou de talibans, mais il n'y a plus ni Arabe ni taliban ici », déclare fin août Rokhai, un fermier de 47 ans qui vit dans le village de Mahranai et a perdu sa maison dans les bombardements de Tora Bora.

Les préoccupations des paysans, ici, se résument à la sécheresse qui perdure. L'amertume de Shirin, un villageois de Zabor, dans le district de Panchir, est totale. « Dans notre district, 155 civils ont été tués par les bombardements américains, déplore-t-il. Qu'avons-nous gagné ? » Montrant les maïs calcinés, il affirme : « Personne ne travaille ici, personne ne nous aide. Aucune ONG, aucune agence de l'ONU. Jusqu'à maintenant, nous n'avons pas d'écoles. Nos enfants vont encore étudier à la mosquée. »

Lancée à grands renforts de publicité, la campagne de l'Unicef, « Retour à l'école », est loin d'avoir atteint tous les villages d'Afghanistan et semble avoir totalement oublié les zones rurales pachtounes. « Les Américains parcourent la montagne, ils y ont même établi un hélicoptère, indique Shirin, mais ce n'est pas de cela dont nous avons besoin. »

Les miliciens afghans, qui combattent aux côtés des Américains, sont la cible principale de la rancœur de Shirin : « Le jour de la revanche viendra », dit-il. « C'est inéluctable. Nous sommes musulmans. Nous croyons en Allah, mais quand le roi du monde donne une voiture, un téléphone satellitaire, 100 dollars, certains sont prêts à vendre Dieu », remarque-t-il en ne cachant pas son mépris. « Les Américains sont les plus grands ennemis du peuple afghan. Ils veulent changer notre religion et piller nos richesses », renchérit dans un souffle Mohammad Saleh, un autre fermier. « Récemment, ils sont allés dans huit villages du district de Kot pour contrôler les mosquées et les madrasas (écoles coraniques). Ils ont osé fouiller les madrasas ! », dit-il.

A la sortie de Dihrawud, à huit heures de piste de Kandahar, sur un plateau pierreux de terre ocre, deux hommes attendent nonchalamment appuyé à un pick-up. Le premier, en tee-shirt sans manches et chapeau de brousse, sirote un café dans un verre en plastique, le second, en pantalon camouflé, brodequins et lunettes noires, observe le ciel. Gerry Anderson prend son M-16 à l'approche d'un véhicule.

Que fait-il à 6 h 30 du matin, au milieu de nulle part ? « Nous attendons du ravitaillement », consent à dire le militaire américain. Au-delà de cette mission ponctuelle, le soldat Gerry Anderson ne livre rien. « Les journées sont longues », admet-il cependant. Leur campement est installé dans une maison de boue séchée, celle que s'était fait construire l'ex-gouverneur taliban de la province d'Uruzgan.

« Les Américains voulaient d'abord s'installer dans la maison du mollah Beradar [un des hauts responsables militaires talibans], mais ils ont été surpris par la modestie de l'endroit et nous leur avons donné cette demeure », raconte le commandant Abdul Rahim, le chef du district de Dihrawud. Le village de Dihrawud a vu naître le mollah Omar qui y fut élevé par un oncle. Le site est désormais surveillé par les forces américaines qui s'y sont installées après le tragique bombardement, le 1^{er} juillet, qui a provoqué la mort de plus de soixante civils dans quatre villages des environs.



Fidèle du président Hamid Karzaï qui l'a nommé à ce poste, Abdul Rahim commence, comme tout responsable afghan, par louer la présence américaine. « Les Américains se sont engagés à nous débarrasser des fauteurs de troubles, des seigneurs de la guerre, et ont promis de reconstruire le pays, c'est pour cela que nous les avons accueillis ici », dit-il, allongé sur un matelas, devant un ventilateur qui brasse à peine l'air chaud et humide. Petit à petit, toutefois, la conversation prend un tour plus critique. En préparant sa pipe à eau, Abdul Rahim commente la situation : « Jusqu'à maintenant, nous n'avons pas vu beaucoup de coopération de la part des Américains. Ils font beaucoup d'opérations, mais commettent aussi beaucoup de fautes. La semaine dernière, j'ai dû aller les voir car, après un de leurs contrôles, des villageois s'étaient plaints de vols. Je leur ai dit que de la drogue, des armes et environ 200 000 à 300 000 roupies ont été

Comment le reconnaître parmi tous ces paysans enveloppés dans leur patou ?

volées. Ils m'ont assuré qu'ils allaient faire une enquête et me donner les résultats. J'attends ! »

Au lendemain du bombardement meurtrier de Kakrak, à 20 minutes de Dihrawud, Abdul Rahim a été appelé par le commandant américain pour tenter d'apaiser la situation. « Je lui ai dit : "Vous êtes intervenus sans demander à personne l'autorisation, c'est votre responsabilité, pas la mienne. Votre présence se justifie pour reconstruire l'Afghanistan, pas pour provoquer des troubles supplémentaires. Ne vous laissez pas entraîner dans des inimitiés intertribales qui datent de dizaines d'années." »

Si Kakrak a fait la « une » de l'actualité, trois autres villages ont été bombardés cet-

te même nuit. A Syahsang, hameau de douze maisons, à une demi-heure de piste de Kakrak, Haji Abdel Razzak, 60 ans, n'est toujours pas remis de cette nuit d'horreur : « J'aurais mieux fait de mourir. Ils ont détruit ma maison et ma voiture, tué mon fils, mon neveu, deux de mes gendres, vingt-cinq moutons et cinq vaches et j'ai perdu un œil. » Un trou béant déchire le toit de torchis de la maison et des éclats trouent les murs.

« Le matin, trente soldats américains et afghans sont venus dans deux hélicoptères. Ils ont fouillé la maison mais n'ont rien trouvé, affirme Abdel Jabbar, l'un des fils. Je leur ai demandé : "Pourquoi nous avez-vous bombardés ? L'un a répondu que c'était une fausse information, qu'il était désolé", et ils sont partis. » « Si j'avais la force, je les combattrais, mais ils sont puissants et nous n'avons rien, déclare Haji Abdel Razzak. Qu'avons-nous à faire de l'endroit où se trouve le mollah Omar ? Nous voulons que les Américains cessent de tuer nos enfants, nos femmes et de détruire nos misérables habitations. »

La traque du mollah Omar coûte cher aussi aux voisins du mollah Beradar. Tremblante dans sa longue robe noire, courbée sous le poids des ans et des peines, Fatima pleure en évoquant l'arrestation de son fils, il y a quatre mois : « Ils sont venus la nuit en hélicoptère. Trois soldats ont lié les mains de mon fils, Kodaidat, et l'ont emmené. Nous ne savons toujours pas où il est, s'il est mort, ou vivant. Il est innocent, nous n'avons commis aucune faute. »

A deux maisons de celle de Fatima, au milieu d'un champ de chaume, Abdel Bari a une autre histoire à raconter : « Il était 21 heures, nous avions juste fini de prier et nous écoutions la BBC en pachtout quand nous avons entendu le bruit des hélicoptères. Quelques minutes plus tard, les soldats ont enfoncé la porte de la maison et sont entrés. Ils nous ont mis des masques, lié les mains de tout le monde, y compris les femmes et les enfants, et ils nous ont battus avant de nous emmener dans les hélicoptères, moi, un de mes frères, un oncle et un voisin, mollah. »

Qui étaient ces soldats ? « Nous ne comprenions pas leur langue. Mon oncle a essayé

DU MOLLAH OMAR



de dire : « Vous êtes nos amis, vous êtes bons », mais ils n'ont pas répondu. » Emmené à la base américaine établie à l'aéroport de Kandahar, où il affirme avoir vu une soixantaine d'Afghans et quelques Arabes, Abdel Bari est contraint à des exercices physiques et à toutes sortes d'humiliations. « Les chaînes aux pieds, ils nous ordonnaient de courir », raconte-t-il, encore choqué.

« Quand un interprète est venu, il m'a juste demandé des dizaines de fois : « Où est le mollah Omar ? Où est le mollah Beradar ? » Je lui ai dit que le mollah Beradar venait juste pour l'Aïd [fête musulmane du sacrifice], que sa famille ne vit pas ici et qu'on ne sait rien. Après quatre jours, les Américains nous ont ramenés en hélicoptère à Tarin Kot [la capitale de la province d'Uruzgan] et nous ont relâchés. Le gouverneur est venu avec nous à Dihrawud. Quand on est arrivé, il m'a dit : « Ne sois pas triste, ne sois pas en colère ; ton frère a été tué le soir de l'arrestation. »

Les soldats américains continuent à venir régulièrement, « principalement la nuit », autour de la maison du mollah Beradar. « Maintenant, on s'échappe quand on les entend arriver, dit Abdel Bari. Au début, nous n'avions pas peur, car nous sommes innocents, mais on a compris qu'ils peuvent prendre n'importe qui. » Ces bavures, le chef du district les confirme et ajoute : « Quand ils se trompent, les Américains s'excusent, condamnent, mais ils se trompent régulièrement. Treize habitants de mon district sont détenus par les Américains. Tous sont innocents et n'ont commis aucune faute. Les Américains ont mené quatre attaques d'envergure ici avec pour résultat de capturer et tuer des personnes innocentes. »

Visiblement déçu et inquiet, le responsable afghan Abdul Rahim brosse un tableau de son évolution : « On était si contents à la perspective de la reconstruction de notre

pays avec l'aide des Américains ! Nous n'avons rien vu. Je leur ai dit : « Vous dépensez beaucoup d'argent dans votre campagne militaire, mais c'est inutile. Vous devriez faire attention aux besoins des gens. Ici, il n'y a pas d'eau, les gens n'ont pas de quoi nourrir leurs enfants. Si vous voulez gagner leur cœur, donnez leur quelque chose et employez-les. » Nous essayons de calmer la colère des gens mais jusqu'à quand si la situation ne change pas ? »

A la tête de trois cents hommes armés et équipés de façon disparate, Abdul Rahim affirme n'avoir touché en huit mois que

4 800 000 afghans (160 dollars environ) qu'il a distribués à ces hommes. Dans toute cette région, où les pistes s'entremêlent dans un désordre de pierrailles, la moto est de loin le moyen de transport le plus utilisé. Comment reconnaître le mollah Omar parmi tous ces paysans qui parcourent les pistes en lourds turbans noirs ou blancs, enveloppés dans leur patou (grand châle) jusqu'au nez pour se protéger du vent et du sable ?

Les soldats américains montent bien des barrages-surprises sur les routes de la région, mais leurs alliés ne connaissent pas

toujours tous les responsables talibans. « Récemment, près de Qalat [capitale de la province de Zabul], un des commandants talibans a traversé sans problème un de leurs contrôles. Personne ne l'a reconnu, et les locaux n'ont rien dit », explique Mohamad Daoud. En permanence noyée dans la poussière soulevée par les véhicules qui font la route Kandahar-Kaboul, la capitale provinciale vit encore à l'heure talibane. Elle ignore tout des directives du nouveau gouvernement.

Les anciens diktats – pas de musique, pas de télévision, pas d'écoles pour les filles – s'imposent. Selon plusieurs sources, le mollah Omar a récemment dîné dans un village du district de Chinkay, à l'est de Qalat, invité par les chefs tribaux. Depuis la reddition des autorités de Kandahar, négociée dans la nuit du 6 au 7 décembre 2001 par Hamid Karzai, le mollah Omar s'est d'abord rendu dans les montagnes de Baghran, au nord de la province d'Helmand. Il séjourne depuis dans un arc de cercle montagneux qui va de la province d'Helmand à celle de Zabul, en passant par les provinces d'Uruzgan, Ghazni et parfois Paktia et Paktika.

Selon plusieurs témoignages, il était à Shah-i-Kot au début de l'opération « Anaconda » en mars dernier. « Il est arrivé avec d'importants responsables alors que j'étais déjà là », raconte le mollah Hayatullah, un commandant taliban des provinces de Laghman, puis de Paktika. « Il a tenu une choura [conseil] d'environ 65-70 personnes, qui a décidé d'affronter les troupes américaines. Le mollah Omar n'est pas resté longtemps. Il a nommé Saifur Rahman pour diriger les opérations puis il est parti », précise le mollah Hayatullah, qui ajoute qu'ayman Al-Zawiri, le principal adjoint d'Oussama Ben Laden, a participé à cette choura.

Corroborant ce témoignage, un haut responsable taliban qui veut garder l'anonymat affirme que le mollah Omar, quelques semaines après « Anaconda », fin mars, a été vu à cheval dans la zone tribale pakistanaise du nord du Waziristan qui fait face aux montagnes de Shah-i-Kot. Originaire de Zormat, à environ 40 km de Gardez, Saifur Rahman, qui un temps commandait le front des talibans sur la vieille route de Bagram au nord de Kaboul, est apparemment sorti indemne de la bataille de Shah-i-Kot dans laquelle huit soldats américains ont été tués.

Qualifiée de succès par les Etats-Unis qui annonçaient, contre toute évidence, avoir éliminé près de 800 talibans ou membres de Al-Qaida, l'opération « Anaconda » a été suivie, en août, d'une nouvelle opération, « Mountain Sweep », qui a impliqué près de 2 000 soldats américains dans la même région. « Mountain Sweep » ne s'est toutefois soldée que par l'arrestation de dix suspects. Un échec que le porte-parole des forces américaines à Bagram, le colonel Roger King, explique par le fait que les « ennemis » étaient sans doute avertis avant chaque mouvement des troupes américaines.

Les talibans, comme les militants d'Al-Qaida, gardent, dans toute cette ceinture pachtoune, des partisans. Mais, surtout, ils bénéficient du silence de la population. Se réjouir de la chute des talibans est une chose, les dénoncer à des étrangers en est une autre. Peu d'Afghans, particulièrement dans les zones pachtounes, sont prêts à ce

qui est encore présenté dans la plupart des mosquées de village comme une infamie. Même des Afghans hier encore violemment hostiles aux talibans, et encore plus aux combattants arabes, avouent qu'ils ne dénonceraient pas un taliban ou un Arabe en difficulté.

« Comment vivre ici en violant le code de l'hospitalité pachtoune ? », interroge Haji Abdallah, dans un village de Paktia. A Singhesar, village où le mollah Omar avait sa madrasa, on renierait presque publiquement son illustre héritier. Les rares villageois qui se montrent assurent que toute sa famille et que tous ses proches ont fui. Pourtant, et malgré les dénégations des voisins, la maison des beaux-parents de la troisième femme du mollah Omar est habitée. Nous n'y apercevons que des femmes apeurées après qu'un voisin rentré voir s'il y avait quelqu'un eut juré ses grands dieux que la maison était vide.

Pillée, la madrasa du mollah Omar est abandonnée. Khamran Khan, un villageois, affirme d'abord que les gens préfèrent aujourd'hui les écoles, avant d'avouer

Noyée dans la poussière, la ville de Qalat vit encore à l'heure talibane

qu'ils ont simplement peur de reconstruire une madrasa. « Ce gouvernement est un gouvernement de l'Amérique, cela peut être dangereux », dit-il. Les troupes américaines patrouillent régulièrement dans les parages mais sans résultats. »

Parmi les centaines de tombes alignées dans l'un des cimetières de Kandahar, le carré des « martyrs arabes » est facile à reconnaître. L'endroit est toujours plein de monde et, devant chaque tombe, simple monticule de terre, un petit récipient est placé, dans lequel les pèlerins déposent du sel en signe de respect. Abdullah Had, 25 ans, est venu du Pakistan pour se recueillir sur les tombes des « frères musulmans qui ont été massacrés par les Américains », dit-il. A côté de lui, deux hommes âgés approuvent silencieusement. « Ces Arabes étaient innocents », affirme Abdullah qui dépose des petits morceaux d'étoffe sur chaque sépulture.

Recroquevillée dans sa burqa qui l'enveloppe totalement, Habiba touche simplement une tombe. « Je suis venue car mon corps est malade, dit-elle. Dieu me viendra en aide grâce à mes prières sur la tombe de ce martyr. » Quand on lui demande pourquoi la tombe d'un Afghan n'aurait pas le même effet, elle murmure : « Ces Arabes étaient innocents. C'étaient des musulmans que les Américains ont tués cruellement. »

« Si, en décembre, lors de la reddition de Kandahar, beaucoup de talibans pensaient qu'il était inutile de se battre, déclare un haut responsable taliban, le ton a changé car nous avons tous compris que nous n'avions avec les Américains aucune chance de rédemption puisqu'ils ont assimilé tous les talibans à des combattants d'Al-Qaida. Il est préférable de se battre que de risquer de se retrouver à Guantanamo. » Selon ce haut cadre et plusieurs autres témoignages de responsables talibans, « les talibans se réorganisent et multiplient les contacts par radio ou par lettres délivrées par porteur. »

Le maulvi Obaid Ullah, un proche de l'ancien chef des services de renseignement talibans, assure que « les contacts progressent à Peshawar, Quetta et aussi en Afghanistan ». Compte tenu des problèmes de sécurité, l'essentiel de ce travail de réorganisation a été confié par le mollah Omar à son second, l'ancien responsable militaire de Kandahar, le mollah Akhtar Mohammad Usmani. « Nous recevons des messages du mollah Usmani ou du mollah Hassan Rahmani [ancien gouverneur de Kandahar] nous encourageant à défendre l'Afghanistan parce que les Américains ne vont pas s'en aller », assure à Peshawar un petit cadre taliban.

Fait assez récent, les talibans reçoivent de nouveau de l'aide, « principalement d'Arabes, de Pakistanais, de pays qui sont mécontents de la présence américaine », affirme le maulvi Obaid Ullah. Selon plusieurs sources, le mollah Omar aurait aussi repris contact avec Oussama Ben Laden ou ses assistants. « Le mollah Omar ne voyage pas que pour se cacher, explique un autre haut responsable taliban. Il planifie l'avenir, contacte les chefs tribaux, les commandants. Son obsession, qu'il partage avec Ben Laden, est de vaincre l'Amérique. »

Françoise Chipaux

Photos : James Nachtwey
Lire son portrait page 23



Ci-dessus, des combattants anti-talibans brandissent une affiche promettant 25 millions de dollars pour la capture d'Oussama Ben Laden et d'Ayman Al-Zawahiri.

A droite, des combats près de Tora Bora.

L'inquiétante proximité d'Al-Qaida

par Olivier Roy

QUEL que soit le traumatisme représenté par la destruction des tours du World Trade Center, le décalage semble grand entre l'hypermultiplicité américaine et les quelques milliers de terroristes potentiels des réseaux d'Al-Qaida. Le terrorisme n'a rien de neuf et a frappé l'Europe depuis longtemps. Les techniques utilisées pour commettre l'attentat ne sont pas non plus nouvelles (détournement simultané d'avions et opérateurs-suicides).

Ce qui est nouveau, c'est l'ampleur de l'acte et surtout qu'il ait frappé au cœur même de la nation et du système américain. En fait, le véritable élément stratégique n'est plus désormais Al-Qaida, mais la réaction américaine. Un attentat de plus ne changera rien, car il ne fera que confirmer les cibles et la détermination américaine ; or les choix faits par les Etats-Unis vont structurer le paysage stratégique pour longtemps.

Quelles sont les cibles possibles ? Le passage de la « guerre contre le terrorisme », annoncé au lendemain du 11 septembre, à l'« axe du Mal », défini en janvier dernier par le président Bush, n'a fait que remettre sur le marché de vieilles cibles : les « Etats-voyous » (les « rogues-states »), formule désignant essentiellement l'Irak et l'Iran. Pourtant, le rapport entre ces deux pays et Al-Qaida est ténu et indirect. Un terroriste trouvera aujourd'hui plus facilement des dérivés nucléaires en Ukraine qu'en Irak.

Washington juxtapose des « Etats-voyous », cibles classiques, à une menace plus floue, évoquée en termes idéologiques et déconnectée d'enjeux étatiques : « l'islam radical ». Le vice-président américain Dick Cheney et le ministre de la défense Donald Rumsfeld ont ouvertement demandé la réforme des écoles religieuses au Pakistan et en Arabie saoudite. L'adjoint de Rumsfeld, Paul Wolfowitz, a proposé un programme pour soutenir un « bon islam » contre l'islam radical. Les Etats-Unis incriminent cette fois le Moyen-Orient au sens large, y compris et surtout leurs alliés saoudiens, coupables de promouvoir un islam fondamentaliste qui s'est retourné contre l'Occident.

D'où vient en effet la violence d'Al-Qaida ? Sa terminologie est islamique et ses militants sont presque tous arabes. Pourtant les relations entre Al-Qaida et les conflits du Moyen-Orient sont plutôt ténues. La plupart des jeunes cadres militants (sauf les Saoudiens) se sont ré-islamisés en Occident. Les fils de la trame terroriste qui se dévident sous nos yeux passent par Hambourg, Mont-réal, Paris, Londres et Stockholm et non par Le Caire, Alger ou Jérôme.

Les champs de bataille d'Al-Qaida ne sont ni l'Algérie, ni l'Egypte, ni la Palestine (alors que beaucoup de militants sont originaires de ces trois pays), mais New York, la Bosnie, la Tchétchénie, l'Afghanistan, le Cachemire, les Philippines et l'Afrique de l'Est. Les cibles d'Al-Qaida ne sont pas Saint-Pierre de Rome ou Tel-Aviv, mais le cœur de l'« impérialisme » américain.

Il existe un décalage très net entre cette déterritorialisation d'Al-Qaida et la désignation d'Etats coupables de promouvoir le terrorisme. On aimerait bien qu'Al-Qaida soit une émanation de services secrets étatiques ou de mouvements de libération, comme l'étaient la plupart des groupes terroristes moyen-orien-

OLIVIER ROY, spécialiste de l'Asie centrale, est directeur de recherche au CNRS.

taux des années 1970 et 1980. Mais, en fait, Al-Qaida se situe dans un espace autre, un espace imaginaire, et non dans un territoire concret. Cet espace de contestation était celui occupé autrefois par l'extrême gauche anti-impérialiste et tiers-mondiste, de la bande à Baader à Carlos en passant par Action directe. Mais pourquoi cette révolte est-elle désormais formulée au nom de l'islam ?

Cela n'a pas grand-chose à voir avec le Coran. Si la violence est formulée au nom de l'islam, c'est que les lignes de fracture entre le Nord et le Sud, traditionnelles ou nouvelles, passent à travers le monde musulman. La première fracture est historique bien sûr : croisades et colonialisme fournissent un imaginaire où chacun peut puiser de quoi enraciner les contentieux contemporains. Mais la ligne de fracture est aussi géographique, économique et social. Le Sud, pour l'Europe, est musulman (mais pour les Etats-Unis, il est latino). Une des conséquences de l'immigration est qu'en Europe les espaces d'exclusion sociale (des banlieues aux prisons), qui

ont toujours existé, sont aujourd'hui peuplés d'une population souvenant d'origine musulmane.

Cette juxtaposition des lignes de fracture a pour conséquence de croiser une contestation jusqu'ici gauchiste et tiers-mondiste et un discours islamique, d'autant que l'extrême gauche a déserté les lieux d'exclusion sociale, comme les banlieues, et que le mouvement antimondialisation recrute plutôt dans les classes moyennes. Plus personne ne milite dans les banlieues sauf les islamistes, ce qui explique d'ailleurs un phénomène fort peu analysé jusqu'ici : les conversions protestataires. Les trois grands réseaux islamiques qui ont opéré en France depuis 1995 – le groupe Kelkal, la bande de Roubaix et le réseau Beghal – ont tous compté des convertis dans leurs rangs, venus autant par solidarité de « quartiers » et par refus du « système » que touchés par la grâce.

La violence d'Al-Qaida n'est pas une expression de l'islam traditionnel ou médiéval. Ben Laden rompt explicitement avec la tradition en faisant du djihad une obligation individuelle et permanente et non simplement collective et conjoncturelle, tout en reprenant une technique d'attentats-suicides banalisés dans les années 1980 par les Tigres tamouls (des Hindouistes, si l'on veut vraiment faire de la religion un trait pertinent, qui bien entendu n'explique rien), avant d'être tout récemment reprise par les radicaux chiites puis sunnites. La violence d'Al-Qaida est bien une conséquence de la globalisation de l'islam et de son interpénétration avec l'Occident.

Le choix de parler par Carmen Bin Ladin

JE m'appelle Carmen Bin Ladin, née Dufour, et je suis de nationalité Suisse. En 1974, j'ai épousé l'un des vingt-quatre frères d'Oussama Ben Laden, Yeslam Bin Ladin, un étudiant saoudien que j'ai rencontré à Genève. Ensemble, nous avons eu trois filles : Wafah, Najia et Noor Bin Ladin.

A cette époque, notre nom de famille était un nom « comme les autres ». Aujourd'hui, notre patronyme est devenu synonyme de mort, de souffrance et de terreur. Bien entendu, nous pourrions en changer. Mais mes filles et moi ne voulons tromper personne en cachant notre identité – la vérité finit toujours par nous rattraper –, et changer de nom ne change en rien qui nous sommes.

Le 11 septembre 2001, des milliers d'innocents ont perdu la vie, et nombre d'autres ont été blessés dans leur chair pour le reste de la leur. La planète entière a tout à coup été plongée dans l'incrédulité, la peine et la douleur. Les notions les plus élémentaires de décence, de dignité humaine et de liberté ont été violées à jamais. J'affirme ici que mes filles et moi sommes résolument aux côtés des victimes, et notre colère se dirige à l'encontre de ceux qui commettent, favorisent ou appuient de tels actes et auxquels notre nom de famille est si étroitement lié.

Voici quatorze ans que je me suis engagée dans une bataille visant à retrouver ma liberté, contre une famille et une société qui comptent au nombre des plus puissantes du monde. Durant cette période, parce que nous nous sommes levées et opposées à leurs valeurs, tout comme à leur mode de vie, mes filles et moi avons été rejetées par le clan Bin Ladin ainsi que par le système saoudien.

Au cours des neuf années que j'ai passées en Arabie Saoudite (1976-1985), j'ai eu l'occasion d'appréhender de l'intérieur et d'analyser les mécanismes de cette société opaque. La plupart des Saoudiens apparaissent charmants, policés, modestes, tant dans leur attitude que dans leurs propos, calmes et même gentils, à condition que leur culture et leurs convictions ne soient en aucune façon remises en question, et que personne ne s'intéresse ou touche à leurs intérêts. J'ai entretenu à cette époque des relations privilégiées avec mon mari, parce que contrairement à la norme des Saoudiens il a toujours ressenti le besoin de solliciter mes conseils dans le cadre de ses relations personnelles avec ses frères, sa carrière, son rôle dans l'organisation Bin Ladin, ainsi que pour ses affaires privées.

Cependant, j'ai très rapidement compris qu'en tant qu'adultes, mes filles ne pourraient jamais disposer librement de leurs vies et conduire comme bon leur semble leurs propres destinées. Quels que soient mes efforts, j'ai acquis la conviction que je ne pourrais ni ne voulais devenir une « mère saoudienne » avec ce que ce statut implique dans cette culture, pas plus que je ne pouvais rester silencieuse. Il m'était intolérable d'imaginer qu'on puisse leur infliger un « lavage de cerveau » culturel et identitaire ou qu'elles ne puissent exprimer leur point de vue personnel sans être immédiatement reléguées au rang de rebelles.

Depuis de nombreuses années, et bien que nous habitons tous à Genève, Yeslam Bin Ladin n'a jamais pris le moindre contact avec ses filles ni manifesté le moindre intérêt pour elles. Cependant, lorsque, en mars 2001, l'obtention de la nationalité suisse devint une impérieuse nécessité pour Yeslam Bin Ladin, la presse helvétique se fit l'écho d'une interview qu'il accorda et où il déclarait, je cite : « Je souhaite rester à Genève car mes enfants vivent là », alors qu'il continuait de refuser, et refuse encore aujourd'hui, le moindre contact avec elles. Dans ce contexte, d'aucuns pourraient déduire que sa démarche pour obtenir la nationalité suisse puise davantage sa source dans sa volonté de protéger ses intérêts sur fond de climat international tendu que dans une volonté affichée, mais pourtant inexistante, de se rapprocher de ses enfants.

Je souhaite me tromper, mais mon expérience au cœur du clan Bin Ladin et de la société saoudienne me conduit désespérément au pessimisme

me et à la crainte pour l'avenir. En effet, je sais avec certitude que derrière le masque libéral qu'ils nous présentent, leur croyance et leur culture sont ancrées au plus profond d'eux-mêmes depuis leur plus jeune âge et sont si fortes qu'elles l'emporteront toujours sur toute autre considération. Et si, parfois, la soif de pouvoir,

CARMEN BIN LADIN est la belle-sœur d'Oussama Ben Laden.

L'avidité, la cupidité et les intérêts matériels peuvent assombrir les relations au sein de la fratrie, au final, leurs croyances et leurs convictions religieuses les rassembleront toujours.

Je n'ai encore jamais rencontré un Saoudien qui admire réellement et sincèrement notre société occidentale. S'ils acceptent notre hospitalité et utilisent notre technologie, bon nombre d'entre eux méprisent notre culture et ses fondements, et nous considèrent dépourvus de moralité et d'éthique parce que nous ne partageons pas leur moralité et leurs valeurs.

La plupart des frères Bin Ladin ont des relations et/ou ont scellé dans leurs affaires des accords de partenariat avec l'un ou l'autre des princes les plus influents de la famille royale (exemple Baker Bin Ladin est associé à Abdel Aziz Ben Fahd, le fils préféré

Mon expérience au cœur de la société saoudienne me conduit désespérément au pessimisme

Les leçons qu'on n'a pas su tirer

par Noam Chomsky

LE 11 septembre a brutalement fait prendre conscience à beaucoup d'Américains qu'il leur fallait prêter bien davantage attention à l'action conduite par leur gouvernement dans le monde et à la façon dont celle-ci est perçue. Cela relève du simple bon sens, si l'on veut réduire le risque que de nouvelles atrocités ne se produisent. Il est peut-être réconfortant de prétendre que nos ennemis « haïssent nos libertés », comme le président Bush l'a déclaré, mais il n'est pas raisonnable de feindre d'ignorer la réalité du monde.

Ce président n'est pas le premier à poser la question du « Pourquoi nous haït-on ? ». Lors d'une réunion de travail il y a quarante-quatre ans, Dwight Eisenhower évoquait « la campagne de haine dirigée à notre encontre (dans le monde arabe), qui n'est pas le fait des gouvernements mais des populations ». Son Conseil pour la sécurité nationale en soulignait les raisons fondamentales : les Etats-Unis soutiennent des gouvernements d'oppression et de corruption et « s'opposent au progrès politique et économique » pour contrôler les richesses pétrolières de la région.

Les sondages d'opinion réalisés dans le monde arabe après le 11 septembre révèlent que ces mêmes raisons restent valables, aggravées par le ressentiment qui se manifeste envers telle politique spécifique. Il est surprenant de constater que ce phénomène existe même dans des secteurs privilégiés de sociétés ouvertes.

Pour prendre ne serait-ce qu'un exemple récent, Ahmed Rashid, spécialiste de renommée mondiale de ces questions, écrit dans l'*Eastern Economic Review* en date du 1^{er} août qu'au Pakistan, « la colère grandit du fait du soutien américain qui permet au régime militaire de remettre à plus tard la promesse de démocratie ».

A l'heure actuelle, nous sommes plutôt désobligeants envers nous-mêmes en choisissant de penser qu'« ils nous haïssent » et « haïssent nos libertés ». Leur comportement montre, au contraire, qu'ils aiment les Américains et admirent bien des traits caractéristiques des Etats-Unis, notamment leurs libertés. Ce qu'ils haïssent, c'est la politique offi-

cielle qui leur refuse ces libertés, auxquelles ils aspirent eux aussi.

Pour ces raisons, les rodomontades d'Oussama Ben Laden après le 11 septembre – à propos du soutien, par exemple, que les Etats-Unis apportent à des régimes brutaux et corrompus, ou de « l'invasion » américaine de l'Arabie saoudite – trouvent une résonance, même parmi ceux qui le méprisent et le craignent. De l'amertume, de la colère et des désillusions, les groupes terroristes espèrent tirer des supports et de nouvelles recrues.

Il faut aussi savoir qu'une bonne partie de la planète tient Washington pour un régime terroriste. Les Etats-Unis ont, ces dernières années, mené ou soutenu en Colombie, au Nicaragua, au Panama, au Soudan et en Turquie, pour ne citer que quelques pays, des actions qui répondent à la définition américaine autorisée du « terrorisme » – celle que les Etats-Unis appliquent à leurs ennemis.

Dans le plus mesuré des organes de presse officiels, *Foreign Affairs*,

parus. Mais avec des réserves. Un sondage Gallup, réalisé fin septembre au niveau international, révélait la faible soutien apporté à une « offensive militaire » des Etats-Unis en Afghanistan. En Amérique latine, région qui a la plus grande expérience de l'intervention améri-

NOAM CHOMSKY est professeur de linguistique au Massachusetts Institute of Technology (MIT).

caine, ce soutien s'établissait entre 2 % au Mexique et 16 % au Panama.

L'actuelle « campagne de haine » qui sévit dans le monde arabe se nourrit aussi, bien entendu, de la politique américaine à l'égard d'Israël et de la Palestine, ainsi que de l'Irak. Les Etats-Unis ont fourni un soutien décisif à la brutale occupation militaire qu'exerce Israël, pour la trente-cinquième année aujourd'hui.

En Irak, dix années de dures sanctions sous la pression des Etats-Unis ont renforcé le pouvoir de Saddam Hussein et provoqué la

véritablement savoir quels en seraient le coût et les conséquences. Les extrémistes islamistes espèrent, bien sûr, qu'une attaque dirigée contre l'Irak tuera beaucoup de monde et détruira une grande partie du pays, ce qui fournira des volontaires pour les actions terroristes.

La menace est partout, jusque sur le sol des Etats-Unis. La décision autoritaire de conduire sans fin des hostilités constitue un danger beaucoup plus grand pour les Américains que celui que représentent leurs ennemis connus, pour des raisons que les organisations terroristes comprennent fort bien. Il y a vingt ans, l'ancien chef des renseignements militaires israéliens, Yehoshaphat Harkabi, qui fut aussi un grand arabisant, déclarait ceci, qui reste vrai encore aujourd'hui : « *Offrir aux Palestiniens une issue honorable respectant leur droit à l'autodétermination, telle est la solution au problème du terrorisme. Quand les marécages disparaissent, il n'y a plus de moustiques.* »

Israël jouissait à l'époque d'une immunité presque totale sur le plan des représailles dans les territoires occupés, immunité qui a duré jusqu'à tout récemment. Mais l'avis d'Harkabi était pertinent, et la leçon est applicable de façon plus générale.

On savait, bien avant le 11 septembre, qu'avec l'apparition des technologies modernes, les riches et les puissants allaient perdre leur quasi-monopole des moyens d'exercer la violence, et qu'il leur faudrait s'attendre à endurer la barbarie dans leur propre pays. Si nous tenons à multiplier les marécages, il y aura davantage de moustiques, dotés de terribles capacités de destruction. Si nous utilisons nos richesses à assécher les marécages, en nous attaquant à la racine des « campagnes de haine », nous réussirons non seulement à réduire les menaces auxquelles nous sommes confrontés, mais également à vivre en accord avec les idéaux que nous professons et qui ne sont pas hors d'atteinte si l'on choisit de s'y attacher.

Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Sylvette Gleize. © Noam Chomsky/ New York Times Syndicate

Les rodomontades d'Oussama Ben Laden trouvent une résonance même parmi ceux qui le méprisent et le craignent

Samuel Huntington écrivait en 1999 : « *Alors que les Etats-Unis dénoncent régulièrement les "Etats voyous", ils sont en train de devenir, pour beaucoup de pays, la superpuissance voyou, [...] et, pour ces sociétés, la menace extérieure majeure.* » Un sentiment qui reste inchangé en dépit du fait que, pour la première fois, un pays occidental a subi sur son propre sol, le 11 septembre, une effroyable attaque terroriste, du type de celles que ne connaissent que trop les victimes du pouvoir occidental. Les attentats dépassent de loin ce que l'on qualifie parfois de terreur « au petit pied », telle que la pratiquent l'IRA, le FLN ou les Brigades rouges.

Le terrorisme du 11 septembre a suscité des condamnations sévères partout dans le monde et un flot de sympathie envers les innocents dis-

La nouvelle Rome entre Barbares et Etats tributaires

Plus par peur que par arrogance, les Etats-Unis ont bouleversé leur vision du monde depuis le 11 septembre 2001. Cette approche manichéenne est-elle le meilleur moyen de se protéger de Ben Laden, se demande « Esprit »

UN AN après le 11 septembre 2001, *Esprit* examine à froid l'impact des attentats d'Al-Qaïda sur les Etats-Unis comme sur le monde. Si l'émotion a cédé la place à la réflexion, les passions qui s'exacerbaient avant n'ont pas disparu, qu'il s'agisse du fondamentalisme islamique ou de l'antiaméricanisme. D'autant que l'hyperpuissance est sortie de la crise encore plus déterminée à se faire entendre.

Directeur de la rédaction de la revue, Olivier Mongin explique que le monde de l'après-11 septembre a pris à contre-pied ceux qui « ont continué à avaliser paresseusement » le scénario de la victoire inéluctable d'un marché confondu avec la démocratie pour nous plonger de manière « brutale et tardive dans l'après-guerre froide et la mondialisation ». Avec la nouvelle stratégie d'« action préventive tous azimuts » de George W. Bush, « la lutte contre le communisme laisse la place non plus à l'optimisme démocratique mais à la guerre "globale"



contre le terrorisme », tandis que « ce qu'on appelle la mondialisation, ce mot fourre-tout, n'est pas réductible à sa seule dimension économique (...). Portée par des révolutions technologiques, elle prend forme à la fois sur le plan géographique (fragmentation et exclusion), urbain (ville globale), culturel (industries

culturelles et émergences identitaires postcoloniales), politiques (redéfinition du rôle de l'Etat) et judiciaire (Cour pénale internationale) (...). Elle a également des répercussions sur le plan de la religion (à commencer par la mondialisation de l'islam) et des flux migratoires ».

Le 11 septembre invite à un « examen de conscience » de la démocratie « exigé pour l'instant des seuls musulmans, ajoute-t-il. En moins d'un an, nous sommes peut-être passés d'une interrogation critique consistant à chercher à l'extérieur la cause diabolique de tous nos maux, celle dont le diable Ben Laden était la preuve fantomatique, à une interrogation portant sur nous-mêmes ».

QUI REPRÉSENTE LE BIEN ?

En porte-à-faux avec les certitudes idéologiques du président Bush, ravalée au rang de puissance régionale, l'Europe peine à se faire entendre d'une Amérique qui, rappelle Thérèse Delpuch, du CERI (Centre d'études et de recherches

internationales), ne compte plus que sur elle-même et a renié sa « conversion » au multilatéralisme.

Pour Pierre Hassner (CERI), l'Amérique est passée de la vision d'un empire bienveillant à une affirmation impérialiste, unilatéraliste, moralisatrice : « On fait ce qu'on veut parce qu'on est les plus forts (...). Tantôt d'une manière naïve, les Américains pensent qu'il faut imposer au monde entier le modèle McDonald's, tantôt ils pensent qu'il faut avant tout combattre le communisme ou le terrorisme et s'allier avec n'importe qui. » Il y sent une « incapacité congénitale à voir ce qui est évident pour un Européen : le poids du ressentiment ou du nationalisme contre l'occupation israélienne ou la richesse américaine. Ils reprochent aux Européens de manquer de clarté morale en critiquant les politiques américaine ou israélienne ou en cherchant des raisons à l'hostilité qu'elles rencontrent. Mais ils accordent un brevet de moralité à quiconque est de leur côté dans la

lutte contre le terrorisme ! » « Je n'ai pas de mal à penser que Ben Laden représente le Mal, mais j'en ai beaucoup à croire, comme les Américains, que nous représentons le Bien », conclut-il.

Pierre Hassner se défend néanmoins d'être antiaméricain, phénomène aussi vieux que les Etats-Unis, rappelle Philippe Roger, directeur de la revue *Critique*. Consultant, Percy Kemp imagine enfin « la mise en place d'un Etat à l'échelle mondiale avec Washington comme nouvelle Rome, même si on ne voit malheureusement pas où est la Grèce de cette Rome (...). Les Etats-Unis ont décidé d'ériger autour d'eux, et plus généralement autour de la "chrétienté", un mur d'Hadrien par-delà lequel les principes démocratiques qui s'appliquent intra muros n'ont pas cours ».

Patrice de Beer

© N° 287, août-septembre 2002, 15 €
www.esprit.presse.fr

SUR LE NET

Les documents cités dans cette chronique sont accessibles à l'adresse www.lemonde.fr/surlenet

11 septembre 2001

Les archives de la sécurité nationale (université George-Washington) ont publié en ligne six volumes de documents sur le terrorisme, la guerre en Afghanistan, les armes biologiques et la recherche d'Oussama Ben Laden.

www.gwu.edu/~nsarchiv/NSAEBB/sept11/

La section juridique de la bibliothèque du Congrès donne accès à l'ensemble des lois et résolutions adoptées aux Etats-Unis depuis lors. <http://thomas.loc.gov/home/terrorleg.htm>

L'université Yale reproduit, classés par jour, les documents officiels émis par l'administration Bush, l'OTAN et l'Union européenne en relation avec ces événements.

www.yale.edu/lawweb/avalon/sept_11/sept_11.htm

ResearchBuzz rassemble toutes sortes de sondages et de statistiques liés au 11 septembre (dons de sang, ventes de trousseaux de premier secours, etc.).

www.researchbuzz.com/g91/statistics.html

MediaMap a collationné les études concernant la couverture médiatique des attentats et de la guerre contre Al-Qaïda qui a suivi. www.mediamap.com/resources/Sept11_media.asp

The Smithsonian Institution archive images, vidéos, sons, courrier électronique, récits... disponibles sous forme numérique en relation avec le 11 septembre.

<http://g91digitalarchive.org/>
La Wayback Machine permet de retrouver, jour par jour, les pages des sites évoquant les attentats. <http://september11.archive.org/>

vincent.truffly@lemonde.fr

LA SÉLECTION DE COURRIER INTERNATIONAL

Le « 11/9 » vu par la presse alternative américaine

De « Village Voice » à AlterNet.org, on ne ménage pas les critiques au président Bush

LA VOIX de la presse alternative américaine traverse mal l'Atlantique. On connaît surtout les grands journaux libéraux comme le *New York Times* ou le *Washington Post*. Mais il existe une large palette de publications et de sites Internet où s'expriment toutes les tendances de la gauche : protestataire, branchée, écologiste, communautaire, antimondialiste ou marxiste à l'ancienne. Le doyen de ces titres est *The Nation*, fondé en 1865 et qui devrait connaître en 2002 son premier exercice bénéficiaire. Faut-il y voir le signe d'une remobilisation de la gauche américaine ?

A l'approche de l'anniversaire, la presse alternative se rejoint dans une critique sévère de l'administration Bush, partageant le sentiment d'avoir été trahie, dépossédée de ce qui fut un drame commun à tous les Américains. Don Hazen, Tai Moses et Lakshmi Chaudhry écrivent dans *AlterNet.org* : « La tragédie du 11 septembre, qui aurait pu nous rendre plus sages et nous aider à imaginer un avenir plus sensé, nous a été enlevée, dévorée par nos médias omniprésents et déformée par des forces politiques décidées à nous imposer leur volonté. »

Second thème, celui de la manipulation : « Malgré tous les efforts de l'administration Bush pour maintenir l'opinion à un degré maximal de paranoïa, la plupart d'entre nous redoutent des menaces autrement plus réelles que les terroristes embusqués, les "bombes sales" ou l'anthrax. Nous avons peur des chefs d'entreprise corrompus, de ce que signifie pour nos emplois et nos retraites une économie qui se dégingue et

une Bourse qui s'effondre. Et, de plus en plus, nous avons peur de notre propre gouvernement. »

Ce gouvernement, que lui reproche-t-on au juste ? Son manque de transparence, pour commencer. « Une année a passé depuis le 11 septembre. Pourtant, nous, le peuple américain, nous ne savons toujours pas ce qui s'est vraiment passé.

Aucune enquête publique n'est prévue pour savoir comment plus de 3 000 Américains ont perdu la vie et ce qui aurait pu être fait pour éviter les attentats ou réduire leur impact », constate Ted Rall dans *AlterNet.org* avant de dresser une liste de 19 questions restées sans réponse par les autorités (par exemple, savoir si le vol n° 93 de United

Airlines qui s'est écrasé en Pennsylvanie a été ou non abattu par l'armée, ou encore quelle quantité d'amiante cancérogène s'est répandue sur Manhattan après l'effondrement des tours jumelles).

APPELS À LA DÉLATION

Plus grave, la Maison Blanche est accusée de violer les droits des Américains, pour ne pas parler des étrangers. Titre presque centenaire publié à Madison, Wisconsin, *The Progressive* dénonce les manœuvres liberticides de l'ultraconservateur ministre de la justice. Célèbre éditorialiste et critique de jazz, Nat Hentoff écrit dans *The Village Voice*, bible alternative new-yorkaise : « Le dernier plan de John Ashcroft dans sa guerre contre les libertés individuelles nous ferait rejoindre les citoyens de la Chine, de Cuba, du Kazakhstan et autres pays surveillés en permanence et en tous lieux afin de détecter le moindre signe de déloyauté envers l'Etat. » Le ministre a en effet lancé l'« Opération TIPS », vaste plan de délation, invitant « des millions d'Américains, camionneurs, facteurs, cheminots, capitaines de navire, employés des eaux ou de l'électricité, et autres, à signaler les activités présumées terroristes » en appelant un numéro vert. Les grands médias ont réagi et « TIPS » a été mis en sommeil.

Dernier thème, le plus actuel, la guerre contre l'Irak. Gary Kamiya, rédacteur en chef du très branché *Salon.com*, y voit le signe « d'une escalade sans précédent du militarisme américain voulue par les faucons triomphalistes qui se sont emparés du gouvernement ».

« AD DABBOUR » (Liban)



Libre ? « Que Dieu bénisse les Etats-Unis ! » En un an de « guerre contre le terrorisme », Washington n'a pas réussi à capturer Ben Laden. Mais les libertés publiques, elles, ont eu à souffrir de la situation.

DESSIN DE STAVRO

AU COURRIER DES LECTEURS

Humanisme contre fanatisme

Les attentats ont-ils constitué la réponse (affreuse) du pauvre au riche, de l'humilié à l'humiliant ? Rien n'est moins sûr ou du moins peut-on lire ces événements autrement. En effet le motif qui semble déterminant chez les groupuscules terroristes islamiques est la haine des valeurs sur lesquelles l'Occident entend fonder sa société : égalité des hommes/femmes, liberté de conscience, de religion, de parole, laïcité, séparation du religieux et du politique. (...) Des valeurs positives pour nous et incarnées *volens nolens* par nos Etats.

Ne nous y trompons donc pas. Quelle que soit la manière dont l'Occident infléchira sa politique (ce qui est souhaitable) vis-à-vis du monde arabe ou du tiers-monde en général, il y aura toujours des fondamentalistes musulmans pour le sataniser, en faire le bouc émissaire de tous les malheurs de leurs populations et dévoyer ces dernières. C'est notre

vision du monde dans ce qu'elle a de plus humanisante et de plus défendable qui est d'abord visée par les attentats. Les errements de nos politiques étrangères ne sont que des prétextes finalement secondaires. Nous sommes plus menacés par ce que nous sommes que par ce que nous faisons. Ne pas le comprendre confine à l'autisme intellectuel !

Antoine Gilbert
Luxembourg

Examen de conscience

Aujourd'hui, les Etats-Unis semblent se mobiliser pour une même éventualité qu'en 1941, après l'attaque surprise de Pearl Harbor : la guerre. L'ennemi, « l'axe du Mal », ce sont les « musulmans », pays qui ont tort de ne pas se rallier à leur conception de l'*American way of life*. Ce sont les « méchants ». Les intégristes américains alliés d'Israël sont les « bons ». Quant aux résistants palestiniens qui luttent pour la libération de leur patrie, ce sont des « terroristes » comme les autres : à abattre ! (...)

Au lieu de se complaire dans la phobie de la persécution, les diri-

geants américains devraient d'abord faire leur examen de conscience, et analyser les raisons ont conduit au 11 septembre. Le monde pourrait peut-être s'en porter mieux, et les Américains s'y sentiraient meilleurs. Ils n'auraient plus de crainte à avoir de la part des « terroristes ».

Lucien Bitterlin
Paris

Pacifisme contre terrorisme

Le rejet catégorique de l'arme du terrorisme ne doit pas nous priver, y compris pour les plus faibles d'entre nous, de tout moyen d'expression visant à peser sur les destinées du monde, une fois exclus les rapports militaires. Et puisque le terrorisme menace ainsi de s'ingérer dans nos affaires quotidiennes, il nous faut affirmer notre propre droit d'ingénierie, au nom de l'humanité pacifique, dans tous ces conflits qui minent les cinq continents en exigeant des parties prenantes une solution civilisée sous l'arbitrage des institutions internationales légitimes, en l'occurrence l'ONU. Pourquoi serions-nous les ota-

ges de colons ou de fanatiques (...) sans que le droit et le regard collectif puissent s'interposer, surtout quand la négociation est demeurée si longtemps impuissante ? L'ONU doit avoir la volonté et les moyens de prendre à bras-le-corps chacun des grands problèmes du monde, à commencer par les conflits militaires qui représentent le gâchis le plus criant et le plus intolérable.

Il faut s'attaquer d'urgence aux vraies priorités humaines, celles dont on nous promet qu'elles seront résolues par telle ou telle approche économique, plaçant ainsi pour d'obscures raisons la définition des moyens avant celle des véritables fins. (...) Mais pour s'attaquer de front à ces priorités, de préférence par des moyens non-violents, il nous faut des dirigeants politiques visionnaires, généreux, ouverts, compétents et peut-être un peu rêveurs. (...)

Pierre Moriametz
Belo Horizonte (Brésil)

Nous et les autres

Que des gens soient morts pour la simple raison qu'ils étaient new-yorkais et étaient allés au tra-

vail normalement est horrible. (...) Que des gens meurent car nés irakiens et vivant à côté d'un objectif militaire des Etats-Unis est aussi horrible. Et pourtant, l'opinion n'en a que faire puisque c'est la démocratie qu'on défend. Mais que défendons-nous réellement ? Un mode de vie et de pensée nécessairement impérialiste, puisque basé sur l'expansion, un mode qui fonctionne sur l'exploitation des ressources planétaires qu'elles soient matérielles ou humaines.

Les récents événements doivent nous pousser à nous interroger sur la viabilité de notre système, qui n'est pas forcément meilleur qu'un autre et qui peut être aussi meurtrier humainement et culturellement. Il est grand temps de nous interroger sur l'évolution de nos sociétés et d'arrêter de nous voiler la face avec de pseudo-idéaux de liberté et de fraternité alors que nos actions sont majoritairement à buts matériels. Cessons de phagocyter des cultures et des peuples. Il faut les aider avec ce dont ils ont besoin (infrastructures, amélioration des conditions de vie, enseignement), pas

DANS LA PRESSE FRANÇAISE

LE NOUVEL OBSERVATEUR

Laurent Joffrin
Le monde qui est né le 11 septembre est à coup sûr nouveau. Il n'est certainement pas meilleur. Un an après, le bilan est loin des anticipations optimistes qu'on a vu fleurir à la fin du siècle dernier, au moment de la chute du mur de Berlin. On pouvait, à cette époque, saluer la chute d'une dictature, faire fond sur la technologie, espérer dans les progrès du droit international. Le choc du World Trade Center enclenche une tout autre histoire où le sang, la vengeance et la force dominent l'intrigue. L'émotion domina dans un premier temps, spontanée, élémentaire. De même, la réplique fut légitime. Mais, bien vite, la nature politique a repris le dessus. L'Amérique qu'il conduit est désormais plus dure, plus solitaire, plus impérieuse. L'idée du « choc des civilisations » a progressé. Sa réfutation n'en est que plus urgente au profit d'une politique internationale fondée sur les valeurs de coopération. Ce pourrait être la justification de l'Union européenne. Encore faudrait-il que les Européens le veuillent...

L'EXPRESS

Bernard Guetta
Le monde est trop instable pour une nouvelle aventure. Il faut tout faire pour dissuader George Bush d'aller jeter ses armées contre Saddam Hussein. [Le président américain] veut-il faire respecter la force américaine ou identifier l'Occident - Europe et Etats-Unis - au respect des lois internationales, de l'équité sociale et de la démocratie, de ces principes qu'on ne peut, sans leur enlever tout crédit, brandir et oublier au gré des convenances ? Si la réponse allait de soi, les faucons américains auraient raison. Il se trouve seulement que George Bush n'est ni Wilson ni Roosevelt, moins encore Jefferson. A vouloir façonner le monde par la force, l'Amérique serait folle. Elle choisirait l'aventure, pas uniquement pour elle, car le repli dont ses électeurs décideraient vite laisserait un chaos aux frontières de l'Europe.

LE POINT

Claude Imbert
La politique Bush fait lever à Paris, Berlin, voire à Londres, des reproches consistants. Mais chez nous, quelque modérés et rationnels qu'ils soient, ils souffrent de remuer un antiaméricanisme, hélas, immodéré et irrationnel. Cette passion française échauffe encore une certaine gauche et le parti intellectuel. Se souvient-on encore que l'Amérique, pour anéantir les deux fléaux du fascisme et du communisme, ne ménagea ni ses hommes ni ses moyens ? Peut-être existe-t-il un devoir national d'ingratitude dont de Gaulle ne s'exempta point. Toujours est-il que, devant le jeune et nouvel « empire », notre vieille nation a la mélancolie rechigneuse. Alors nous écrasons de nos prestiges passés les nouveaux riches de l'histoire. De là cette arrogance qui fut celle des Grecs de l'Antiquité, exténués de querelles domestiques, pour les Romains de l'Empire, qui, pourtant, les protégeaient des Barbares.

avec ce dont nous pensons qu'ils ont besoin (la création d'entreprises qui font des baskets pas cher). Cessons de voir en eux un pool de futurs consommateurs qui nous permet de faire perdurer la « croissance » sans laquelle nous ne sommes plus rien. Ils doivent rester maîtres de leur futur et pour cela nous devons les aider dans un vérifiable esprit altruiste.

Clément Bonnamy
Courriel

1973-2001

Ce 11 septembre 2002, nous aurons tous une pensée sincèrement émue pour les milliers de disparus de New York et de Washington. Toutes ces victimes d'un barbarisme aveugle nous touchent. C'est pour cela que je souhaiterais que nous ayons également une pensée tout aussi émue pour les victimes d'un autre 11 septembre, celui de 1973, qui vit Pinochet prendre violemment le pouvoir à un président légitimement élu, avec l'aide des mêmes Etats-Unis. Ce fut le prélude à un massacre tout aussi barbare.

Marc Eisinger
Marseille

0123
ÉDITORIAL

Le danger Al-Qaida

LE LONG de la frontière afghano-pakistanaise, les forces spéciales américaines poursuivent les restes d'Al-Qaida. La CIA est mobilisée pour traquer partout dans le monde toute cellule radicale islamiste en formation. Le FBI, à l'intérieur des frontières des Etats-Unis, a obtenu des pouvoirs d'investigation et de surveillance accrus. Polices et services secrets des alliés européens restent sur le qui-vive et échangent des informations avec Washington. Un an après les attentats du 11 septembre 2001, l'ombre d'Al-Qaida fait toujours peur : encore trop peu, diront certains, qui jugent que l'Europe relativise déjà l'événement et minimise le risque terroriste ; de façon exagérée, diront les autres, qui estiment que les Etats-Unis surevaluent la capacité de nuire d'Al-Qaida, en particulier, et le danger de l'islam radical, en général.

Que reste-t-il d'Al-Qaida ? L'épine dorsale militaire de l'organisation – quelques milliers de combattants, essentiellement arabes – se confondait avec le pouvoir taliban à Kaboul. Elle a été mise en pièces lors de la campagne que les Etats-Unis ont menée à bien en Afghanistan. Le gros des troupes s'est dispersé. L'organisation n'a plus d'Etat sur lequel s'appuyer. Mais la direction est vraisemblablement indemne, à commencer par son chef, Oussama Ben Laden. Selon toute probabilité, le dissident saoudien court encore, et le nouveau pouvoir central à Kaboul est faible. Une partie de l'establishment militaire pakistanais reste sans doute acquise aux idées et aux hommes d'Al-

Qaida. Des cellules dormantes en Europe et peut-être aux Etats-Unis seraient intactes. Des réseaux se reconstitueraient au Proche-Orient et en Asie. En bref, le danger Al-Qaida a été réduit, mais il ne s'est épuisé ni avec le succès de la campagne d'Afghanistan ni avec les arrestations qui ont suivi. Quel est-il ?

Al-Qaida n'est pas une manière de Komintern de l'islamisme international qui serait en mesure, ici et là, de mobiliser presse, syndicats et associations au service de la « cause ». Elle n'est pas une organisation structurée, comme l'ont été l'OLP, l'ETA ou l'IRA. Al-Qaida n'a pas de programme économique. Elle ne poursuit de visée stratégique que délirante : restaurer la communauté des croyants des premiers temps de l'islam. Si on veut vraiment lui prêter une pensée, on dira qu'elle a un objectif tactique : dresser les populations musulmanes contre les Occidentaux. Comme le résume le chercheur Olivier Roy, « elle ne correspond en rien à la constitution d'un mouvement de type révolutionnaire (...), elle n'est qu'une secte millénariste et suicidaire ».

Mais c'est précisément le côté informel de la nébuleuse Al-Qaida qui la rend difficile à combattre, et la séduction qu'exerce son millénarisme qui la rend toujours dangereuse. Le 11 septembre a prouvé la terrible vulnérabilité des Etats à la violence que peut déchaîner une organisation non étatique. Une commission de l'ONU vient d'avertir : Al-Qaida reste riche et menaçante. Il faut garder en tête le danger Al-Qaida.

0123

Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani

Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux.

Directeur général délégué des rédactions : Edwy Plenel

Directeur général délégué des opérations : Fabrice Nora

Directeur général adjoint : René Gabriel

Secrétaire général du directoire : Pierre-Yves Romain

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel

Directeurs adjoints : Thomas Ferenzi, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomet

Secrétaire général : Olivier Biffaud ; déléguée générale : Claire Blandin

Directeur artistique : François Lolichon

Chef d'édition : Christian Massol ; chef de production : Jean-Marc Houssard

Rédacteur en chef technique : Eric Azan ; directeur informatique : José Bolufer

Rédaction en chef centrale :

Alain Debove, Eric Fottorino, Alain Frachon, Laurent Greilsamer, Michel Kajman,

Eric Le Boucher, Bertrand Le Gendre

Rédaction en chef :

François Bonnet (International) ; Anne-Line Roccati (France) ;

Anne Chemin (Société) ; Jean-Louis Andréani (Régions) ; Laurent Mauduit (Entreprises) ;

Jacques Buob (Aujourd'hui) ; Franck Nouchi (Culture) ;

Josyane Savigneau (Le Monde des Livres) ; Serge Marti (Le Monde Economie)

Médiateur : Robert Solé

Directrice des projets éditoriaux : Dominique Roynet

Directeur exécutif : Eric Pialoux ; directrice de la coordination des publications : Anne Chaussebourg

Directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982),

André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la Société Editrice du Monde (SAS)

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social :

145 473 550 €. Actionnaires directs et indirects : Le Monde SA, Le Monde et Partenaires Associés,

Société des Rédacteurs du Monde, Société des Cadres du Monde, Société des Employés du Monde,

Fonds commun de placement des personnels du Monde, Association Hubert-Beuve-Méry, Société des Lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Europe, Le Monde Investisseurs,

Le Monde Presse, Le Monde Prévoyance, Claude-Bernard Participations, Société des Personnels du Monde.

www.lemonde.fr édité par Le Monde Interactif.

Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani. Directeur général : Bruno Patino

Participez à la 6^e édition du

Prix Le Monde de la recherche universitaire

Créé en 1997 par Le Monde de l'éducation, ce concours a pour objectif de valoriser la recherche en offrant à de jeunes docteurs la possibilité de publier leurs travaux dans la collection « Partage du savoir » PUF/Le Monde

Renseignements : 01-44-97-54-95, www.lemonde.fr/mde mondeprix@lemonde.fr

0123 est édité par la Société Editrice du Monde (SAS). La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0707 C 81975 ISSN 0395-2037

Imprimerie du Monde
12, rue Maurice-Gunschbourg
94852 Ivry cedexLe Monde
Président-directeur général : Dominique Alduy
Directeur général : Stéphane Core21 bis, rue Claude-Bernard - BP218
75226 PARIS CEDEX 05
Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-26

PRINTED IN FRANCE

Les libertés, dégâts collatéraux

LORSQUE, le 18 juillet dernier dans la salle d'audience du tribunal fédéral d'Alexandria, Zacarias Moussaoui s'est soudain tourné vers la juge Leonie Brinkema et, après avoir fait allégeance à Oussama Ben Laden, a annoncé qu'il avait décidé de plaider coupable, le ciel est tombé sur la tête des juristes américains.

Accusé d'avoir participé à l'organisation des attentats du 11 septembre et même d'avoir été destiné à devenir le vingtième pirate de l'air s'il n'avait pas été interpellé trois semaines plus tôt, le détenu français avait été jugé suffisamment sain d'esprit pour comparaître devant la justice américaine et assurer sa propre défense, comme il l'exigeait : il était donc délicat de prétendre qu'il ne savait pas ce qu'il disait. Pourtant, il semblait si évident aux personnes présentes dans la salle ce jour-là qu'il ne mesurait pas la portée de sa décision que lui permettre de donner cette tournure à son procès paraissait invraisemblable. Car si Zacarias Moussaoui plaiderait coupable, il faudrait passer aussitôt à la phase de condamnation. Et la condamnation, selon la dynamique enclenchée par le département de la justice, serait logiquement la peine de mort. Il y allait donc de la vie de ce suspect qui, matériellement, n'avait commis aucun crime, avait refusé de se faire assister d'avocats américains et risquait de mourir

sans avoir livré les précieuses informations sur Al-Qaida qui étaient en sa possession.

Il y allait de sa vie, mais il y allait aussi de la sauvegarde du système judiciaire américain. Le soir même, un vent de panique soufflait sur les ondes où commentateurs, juristes et magistrats les plus éminents tentaient de remettre sur les rails de leur justice une affaire qui subitement leur échappait. La juge Brinkema prit très sagement sur elle de donner une semaine de réflexion au prévenu qui, une semaine plus tard en effet, changea d'avis ; il devrait finalement plaider non coupable lorsque la phase suivante de son procès s'ouvrira en janvier. L'affaire Moussaoui, commenta alors le Washington Post, « est devenue un spectacle affligeant et gênant, bien éloigné du modèle que la justice américaine espérait offrir dans le traitement des affaires terroristes ».

Mise à rude épreuve par le 11 septembre et les événements qui en ont découlé, la justice américaine se révèle particulièrement mal outillée et démunie face au défi terroriste. Ce n'est pas faute, pourtant, d'avoir essayé de l'adapter : dans les semaines qui ont suivi le traumatisme des attentats, le Congrès américain a adopté une loi importante, les USA Patriot Act, qui modifie certaines compétences des tribunaux et donne au pouvoir exécutif d'importantes pré-

rogatives en matière, notamment, de mise sur écoute et de relations entre suspects et avocats.

Les exigences de la lutte contre le terrorisme ont, depuis, poussé de plus en plus loin les limites jusque-là admises du respect des libertés publiques. Muets les premiers jours tant la douleur était profonde, les défenseurs des libertés individuelles sont, un an plus tard, occupés à plein temps à surveiller, repérer et tenter d'empêcher les excès de services de sécurité d'autant plus zélés qu'on leur a amèrement reproché leur passivité avant le 11 septembre. Dans ce débat, la position de l'Attorney General (ministre de la justice) John Ashcroft est claire : « A ceux qui agitent devant les citoyens désireux de paix le spectre des libertés perdues, mon message est le suivant – vos tactiques ne font qu'aider les terroristes ».

BATAILLE DE LONGUE HALEINE

La Constitution des Etats-Unis offre assez de souplesse pour adapter l'équation sécurité/liberté aux préoccupations actuelles des Américains, très majoritairement favorables au renforcement de la sécurité. Mais de plus en plus de voix s'élèvent pour dénoncer une dérive troublante, comme celle qui a abouti à placer en détention illimitée au secret depuis le printemps sur des bases militaires deux ressortissants américains, Yasser Esam

Hamdi et Jose Padilla, baptisés « combattants ennemis » et à ce titre privés de tout contact avec un avocat. Ils ne sont pas inculpés, aucun procès n'est prévu. Le premier a été fait prisonnier dans les rangs des talibans en Afghanistan et envoyé à Guantanamo (où sont toujours détenus près de 600 hommes, sans statut) jusqu'à ce que l'on découvre sa nationalité. Le second, membre d'un gang de Chicago, est soupçonné d'avoir voulu fabriquer une « bombe sale », mais aucune preuve n'est pour l'instant retenue contre lui.

De temps à autre, des juges ruent dans les brancards et rappellent le FBI à l'ordre, protestent contre l'empiétement du pouvoir exécutif sur le pouvoir judiciaire, ordonnent aux autorités de publier les noms des quelque 200 personnes encore détenues parmi les 1 200 qui ont été interpellées après le 11 septembre, puis s'inclinent en attendant la procédure d'appel que n'a pas manqué d'interjeter le parquet.

C'est une bataille de longue haleine qui est aujourd'hui engagée aux Etats-Unis ; elle concerne toutes les sociétés démocratiques. La société ouverte est un paradis pour les terroristes du type de ceux du 11 septembre. Détourner des avions comme ils l'ont fait ce jour-là est sans doute beaucoup plus difficile aujourd'hui grâce au renforcement de la sécurité dans les aéroports ; mais la gamme des possibilités est infinie. Les Américains ont su éviter de reproduire les erreurs de la deuxième guerre mondiale – l'internement de leurs compatriotes d'origine japonaise – et de la guerre froide – le Maccarthysme – mais constatent que l'organisation de leur société ne se prête pas à la lutte contre le terrorisme. Prise à son propre piège, une partie de la droite américaine déplore aujourd'hui son corollaire, l'accroissement du rôle de l'Etat.

Les débats sur la carte d'identité, à laquelle résistent encore Américains et Britanniques, ou même sur la peine de mort, au nom de laquelle les pays européens peuvent refuser d'extrader certains suspects vers les Etats-Unis, sont parfois dérisoires au regard de la détermination des commandos suicidés. Ultime perversion, la « guerre contre la terreur » fournit à des régimes moins démocratiques un prétexte providentiel pour restreindre aussi les libertés, mais sans garde-fous. Si les libertés devaient figurer au titre des dégâts collatéraux de cette guerre-là alors, peut-être, « la terreur » aura atteint son but.

Sylvie Kauffmann

L'impasse américaine

Suite de la première page

Car la tension créée dans le monde arabe par les conséquences du 11 septembre est telle que l'on approche du point de rupture : les éléments de réforme, de progrès – bref, les modérés – sont menacés partout où ils tentaient, avant le 11 septembre, de s'affirmer. Un coup de force américain contre l'Irak risquerait de les affaiblir davantage. Or on ne devrait pas oublier le fait que les forces démocratiques, les aspirations démocratiques, les libertés, sont le cœur de cible du projet politique des terroristes d'Al-Qaida et de ceux qui les soutiennent, les arment et les financent : l'idée est bien de créer une ligne de fracture qui permette d'écarter les forces modérées et modernes du monde arabe.

Les récents attentats en Afghanistan et au Pakistan nous rappellent en outre que ces deux pays sont toujours le théâtre principal de la guerre que le terrorisme islamiste a déclenchée le 11 septembre. En Afghanistan, la guerre civile est toujours latente. Au Pakistan, le pouvoir actuel est un rempart mal assuré : que se passerait-il si Islamabad et son arsenal nucléaire changeaient de camp ? Bill Clinton a eu raison de rappeler à son successeur ce constat élémentaire : là est bien le front principal de la lutte contre le terrorisme d'Al-Qaida.

Pour toutes ces raisons, s'agis-

sant de l'Irak, on est en droit de considérer qu'il est urgent d'attendre. Et de s'en remettre à des procédures internationales lourdes et, en l'occurrence, plus nécessaires que jamais, où l'Europe, la Chine et la Russie ont leur mot à dire. Sauf que désormais, pour Saddam Hussein, tout recul de Washington par rapport à ses déclarations guerrières sera célébré comme une victoire ; en Irak et au-delà, cela peut signifier le triomphe de l'anti-américanisme. Comme on dit à Las Vegas, George Bush a choisi un « no win game ».

Pire, cette guerre « préventive » contre l'Irak, avec pour but de guerre explicite le renversement du régime en place à Bagdad, est une remise en cause de tout ce qui a été construit en termes de droit international depuis 1945, et plus encore durant la dernière décennie, depuis la fin de la guerre froide. Car ce droit-là ne saurait être à géométrie variable. De deux choses l'une : ou bien l'Irak est un agresseur, ou bien l'Irak est une menace. Dans le premier cas – et ce fut celui de 1990-1991, la communauté internationale est en droit d'agir. Dans le second, elle est en droit de contenir, mais ne saurait prétendre agir militairement pour renverser un régime qui déplaît à l'une de ses composantes.

DOUBLE FAIBLESSE

Doit-on se réjouir de cette conduite hasardeuse des Etats-Unis ? Doit-on céder à nos vieux réflexes anti-américains, à ce que les Allemands appellent la « Schadenfreude », la joie du malheur des autres ? Outre que ce genre de sentiment n'est jamais un bon calcul,

ce serait en l'espèce se réjouir aussi de notre propre malheur. En d'autres termes, pour quelques solides années, nous sommes toujours, nous restons des Américains, tant nos sorts sont liés. Autant une Amérique affaiblie est dangereuse, autant nous avons besoin d'une Amérique réformée. Marqués au fer rouge par les attentats du 11 septembre, la société et l'Etat américains n'ont pas encore pris la mesure de l'événement. Bush Junior, par son idéologie et son obsession de la politique intérieure, a accentué une double faiblesse : déficit de solidarité et de cohésion sociale à l'intérieur ; défaut de solidarité et de concertation avec le reste du monde à l'extérieur.

Mais l'Amérique peut-elle changer ? Beaucoup d'Américains aspirent à un système meilleur, dont « l'exubérance excessive des marchés », comme dit Alan Greenspan, a souligné davantage les défauts ; beaucoup sont d'authentiques libéraux, c'est-à-dire des citoyens qui croient à la vertu des libertés, même en période de crise, surtout en période de crise, où tous les exécutifs rivalisent de savoir-faire pour les limiter ; de même que beaucoup d'Américains, dans les années 1920, aspiraient à autre chose qu'au conservatisme obtus et à la politique économique inepte de l'un des prédecesseurs de Bush au Parti républicain, le président Hoover. Il y eut après lui Roosevelt et le New Deal.

L'Amérique doit évidemment rester l'une des nations de tête de la coalition démocratique. A condition d'accepter qu'il y ait une coali-

tion. Avec des partenaires, et non des satellites, selon la forte expression de Joshka Fischer. Cette coalition passe non seulement par une Amérique réformée, mais aussi par une Europe affirmée, à l'identité forte et lisible.

REINVENTER DES POLITIQUES

Alors nous pourrions nous souvenir de ce qui a fondé, entre l'Europe et l'Amérique, un consensus victorieux. Que l'on peut résumer de deux noms propres : Keynes et Kenan. Keynes, l'homme qui a inspiré les politiques de développement, loin du « tout-argent » de l'entre-deux-guerres, des deux côtés de l'Atlantique. Kenan, l'adjoint du général – puis secrétaire d'Etat – Marshall, qui inventa, face à l'URSS, la notion de « containment ». Développement et containment ont été les deux piliers de la coalition atlantique. Il nous faut donc réinventer des politiques de développement et imaginer ce que peut être, face au terrorisme, une politique qui le contienne puis le résorbe.

Bush y substitue un couple terrible : protectionnisme et interventionnisme préventif. Ce en quoi il donne des arguments à ceux qui le soupçonnent, en se prévalant du combat des démocraties, de ne défendre que les intérêts de puissance à courte vue, non seulement des Etats-Unis, mais d'une fraction des Etats-Unis, celle qui les gouverne momentanément. Alors même que nous avons toujours besoin d'une Amérique meilleure et forte et qui nous évite la défaite contre le terrorisme.

J.-M. C.

ENTREPRISES

CROISSANCE

Un an après le choc, les conséquences économiques des attentats sont loin d'être aussi dévastatrices qu'initialement envisagé. Le 11 septembre, paradoxalement, a eu un **EFFET BÉNÉFIQUE** : il a permis une prise de

conscience de l'entrée en récession et accéléré les décisions pour y remédier, notamment plusieurs **BAISSES DES TAUX** directeurs de la Réserve fédérale américaine. La résistance des marchés financiers dans un pre-

mier temps a surpris et les Américains ont continué de consommer. Plusieurs secteurs, cependant, ont directement pâti des attentats : les compagnies aériennes, notamment, ainsi que les assureurs et les réassureurs. Le

véritable choc, pour l'économie mondiale, est arrivé le 4 décembre 2001 : le scandale de **LA FAILLITE D'ENRON**, avec la mise à nu de certaines pratiques comptables, a sapé les fondements du capitalisme financier.

L'impact sur l'économie internationale est resté limité

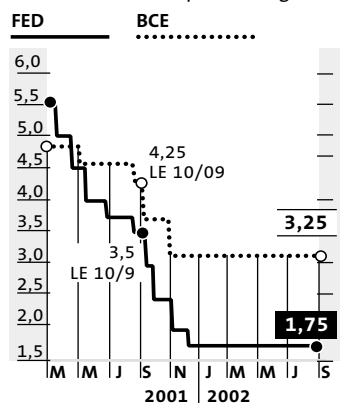
Les attentats, qui ont eu des conséquences dramatiques pour plusieurs compagnies aériennes, n'ont pas constitué un séisme pour la croissance. La faillite du courtier en énergie texan Enron, le 4 décembre 2001, a été plus dommageable, entraînant une perte de confiance des marchés financiers

A DEUX pas des tours jumelles du World Trade Center, qui abritaient de grands noms de la finance, Wall Street a ressenti directement le choc des attentats du 11 septembre. Mais un an après, les conséquences économiques de cet événement sont loin d'être aussi dévastatrices qu'ont pu le redouter les financiers et les chefs d'entreprise du monde entier. « Sur le plan économique, le moment choisi par Ben Laden pour lancer ses attaques contre le World Trade Center et le Pentagone aurait pu être le plus dévastateur qui soit, explique Philippe Chalmin, conseiller économique à Euler-SFAC. L'économie américaine était en récession depuis avril, mais on ne le savait pas encore vraiment. On ne le saura qu'un mois plus tard. Les frappes devaient donc ébranler un monde vivant encore sur la fin du mirage de la nouvelle économie. » A la déstabilisation psychologique, liée à la découverte de la vulnérabilité de l'Etat le plus puissant du monde, aurait pu s'ajouter une crise de confiance grave entraînant la prostration.

Il n'en a rien été. Au contraire. « Le 11 septembre a eu un avantage, explique M. Chalmin. Il a déchiré le voile posé sur la réalité. La prise de conscience de la situation et de l'entrée en récession a entraîné des réactions fortes. » La Réserve fédérale (Fed) a baissé ses taux à quatre reprises, les ramenant à un plus bas niveau historique de 1,75 % en décembre 2001, contre 3,50 % avant le 11 septembre et plus de 6 % fin 2000. L'excédent

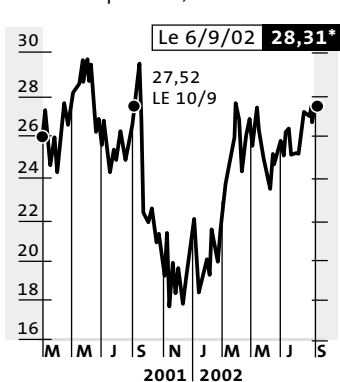
CHOC CONJONCTUREL, LE 11 SEPTEMBRE N'A PAS D'EFFET À LONG TERME

Taux directeurs, en pourcentage

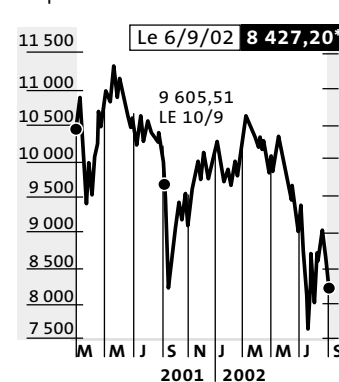


Source : Bloomberg

Prix du Brent en dollars par baril, à Londres

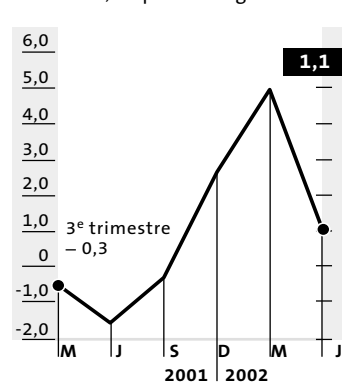


Indice Dow Jones en points à New York



* Nos contraintes de bouclage ne nous permettent pas de donner le cours le plus récent.

Croissance du produit intérieur brut américain, en pourcentage



budgetaire s'est transformé en déficit. Une pluie de dollars s'est déversée sur New York et Washington pour assurer la reconstruction de ces villes. Les consommateurs, incités par les mesures budgétaires, ont continué à dépenser, dans un élan patriotique.

Au final, la récession était presque terminée fin 2001, faisant du 11 septembre un quasi non-événement économique. De fait, la confiance des ménages américains dans leur économie, qui avait commencé à s'effriter bien avant le 11 septembre, ne s'est pas effondrée. Au contraire. Un diagnostic que confirme l'ancien ambassadeur des Etats-Unis et banquier

d'affaires Felix Rohatyn : « Les attentats ont eu un impact plus important du point de vue psychologique et sur le budget militaire que sur l'économie en général. »

EMBEILLIE DE COURTE DURÉE

Du côté des marchés financiers, on craignait aussi des réactions fortes et profondes. « Finalement, la résistance des marchés a surpris tout le monde », rappelle M. Rohatyn. Après une interruption de quatre jours des transactions boursières, l'indice Dow Jones a touché un point bas le 21 septembre avant de rebondir et de retrouver début novembre son niveau d'avant les attentats. L'embellie toutefois ne

sera que de courte durée. Le 4 décembre, la sphère financière américaine subit un autre choc : celui de la faillite du courtier en énergie texan Enron, suivie par la découverte progressive de soupçons sur la véracité des comptes, les malversations des dirigeants ou encore l'attitude du commissaire aux comptes du groupe, le cabinet Andersen, qui ne s'en relèvera pas.

Dès le 29 janvier, Paul Krugman, professeur d'économie et de relations internationales à l'université de Princeton, déclarait dans un éditorial du *New York Times* : « Le scandale Enron nous a appris des choses sur notre propre système que nous aurions

n'étions pas parvenus à voir. Je prédis que dans les années à venir, c'est Enron, et pas le 11 septembre, qui sera considéré comme le moment le plus décisif pour la société américaine. » Sur le plan économique, le 11 septembre a donc sans doute eu plus de conséquences hors des Etats-Unis. « L'Amérique a su mobiliser très vite toutes ses ressources, pas l'Europe », constate Daniel Cohen, chargé de l'enseignement de l'économie à l'Ecole normale supérieure.

Dans les pays arabes, le contre-coup est également sensible. En Egypte, la baisse du tourisme a entraîné un effondrement des réserves des devises. Aux Emirats arabes unis, le

produit intérieur brut (PIB) a baissé de 3,7 % en 2001, en raison essentiellement de la baisse des cours du pétrole. Pour M. Chalmin, toutefois, la baisse du prix des matières premières était déjà engagée avant le 11 septembre, liée à un ralentissement de la demande déjà très sensible au début 2001. D'ailleurs les cours du pétrole ont rebondi assez vite après les attentats, atteignant même des niveaux très élevés ces dernières semaines, en raison des possibles attaques américaines contre l'Irak.

QUESTIONS SANS RÉPONSE

Si le 11 septembre n'a pas bouleversé la conjoncture mondiale, il n'a pas non plus vraiment changé les relations économiques internationales. En dépit des grandes condamnations des pratiques des paradis fiscaux, qui ont permis aussi bien aux mécanismes de financement des réseaux terroristes d'échapper à tout contrôle qu'aux dirigeants d'Enron de monter des opérations opaques, rien n'a vraiment changé. Leur accès semble toujours aussi facile.

Pierre Jacquet, directeur exécutif à l'Agence française de développement, regrette, lui, que n'ait toujours pas reçu de réponse une autre des questions que pose le 11 septembre : comment doit-on structurer l'interdépendance mondiale et la solidarité économique pour contenir les éléments de soutien au terrorisme ?

Sophie Fay

Quatre secteurs ont du mal à se relever

L'assurance, l'aéronautique, le tourisme et l'aérien restent très fragiles

f **Assurance.** Les attentats du 11 septembre 2001, qui ont causé la mort de plus de 3 300 personnes et fait plusieurs milliers de blessés, constituent le plus gros sinistre de l'histoire de l'assurance. Son coût oscille aujourd'hui entre 35 milliards et 40 milliards de dollars (35,5 à 40,6 milliards d'euros), selon les estimations, mais pourrait être bien supérieur. Le coût total avoisinera sans doute 100 milliards de dollars, une large part n'étant pas assurée.

Pour la première fois, toutes les branches de l'assurance, l'assurance-décès, celle des compagnies aériennes, la santé, la responsabilité civile, les pertes d'exploitation des entreprises...

limites », constate Serge Oppenheim, du Crédit agricole.

Le premier réassureur mondial, Münich Ré, a ainsi jeté un froid sur les marchés jeudi 29 août en ne faisant pas de prévisions annuelles, après avoir annoncé une forte perte au deuxième trimestre (1,321 milliard d'euros avant impôt). Sa filiale américaine doit en effet faire face à de nouvelles demandes d'indemnisation liées aux attentats du 11 septembre. De même, Swiss RE, numéro deux mondial, a vu son résultat s'effondrer au premier semestre et estime qu'une énorme catastrophe naturelle telle qu'un tremblement de terre en Californie ou au Japon risquerait de sonner le glas

379 milliards de dollars en 2003, soit 48 milliards de dollars de plus qu'en 2002) offre des perspectives de croissance aux industriels de la défense, Lockheed Martin et Boeing en tête. Conséquence, l'industrie table plus que jamais sur le militaire pour compenser les cycles de l'aéronautique civil.

f **Transport aérien.** L'industrie du transport aérien est logiquement l'une des premières victimes de la tragédie. Près d'un an après, le secteur reste traumatisé. Les compagnies aériennes ont dû faire face à la chute libre du nombre de passagers. Leur nombre était en baisse de 10,4 % en juin par rapport au même mois de 2001, selon les statistiques de l'Association du transport aérien. Les compagnies américaines sont les plus touchées. En un an, le trafic domestique américain a reculé de 15 %, tout comme le trafic transatlantique. Les 100 000 emplois supprimés n'ont pas suffi, les mauvaises nouvelles s'enchaînent. US Airways s'est déjà placé sous la protection de la loi sur les faillites. Et United Airlines pourrait suivre.

f **Tourisme.** Pour la première fois depuis 1982, le nombre de touristes internationaux dans le monde a légèrement diminué en 2001 (-0,6 %) atteignant 693 millions, contre 697 millions en 2000. Les recettes du tourisme mondial se sont élevées à 462 milliards de dollars en 2001, soit une baisse de 2,6 % par rapport à 2000. « Le tourisme international a connu une crise grave mais il a encore une fois démontré son élasticité », estime le secrétaire général de l'Organisation mondiale du tourisme, Francesco Frangiali. Les destinations choisies sont plus proches et plus souvent accessibles par des transports terrestres, les séjours sont plus courts.

Au cours du premier semestre 2002, l'activité a repris, en particulier dans le tourisme intrarégional et dans les régions Pacifique, Europe et Afrique. Mais en France, les professionnels du tourisme reconnaissent tous une baisse de fréquentation des Américains, qui pourrait atteindre 10 % sur l'ensemble de l'année.

Séquence Entreprises

La CIA garde un œil sur la Silicon Valley

EN APPARENCE, rien de plus banal que l'activité d'In-Q-Tel. Comme il est d'usage pour les fonds de capital-risque de la Silicon Valley, l'entreprise ausculte les start-up du secteur des technologies de l'information pour investir dans les plus prometteuses. Mais In-Q-Tel ne mène pas ses opérations dans le souci du profit d'éventuels actionnaires. Sa raison d'être est d'assurer aux services de renseignements américains le transfert de technologies civiles répondant à une exigence de la « communauté du renseignement ».

In-Q-Tel n'a jamais fait mystère, depuis sa création en 1999, de ses liens avec la CIA. Née d'une initiative de George Tenet, le patron de la centrale américaine de renseignements, elle est totalement financée par l'agence et dispose du statut de « société à but non lucratif ». La liste du portefeuille de participations d'In-Q-Tel est révélatrice des soucis des responsables du renseignement. Depuis le 11 septembre 2001, les sociétés développant des systèmes de recherche multilingues sur Internet comme Inktomi, Northern Light, Stratify ou des solutions d'exploitation de grandes bases de données font l'objet d'un intérêt renforcé de leur part. Systems Research & Development (SRD) a ainsi attiré l'attention d'In-Q-Tel pour un logiciel à même de révéler, à partir d'informations disparates, les liens éventuels entre les clients et les employés d'un casino. Une manière de « profilage » qui pourrait, en d'autres circonstances, déterminer les relations entre deux suspects.

L'intérêt soulevé par certaines technologies souligne les carences de la CIA dénoncées au lendemain du 11 septembre 2001. Tacit Knowledge Systems a ainsi été sélectionnée pour un outil initialement destiné aux

laboratoires pharmaceutiques, optimisant le partage de grandes quantités d'informations entre des bureaux géographiquement dispersés.

ÉMULES

Au total, une vingtaine de sociétés du secteur des technologies de l'information ont ainsi profité de la manne d'In-Q-Tel. Pour autant, le budget du fonds de la CIA n'a pas augmenté depuis un an et se monte à « environ 30 millions de dollars annuels » (l'équivalent en euros). Mais les investisseurs en capital-risque classiques se pressent pour financer ces start-up qui bénéficieront de l'augmentation des budgets affectés à la lutte antiterroriste. En effet, les prévisions pour 2003 portent à 52 milliards de dollars les dépenses consacrées aux systèmes d'information du gouvernement américain.

Dans une allocution prononcée le 10 mai devant la commission « Technology and Procurement Policy » de la Chambre des représentants, Gilman Louie, PDG d'In-Q-Tel, déclarait ainsi que le « portefeuille d'entreprises [d'In-Q-Tel] est appuyé, à hauteur d'environ 300 millions de dollars, par les investissements commerciaux de tiers ». Et le mode d'intervention adopté par la CIA auprès des start-up fait des émules. Selon le magazine *Wired*, l'armée de terre américaine aurait reçu le feu vert pour développer le même type de structure d'investissement. Ce type de préoccupations trouvent un écho de l'autre côté de l'Atlantique : en France, la Financière de Brienne poursuit, pour le secteur de la défense, des objectifs semblables.

Stéphane Foucart

Un souci de sécurité de plus en plus fort

Les sociétés demandent des audits pour mieux protéger leurs salariés

LES ENTREPRISES se montrent de plus en plus sensibles aux risques pour les salariés, les activités et les bâtiments. « Observez la montée en grade des responsables de la sécurité dans les entreprises : ils démontrent désormais directement du PDG ou du comité exécutif », relève Bertrand Maréchal, président de la société Civipol et du Salon Milipol, centré sur les équipements de sécurité. Surtout, les sociétés font de plus en plus appel à des spécialistes pour les conseiller.

Les attentats du 11 septembre ne sont bien sûr pas étrangers à cette évolution. Depuis cette date, l'action de la société américaine Kroll, spécialiste de la sécurité, a gagné plus de 170 %. Son concurrent, Control Risks Group (CRG), a constaté « une hausse considérable de la demande des entreprises pour des audits de sécurité », explique Christopher Grose, directeur chez CRG, notamment aux Etats-Unis, où notre

clientèle jusque-là limitée aux multinationales s'est étendue aux petites entreprises, et pour des missions domestiques ». CRG a vu son activité croître de 14 % en un an. Plus petite, la société française Géos a doublé son chiffre d'affaires.

« RESPONSABILITÉ »

Kroll doit sa notoriété à l'élaboration d'un plan d'évacuation des tours du World Trade Center après l'attentat de février 1993. Ce plan a permis, en 2001, d'évacuer les personnes qui pouvaient l'être en quarante minutes. Plus de dix heures avaient été nécessaires en 1993. « Après le 11 septembre, nos missions ont surtout porté sur la vérification de la sécurité des bâtiments et du courrier au moment de la crise de l'anthrax », explique M. Grose.

En France, la demande a surtout augmenté après l'attentat de Karachi, le 8 mai, qui a coûté la vie à onze ingénieurs français et trois

Pakistais. « Les entreprises françaises n'imaginaient pas être un jour prises pour cibles », explique Stéphane Gérardin, fondateur de Géos. Beaucoup de patrons ont réalisé à ce moment-là que le chef d'entreprise a une responsabilité lorsqu'il envoie un employé sans couverture dans des zones sensibles. »

Autre service recherché, surtout outre-Atlantique : la vérification du profil des employés et des nouveaux embauchés. Les professionnels se disent aussi capables d'intervenir dans les situations de crise, jusqu'à la prise d'otages. Mais si le 11 septembre a nourri une demande plus forte en services de sécurité, le renseignement économique reste la première activité de ces sociétés. Avec les révélations de scandales portant sur des malversations comptables, ce marché a de beaux jours devant lui.

Elsa Conesa

ont été touchées en même temps. Or aucun assureur n'avait envisagé un tel événement. « Les répercussions de ce drame ont été considérables pour tous les professionnels, notamment sous l'effet de la hausse des coûts de réassurance et des restrictions des capacités d'assurance pour certaines activités », souligne Denis Kessler, président de la Fédération française des sociétés d'assurances (FFSA). Les assureurs avaient ainsi annoncé après ces attentats ne plus couvrir le risque terroriste aérien.

A cela s'est ajoutée l'explosion de l'usine AZF de Toulouse, le 21 septembre 2001, surtout pour les compagnies d'assurances françaises, et, tout récemment, les inondations en Europe. « Les risques s'élargissent, le coût des sinistres explose, les habitudes de gestion, consistant à compenser les pertes techniques par des plus-values financières, montrent leurs

de certains assureurs encore sous le coup des répercussions des attentats du 11 septembre.

f **Aéronautique et défense.** L'impact des attentats du 11 septembre sur l'industrie aéronautique et de défense est double et contradictoire. D'un côté, le secteur a été le premier à devoir encaisser la forte baisse du trafic aérien. Boeing et Airbus, qui après plusieurs années de fortes commandes avaient commencé à enregistrer une baisse, ont subi de plein fouet la crise du secteur aérien. Faute de trafic, plus d'un milliard d'avions sont cloués au sol dans les déserts du Nevada et du Mojave ; les deux constructeurs ne livreront que 680 appareils cette année (380 pour Boeing et 300 pour Airbus) et environ 600 appareils en 2003 (300 chacun), contre plus de 800 en 2000 et 2001.

De l'autre côté, le réarmement américain (un budget militaire de

Al-Jazira et Washington se sont livré un an de guerre en sourdine

Le succès de la chaîne arabe lors de sa couverture de la guerre en Afghanistan a conduit les autorités américaines à tenter de saper sa crédibilité dans le monde arabe. Financée par le Qatar, cette télévision internationale doit composer avec les pressions américaines pour conserver sa liberté de ton

IL A FALLU les attentats terroristes du 11 septembre 2001 pour que Washington et le monde occidental découvrent Al-Jazira, une chaîne privée d'information en continu au ton libre et volontairement polémique, financée depuis 1996 par un pays officiellement ami et allié, le Qatar. Au nom de la liberté d'information, Al-Jazira pousse en effet le « *professionnalisme* » jusqu'à diffuser, en exclusivité, les revendications vidéo du leader d'Al-Qaida, Oussama Ben Laden, qui appelle les masses arabes et musulmanes à suivre la voie du djihad.

Les premières images de l'Afghanistan sous les bombes américano-britanniques, filmées par les envoyés spéciaux d'Al-Jazira en territoires talibans, insistent sur les erreurs de frappes, les victimes civiles et le calvaire du peuple afghan. « *La plus grande puissance du monde s'acharne contre le pays le plus pauvre de la planète* », peut-on entendre sur la chaîne qatarie. Les télévisions occidentales dépendent alors des images d'Al-Jazira, seule chaîne autorisée à Kaboul.

La guerre militaire contre Al-Qaida a commencé en Afghanistan, une autre, en sourdine, se poursuit contre la chaîne de télévision arabe. Celle-ci est menée d'une manière pragmatique par l'aile des colombes de la Maison Blanche, avec la conseillère pour la sécurité du président George W. Bush, Candoleezza Rice, et surtout Christopher Ross, diplomate américain arabophone à la retraite. Ce dernier, qui a longtemps séjourné en tant qu'ambassadeur à

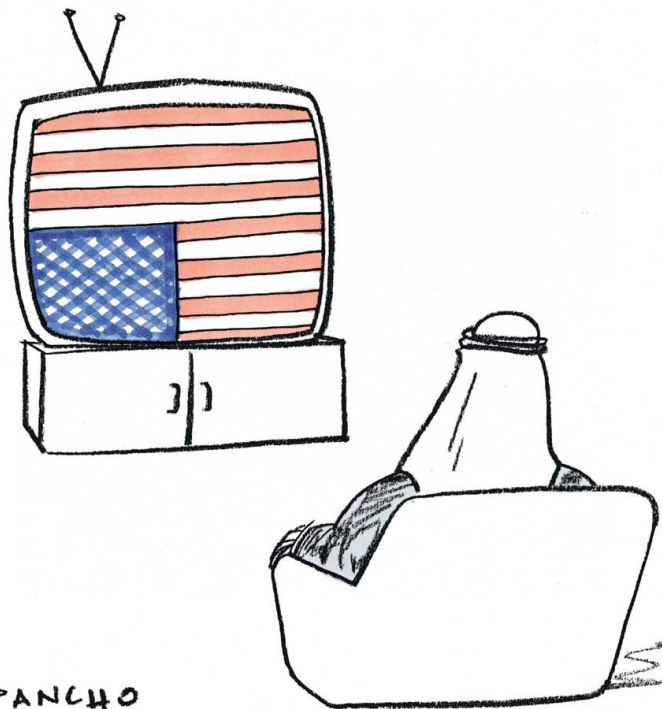
Damas et à Alger, est rappelé de toute urgence au département d'Etat.

Alors que le ministre de la défense, Donald Rumsfeld, s'empare contre les journalistes d'Al-Jazira, qui l'apostrophent en pleine conférence de presse pour lui parler des « *victimes civiles en Afghanistan* », M^{me} Rice décide d'entretenir d'excellents rapports avec les envoyés spéciaux à Washington. Hafez Al-Merazi et Mohamed Al-Alami ne seront jamais inquiétés, ni menacés d'expulsion. Au contraire, ils voient les portes s'ouvrir facilement. Après la guerre, Al-Jazira est invitée à prendre le premier vol de presse pour le camp de Guantanamo. Et qu'importe que son reporter, Yousri Fouada, n'accepte le voyage que pour invectiver cette « *Amérique qui piétine les règles les plus élémentaires de sa Constitution* » en « *traitant comme du bétail des musulmans enlevés par des juifs et des chrétiens* ».

DES PRESSIONS

Il y a un ton Al-Jazira et une manière américaine. Durant la guerre, des experts américains attentifs comprennent que la chaîne est non seulement le seul média crédible dans le monde arabe, mais aussi l'une des rares fenêtres de la démocratie dans cette partie du globe. M^{me} Rice accepte alors les interviews d'Al-Jazira et annonce que ses collègues Donald Rumsfeld, le ministre de la défense, et le chef d'état-major, le général Richard Myers, viendront également parler sur la chaîne.

Pendant ce temps-là, l'émir du



PANCHE

Qatar est prié d'exercer des pressions sur les responsables de sa propre chaîne de télévision. Secrètement et « *au nom de l'amitié qui lie le Qatar aux Etats-Unis d'Amérique* », les vidéos d'Oussama Ben Laden sont désormais visionnées au préalable par des experts américains et britanniques. Et, « *au nom de la liberté d'expression défendue conjointement par l'Amérique et Al-Jazira* » – dont le slogan est « *al-ra'i wal-ra'i al-akhar* » (un point de vue et son

contraire) –, les Américains auraient proposé d'intervenir à l'antenne à chaque appel au djihad d'Al-Qaida. Après la première vidéo d'Oussama Ben Laden, Al-Jazira peut donc continuer sa route, mais en suivant des règles imposées discrètement par Washington.

Dans cette guerre secrète des images, Washington gagne la première manche et les suivantes. Premier coup dur pour Al-Jazira, le 8 novembre le quotidien privé *Al-Hayat*

(financé par des Saoudiens) apprend au monde arabe que le dernier message d'Oussama Ben Laden, diffusé par la chaîne qatarie, a été « *visionné et expurgé de certaines séquences par des responsables américains* ». Une seconde fois, et d'une manière plus flagrante, la chaîne arabe, fière de sa liberté de ton, est prise au piège de ses petits arrangements : une interview inédite de Ben Laden, enregistrée par son correspondant à Kaboul, Teysrir Allouni, atterrit au siège de... CNN, qui en diffuse de larges extraits. Personne n'est dupe. La vidéo a été remise à des responsables américains.

LE BRAS DE FER CONTINUE

Sa crédibilité remise en cause par une partie de la presse arabe, la chaîne qatarie perd également le monopole des vidéos envoyées par la cellule de propagande d'Al-Qaida, Essihab. Désormais, ses concurrentes arabes MBC (saoudienne) ou la nouvelle chaîne privée de l'émirat voisin Abou Dhabi décrochent des scoops dans les milieux des activistes islamistes.

« *Si, finalement, le rôle d'Al-Jazira n'a servi qu'à pousser quelques télévisions arabes à oser l'investigation, ce n'est déjà pas mal*, conclut Youssef Al-Chouli, envoyé spécial à Kandahar durant les frappes militaires. *Mais je suis sûr que notre présence en Afghanistan a poussé les Américains à ne pas larguer leurs bombes aveuglément comme ils l'ont fait au début. On y était, nous avons été les témoins pour le monde entier, et ils ont été obligés d'en tenir compte.* »

Un an après le 11 septembre 2001, Mohamed Jassem Al-Ali, le directeur d'Al-Jazira, esquisse un bilan : « *Durant la guerre en Afghanistan, Al-Jazira, qui était déjà connue et reconnue dans le monde arabe, a*

Sept journalistes en Israël

La chaîne qatarie Al-Jazira a annoncé, fin août 2002, avoir introduit un recours devant la Cour suprême d'Israël. Al-Jazira conteste au gouvernement d'Ariel Sharon, représenté par le bureau de presse gouvernemental, sa décision de retirer les cartes de presse à sept de ses journalistes de nationalité israélienne ou d'origine palestinienne.

« *Ces journalistes sont accusés d'avoir adopté des positions favorables aux Palestiniens* », a indiqué un responsable d'Al-Jazira, soulignant que cette « *décision constitue une violation de la liberté de la presse et une entrave au travail de la chaîne dans les territoires palestiniens* ». Al-Jazira assure, depuis ses débuts en 1996, une couverture jugée agressive du conflit israélo-palestinien.

gagné une nouvelle notoriété internationale. » Entre l'Amérique et Al-Jazira, le bras de fer continue, d'une manière polie et incongrue. Une guerre d'un nouveau genre, loin des balles et des bombes, comme dans le meilleur des (deux) mondes.

Tewfik Hakem

Teyssir Allouni, de la gloire médiatique à l'opprobre

LORSQUE les opérations militaires américano-britanniques débutent, le 7 octobre, en Afghanistan, Teyssir Allouni, correspondant de la chaîne qatarie Al-Jazira à

■ PORTRAIT

Le correspondant d'Al-Jazira à Kaboul savait qu'il jouait sa carrière

Kaboul, est le seul journaliste autorisé par les talibans à filmer la ville sous les feux de l'aviation militaire. Du jour au lendemain, le vieux correspondant oublié dans un bureau du bout du monde se transforme en reporter vedette suivi par les téléspectateurs du monde entier. En deux mois de guerre, il connaît la gloire médiatique et tout ce qui va avec : les critiques, les suspensions et la dépression après « *le quart d'heure de célébrité* »...

Dès la première nuit des bombardements, Teyssir Allouni impose son style. La cinquantaine robuste, il porte une barbe poivre et sel

aussi fournie et soignée que ses cheveux, coiffés en arrière, et n'hésite pas à se montrer à l'image, entouré d'enfants afghans dans les marchés de Kaboul ou compatissant avec les victimes civiles. Même au péril de sa vie. Le correspondant d'Al-Jazira à Kaboul sait qu'il joue le rôle de sa carrière. Et il le joue bien : « *Pourquoi avoir peur ? C'est Allah le Tout-Puissant qui décide le jour et le lieu de notre mort. Pour accomplir mon devoir de journaliste en temps de guerre, mon éducation, ma culture de l'islam et mes racines soufies m'ont beaucoup aidé.* »

Teyssir Allouni n'a jamais travaillé dans son pays d'origine, la Syrie. Après des études d'économie à l'université de Damas, il s'installe à Grenade, une ville de rêve pour les esthètes musulmans qui ont la nostalgie de l'âge d'or des épopées victorieuses. En se mariant avec une Marocaine naturalisée, il obtient la citoyenneté espagnole. « *Je suis arrivé au journalisme tardivement. J'ai commencé en tant qu'indépendant à placer des papiers dans le domaine que je maîtrisais le mieux, l'économie. Ensuite, j'ai intégré l'agence de presse espagnole. Quand Al-Jazira m'a fait des propositions, je n'avais aucune expé-*

rience télévisuelle, j'ai accepté par goût du défi. »

Aujourd'hui, Teyssir Allouni est à Doha, au Qatar, où sa famille l'a rejoint. « *Il est là parce qu'il ne peut pas être ailleurs, confie un collègue d'Al-Jazira. Il ne peut surtout pas retourner en Espagne, où des amis proches ont été arrêtés dans les milieux des islamistes soupçonnés d'avoir des liens avec Al-Qaida. C'est pathétique de le voir prisonnier du Qatar.* »



« *Si je me présentais pour les élections à Kaboul, je serais élu...* »

TEYSSIR ALLOUNI

Teyssir Allouni ne donne pas l'impression d'être une star déçue. Il dit avoir surmonté les moments les plus durs de sa vie en Afghanistan. A la veille de la chute de Kaboul, l'aviation américaine bombarde le siège d'Al-Jazira et la demeure de Teyssir Allouni. Mais le reporter est déjà en fuite. « *Je commençais à entendre à Kaboul des insultes anti-Arabes dans la bouche des enfants. Sur la route, on nous a tiré dessus. Un Afghan a braqué son arme sur mon*

visage, mais, Allah soit loué, elle était rouillée ! »

Regrette-t-il « *le bon vieux temps des talibans* », comme il l'a confié à un quotidien koweïtien peu après son arrivée au Qatar ? Il sait, en tout cas, qu'il ne retournera pas à Kaboul. Et dans la rédaction d'Al-Jazira il est le seul à penser qu'on va bientôt lui proposer un autre poste à l'étranger. Pour l'instant, il reconstruit qu'il est dans « *une période de repos, après deux années éprouvantes à Kaboul* ».

Il n'a rien à se reprocher, dit-il. Et mis à part « *quelques confrères arabes, jaloux et manipulés, qui l'ont traîné dans la boue en écrivant tantôt qu'il était un agent des talibans, tantôt un collaborateur de la CIA* », il n'en veut à personne. Mais il tient à pouvoir dire « *[sa] vérité afghane* » : « *Je voudrais qu'on me dise ce qui a changé pour le peuple afghan. Je pense qu'il endure, en plus des tares du régime des talibans, une insécurité grandissante. Qui ose le dire ?* » Il se rassure : « *Un ami qui est allé à Kaboul après la chute des talibans m'a dit que les gens du peuple gardent un bon souvenir de moi. Et que si je me présentais pour les élections à Kaboul, je serais élu...* »

Tewfik Hakem

Au jeu des scoops et des coups bas, Fox News a supplanté CNN

NEW YORK
de notre correspondante

Dès sa création en 1996, la chaîne câblée de Rupert Murdoch, Fox News, a affiché l'ambition de supplanter CNN sur le marché de l'information en continu aux Etats-Unis (un marché qui reste restreint avec une audience de moins de 5 %). Il ne lui aura finalement fallu que six ans. En janvier, les instituts de médiamétrie ont annoncé que Fox News avait détrôné CNN, la toute-puissante chaîne que Ted Turner avait fondée en 1980 (840 000 foyers contre 757 000). Il y avait eu des signes avant-coureurs : depuis deux ans, dans le monde des animateurs de talk-shows du soir, Bill O'Reilly, un républicain affiché, a supplanté Larry King.

Autant que les attentats du 11 septembre, c'est l'élection présidentielle de novembre 2000 qui a consacré l'ascension de Fox News. La chaîne a annoncé en premier l'élection de George W. Bush. Annonce précipitée, comme devait le montrer la suite des événements en Floride. Mais une fois son candidat élu, la chaîne n'a plus eu qu'à se laisser porter par la vague d'opinion favorable. « *Toute la politique éditoriale de Fox News repose sur l'idée que les médias penchent à gauche, un biais que la chaîne est obligée de rectifier* », expliquait en 2001 l'institut Fairness and Accuracy in Reporting, basé à New York.

Fox News est populiste, contre l'establishment. « *Nous enquêtons, vous décidez* » est son mot d'ordre. Sous-entendu : le téléspectateur se fait sa religion, on ne lui souffle pas ce qu'il faut penser. Le ton est à la complicité avec l'auditoire. Rien de tel que de se gausser de Bill Clinton pour remonter le moral du téléspectateur. L'ancien président est-il donné candidat pour un talk-show télévisé ? L'information est accompagnée d'un commentaire : « *Et vous savez combien il aime parler...* »

Les événements du 11 septembre ont encore accentué la guerre entre les deux rivales. CNN n'a pas eu le dessus. Elle a pâti d'une concurrence venue de tous les côtés à la fois. Après les attentats, les grandes chaînes ont fait de l'information en continu : plus besoin d'aller sur le câble. Côté scoops, CNN n'a pas pu renouveler ses faits d'armes de la guerre du Golfe et c'est plutôt Al-Jazira qui a profité de son positionnement à Kaboul et dans le monde arabe. Enfin, côté patriotisme et va-t-en-guerre, il aurait été

difficile de surpasser Fox News. Le 17 septembre, Bill O'Reilly argumentait sur la chaîne en faveur d'une intervention en Afghanistan quels que soient les dommages collatéraux : « *Les Allemands étaient responsables pour Hitler. Les Afghans sont responsables pour les talibans.* »

D'UN ÉCRAN À L'AUTRE

Entre les deux chaînes, les coups ont volé bas. Chacune a démasqué les tricheries de l'autre. L'une des plus spectaculaires aura été celle de l'animateur de Fox News, Geraldo Rivera, qui croyait se trouver sur les lieux d'une bavure de l'armée américaine et la racontait à l'antenne alors qu'il se trouvait à des centaines de kilomètres du bon endroit. Un « *vrai-faux* » reportage. Le dernier coup bas a eu lieu fin août quand CNN a diffusé des cassettes provenant d'archives d'Al-Qaida en « *oubliant* » de révéler qu'elle les avait achetées. Forfaiture dûment dénoncée par une pleine page de publicité dans le *New York Times*. Fox News ne pouvait pas laisser passer l'occasion. Un sondage du Pew Research Center début août montre en effet que c'est CNN qui reste la source la plus crédible d'informations télévisées.

Plusieurs vedettes sont passées d'un écran à l'autre, alléchées par les propositions financières. Fox News n'avait personne au début de la guerre dans le nord de l'Afghanistan ? Du jour au lendemain, elle a débauché le correspondant de CNN. Le comble a été atteint en février lorsque Greta Van Susteren, une avocate de formation, chroniqueuse judiciaire de CNN depuis dix ans, est passée chez Fox News après avoir subi un lifting (qui ne lui aurait pas été imposé par la chaîne, assure-t-elle). Voix éraillée, cheveux blonds, invariablement plats, Greta Van Susteren ne faisait pas jusqu'à présent de grandes concessions au show-business. Pendant le procès d'O. J. Simpson, qui l'avait révélée, le *Washington Post* avait dit d'elle que, pour une journaliste de télévision, elle ressemblait « *encore à un être humain* ». Le jour où elle a réapparue sur Fox News (un contrat de 900 000 dollars par an, selon la presse), le quotidien a titré : « *Est-ce toi, Greta ?* » La journaliste était méconnaissable. « *Des cheveux fabriqués, un visage fabriqué, une peau fabriquée : une vraie figure féminine de Fox News.* »

Corine Lesnes

L'utilisation du terme « terroriste » fait l'objet d'un débat

Certains médias cherchent à éviter l'usage de mots à forte charge émotionnelle

LE SÉISME de septembre 2001 a provoqué dans un premier temps une forme d'unanimité dans les médias des pays industrialisés. La quasi-totalité d'entre eux a aussitôt condamné les attentats. Mais il leur a fallu ensuite se positionner par rapport à la vision proposée avec insistance par le gouvernement américain : celle d'un monde divisé entre les camps du Bien et du Mal. Les médias américains ont vite fait leur choix, encouragés par la vague de patriotisme de l'opinion publique. On se souvient du zèle avec lequel les grandes chaînes de télévision cessèrent, à la demande de la Maison Blanche, de diffuser les messages vidéo d'Oussama Ben Laden.

« *Le débat pluraliste a depuis repris de la vigueur aux Etats-Unis*, note Freimut Duve, représentant pour la liberté de la presse à l'Organisation pour la coopération et la sécurité en Europe (OSCE). *Mais le débat sur les affaires globales reste limité.* » En août, le *New York Times*

s'est ainsi vu reprocher de faire campagne contre le projet d'opération militaire américaine en Irak après avoir révélé les dissensions entre républicains sur le sujet.

« *Le débat a été plus ouvert et nuancé en Europe* », relève M. Duve. Cela n'a pas empêché que certains journaux, notamment allemands et britanniques, aient été accusés d'antiaméricanisme après avoir critiqué la politique étrangère des Etats-Unis. Ailleurs, la vision binaire du monde véhiculée par Washington a parfois été exploitée par des gouvernements pour faire taire toute voix dissidente ou critique.

« *Dans un certain nombre de régimes, c'est au nom de la lutte antiterroriste que des mesures sont prises contre la presse indépendante*, déplore Robert Ménard, secrétaire général de Reporters sans frontières (RSF). *Le contexte leur est devenu plus favorable depuis le 11 septembre.* » Il cite notamment les cas de la Tunisie, du Pakistan, de la

Russie et même d'Israël où, selon lui, « *la tentation existe de faire passer des journalistes palestiniens pour des poseurs de bombe potentiels* ».

AMALGAME

Des dérives en matière de liberté de la presse ont aussi été constatées dans des pays démocratiques. En Espagne, le gouvernement a cherché à convaincre les correspondants étrangers d'estampiller « *terroriste* » l'ETA, lorsqu'ils avaient coutume de la qualifier d'« *organisation séparatiste basque* ».

Cette querelle sémantique n'est pas anodine. La consigne de la direction de l'agence de presse britannique Reuters de ne pas utiliser le mot « *terroriste* » pour désigner les auteurs des attentats du 11 septembre a suscité des remous chez des clients américains, se souvient Stephen Jukes, directeur de la rédaction. « *Il s'agissait de réitérer la politique de l'agence, en vigueur depuis la fin des années 1960, sur fond de lutte en Irlande du Nord et*

de guerre israélo-arabe. Elle consiste à ne pas employer de mots à forte charge émotionnelle et à ne pas prendre parti », explique-t-il. Selon lui, le fait que des régimes aient une conception très large de la notion de terrorisme et qu'ils l'exploitent à des fins de politique intérieure justifie cet usage lexicologique.

L'amalgame fait ici et là entre islamistes et musulmans montre qu'« *on n'était peut-être pas suffisamment outillé dans les rédactions pour faire face au phénomène Al-Qaida* », reconnaît le rédacteur en chef du service étranger de France 2, Thierry Thuillier. Les attentats antiaméricains et leurs conséquences mondiales ont, note-t-il, un caractère transversal puisqu'ils concernent autant la politique étrangère, l'économie, la police et la justice. Or, regrette-t-il, trop de rédactions sont encore « *trop segmentées* » pour embrasser ce phénomène dans toute sa complexité.

Antoine Jacob

AUJOURD'HUI

SCIENCES

ARMES BIOLOGIQUES, bombes radiologiques, agents chimiques, jamais encore les pays industrialisés n'ont été si menacés par des techniques qu'ils ont contribué à développer grâce à de coûteux program-

mes. Aujourd'hui, le biologique, le **CHIMIQUE ET LE NUCLÉAIRE** sont à la portée de puissances plus modestes, voire de **GROUPES TERRORISTES** qui, sans trop de peine, peuvent produire des gaz de combat ou

fabriquer des bombes chargées de déchets radioactifs. Mais la **SURVEILLANCE** des installations suspectes, le contrôle de l'information et des matières nécessaires à leur élaboration n'est guère facile. Aussi le

développement des **DRONES DE RECONNAISSANCE** a-t-il été accéléré, tandis que se renforçaient la sécurité dans les avions et les usines sensibles et la recherche des messages suspects sur Internet.

Le terrorisme biologique a révélé la fragilité des grands pays

Les enquêteurs n'ont toujours pas identifié l'origine du bacille du charbon utilisé pour terroriser l'Amérique durant l'automne 2001. Une campagne massive de vaccination a permis de rassurer le public. Mais les spécialistes redoutent l'usage du dangereux virus de la variole

EXPRIMÉES de manière récurrente outre-Atlantique, les craintes d'une attaque bioterroriste ont trouvé leur justification avec l'apparition, dans les semaines qui suivirent les attentats du 11 septembre, d'une série de cas d'infection humaine par *Bacillus anthracis*, le germe responsable de la maladie du charbon, aux Etats-Unis. Un an après ces événements, et malgré de nombreuses investigations, on ignore toujours l'origine exacte des germes utilisés. Et on ignore aussi l'identité de celui qui a posté les lettres contenant ce germe responsable de la mort de cinq personnes durant l'automne 2001.

LÉSIONS MORTELLES

Tout semble aujourd'hui indiquer que l'usage criminel de *Bacillus anthracis* n'était pas le fait d'Al-Qaïda. L'enquête du FBI s'est progressivement concentrée sur un petit groupe de bactériologistes américains ayant eu accès à ce germe, et plus particulièrement sur Steven Hatfill, un ancien membre des forces spéciales envoyé en Rhodésie et devenu spécialiste des armes biologiques dans l'armée américaine. Les enquêteurs ont relevé dès le début que le ou les criminels ont fait un usage mesuré de cette bactérie, conditionnée pour se répandre dans l'atmosphère. Toutes les publications scientifiques consacrées à l'utilisation de *Bacillus anthracis* à des



fins terroristes soulignent en effet que c'est la dissémination de la forme sporulée de cette bactérie par voie aérienne – sous forme d'aérosol notamment – qui peut provoquer le plus de dégâts.

Une fois inhalé, et en l'absence de traitement antibiotique adap-

té, ce germe induit de graves et mortelles lésions hémorragiques du médiastin, la région qui contient notamment le cœur et l'œsophage. Dès 1970, une modélisation mathématique réalisée par un comité d'experts réunis sous l'égide de l'Organisation mondiale de la santé avait conclu qu'un stock de 50 kilogrammes de germe répandu par voie aérienne au-dessus d'une cité de 5 millions d'habitants provoquerait 250 000 infections et que 100 000 personnes mourraient avant d'avoir pu être traitées. En 1993, une étude américaine estimait pour sa part que la diffusion de 100 kilogrammes de *Bacillus anthracis* au-dessus de Washington causerait entre 130 000 et 3 millions de morts.

Quoi qu'il en soit, l'épisode épi-

démique de l'automne 2001 a contraint les autorités américaines à prendre des mesures exceptionnelles et a démontré la très grande vulnérabilité des sociétés industrialisées confrontées à la menace bioterroriste.

MESURES DE SÉCURITÉ

Le Congrès américain avait déjà, en 1999, alloué 121 millions de dollars aux Centers for Diseases Control and Prevention d'Atlanta (CDC) dans le but d'améliorer le dispositif de surveillance et de lutte contre les maladies infectieuses. Un programme avait alors été lancé, prévoyant notamment un réseau national de laboratoires d'analyses biologiques capables de faire le diagnostic des « agents critiques », bactéries, virus et toxines émergents ou ré-

mergents susceptibles de provoquer une catastrophe sanitaire majeure. Tous ces objectifs sont alors apparus comme étant prioritaires aux Etats-Unis et dans l'ensemble des pays industrialisés.

En France, Bernard Kouchner, alors ministre délégué à la santé, a rendu public en octobre 2001 le plan national de lutte contre le bioterrorisme, plan qui jusqu'alors avait été classé « confidentiel défense ». Baptisé Biotox, ce document définit les responsabilités des ministères impliqués dans la lutte contre le bioterrorisme. Il décrit notamment les mesures de sécurité relatives à l'eau de boisson, aux lieux de stockage dits « sensibles » (certains sites de production pharmaceutique notamment) et aux circuits de détention et de circulation de produits biolo-

giques à très haut risque. Il insiste encore sur la nécessité d'une « veille microbiologique » assurée par l'intermédiaire des laboratoires hospitaliers et des centres nationaux de référence sur les maladies infectieuses.

L'ensemble des spécialistes de la lutte contre le bioterrorisme redoute plus que tout l'usage criminel qui pourrait être fait du virus de la variole. Ce micro-organisme très contagieux et fréquemment mortel n'est officiellement conservé que dans deux sites – l'un aux Etats-Unis, l'autre en Sibérie –, mais diverses informations laissent penser que des stocks clandestins existent dans d'autres pays. Son usage terroriste pourrait provoquer une catastrophe d'autant plus grande qu'aucun traitement n'existe et que la vaccination antivariolique a été abandonnée depuis le début des années 1980.

En novembre, réunis à Ottawa, les ministres de la santé du Canada, des Etats-Unis, du Mexique, ainsi que de plusieurs pays européens (Grande-Bretagne, France, Allemagne et Italie) et du Japon ont annoncé une série de mesures visant à renforcer et à harmoniser la lutte contre l'usage terroriste d'agents infectieux pathogènes pour l'espèce humaine. « Face aux menaces terroristes, il est essentiel que les démocraties montrent qu'elles savent s'organiser pour, ensemble, trouver les parades », déclarait au Monde, en marge de cette rencontre, Bernard Kouchner. « Mais en matière de bioterrorisme, nous devons aussi prendre garde à ne pas apparaître comme un consortium de pays riches se protégeant des menaces sans nous soucier des pays du Sud. Il s'agit, par essence, de questions internationales. Une flambée de variole, où qu'elle survienne, constituerait un danger pour tous les pays et l'ensemble de la population de la planète. »

Jean-Yves Nau

Vacciner à nouveau contre la variole

Le gouvernement américain a annoncé début juillet un plan de masse de vaccination antivariolique. Dans un premier temps, 500 000 personnes, membres des services de santé et des équipes de secours d'urgence, seront immunisées. Cette mesure de prévention pourrait ensuite être appliquée à de plus larges fractions de la population américaine. Au lendemain des attentats du 11 septembre, l'absence de stocks de vaccins disponibles n'avait pas permis à Washington d'engager une telle action. Les Etats-Unis disposent aujourd'hui d'environ 100 millions de doses. En France, où le professeur Henri Mollaret, spécialiste de la lutte contre le bioterrorisme, avait au lendemain du 11 septembre lancé un appel à la reprise d'une vaccination généralisée (Le Monde du 16 octobre 2001), les responsables de l'action sanitaire n'ont pas jugé nécessaire de suivre l'exemple américain.

La fabrication d'une bombe sale reste un scénario redouté

Les Etats-Unis s'inquiètent du devenir du combustible nucléaire dans seize pays

ARME NUCLÉAIRE de destruction massive ou bombe sale ? Oussama Ben Laden ne se serait pas posé la question. Mais, pragmatique, il aurait fait savoir que l'acquisition d'armes nucléaires, chimiques et biologiques était « un devoir religieux ». De quoi nourrir les craintes des pays industrialisés, dont la psychose s'alimente de vraies informations et de fausses rumeurs.

Ainsi, l'organisation Al-Qaïda se serait, dit-on, procuré des matières radioactives au Pakistan. Une information réfutée par Islamabad, qui a pourtant placé deux de ses chercheurs nucléaires sous surveillance. Al-Qaïda, insistent d'autres, aurait tenté, au cours des dix années écoulées, de se procurer des bombes « perdues » ou « égarées » lors du désordre qui a suivi la chute de l'empire soviétique. En 1993, Oussama Ben Laden aurait encore essayé d'obtenir de l'uranium très enrichi auprès des Sud-Africains.

Plus récemment enfin, un citoyen américain, Abdullah Al-Mujahir, ancien membre d'un gang de Chicago et bien connu des services de police sous le nom de José Padillo, a été arrêté pour avoir collecté des informations relatives à la fabrication d'une bombe sale. Un engin classique rempli de déchets radioactifs.

Que penser de tout cela et, surtout, que faire ? Surveiller et renforcer la sécurité, répond l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) de Vienne (Autriche), qui rappelle que depuis 1993, 175 cas de trafic de matières nucléaires ont été enregistrés et que les transports de sources radioactives médicales et industriel-

les ont fait l'objet de 201 enquêtes. Dix-huit concernaient des lots de plutonium et d'uranium enrichi de qualité militaire, mais en quantités si faibles que l'élaboration, même rudimentaire, d'une arme nucléaire était impossible.

CONTRÔLES « TRÈS INÉGAUX »

Un excès de vigilance dans ce domaine ne sera jamais de trop. Les installations nucléaires se sont en effet multipliées – 438 réacteurs producteurs d'électricité, 651 réacteurs de recherche, 250 usines impliquées dans le cycle du combustible – et le nombre des sources radioactives en circulation dans le monde – des dizaines de milliers – ne cesse d'augmenter. En novembre 2001, le directeur général de l'AIEA, Mohamed El-Baradei, s'en était d'ailleurs alarmé et avait rappelé que « les contrôles sur les matières nucléaires et les sources radioactives [étaient] très inégaux » selon les pays.

Une opinion que partagent les Etats-Unis, qui s'inquiètent actuellement du devenir du combustible

nucléaire de vingt-quatre réacteurs de recherche situés dans seize pays, considérés par eux comme peu sûrs, et dont Washington n'a pas donné le nom. Quoi qu'il en soit, l'AIEA a approuvé en mars un plan d'action de 32 millions de dollars visant à évaluer et éradiquer les points faibles des installations nucléaires de ses états membres, à empêcher l'utilisation de combustible nucléaire à des fins criminelles et à récupérer des sources radioactives égarées.

Aujourd'hui, le scénario le plus redouté n'est pas la fabrication d'une arme nucléaire par une organisation terroriste. C'est un travail d'Hercule, qui réclame des moyens financiers considérables et nécessite des compétences, des équipes et une infrastructure de des pays comme le Pakistan, l'Inde, Israël ou l'Afrique du Sud ont mis longtemps à construire. En revanche, l'assemblage d'une bombe sale par des gens déterminés et peu soucieux de leur sécurité reste possible, dès lors qu'ils disposent des matières radioactives nécessaires

Une ogive chargée de matières radioactives

Une bombe sale n'est en rien une arme nucléaire. C'est une bombe classique dont l'ogive est remplie de matières radioactives. Cela va des substances les plus « communes » comme le césium 137, le cobalt 60 ou le strontium 90, au très discret et très surveillé plutonium, qui entre dans la fabrication des armes nucléaires et thermonucléaires. Le but recherché avec ces bombes, qualifiées de sales ou de radiologiques, n'est pas tant de faire des victimes – elles en font peu – que d'instiller la peur en contaminant – et en gelant – pour de longs mois les zones habitées ou stratégiques sur lesquelles elles seraient lancées.

L'effet psychologique sur un public déjà sensibilisé aux catastrophes nucléaires (Hiroshima, Nagasaki, Tchernobyl et Three Miles Island) serait certain et la crainte de voir apparaître des années plus tard des cancers induits par les radionucléides ainsi répandus réelle. Pourtant, les Nations unies prétendent que l'Irak, après avoir procédé en 1987 à l'essai de tels engins, en aurait abandonné l'idée en raison de leurs faibles performances létales.

Consciente de ces risques, la France a, comme les autres, renforcé la sécurité de ses installations et durci le contrôle des entrées et des sorties dans ses centres nucléaires. Les mesures prises sont certes moins spectaculaires que celles – aujourd'hui allégées – qui avaient conduit à déployer des missiles sol-air à proximité de l'usine de retraitement des combustibles de la Hague (Manche), mais elles sont bien réelles.

Marcel de la Gravière, administrateur général adjoint au Commissariat à l'énergie atomique (CEA), confirme que « la surveillance des matières a été durcie, l'accès au siège et aux neuf centres du commissariat restreint, le site Internet du CEA purgé et les personnels resensibilisés. En particulier en ce qui concerne les sources radioactives, car, dans ce domaine, le maillon faible, c'est l'homme. » Désormais, les matières nucléaires dont les laboratoires du CEA n'ont pas immédiatement l'usage sont aussitôt mises en lieu sûr, et la fouille des coffres des véhicules généralisés.

Une action a également été menée pour améliorer les relations avec la gendarmerie, les renseignements généraux et la DST, tandis qu'une réflexion était engagée sur l'installation de nouveaux moyens de détection complétant la surveillance déjà exercée par le personnel. Quant aux conséquences d'une agression lourde – une attaque aérienne par exemple – sur un centre nucléaire elles ont été réétudiées et réévaluées tant par le CEA que par la Cogema, qui exploite en particulier l'usine de la Hague, et EDF.

Jean-François Augereau

L'arme chimique, arme du pauvre

À VOIR la place accordée par les médias américains au terrorisme biologique et nucléaire, on pourrait croire que le spectre hier redouté de l'arme chimique, arme du pauvre par excellence, fait partie du passé. L'arrestation récente d'un citoyen américain suspecté de réunir des informations sur la fabrication d'une bombe sale n'a fait que conforter l'idée que le danger d'un terrorisme chimique était moins important. De même, les rumeurs sur cet expert américain en virologie, Steven Hatfill, chercheur au laboratoire militaire de Detrick jusqu'en 1999 et suspecté – comme une vingtaine d'autres scientifiques – d'avoir participé à la diffusion de lettres contenant le bacille du charbon, a focalisé la curiosité des médias sur le monde trop riche et trop facilement mal léal des microbes, des virus, des champignons et des bacilles.

STOCKS INCONTRÔLABLES

Oubliées les armes chimiques et leurs bonnes vieilles recettes qui, au cours de la première guerre mondiale, ont fait la triste démonstration de leurs capacités meurtrières. Oubliés les stocks – ils se comptent en dizaines de milliers de tonnes – des grandes nations qui savent si bien vanter les traités de destruction concertée de leurs armes chimiques. Oublié le temps où Jacques Chirac, en mars 1988, déclarait que la France se devait d'avoir un stock minimal d'armes chimiques à des fins purement dissuasives. Oublié enfin le crash, en 1992, sur un quartier d'Amsterdam, de ce gros porteur israélien chargé de composés chimiques « précurseurs » du sarin, un redoutable neurotoxique qui bloque le

système nerveux végétatif du combattant par inhibition de son acétylcholinestérase.

Or, contrairement aux matières nucléaires, dont les stocks et les centres de production sont relativement bien surveillés, et au biologique, qui réclame des compétences pour être développé efficacement, le chimique est à la portée du plus grand nombre, et à ce titre incontrôlable. Les formules, à part celles des armes de demain situées au carrefour de la chimie et de la biologie, sont pour la plupart bien connues et leur mise en œuvre rustique.

La secte Aum Shinrikyo en a fait la triste démonstration, en dispersant, en 1995, dans le métro de Tokyo, du sarin. La plupart des espèces chimiques nécessaires à la fabrication de ce gaz et de quelques autres aussi redoutables étant en vente libre pour les besoins de l'industrie chimique et de celles des engrais, des pesticides, etc., les contrôles stricts de circulation de ces matières sont particulièrement difficiles.

D'autant que ces molécules entrent dans la fabrication des colorants, des médicaments, des cosmétiques, des solvants et des engrais, dont les usines, implantées dans le monde entier, peuvent être assez facilement, affirment les spécialistes, reconditionnées à des fins militaires. De quoi s'inquiéter lorsque l'on sait, comme l'a rappelé Michel-Jean Allary dans la revue *Les Cahiers de mars* (Le Monde du 3 avril), que le coût de revient au kilomètre carré d'une arme chimique est de 600 dollars seulement.

J.-F. A.

Avant-garde de la guerre du futur, les drones joueront un rôle décisif dans la lutte antiterroriste

Spécialisés dans l'observation ou le combat, ces aéronefs sont de plus en plus utilisés. Les états-majors occidentaux comptent sur eux pour renforcer leur stratégie « zéro mort »

L'ESPIONNAGE électronique et les performances des « grandes oreilles » n'ont pas permis de déjouer les attentats de New York et Washington. Ces carences plaident pour le développement de nouvelles méthodes de surveillance. L'une, très avant-gardiste, propose l'emploi de drones, ces avions sans pilote utilisés pour des missions d'observation au Kosovo et en Afghanistan où, en février, un Predator américain équipé d'un missile Hellfire s'est « illustré » en tuant trois hommes dans la région du Zavar Khili. Sauf déception technologique, ces UAV (*Unmanned Air Vehicles*) devraient prendre une part de plus en plus active dans les conflits futurs, dont nombre relèveront de la guérilla ou du terrorisme.

Le drone apparaît en effet comme un équipement particulièrement adapté aux stratégies de guerre avec « zéro mort » et de pilotage en temps réel et de conduite à distance des opérations militaires par les états-majors ou les responsables politiques. Il offre trois avantages : un fonctionnement autonome sans pilote, des facultés d'observation et de communication de plus en plus précises et rapides et, à terme, des possibilités d'intervention *via* des armes embarquées.

Déjà, toute une panoplie d'UAV est fabriquée pour couvrir différents types de mission : les plus grands, les HALE (*High Altitude Long Endurance*) comme le Global Hawk américain volent à plus de 10 000 m d'altitude pendant plus de vingt-quatre heures tandis que les modèles tels que le Crécerelle de Sagem assurent des missions de moins de cinq heures entre 500 et 1 000 m. Une nouvelle famille baptisée MAV (*Micro Air Vehicles*) vient compléter la gamme avec des appareils dont l'envergure ne dépasse pas 16 cm. Ces drones miniatures se prêtent à des nouvelles missions d'observation rapprochée comme celle des immeubles suspects et pourraient même, à terme, pénétrer à l'intérieur des bâtiments.

Le Pentagone a débloqué 160 millions de dollars pour aider à la conception d'une quinzaine de nouveaux systèmes d'armes à la suite de la guerre d'Afghanistan. L'un d'entre eux concerne un micro-drone mesurant la taille d'un pigeon (15 à 23 cm). Son pilotage a été confié à l'Agence des projets avancés de la défense (Darpa) qui travaille sur les UAV de reconnaissance depuis 1997. Fin 2001, George Bush a décidé de doter l'armée américaine d'une panoplie d'avions sans pilote. Ainsi, d'ici à 2003-2004, des Predator à 3,2 millions de dollars



Le micro-drone que tient ce militaire n'est qu'une maquette. Néanmoins, il préfigure le futur équipement qui fournira aux combattants des informations « au-delà de la vue directe » lorsqu'ils se trouvent au contact, sur la ligne de front ou lors d'opérations antiterroristes dans des zones urbaines.

pièce équipés de 14 missiles anti-chars et des Global Hawk porteurs de bombes de 125 et 250 kg seront disponibles.

VERS LA GUERRE ROBOTISÉE

En France, le projet BOA (Bulle opérationnelle aéroterrestre) présenté par la Délégation générale pour l'armement (DGA) applique le principe des « capteurs » d'information déconnectés des unités de contact. Les fantassins étant particulièrement vulnérables lors des opérations d'observation sur la ligne de front, la DGA cherche à leur donner les moyens de recueillir des informations « au-delà de la vue directe » sans s'exposer. Le micro-drone le permettrait, car, portable et autonome,

il peut devenir l'œil déporté du combattant. Les informations recueillies peuvent être intégrées dans un système global de direction des opérations.

Dans la lutte contre le terrorisme, ces engins prendront en charge la reconnaissance des lieux qui échappent aux satellites de reconnaissance. Ils pourront en effet s'immobiliser discrètement – en vol stationnaire – devant une fenêtre et espionner une pièce suspectement vulnérable lors des opérations d'observation sur la ligne de front, la DGA cherche à leur donner les moyens de recueillir des informations « au-delà de la vue directe » sans s'exposer. Le micro-drone le permettrait, car, portable et autonome,



Le prototype de Maya, le dernier-né des micro-drones fabriqués par la société Alcore Technologies, est capable de voler en stationnaire lors de missions d'observation. Bardé de capteurs, il dispose d'un pilotage automatique et d'une caméra transmettant par radio ses images aux combattants. Sa conception s'inspire du vol stationnaire des alouettes et des techniques de guidage par ultrasons des chauves-souris.

Les militaires rêvent de micro-drones capables de se déplacer à l'intérieur même des bâtiments... Pour cela, les laboratoires s'inspirent de plus en plus des techniques de vol et de pilotage des oiseaux et des insectes. Ultime développement, le micro-drone-tueur pourrait se substituer à l'homme lors de certaines missions périlleuses.

De nombreuses entreprises tentent de relever ces défis technologiques. En France, Bertin Technologies, spécialiste de l'innovation, a conçu une sorte de saladier volant, la SmartBall, déjà apte au vol stationnaire par temps calme. Alcore Technologies, de son côté, vient de dévoiler son dernier-né, présenté comme « une première mondiale », par son PDG, Christian Bertholet.

Baptisé Maya, ce drone mesure 32 cm de diamètre et de hauteur. Il pèse 1,5 kg, affiche une vitesse ascensionnelle de 40 km/h et se déplace à 160 km/h. Un pilotage automatique le guide pendant sa mission qui peut durer 30 minutes grâce à sa double motorisation thermique et électrique, cette dernière garantissant sa discrétion. Beaucoup reste à faire pour que Maya, et la SmartBall, soient un jour opérationnels. En particulier en matière de stabilité du vol stationnaire dans les turbulences. Mais les prototypes préfigurent une nouvelle génération d'équipement militaire.

Néanmoins, ces engins resteront vulnérables, ce qui contraint leurs concepteurs à réduire les coûts de production. Au-delà de la fascination technologique, les micro-drones, surtout s'ils sont équipés d'armes, constituent, pour le meilleur et le pire, l'avant-garde de la guerre robotisée.

Michel Alberganti

Les communications sur Internet objets de toutes les méfiances en Europe et aux Etats-Unis

Les outils de surveillance ont été renforcés

0123 INTERACTIF

LES AUTEURS des attaques contre New York et Washington ayant communiqué par courrier électronique, Internet est devenu l'objet de toutes les méfiances et de toutes les attentions. Fortement critiquées, les dispositions juridiques et techniques prises par les Etats – aux Etats-Unis et en Europe – pour donner aux forces de l'ordre un accès toujours plus direct aux données qui transitent sur Internet sont jugées liberticides par de nombreuses associations et ONG.

Pourtant, les technologies utilisées pour scruter le Net n'ont pas connu de progrès notables depuis un an. Bien avant les attentats du 11 septembre, la National Security Agency (NSA) exploitait déjà le réseau d'interception Echelon et le Federal Bureau of Investigation (FBI) avait placé chez tous les fournisseurs d'accès américains le système Carnivore, un logiciel capable « d'aspirer » le trafic Internet et d'exercer ainsi une surveillance sur toutes les informations transitant par les opérateurs techniques américains. Depuis le 11 septembre 2001, le FBI a seulement reconnu l'existence d'un nouveau projet, baptisé « Magic Lantern », qui vise à développer un « cheval de Troie » – un logiciel espion installé à distance sur un ordinateur – qui permettra d'en surveiller l'activité.

En outre, la réorganisation de l'agence fédérale américaine, en décembre 2001, a vu la création d'un département entièrement voué à la surveillance du Net. Rien d'étonnant à cela, puisque la loi baptisée Patriot Act, adoptée par le Congrès américain le 26 octobre 2001, assimile les attaques informatiques à des actes de terrorisme. Internet offrant l'opportunité de traquer les communications d'éventuels criminels ou terroristes et de remonter leur piste et permettant aussi de lancer des attaques contre les infrastructures informatiques américaines, les Américains souhaitent être plus vigilant encore.

SURVEILLANCE GÉNÉRALISÉE

En Europe, la question ne concerne pas tant les dispositifs technologiques utilisés pour scruter la Toile que les modalités juridiques d'accès aux données des opérateurs techniques. L'accroissement des pouvoirs d'investigation des forces de l'ordre est particulièrement fustigé par les acteurs de la société civile. Au Royaume-Uni, notamment, la saisie des données stockées chez les prestataires techniques peut être opérée sans le contrôle d'une autorité judiciaire.

A l'échelon communautaire, la

principale mesure est, selon Meryem Marzouki, présidente de l'association Iris (Imaginons un réseau Internet solidaire), la Directive européenne sur la protection des données personnelles dans le secteur des télécommunications. Votée par le Parlement européen le 30 mai 2002, puis adoptée par le Conseil des ministres européens le 17 juin 2002, elle consacre « le principe de la surveillance généralisée des citoyens européens ». Le texte recommande, entre autres, que les données de connexion des internautes soient conservées pour une durée limitée par les fournisseurs d'accès et mises à la disposition des forces de l'ordre.

Selon M^{me} Marzouki, ces données susceptibles d'être conservées renseignent sur « qui écrit à qui, qui consulte quoi sur Internet et avec quelle fréquence ». « Elles peuvent être mises en relation avec d'autres activités, hors Internet, grâce à l'examen des bases de données existantes, poursuit-elle. Elles permettent d'établir les connexions et les affinités entre les personnes, les groupes et les activités, même les plus anodines. »

La France n'échappe pas à ce mouvement. Le projet de loi d'orientation et de programmation pour la sécurité intérieure, adopté le 31 juillet 2002, stipule que les officiers de police judiciaire pourront « saisir à distance, par voie télématique ou informatique, les renseignements qui paraîtraient nécessaires à la manifestation de la vérité ». « La France franchit ainsi le seul garde-fou qui paraîtrait nécessaire à la manifestation de la vérité ». « La France franchit ainsi le seul garde-fou qui demeurerait jusqu'ici : le passage obligé par une réquisition adressée à un opérateur de télécommunication. Qui va contrôler et rendre compte de ces accès directs aux données conservées par les fournisseurs ? », commente M^{me} Marzouki.

Jean-Christophe Le Toquin, délégué permanent de l'Association française des fournisseurs d'accès, minimise la portée d'un texte qui relève, dit-il, de la « science-fiction ». Selon lui, les officiers de police judiciaire « ne disposent souvent pas de la culture technique requise » pour analyser efficacement les données stockées par les fournisseurs d'accès. Comme le rappelle Alain Weber, avocat, responsable de la Commission libertés et informatique de la Ligue des droits de l'homme, « ces outils d'interception, exploités bien avant le 11 septembre – par exemple dans le cadre d'Echelon –, n'ont pu prévenir les attentats. Le 11 septembre n'a fait que lever les derniers états d'âme que pouvaient avoir les gouvernements à recourir massivement à leur utilisation ».

Cécile Ducourtieux et Stéphane Foucart

Portes blindées, caméras et transpondeurs inviolables devraient équiper les avions de ligne

Nombre d'améliorations de la surveillance et du guidage des appareils se heurtent à des problèmes de compatibilité et de standardisation

DANS LES JOURS qui ont suivi la chute des tours de Manhattan, nombre d'innovations censées prévenir ou rendre plus difficile la prise de contrôle d'un avion de ligne par des pirates ont été proposées : renforcement de la porte séparant le cockpit de la cabine, diffusion d'un gaz soporifique, guidage depuis le sol des « avions fous », recours à des carburants non explosifs... « Après le 11 septembre, l'industrie s'est rassemblée et des tas d'idées ont foisonné, confirme Barbara Kracht, porte-parole d'Airbus. Mais il faut éviter que les solutions proposées ne posent des problèmes nouveaux. »

Un consensus s'est dégagé sur les points les plus sensibles en cas de détournement : l'accès au cockpit, la surveillance de la cabine et la communication entre l'avion et le sol. A ce jour, seul le premier a fait l'objet d'une réglementation, applicable au plus tard au 1^{er} novembre 2003. A cette date, l'ensemble de la flotte aérienne de plus de 60 passagers devra disposer d'une porte blindée séparant le poste de pilotage de la cabine. Les avionneurs ont déjà intégré ces nouveaux équipements sur leurs chaînes de montage et les proposent aux compagnies aériennes.

Avant de les adopter, il fallait s'assurer que ces portes ne mettraient pas en péril la sécurité, notamment en cas de dépressurisation. De même, les pilotes ne doivent pas rester bloqués en cas d'atterrissage forcé, susceptible de déformer la structure de la porte. Des trappes ont été prévues à cet effet. Il fallait aussi

qualifier des matériaux capables de résister aux armes blanches et à l'impact de balles d'armes de poing (calibre 44) et prévoir un système d'ouverture d'urgence depuis l'intérieur sans que le pilote ait à se lever.

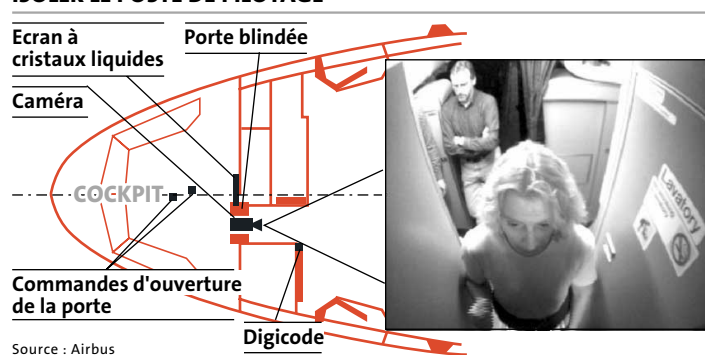
Un Digidcode filtre l'accès du personnel dans le poste de pilotage et un système de caméras vidéo maintient un lien visuel avec la cabine, ce qui répond au second impératif pointé par l'industrie aéronautique. Certaines compagnies ont même discrètement multiplié les caméras, afin de mieux renseigner le personnel navigant sur la situation. Les autorités américaines ont pris les devants en exigeant que les appareils ayant pour destination les Etats-Unis soient équipés dès le 20 août 2002 de verrous actionnés seulement depuis le cockpit. Pour les 12 000 avions concernés et à 25 000 euros la porte en moyenne, cela représente un investissement considérable.

L'emploi de ces portes devrait être laissé à l'appréciation du commandant de bord, estime le Syndicat national des pilotes de ligne (SNPL) pour qui la sûreté doit d'abord être assurée au sol. « Si la porte est constamment fermée, les relations entre les navigants et le personnel commercial seront affectées, ce qui peut potentiellement nuire à la sécurité », avance Patrick Auguin,

du SNPL. Autre sujet de réflexion : les mesures visant à armer les pilotes que prônent la Chambre des représentants et le Sénat américains.

L'autre chantier technique prioritaire concerne les liaisons sol-air, mais il est loin d'être aussi avancé. Les pirates-kamikazes du 11 septembre avaient en effet interrompu les liaisons par transpondeur qui informent les contrôleurs aériens de la position et de l'altitude de l'appareil. A l'avenir, ce dispositif ne sera plus débrayable. Plusieurs solutions sont envisagées, tel que le verrouillage du transpondeur lorsque le pilote affiche le code d'urgence « 7500 » signalant un détournement. Les autorités

ISOLER LE POSTE DE PILOTAGE



Source : Airbus

du SNPL. Autre sujet de réflexion : les mesures visant à armer les pilotes que prônent la Chambre des représentants et le Sénat américains.

L'autre chantier technique prioritaire concerne les liaisons sol-air, mais il est loin d'être aussi avancé. Les pirates-kamikazes du 11 septembre avaient en effet interrompu les liaisons par transpondeur qui informent les contrôleurs aériens de la position et de l'altitude de l'appareil. A l'avenir, ce dispositif ne sera plus débrayable. Plusieurs solutions sont envisagées, tel que le verrouillage du transpondeur lorsque le pilote affiche le code d'urgence « 7500 » signalant un détournement. Les autorités

aériennes européennes doivent présenter un bilan au mois d'octobre, indique-t-on à la direction générale de l'aviation civile (DGAC). Pour l'heure, le « transpondeur inviolable », n'est pas obligatoire.

LA FIN DES « BOÎTES NOIRES »

Il fait peu de doute que la fameuse « boîte noire » qui enregistre les paramètres du vol mais aussi les conversations à bord de la cabine de pilotage disparaîtra un jour au profit d'une transmission au sol de toutes ces données par satellite. Honeywell d'ailleurs va utiliser à cette fin la constellation de satellites Iridium. Pour William Gaillard, correspondant de l'International Air

Transport Association (IATA) à Genève, « il faudra du temps avant de parvenir à des standards communs ».

L'instauration de « bulles » autour de certaines villes ou d'immeubles sensibles est aussi de l'ordre du possible. Les appareils modernes sont équipés de bases de données répertoriant le relief de l'ensemble du globe qui permettent d'avertir le pilote d'un risque de collision. On pourrait donc imaginer de définir des zones sensibles où l'appareil ne pourrait pénétrer. De même, on sait techniquement piloter en automatique ou depuis le sol. Avec les drones, les militaires ont depuis longtemps testé ces solutions. La pression d'un simple bouton de détresse pourrait enclencher une procédure automatique d'atterrissage. Mais ces systèmes téléopérés posent notamment le risque de détournements à distance.

Un autre sujet concerne la réduction des risques d'explosion en cas de chute de l'avion. Des additifs censés figer le carburant lors d'un choc ont donné des résultats mitigés, mais la piste de l'injection de gaz inerte dans les réservoirs – solution adoptée sur certains avions militaires – est à l'étude.

Hervé Morin

En finir avec « Ground Zero »

L'Amérique moderne est née ici, il y a deux siècles, à la pointe de Manhattan, au bord du trou. Ce lieu de mémoire, « terre sacrée », fait désormais partie du circuit touristique. La vie continue, toujours plus vite

NEW YORK

de notre envoyé spécial

Là, le trou. Le cratère. Le lieu. « Nous n'aimons pas dire Ground Zero », prévient Cristyne Nicholas. L'expression convoquerait l'idée de défaite, d'anéantissement, de désolation. Et M^{me} Nicholas préside la NYC and Company, chargée de « vendre » New York aux touristes et aux investisseurs. New York, flamboyant symbole de modernité confiante et optimiste. M^{me} Nicholas préfère parler, ton neutre et posé, de « l'ancien emplacement du World Trade Center » (WTC). Mais l'endroit est tout sauf neutre. Le XX^e siècle a été inauguré ici dans la tragédie. Sur ce quadrilatère bordé des rues Vesey (au nord), Church (à l'est), Liberty (au sud) et West (à l'ouest), près de 3 000 personnes ont péri. Là se dressaient les Twins, les tours jumelles du WTC. Certains ont rebaptisé ce Ground Zero « Ground for heroes », terre de

New York est toujours entre deux modes et, la plupart du temps, sans pitié pour la dernière

héros, en hommage aux centaines de policiers et de pompiers morts pour s'être portés au secours de ceux qui s'y trouvaient le matin du 11 septembre 2001. Ce jour-là, une bande de fidèles du cheikh de l'hypercenterrorisme, le dissident saoudien Oussama Ben Laden, décida de s'en prendre au symbole du capitalisme global au nom d'une guerre à mener « contre les chrétiens et les juifs » sous la bannière de l'islam radical... Ce lieu est devenu un lieu de mémoire, un « coin de terre sacrée », dit Cristyne Nicholas.

Il l'était déjà. Ben Laden n'a pas frappé n'importe où. On est ici en basse ville de New York, sur la pointe avancée de l'île de Manhattan, où se bousculent nombre des repères, symboles et institutions qui ont forgé la République américaine – business, Dieu, immigration et démocratie. Quelques mètres plus bas, c'est Wall Street et le New York Stock Exchange ; puis Federal Hall, où George Washington, premier président des États-Unis, prêta serment sur la Déclaration des droits de l'homme ; ici et là, certaines des plus vieilles églises de la ville, Trinity, St Paul, St Peter ; plus au sud encore, Battery Park, le nez de Manhattan, où l'Hudson et l'East River se mêlent à l'océan ; en face, l'îlot de la statue de la Liberté, puis celui d'Ellis Island, la porte d'entrée de l'Amérique pour ceux qui venaient d'Europe et en avaient rêvé.

C'est sur ce morceau de rocher que des marchands hollandais, au début du XVII^e siècle, vinrent acheter aux Indiens une île du nom de Manhatte. Les Hollandais se barricadèrent tout au bout, derrière un mur traversant l'île de part en part.

Il fallait se « protéger des ours et des loups », expliquait Paul Morand ; de ce mur (wall), il ne reste qu'un nom : Wall Street ; aujourd'hui le mur est démolé et les loups peuvent entrer ». Les Hollandais furent vite concurrencés par des aventuriers anglais. Les uns et les autres se transformèrent en colons américains. Ils s'insurgèrent contre la puissance coloniale, l'Angleterre. La Déclaration d'indépendance est lue le 8 juillet 1776, au bas de Federal Hall. Une bonne partie de l'Amérique moderne est née ici, au bord du trou.

Il faut avoir à l'esprit ces moments fondateurs en arpentant la promenade qui, depuis Battery Park, longe l'Hudson pour remonter Manhattan par l'ouest, jusqu'au petit port de plaisance de Battery Park City, à un « bloc » de Ground Zero. Ce paysage urbain incarne l'aventure américaine. Il faut ensuite l'apprécier de face, de la baie, en embarquant sur un promène-touristes, puis le regarder de côté, en traînant, en fin de journée, sur la promenade de Brooklyn Heights. Il faut alors s'arrêter, lever la tête, chercher, fouiller cette première ligne de gratte-ciel new-yorkais pour comprendre : le trou est aussi dans le ciel de la ville.

« Elles » manquent. « Elles » n'avaient que vingt-sept ans mais nous les avions intégrées à notre « skyline » ; elles faisaient partie d'une petite vidéo intérieure qui défilait au ralenti, sur fond de Gershwin, un panorama devenu familier. « Elles » organisaient, rangeaient, structuraient le génial chaos new-yorkais. Les Twins, les jumelles, ne sont pas là. « I want them back » (je veux qu'elles reviennent), proclame un sticker noir, collé ici et là autour de Ground Zero.

L'endroit est un chantier de huit hectares. Au fond du trou, une armée d'engins à chenilles s'affaire à aplanir, déblayer, assainir. Près de deux millions de tonnes de débris et décombres ont été transportées

Un mémorial provisoire

Un mémorial provisoire, sous forme de panneaux portant les noms de toutes les victimes du World Trade Center, va être édifié le long de la clôture ceinturant Ground Zero. Les noms des 2 819 victimes identifiées à ce jour seront inscrits sur de grandes plaques de fibre de verre dont la mise en place va commencer et devrait être terminée avant la fin de l'année, a indiqué le gouverneur de l'Etat de New York. Ces panneaux, destinés à rester en place en attendant l'édification du mémorial définitif, permettront aux visiteurs de « rendre hommage aux victimes tout en observant le site du World Trade Center en toute sécurité », assurent les services du gouverneur.

Le mur d'exposition, long de près de 550 mètres, soutiendra les panneaux recensant les noms des victimes ainsi que l'histoire du site avant, pendant et après le 11 septembre. Des espaces isolés seront aménagés pour permettre aux visiteurs de se recueillir. L'édification du monument définitif à la mémoire des victimes devrait prendre des années : le choix, après un concours international d'architectes, ne devrait pas être arrêté avant le deuxième anniversaire du drame, en septembre 2003.

hors de Manhattan. Ils sont entreposés à Staten Island, sur une gigantesque décharge publique, Fresh Kills, alignement de promontoires sinistres, encore fouillés par les enquêteurs à la recherche d'indices, de restes humains. Si Fresh Kills est devenu un lieu de visite. Il fait partie du circuit touristique new-yorkais. Une « promenade » a été aménagée le long des rues Church



et Liberty. Des centaines de visiteurs en tee-shirt et short y défilent chaque jour. On « mitraille » l'endroit pour une photo souvenir en famille. Des vendeurs de rue proposent des images du drame en album dépliant, casquettes et tee-shirts frappés aux enseignes des polices et des pompiers de New York.

Cristyne Nicholas justifie : « On n'encourage pas les visites mais il est parfaitement normal que les gens viennent du monde entier : après tout, c'est une attaque contre le monde libre qui a eu lieu ici. » Sur place, guide improvisé aux commandes de son cyclo-taxi, Joseph Tomas confirme : « La plupart des gens viennent pour de bonnes raisons. Cinq pour cent seulement se croient à Disneyland. Pour moi, c'est un cimetière, une terre sacrée, et les visiteurs viennent parce qu'il faut se souvenir des gens qui ont été tués ici, parce qu'il faut se souvenir de ceux qui ont donné leur vie pour les sauver. »

Vestige de l'un des cinq buildings écrasés par les 180 000 tonnes d'acier tombées du ciel lors de l'effondrement des tours, une grande croix de poutrelles métalliques domine le haut du chantier. Au

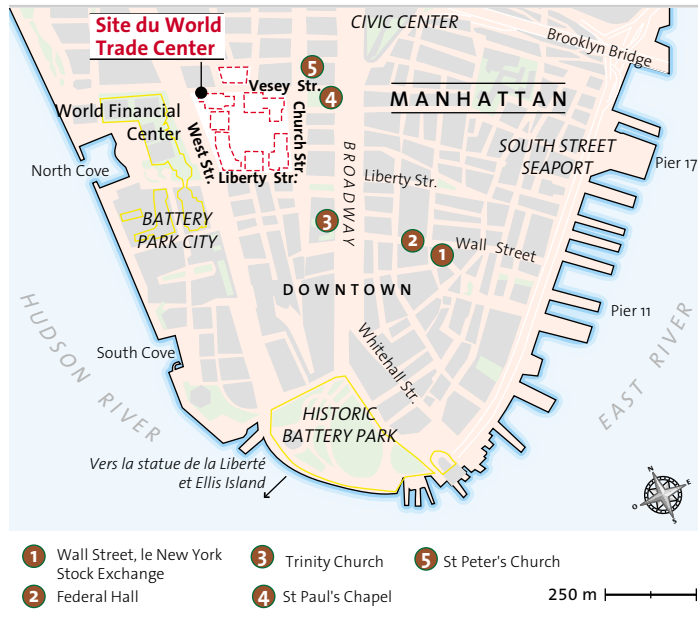
Vue, depuis le quai 1 du Folton Ferry Landing à Brooklyn, du « trou » dans le ciel de Manhattan. Les Twins manquent. « Elles » structuraient le génial chaos new-yorkais.

chittes, vous savez les gars en turban ».

La grille entourant la chapelle sert de présentoir aux « offrandes » laissées par des parents des victimes et d'anonymes visiteurs : grigris, ours en peluche, cartes postales, crucifix, tee-shirts, guirlandes de papier ou de fleurs, poèmes, collages, drapeaux américains. Un poster, chromo gothique présentant un ange justicier glaive et bouclier en mains, salue la police New York : « Que Dieu bénisse tous les courageux policiers assassinés ici par l'islam le 11 septembre » ; à l'autre bout de la grille, sur une banderole, les remerciements de la police : « Merci à toute l'Amérique pour ses prières et son soutien. » Affichage naturel de l'attachement religieux, patriotisme porté haut et fier, émotions volontiers partagées : l'Amérique est là.

Un mémorial de fortune a été dressé quelques centaines de mètres plus loin, sur le port de Battery Park City. C'est le souvenir des 370 pompiers et de la cinquantaine de policiers tués le 11 septembre qui est honoré ici. Sous un auvent de toile blanche, claquant comme une voile en cette cité éminemment marine, alignés sans façon, des casques, des gants, des insignes, un cadre portant la photo d'identité de tous ceux qui ont été tués en allant au feu. On défile ici en silence. On s'arrête parfois sur un portrait à part, une photo plus grande, collée sur une pierre, par exemple celle du pompier Christopher Pickford, sous laquelle un ami, un parent, a écrit : « Il est maintenant temps de reconstruire selon les principes de notre patrie. »

Pas si simple. Il y a débat, mouvement dialectique, balancement entre deux exigences : reconstruire, bien sûr, parce que New York n'est pas défaite, loin de là ; mais se souvenir aussi. Or si l'Amérique a le culte de son histoire au point d'en préserver le moindre vestige, ce n'est pas forcément le cas de New York. Cette ville a pour vocation existentielle d'incarner la modernité, état transitoire entre ce qui a été et ce qui va être. New York est toujours



entre deux modes et, la plupart du temps, sans pitié pour la dernière.

Alors, d'un côté, il y a ceux que le populaire et populiste quotidien *New York Post* appelle les « mémorialistes ». Ils voudraient reconstituer un ensemble ressemblant à celui du World Trade Center ou n'ériger qu'un mémorial aux victimes, laissant intacte, dans le sol, la marque des tours jumelles. Tout le monde s'entend sur l'idée d'un mémorial, mais les « mémorialistes » purs sont minoritaires.

L'autre camp, largement dominant, veut incarner l'esprit de la ville, une ville blessée, meurtrie, mais une ville qui s'appelle New York, où les façades changent tous les six mois, et qui entend rester fidèle à ce qui pourrait être sa devise : « life goes on », la vie continue, plus vite si possible, toujours plus vite... Il ne faut pas fétichiser l'endroit, le sacrifier. Ne pas donner dans le larmoyant, vous explique-t-on, en manifestant, souvent, un début de léger agacement devant l'accumulation des cérémonies du souvenir et le risque que s'installe un culte morbide du 11 septembre.

Ce trou, c'est d'abord « une belle parcelle de foncier à bâtir », écrit un commentateur de *Newsday*, un quotidien local. Ici, Ben Laden sera défait par une armée d'entrepreneurs. Exprimée moins crûment, cette réaction est quasi unanime dans la presse. « *New York n'a*

jamais été très douée pour les retours en arrière », constate le *New York Times*. « *Ground Zero est d'abord fait pour le commerce et toute autre considération reste secondaire* », tance le *New York Post*. David Granger, le rédacteur en chef du mensuel *Esquire*, philosophe, sous le titre « *Remember September* » : « *La force ne réside jamais dans le repliement sur soi ni dans la culture de ses blessures, [...] la force naît du mandat que l'on s'impose de changer, de faire plus et de faire mieux.* »

Un concours a été ouvert aux architectes et aux urbanistes. Massivement, les New-Yorkais ont rejeté six premiers projets de reconstruction de Ground Zero. D'abord présentés à Federal Hall, ils le seront prochainement au Winter Garden de Battery Park. Le cahier des charges imposait de refaire le même nombre de mètres carrés de bureaux et de commerces. Il a été abandonné – sauf l'obligation d'aménager un parc et de bâtir un mémorial. Installées sur des bâtiments voisins, trois caméras sont programmées pour prendre un plan du chantier toutes les cinq minutes : 288 clichés par jour ; 790 000 sur sept ans. Pour filmer le mouvement. Pour ne rien perdre de l'entreprise à venir : New York va combler le trou dans le ciel de Manhattan...

Alain Frachon



Photo de famille devant le site de « Ground Zero » où s'élevaient les tours jumelles, rebaptisé « Ground for Heroes » en hommage aux centaines de policiers et de pompiers morts le 11 septembre.

VADE-MECUM

AVIONS. Paris-New York en vol direct : sur Air France (selon les jours, 8 ou 9 liaisons, dont 2 sur Delta Airlines) : 464 € avec taxes en septembre et 454 € en octobre (réservation au moins 14 jours à l'avance, nuit du samedi sur place, tél. : 0820-820-820). Avec Continental, 2 vols, à 402 € TTC, (jusqu'au 31 octobre, billet non modifiable ni remboursable ; tél. : 01-42-99-09-09). American opère aussi 2 vols quotidiens : 473 € TTC (jusqu'au 13 décembre, modifiable pour 150 €, non remboursable, nuit du dimanche sur place ; tél. : 0810-872-872). Chez les revendeurs (notamment, degriktour.com, opodo.com, directour.com), tarifs à partir de 350 € TTC (avec une escale en Europe, départs de Paris ou de

province), et autour de 400 € en vol direct.

VISITE. Même si certaines lignes de métro sont encore en réparation, il est facile d'en trouver une pour gagner le bas de Manhattan. Tous les taxis connaissent « Ground Zero ». Mais le mieux est de descendre Broadway à pied, jusqu'au quartier de Battery Park : le pouls de la ville bat le long d'une artère où s'affichent toutes les modes de New York, où sont installées deux ou trois grandes librairies et où les Deli's (snack-bars-épicerie) ne manquent pas pour se restaurer chemin faisant. Indispensable, l'approche de Manhattan par la baie de New York. Plusieurs possibilités : à Battery Park,

vedettes pour la statue de la Liberté et Ellis Island (qui abrite le formidable Musée de l'immigration) ; toujours sur le quai de Battery Park, à la nuit tombée, ferries – gratuits – allant à Staten Island, le retour assure une vue de Manhattan illuminé ; enfin, sur la 42^e Rue Ouest, vedettes de la Circle Line qui font le tour de Manhattan.

TABLES. Bar-restaurant : sur la promenade de Battery Park City, le long de l'Hudson, en descendant vers la pointe de Manhattan, s'arrêter à Steamers Landing pour un café, un déjeuner ou un dîner. C'est un endroit calme dans le chaos urbain environnant, propice à la méditation face à l'Hudson River (tél. : 212-432-14-51).

FORAITS « AVION-HÔTELS ». Prix négociés par les voyagistes. Parmi les exemples : chez Directours (tél. : 01-45-62-62-62), 3 nuits au Ramada New Yorker, 3 étoiles, et vol Continental (direct de Paris) ou KLM (de Lyon, Nice ou Toulouse, via Amsterdam) revient à 594 €, par personne en chambre double, taxes incluses, jusqu'au 15 septembre. Après, et jusqu'à la fin octobre : 680 € (nuit supplémentaire, 120 € la chambre, single ou double, 170 € après le 15 septembre. De bons tarifs sur une quarantaine d'hôtels. Consulter également degriktour.com Et dans les agences, notamment, Jet Set, Vacances fabuleuses, la Compagnie des États-Unis (tél. : 01-55-35-33-55).

CULTURE

CINÉMA

Accusés d'avoir pu inspirer les attentats contre New York et Washington par leurs films d'action, les studios californiens ont vite purgé leurs projets de toute attaque terroriste et de toute allusion aux Twin Towers, avant de se consacrer à une production patriotique à la gloire de l'armée américaine

Hollywood et le Pentagone, frères d'armes contre Al-Qaida



Ci-dessus : « Collateral Damage », d'Andrew Davis, avec Arnold Schwarzenegger. Ci-contre : « La Somme de toutes les peurs », de Phil Alden Robinson, avec Ben Affleck et Morgan Freeman. Deux films emblématiques de l'enrôlement de Hollywood dans l'Amérique en guerre.

DÉCOUVRANT devant leur poste de télévision le spectacle des Twin Towers en flammes, les Américains tournèrent instantanément leur regard vers Hollywood. L'analogie entre la chute des deux tours et la production des grands studios, qui ont fait de la mise en scène du désastre une part essentielle de leur fonds de commerce, de *Godzilla* à *Independence Day* en passant par *Piège de cristal*, était évidente. La mémoire américaine était vide de tout souvenir d'une attaque étrangère sur son sol – Pearl Harbor était bien loin des côtes californiennes – mais riche de souvenirs cinématographiques, et des productions comme *Piège de cristal*, *58 minutes pour vivre* ou *Couvre-feu* sont apparues comme autant d'avertissements jamais pris au sérieux, dont on ne pouvait plus négliger la dimension prophétique.

Si la panique saisit tout un pays, elle n'épargna pas la communauté hollywoodienne, qui prit immédiatement la posture d'un enfant qui aurait mis involontairement le feu à sa maison, se déclarant prête à courber l'échine et à modifier son programme de production pour faire de la place à des films aux sujets

plus « responsables ». Le réalisateur Robert Altman alla même jusqu'à déclarer à Associated Press : « Les films ont donné l'exemple et ces gens n'ont fait que les copier. Personne n'aurait jamais songé à commettre une telle atrocité sans l'avoir vue auparavant dans un film. »

Un plan où l'on voyait l'homme-araignée tendre sa toile entre les Twin Towers fut immédiatement retiré de la bande-annonce de *Spider-Man*. La séquence finale de *Men in Black II*, prévue dans le World Trade Center, fut, bien évidemment, resituée dans le Chrysler Building. Time Warner retarda la sortie de *Collateral Damage*, où Arnold Schwarzenegger interprète un pompier qui déclenche les foudres du ciel pour punir les narcoterroristes colombiens qui ont tué sa femme et son enfant (le film est sorti depuis en février aux Etats-Unis, puis en juin en France).

Le nouveau projet du producteur Jerry Bruckheimer (*Top Gun*, *Pearl Harbor*, *Armageddon*), *World War III*, qui devait montrer les villes de Seattle et San Diego dévastées par une charge nucléaire, fut logiquement ajourné. L'étonnant est que le projet de *Collateral Damage*, produit par la MGM

pour Jackie Chan, présentait un scénario encore plus rocambolesque – et prémonitoire. La star de Hongkong devait interpréter un laveur de carreaux qui découvre un complot terroriste visant à faire exploser le World Trade Center. « Il symbolise le capitalisme, expliquait l'un des terroristes dans le scénario du film. Il symbolise la liberté. Il symbolise tout ce que l'Amérique représente. Et détruire ces deux buildings signifierait mettre l'Amérique à genoux. »

Sur le front de la télévision, l'autocensure fut tout aussi sévère. *The Agency*, un show diffusé par CBS, retira une allusion à Ben Laden. Les diffusions de *X-Files*, le film et d'*Independence Day* furent purement et simplement annulés. Un épisode de la série *Law & Order* sur le bioterrorisme à New York fut supprimé. Il semblait que le futur – c'est-à-dire l'offensive contre Al-Qaida en Afghanistan – ne pouvait être radieux qu'en réécrivant le passé.

Selon un mécanisme remarquablement analysé par l'historien militaire Lawrence H. Suid dans *Guts & Glory, the Making of the American Military Image in Film* (Univer-

Le film « La Chute du faucon noir » fut « une opportunité de premier ordre pour décrire la valeur exemplaire de nos soldats en Somalie »

Le Pentagone

sity of Kentucky Press), le Pentagone et Washington se sont toujours appuyés sur Hollywood en temps de guerre. Le premier mouvement – attribuer à Hollywood le rôle d'inspirateur involontaire d'Al-Qaida, dont les membres se seraient nourris de films-catastrophes – fut vite oublié, et les studios furent alors enrôlés dans des conditions qui restent encore à étudier et à analyser puisque les Etats-Unis n'ont pas terminé leur offensive antiterroriste. Pour Lawrence H. Suid, les événements du 11 sep-

tembre ont provoqué un traumatisme comparable à celui causé par Pearl Harbor. Mais, surtout, selon l'historien, les attaques contre le World Trade Center et le Pentagone marquent la réconciliation cinématographique d'une nation avec son peuple, de la même manière que *Top Gun* marqua la fin du divorce à l'écran – prononcé au moment de la guerre du Vietnam – entre les Etats-Unis et leur armée.

Il n'a pas fallu longtemps au Pentagone pour investir Hollywood et mener dans les salles obscures sa guerre contre Al-Qaida. La sortie de *La Chute du faucon noir*, de Ridley Scott, fut ainsi avancée de février 2002 à décembre 2001. Adapté du best-seller de Mark Bowden, *La Chute du faucon noir* illustre la lutte du bien (les Etats-Unis) et du mal (la Somalie) en 1993. Une grande saga patriotique pour raconter l'opération militaire menée par les forces spéciales américaines en Somalie. Le film de Ridley Scott avait bénéficié de l'appui logistique du Pentagone, qui, dans un communiqué, y vit « une opportunité de premier ordre pour décrire la valeur exemplaire de nos soldats durant l'opération en Soma-

lie, ainsi que les défis inhérents à la conduite d'opérations dans des situations incertaines auxquelles nos forces peuvent être confrontées dans des parties du globe à l'environnement incertain. » L'allusion aux opérations en Afghanistan était transparente.

Ce conflit est évoqué dans plusieurs autres productions, déjà tournées au moment du 11 septembre 2001, mais où l'on peut soupçonner qu'au stade de la postproduction les producteurs ont su rajouter quelques lignes de dialogue en phase avec l'époque. Dans *Windtalkers*, de John Woo, les soldats américains engagés durant la guerre du Pacifique envisagent la fin toute proche de leur conflit avec les Japonais et imaginent une autre guerre, cinquante ans plus tard, qui mettrait les Etats-Unis aux prises avec un nouvel ennemi. *Bad Company*, de Joel Schumacher, et *La Somme de toutes les peurs*, de Phil Alden Robinson, font directement allusion à l'« axe du Mal » évoqué par le président George W. Bush.

Le cas le plus intéressant reste *Collateral Damage*, d'Andrew Davis. Ce film, d'une médiocrité indiscutable, apparaît aujourd'hui comme un matériau de toute première importance pour un historien. Sa sortie fut remise sine die au lendemain du 11 septembre. Pourtant, cinq mois plus tard, dans les jours précédant sa sortie, le film recevait le soutien de l'ancien maire de New York, Rudolph Giuliani. Il serait intéressant d'avoir accès aux comptes-rendus des projections-test de *Collateral Damage* effectuées par Time Warner après le 11 septembre, qui décidèrent le studio à sortir le film, démontrant probablement que le public, loin d'être dégoûté de la violence par les attaques terroristes, en redemandait.

Le film comporte même une séquence, qui pourrait parfaitement avoir été ajoutée en postproduction après le 11 septembre, où l'un des leaders terroristes s'en prend, à travers une cassette vidéo, aux « criminels de guerre américains ». Lorsque Arnold Schwarzenegger hurle dans ce film : « On ne peut pas combattre le terreur par la terreur ! », parle-t-il au nom de ses propres griefs, ou en prenant en compte les aspirations d'une nation en guerre ? Une guerre qui se déroule sur deux fronts, en Afghanistan et sur nos écrans.

Ni les studios ni les chaînes ne veulent prendre le risque de financer des fictions sur un sujet aussi sensible

Les attentats restent tabous pour les producteurs

LOS ANGELES

de notre correspondante

Presque un an après avoir constitué le comité « Hollywood 9/11 », les grands studios ont pris leurs distances avec l'événement. « Nous n'avons aucun projet autour de ce thème », affirme-t-on chez Fox. « Rien ! », répondent Paramount et DreamWorks. « Ce n'est pas notre genre de films », entend-on chez Disney. Même le studio Warner, qui développait un scénario (de Michael Lerner) lié à la guerre en Afghanistan, ne prévoit rien. « Qui risquerait des dizaines de millions de dollars sur un sujet aussi sensible ? », lance cyniquement ce cadre hollywoodien qui préfère garder l'anonymat. « Personne ne veut avoir l'air de tirer sur une ambulance », explique le réalisateur Spike Lee après avoir intégré avec pudeur le New York de l'après-11 septembre dans son dernier film en date, *25^e Hour*, qui sort en décembre. Un seul long métrage indépendant aborde le sujet : *The Guys* est une pièce de

théâtre filmée, avec Susan Sarandon et Tim Robbins, dans les rôles d'une prof qui aide un sapeur-pompier new-yorkais à préparer l'hommage à ses collègues disparus.

L'industrie du cinéma et de la télévision, qui abhorre la prise de risques en règle générale, est plus occupée à contrer l'impact économique du 11 septembre sur ses résultats financiers (baisse de la fréquentation des parcs à thème, des recettes publicitaires) qu'à traiter le sujet dans ses scénarios.

Le contexte économique est défavorable : les actions des groupes de communication touchés par la crise financière comme Vivendi Universal, AOL-Time Warner, Disney, ont chuté.

Surtout, le public ne semble pas réclamer ces films ou ces programmes. Selon un sondage récent, seulement un tiers des Américains se disent plus intéressés par un film patriotique maintenant qu'avant les attentats et, si une moitié n'a pas changé d'avis, 36 % sont moins

enclins à voir un film dont le sujet est le terrorisme. Comme on le constate avec les succès du box-office, la violence et l'épouvante ont toujours cours (*XXX*, *Signs*, *Jeardot-com*), mais la comédie aussi avec le succès surprise du film indépendant *My Big Fat Greek Wedding*, ou le déferlement du tonique *Blue Crush*, sur des filles qui surfent à Hawaï.

LES HÉROS DU VOL 93

La télévision peut répondre plus rapidement que le cinéma. Dès le début octobre, *The West Wing*, la sitcom qui prend la Maison Blanche pour théâtre, avait montré son président, interprété par Martin Sheen, confronté à une menace terroriste. Mais même le petit écran se refuse à confirmer le tournage du seul projet de téléfilm lié au 11 septembre, sur les héros du vol 93 qui s'est écrasé en Pennsylvanie. Côté tendances, on observe l'émergence

de la télé-réalité paramilitaire, comme l'émission sur les pilotes de chasse, *American Fight Pilots*, ou *Tales of the Front Line* (« Histoires du front »), que prépare Jerry Bruckheimer, et un regain des séries policières dans les grilles de rentrée.

Mais le vrai phénomène culturel du moment est le succès d'*American Idol* sur la chaîne Fox, un radiocrochet qui auditionne de jeunes talents devant un sévère juge anglais ! Où est le retour annoncé à davantage de profondeur et de sérieux dans les médias américains ? Cette année ABC, chaîne du groupe Disney, a failli remplacer *Nightline*, le magazine d'informations réputé de Ted Koppel, par un talk-show. L'audience de la chaîne publique PBS (qui a participé au documentaire britannique *Objectif Kandahar*) est en baisse et l'unique chaîne publique connaît les pires difficultés.

Politically Incorrect, rare émission décalée du paysage cathodique

américain, a été annulée par ABC, après que son animateur Bill Maher a déclaré à l'antenne que les pirates d'Al-Qaida n'étaient pas des lâches.

Pourtant, dès décembre dernier, la Maison Blanche avait dépêché un de ses conseillers pour mobiliser la communauté hollywoodienne. Mais le comité Hollywood 9/11 n'a rien produit de créatif ni de saillant. Jack Valenti, le représentant des studios, s'abstient de commentaire, mais fait circuler une liste des bonnes actions hollywoodiennes, parmi lesquelles figurent en bonne place l'envoi de vidéos de *Shrek* aux troupes de l'étranger ainsi qu'aux familles des victimes du 11 septembre et la projection de cinq films nommés aux Oscars distribués aux troupes stationnées en Afghanistan. Et l'on sait que Julia Roberts et George Clooney se sont rendus sur une base militaire. « Exactement ce que doit redouter Ben Laden ! », ironise un commentateur...

Les premières ébauches d'un « Ground Zero » reconstruit, dévoilées au public new-yorkais au mois de juillet, n'ont suscité que déception et rejet. Les autorités ont du mal à concilier l'exigence d'un mémorial, les besoins en bureaux et l'attente d'équipements culturels pour animer le quartier

Les débats font rage sur la reconstruction du site dévasté

NEW YORK

de notre envoyée spéciale

New York cherche à retrouver l'esprit de New York, mais ne sait pas trop comment s'y prendre. La cité la plus dynamique et aussi la plus complexe des États-Unis, la seule qui ait acquis et conservé la force du mythe, semble désespérée. Habitée depuis trente ans à affronter des crises urbaines de grande ampleur, elle a affronté sans tarder les suites du cataclysme. Reconstruire, comment, pour qui ? Trop d'enjeux contraires, trop de défis, trop de pesanteurs aussi. Mélant secret et transparence selon un étrange dosage, les autorités s'efforcent de concilier tous les critères, et derrière le paravent de la concertation à grande échelle, tentent de reconstituer le patrimoine immobilier détruit. Mais c'est une « stratégie à tâtons », selon le mot d'un observateur. Et l'opinion, justement, n'est pas dupe.

Le 20 juillet, la Lower Manhattan Development Corporation, agence créée par la Ville et l'Etat de New York, organisait l'opération « Listening to the City » à l'écoute de la ville. Quatre mille délégués étaient conviés à examiner une demi-douzaine de projets urbains à la population. Deux agences avaient été chargées de l'élaboration de ces projets, Beyer, Blinder et Belle d'une part, Peterson et Littenberg d'autre part. Si cette première présentation a suscité un élan collectif, c'était un élan de déception et de rejet envers une logique du « Real Estate », c'est-à-dire immobilière. Pourtant on avait pris soin de baptiser « Memorial Park » ou « Memorial Promenade » des projets qui laissaient un espace plus ou moins vaste à cette exigence et concentraient en blocs serrés le fameux million de

mètres carrés de bureaux manquant, auquel doivent s'ajouter 60 000 mètres carrés de commerces.

La seule certitude, même si 48 % des Américains optent, selon un sondage, pour le fantasme orgueilleux de la reconstruction à l'identique, c'est qu'on ne rendra pas ses tours jumelles à Manhattan. Vigies, sentinelles, porte d'entrée dans l'ère postindustrielle, les Twins manquent à la silhouette de la ville, même si, de leur vivant, elles n'étaient pas vénérées en tant que telles.

Les idées affluent spontanément au courrier des journaux, sur les sites Internet de chaînes de télévision. Les écoles d'architecture, comme Pratt, cet été, tiennent des séminaires. « Terre sacrée » pour certains, le terrain qui semble immense dans un quartier où le réseau des rues est le plus serré et le plus gothique de cette « ville debout » devrait au contraire, pour ceux qui rejettent la perspective d'une cité désertée à la nuit, être vivant et accueillir un grand équipement culturel. L'Opéra de la ville, abrité près de Central Park, s'est porté candidat. Ces objectifs rappellent l'époque où les frères Rockefeller avaient voulu donner une puissance renouvelée à cette partie de la ville, concurrencée par Midtown, notamment en édifiant le World Trade Center, opération qui occupa les édiles durant une bonne vingtaine d'années.

Aujourd'hui, la prise de décision est suspendue à la fois à la campagne électorale pour le poste de gouverneur de l'Etat, et à l'issue de la négociation (un premier rendez-vous est fixé en novembre) entre le promoteur, Larry Silverstein, qui venait d'acquiescer le bail du World



PETER MARLOW / MAGNUM PHOTOS

Une agence propose de créer une grande promenade verte reliant le mémorial au parc de la pointe sud de Manhattan

Trade Center, et les assureurs à qui il réclame de reconnaître qu'il s'agit de deux sinistres différents (doublement ainsi les indemnités). Le débat d'idées autant que l'ouverture affichée envers les représentants de la population (les familles, le quartier), sont aussi une manière de conduire le deuil.

Respecter le traumatisme individuel et collectif, rendre hommage aux héros, comme on le fait partout dans la ville et à chaque occasion

solennelle est la première règle. Affirmer que l'édification d'un mémorial – dont on ne connaît ni l'emplacement ni le message, et dont on sait que le concours international ne sera pas lancé avant plusieurs années – est une exigence. Ne pas tarder à montrer des plans semblait aussi l'une des priorités. Mais, après l'immense déception exprimée qui a suivi « Listening to the City », le public n'a reçu en retour que deux éléments positifs

Une partie des sept hectares du site de « Ground Zero », dans le sud de Manhattan, où se dressaient jusqu'au 11 septembre 2001 les tours jumelles du World Trade Center. A droite, l'immeuble de la Dresdner Bank orné d'un drapeau américain, encore debout au bord du trou.

qui ponctuent le lent processus de conquête morale et territoriale.

Le premier est l'annonce par le gouvernement fédéral qu'il consacra 4,5 milliards de dollars à l'aménagement du système de transport sous le fleuve, le train baptisé PATH, qui reliait la rive résidentielle du New Jersey au quartier financier et dont la gare a été détruite. Ce qui encourage le projet de créer un nœud de communications moderne, une grande connexion qui serait déplacée vers l'est et deviendrait le Grand Central des quartiers sud, en liaison avec les aéroports et les zones résidentielles au-delà de la rivière.

Le second est l'élargissement, depuis le 19 août, de la consultation jusqu'à alors réservée aux deux seules agences déjà citées. Désormais, architectes et urbanistes du monde entier pourront participer aux études (5 équipes seront choisies fin septembre) pour les 7 hectares de Ground Zero.

Geste architectural ou études urbaines ? Par quoi commencer ? De son côté, le critique d'architecture du *New York Times*, Herbert Muschamp, réclame des initiatives d'envie et y contribue en évitant des grands noms à s'exprimer dans son journal. Déjà, il avait frappé fort en contestant d'emblée, en mai, le choix de Beyer, Blinder et Belle, plutôt spécialisés dans la reconversion du patrimoine.

En montrant des maquettes dénuées de caractère, qui ne représentaient que des volumes, les initiateurs du projet s'exposaient à un jugement de médiocrité et de banalité. Ce qui n'a pas manqué. Quelques surfaces colorées en vert pour accueillir le futur mémorial, un carré, un triangle, ou carrément une promenade, ne changeaient rien à l'affaire. L'absence totale de logements alors que le quartier n'est plus seulement une cité financière avait aussi été fort mal reçue.

« Beaucoup de bruit, en effet, la réponse a été sonore », admet Alexander Garvin, vice-président du Lower Manhattan Development Corporation, qui négocie en direct avec le Port Authority de New York, propriétaire du terrain. « Mais nous avons dégagé plusieurs lignes de consensus. En particulier, l'idée [proposée par Peterson et Littenberg] de créer une grande promenade, l'équivalent des Champs-Élysées, en enterrant la circulation des voitures sur West Street, et en reliant l'espace mémorial à la pointe sud de Manhattan, avec en vue la statue de la Liberté, me semble un projet qui retient l'attention de tous. » Une perspective qui ouvre l'horizon au-delà du carré fatal et qui laisse la discussion ouverte.

M. Ch.

Michèle Champenois

Eric Darton, unique biographe des Twin Towers

NEW YORK

de notre envoyée spéciale

A l'université de Columbia, dans le quartier nord-ouest de Manhattan, à des kilomètres du site du World Trade Center, on prépare la rentrée. Juste en face, le libraire a mis en évidence les ouvrages qui lui semblent justes, pour cette commémoration des attentats. Plus de livres sur l'islam ou la situation internationale que de recueils d'affliction comme on en voit à l'étal des marchands de journaux. Une couverture, noir et blanc, et un titre, *Divided We Stand*, frappent l'attention. Le contraire de ce que l'on voit partout, sur les bus, à la télévision, dans les vitrines, le rappel rassembleur « *United We Stand* », qui sert de *motto* consolateur au drame collectif.

Le livre est paru en 1999 (éd. Basic books), c'est la biographie, sans doute la seule, des Twin Towers, qui n'avaient géné-

ralement eu droit qu'à des livres d'images plus ou moins superficiels. L'auteur – on le débusera quelques heures plus tard aux alentours de la VII^e Avenue – est universitaire. Eric Darton, spécialiste des médias, ancien élève de Hunter College et auteur d'une fiction intitulée *Free City*, s'était lancé dans le récit, hautement documenté, du projet politique et urbain, de la conception et de la construction du World Trade Center.

Le premier attentat, en 1993, peu de temps après qu'il eut commencé son travail, ne l'avait pas arrêté. Le second donne un caractère d'exception à ce livre, bien écrit, très détaillé, qui, à travers ce long épisode de la vie new-yorkaise, renseigne sur ses édiles, ses entrepreneurs, leurs méthodes, leurs ambitions. « Et puis, dit-il avec tristesse, je suis le dernier à avoir pu consulter les archives. Elles ont disparu. »

Pourquoi s'être lancé sur ce terrain – qui

faisait bâiller d'ennui ses amis ? Une enfance passée dans le sud de Manhattan, où il verra démolir les gros buildings qui laisseront leur place, beaucoup plus tard, aux deux géantes. Une jeunesse engagée dans la vie politique, contre la guerre au Vietnam, contre le racisme, qui ne lui « laisse pas le temps de les voir s'édifier ». Et puis, tout d'un coup, elles sont là, dans son paysage. Et le jour du « *collapse* », de l'effondrement, il les voit par la fenêtre de son psychanalyste.

« UNE FORME PARFAITE »

Et maintenant, en quelques phrases ? « Je les ai étudiées comme objet de communication, comme symbole. Elles étaient, à un degré proprement effrayant, une forme parfaite. Au point qu'on avait peine à croire que 40 000 personnes pouvaient travailler là... C'étaient des signes tellement chargés

qu'aucun discours sur elles ne trouvait sa place. Il y avait un discours avant, on annonçait l'équivalent de la place Saint-Marc... Des phrases. Leur disparition souligne le fait que, lorsqu'elles étaient là, on ne les voyait pas vraiment. Alors combien y a-t-il d'autres choses, dans notre démocratie, qui nous crévent les yeux et que nous ne voyons pas ? »

Rebâtir ? « Pour moi, on aurait dû respecter une période de silence. Au lieu de parler à tout va de mémorial, alors que nous ne savons même pas ce que nous voulons honorer. Ensuite, on sait bien que toutes les villes se construisent sur leurs propres ruines. Mais au moins, cette fois, pour la première fois, le monde de la finance et de l'immobilier doit prendre en compte, dès le départ, une exigence morale et humaine pour un projet. » Eric Darton prépare un autre livre sur New York.

Un anniversaire marqué par une production éditoriale abondante et inégale

Une très abondante production éditoriale marque l'anniversaire des attentats. Du témoignage à l'analyse géopolitique le spectre est assez large, permettant à chacun de s'exprimer. L'intérêt de ces ouvrages est fatalement inégal. On trouvera ici une liste la plus complète possible de ces livres, y compris ceux paraissant en langue anglaise. « Le Monde des livres » du 13 septembre reviendra plus longuement sur les essais les plus importants.

▫ **Pourquoi le monde déteste-t-il l'Amérique ?**, de Ziauddin Sardar et Merrill Wyn Davies. Traduit de l'anglais par M.-F. Paloméra et J.-P. Murlon, Fayard, 284 p., 19 €. C'est sans doute la question la plus lancinante aux États-Unis depuis le 11 septembre : « Why do they hate us ? » Dans ce livre, deux intellectuels britanniques, qui ont exploré le monde de l'islam dans de précédents travaux, font l'effort salutaire d'approfondir l'éternel débat sur l'antiaméricanisme, en se penchant sur la manière dont les Américains se définissent eux-mêmes, dont ils définissent leurs valeurs, leur mode de vie, leurs mythes et leurs héros, pour examiner ensuite le cheminement de la perception de ces définitions par le reste du

monde. Mais les auteurs n'échappent pas à la conclusion : c'est au reste du monde de transcender sa haine, tout autant qu'il appartient à l'Amérique de dépasser ces perceptions.

▫ **L'Amérique expliquée au monde entier**, de Mark Hertsgaard. Traduit de l'anglais (États-Unis) par B. Turle, Stock, 346 p., 20,55 €. Quelles images se fait-on de l'Amérique et des Américains ? Depuis un an, ces derniers se sont penchés sur la question qui, auparavant, semblait ne guère les préoccuper. Journaliste, Mark Hertsgaard a écouté les opinions et sentiments de diverses personnes à travers le monde et en fait la synthèse.

▫ **Que s'est-il passé ? L'islam, l'Occident et la modernité**, de Bernard Lewis. Traduit de l'anglais par Jacqueline Carnaud, Gallimard, 240 p., 19,90 €. Dans cet essai sur les sociétés musulmanes du Moyen-Orient et leurs rapports avec l'Occident, Bernard Lewis tente d'expliquer les raisons du développement de l'image diabolique de l'Occident dans les sociétés musulmanes.

▫ **La République et l'islam. Entre crainte et aveuglement**, de Jeanne-Hélène Kaltenbach, Michèle Tribalat. Gallimard,

348 p., 26,50 €. Quelles sont les questions posées par la confrontation entre l'islam et les notions qui fondent la République française ? Les auteurs se livrent à une réflexion sur l'attitude des institutions nationales face aux exigences de la communauté musulmane.

▫ **L'ennemi américain. Généalogie de l'antiaméricanisme français**, de Philippe Roger. (Seuil, 584 p.)

▫ **L'Obsession antiaméricaine : son fonctionnement, ses causes, ses conséquences**, de Jean-François Revel. (Plon, 304 p., 20 €.)

▫ **L'Autre Amérique. Témoignages d'intellectuels américains**. (Traduit par Eustache Kouvelakis, Textuel, 238 p., 19 €.)

▫ **La Société américaine après le 11 septembre**, de Sophie Body-Gendrot. (Presses de Sciences-Po, 128 p., 12 €.)

▫ **Les Ecrits de septembre : New York 2001**, de Béatrice Fraenkel. (Textuel, 160 p., 27 €.)

▫ **Leadership**, de Rudolph Guiliani. Par l'ancien maire de New York. (Buchet Chastel, 220 p., 15 €.)

▫ **Al-Qaida : au cœur du premier réseau terroriste mondial**, de

Rohan Gunaratna. (Autrement, 292 p., 19,95 €.)

▫ **L'Argent du djihad**, de Michel Koutouzis. (Mille et une nuits, 132 p., 10 €.)

▫ **Zacarías, mon frère**, de Abd Samad Moussaoui et Florence Bouquillat. (Denoël, 216 p., 16 €.)

▫ **Le 11 septembre : Pourquoi ils ont laissé faire les pirates de l'air**, de Peter Franssen. (EPO, 192 p., 12,50 €.)

▫ **11 septembre et après ?**, de René Passet. (éd. de l'Atelier, 176 p., 15 €.)

▫ **Le World Trade Center : une cible monumentale**, de Jean-Yves Andrieux et Frédéric Seitz. (Belin, 160 p., 25,95 €.)

▫ **Le Djihad en Europe, les filières du terrorisme islamiste**, d'Ali Laidi et Ahmed Salam. (Seuil, 290 p., 20 €.)

▫ **Les Nouveaux Martyrs d'Allah**, de Fahrad Khosrokhavar. (Flammarion, 324 p., 21 €.)

▫ **L'islam à l'épreuve de l'Occident**, de Jocelyne Cesari. (La Découverte, 276 p., 20 €.)

▫ **Lettres contre la guerre**, de Tiziano Terzani. (Traduit de l'italien par F. G. Batlle, Liana Levi, 184 p., 15 €.)

▫ **Ben Laden et le salut de l'Occident**, de Bruno de Cessole.

(La Différence, 96 p., 10 €.)

▫ **Du mur de Berlin aux tours de New York. Douze ans pour changer de siècle**, de René Rémond, qui s'entretient avec François Azouvi. (Bayard, 136 p., 15 €.)

▫ **Orient Occident, la fracture imaginaire**, de Georges Corm. (La Découverte, 186 p., 15 €.)

▫ **L'islam mondialisé**, d'Olivier Roy. (Seuil, 220 p., 14 €.)

▫ **Les Illusions du 11 septembre, Le débat stratégique face au terrorisme**, d'Olivier Roy. (Seuil, 86 p., 10,5 €.)

▫ **Le World Trade Center : une cible monumentale**, de Jean-Yves Andrieux et Frédéric Seitz. (Belin, 160 p., 25,95 €.)

▫ **Le Djihad américain**, de Lewis Lapham. (Éd. Saint-Simon, 204 p., 14,90 €.)

▫ **Géopolitique de l'apocalypse. La démocratie à l'épreuve de l'islamisme**, de Frédéric Encel. (Flammarion, 203 p., 17 €.)

▫ **Lettres de France. Après le 11 septembre**, de Jean Daniel. (Saint Simon, 192 p., 12,50 €.)

▫ **Dictionnaire mondial de**

l'islamisme, sous la direction de Antoine Sfeir et des Cahiers de l'Orient. (Plon, 518 p., 25 €.)

▫ **L'Arabie saoudite en question**, d'Antoine Basbous. (Perrin, 186 p., 18 €.)

▫ **L'Imposture du choc des civilisations**, de Marc Crépon. (Pleins Feux, 83 p., 9 €.)

En anglais

▫ **Portraits**, par la rédaction du *New York Times*. 1 800 portraits de victimes du World Trade Center. (Ed. Times Books, 542 p., 80 \$.)

▫ **Out of the Blue, the Story of September 11 2001, from Jihad to Ground Zero**, de Richard Bernstein et la rédaction du *New York Times*. (Editions Times Books-Henry Holt, 288 p., 25 \$.)

▫ **Reconcilable Differences : US-French Relations in the New Era**, de Michael Brenner et Guillaume Parmentier. (Brookings Institution Press, 154 p.)

▫ **After September 11**, sous la direction de Craig Calhoun, Paul Price et Ashley Timmer. (New Press, 384 p., 18,95 \$.)

▫ **The World Responds to September 11**, d'Eric Hershberg et Kevin W. Moore. (New Press, 400 p., 18,95 \$.)

▫ **Dictionnaire mondial de**

James Nachtwey, en direct de l'enfer

Le photographe de guerre, survivant miraculé de l'effondrement des Twin Towers, est l'auteur des images les plus fortes de la catastrophe

LA VOIX est monocorde, lente, lasse. En a-t-il assez, James Nachtwey, de raconter son 11 septembre ? Il ne parle pas, il prêche. Il cherche le mot juste pour que l'interlocuteur comprenne bien qu'il est un survivant. « *Il m'est difficile de mettre des mots sur les sentiments qui me hantent encore aujourd'hui.* » Avant le 11 septembre, ce photographe new-yorkais au physique de play-boy, réservé et élégant, qui a étudié l'histoire de l'art et les sciences politiques, qui s'est endurci dans la marine marchande puis en conduisant des camions, était considéré comme l'emblème du reportage de guerre. « *Contre la guerre* », corrige-t-il.

La vocation de ce moine photographe est née en découvrant les images fortes du Vietnam. Aujourd'hui encore, il est persuadé, à la différence de confrères français, que l'impact d'une photo publiée peut changer le cours de l'histoire. Il a choisi de photographier « *la guerre et les drames humains* » avec des armes dont la presse raffole : l'émotion et la culpabilisation. Et le talent.

Ses images sont composées comme des tableaux, efficaces comme des slogans, émouvantes comme des chants religieux. Il a publié un livre-manifeste intitulé *Inferno*, c'est dire. Il est le photographe le plus médaillé au monde et sa mythologie a encore grandi après ses photos de « Ground Zero ». Une somme astronomique d'images ont été prises le 11 septembre à New York, dans cette capitale de la communication, mais sans doute celles de Nachtwey sont les plus marquantes, notamment le portrait d'un pompier épuisé sur fond de cathédrales squelettiques de métal blanc. Deux mois après l'attentat, cette photo a été achetée aux enchères avec huit autres par Jean-Marie Messier, au moment où l'ex-patron de Vivendi voulait séduire l'Amérique. Le photographe en a offert le montant à une association de pompiers de New York.

Ironie du sort, il n'aurait pas dû se trouver à New York, le 11 septembre. Le 8, il est au festival Visa pour l'image de Perpignan où il explique pourquoi il se sépare de son agence, Magnum, pour en créer une autre, intitulée VII (prononcer Seven). Le 9, il gagne Paris et entend y rester quelques jours. Un de ses confrères de VII, bloqué à Perpignan où il a loué son avion, lui demande s'il peut rentrer plus tôt à New York afin d'assurer une commande d'un journal.

Le 10 au soir, Nachtwey est dans son lit, dans le bas de Manhattan, à deux blocs des Twin Towers : « *Je prépare du café lorsque j'entends un bruit métallique, comme si quelque chose percutait le toit. Je regarde par la*

BIOGRAPHIE

† 1948
Naissance à Syracuse (Etat de New York).

† 1981
Premières photos de conflits (Irlande du Nord, Amérique centrale, Liban).

† 1986
Rejoint l'agence Magnum.

† 1999
Publie « *Inferno* ».

† 2001
Membre fondateur de Photo VII.

fenêtre : une fumée noire s'échappe de la tour sud. Alors que je rassemble mes appareils, la tour nord brûle à son tour. J'avance à travers la foule qui fuit et je commence à photographier les blessés. Au moment où je cadre la tour sud et la croix d'une église voisine, au premier plan, le gratte-ciel s'écroule. Les blocs de métal qui tombent autour de moi semblent flotter dans l'espace, comme dans un film au ralenti. Je pense avoir tout mon temps pour photographier. Jusqu'au moment où je réalise que je vais être happé, et trouve refuge derrière un immeuble.

» Pour photographier les restes de la tour effondrée au sol, je me fraye un chemin à travers la fumée et m'approche de ce qui ressemble au tournage d'un film de science-fiction sur l'Apocalypse. Hormis deux autres photographes, la scène est déserte. Le squelette d'un des gratte-ciel les plus imposants au monde gît tordu sur la chaussée. Alors que je prends des photos, j'entends un bruit de cascade au-dessus de ma tête. Je lève les yeux et je vois la tour nord qui tombe droit sur moi. En une fraction de seconde, je réalise que je tiens une vision magnifique mais que si je lève mon appareil ne serait-ce qu'un instant, je ne survivrai pas. »

Nachtwey se jette dans la coquille protectrice d'un ascenseur d'hôtel. Ceux qui resteront dans le hall mourront. « *Je suffoque dans*

l'obscurité. C'est la preuve que je suis vivant. Les cendres sont si épaisses que j'ai l'impression d'avoir de la boue dans la bouche. Je suis persuadé d'être enterré sous les débris et de mourir là. Je finis par voir des points lumineux - des "warnings" de voitures. J'esquive la police et je rentre au cœur de "Ground Zero". Il n'y avait personne à sauver. Je n'ai vu que des bouts de gens, pas de survivants, pas de morts. Une dizaine de photographes seulement ont pu accéder au centre de la destruction. S'il n'avait tenu qu'aux autorités, il n'y aurait pas de photos de "Ground Zero". Et pourtant, elles forment un puissant document sur un virage de l'histoire, qui servira aux générations futures. »

« EN ZONE DE GUERRE »

Nachtwey a photographié jusqu'à l'épuisement. Après avoir confié ses pellicules à *Time*, magazine avec lequel il est sous contrat, il passe une demi-douzaine de contrôles pour gagner son appartement. L'électricité est coupée, le quartier est plongé dans le noir, l'air est rempli de fumée. Des sirènes hurlent et les avions grondent. Dans son loft, il n'y a ni téléphone ni eau chaude. Il s'éclaira à la bougie. « *Ces conditions me sont familières. Ce sont celles de Grozny, Kaboul, Beyrouth, du Rwanda, de Yougoslavie, des deux Intifadas, d'Israël pendant la guerre du Golfe. Je me*

retrouve en zone de guerre, à la différence que, cette fois, je suis dans ma propre ville. »

Différence majeure. Une idée, encore jamais articulée, prend alors forme dans son cerveau. Son travail, entrepris il y a plus de vingt ans dans l'Irlande déchirée par les religions, prolongé dans une trentaine de pays, du Salvador à la Bosnie, prend son sens : « *Mes émotions ne sont pas dictées par ma nationalité. La tristesse et la colère sont les mêmes. Mais là, chez moi, j'ai réalisé que je photographiais partout dans le monde les phases d'une seule histoire, le conflit entre deux systèmes de valeurs, l'Occident et l'Islam.* »

Dans les jours qui ont suivi, James Nachtwey n'est pas retourné à « Ground Zero ». Il avait inhalé énormément de fumes toxiques. « *J'ai été malade pendant trois mois et je ne sais toujours pas quelles seront les conséquences à long terme sur ma santé.* » Il part néanmoins pour le Pakistan et l'Afghanistan ; couvre la guerre contre Al-Qaïda. « *Je suppose que j'ai changé, mais ma photographie est la même.* » Et puis il lâche : « *Je vois encore le gratte-ciel tomber sur ma tête. C'est une vision à laquelle peu de gens ont survécu. C'était une avalanche de verre et d'acier, de béton et de cendres. C'était une avalanche de l'histoire.* »

Michel Guerrin



PETER FOLEY

LES GENS DU MONDE

Les rappeurs de *The Coup* avaient prévu de publier leur nouvel album, *Party Music*, à la mi-septembre 2001. Ils avaient aussi eu une excellente idée de pochette : les tours du World Trade Center en flammes, en arrière-plan des photos de *Boots Riley* et *Davey D.* Warner Bros, leur maison de disques, a dû retirer les albums du marché et modifier les pochettes.

Le 21 septembre, les grands réseaux hertziens télévisés se mobilisent et proposent un téléthon présenté par les plus grandes stars d'Hollywood, de *Tom Cruise* à *Cameron Diaz*. *Bruce Springsteen* crée la chanson *My City of Ruin*. Un album, *America A Tribute to Heroes*, est publié. Un mois plus tard, à New York, un concert est organisé au Madison Square Garden, où l'on retrouve une partie des participants au téléthon, comme *Paul McCartney*, qui crée la chanson *Freedom*.

L'artiste italien *Ennio Bertrand* réalise une installation vidéo montrant en boucle l'image du vol 175 d'United s'écrasant sur la tour sud. Ce projet doit être montré à l'Armory Show, exposition annuelle organisée en février près du site des attentats. A la demande de dockers travaillant dans le voisinage et qui avaient participé aux opérations de déblaiement des ruines du World Trade Center, l'installation est retirée le 21 février.

A Cannes, le 21 mai, *Martin Scorsese* présente vingt minutes de *Gangs of New York*. Le tournage du film est terminé depuis presque un an, il aurait dû sortir fin 2001. Parmi les très nombreuses explications apportées à ce retard : le portrait de New York au tournant des XIX^e et XX^e siècles aurait été insupportable, avec ses policiers et ses pompiers corrompus, dans l'atmosphère héroïque qui a suivi les attentats.

A l'automne 2001, la réalisatrice française *Tonie Marshall* doit renoncer à son projet de tourner une séquence d'*Au plus près du paradis* au sommet de l'Empire State Building. *Catherine Deneuve* et *William Hurt* devaient s'y retrouver, en hommage au *Elle et Lui* de *Leo Mc Carey*. Le 11 septembre 2002, Catherine Deneuve est invitée à participer aux cérémonies de commémoration organisées à New York.

Le Festival de Toronto, organisé chaque année en septembre, avait suspendu son édition 2001. En 2002, on y projettera *The Guys*, adaptation sur pellicule de la pièce créée par *Sigourney Weaver* et *Tim Robbins*, qui montre un pompier et un journaliste rédigeant l'éloge funèbre des hommes disparus dans l'effondrement des tours. Et aussi *11 minutes pour le 11 septembre*, le film collectif réalisé par des cinéastes du monde entier que les Américains découvriront à cette occasion.

DOMINIQUE DHOMBRES

Paroles de guerriers

DEUX SEMAINES après les attentats du 11 septembre, la chaîne de télévision britannique Channel 4 demandait au producteur Brian Lapping, qui s'était illustré par la remarquable enquête *Yugoslavie, suicide d'une nation européenne*, de suivre pas à pas la riposte américaine. Le résultat est le documentaire titré en français *Objectif Kandahar*, diffusé vendredi 6 septembre sur France 2. La méthode, inchangée : donner la parole aux principaux protagonistes, George Bush, Colin Powell, Tony Blair, Vladimir Poutine, Pervez Moucharraf, Hamid Karzaï, éclairer leurs motivations et raconter toute l'affaire sur un ton sobre. Evidemment, il manque le témoignage d'Oussama Ben Laden...

Tout commence donc avec les images des tours de Manhattan qui s'écroulent dans un immense nuage de fumée. George Bush est en déplacement en Floride, Colin Powell en visite au Pérou. Après quelques heures de flottement, le président américain trouve la formule qui résume son attitude : « *Nous ne ferons pas de distinction entre les terroristes qui ont commis ces actes et ceux qui les abritent.* » Devant ses conseillers réunis à Camp David, il affirme que les Etats-Unis ne peuvent pas se

contenter d'un bombardement aérien. « *Nous devons poser nos bottes sur le terrain* », dit-il.

La grande inconnue est le Pakistan, un pays dont les services secrets ont beaucoup contribué à l'arrivée au pouvoir des talibans. Les Américains envoient au président pakistanais Moucharraf un message simple : êtes-vous avec ou contre nous ? Ce dernier leur accorde le survol de son espace aérien. C'est le tournant décisif.

Le documentaire de Brian Lapping insiste sur le rôle joué par Tony Blair, en particulier auprès de Moucharraf, et sur celui de Vladimir Poutine, qui incite les anciennes Républiques soviétiques d'Asie centrale à servir de base arrière à la coalition. La France de Jacques Chirac n'est mentionnée qu'en passant, à l'occasion d'une visite de Tony Blair à Paris.

Les efforts déployés par Washington risquent d'être réduits à néant lorsqu'une bombe américaine manque de peu l'homme que les Etats-Unis veulent voir à la tête du nouveau gouvernement afghan, Hamid Karzaï. Le film s'achève sur l'affirmation, par George Bush, qu'il ne s'agit que d'un début, et que sa prochaine cible est désormais l'Irak.

TÉLÉVISION

Des images en rafales

Au risque de donner le tournis aux téléspectateurs, toutes les chaînes ont choisi la période anniversaire de l'attaque contre les tours du World Trade Center pour programmer enquêtes et documents exclusifs sur cet événement. Du 6 au 13 septembre, pas moins d'une vingtaine de films reviennent sur les faits et leurs conséquences, donnent la parole à des témoins, analysent la tragédie, ses répercussions politiques, économiques et sociales, aux Etats-Unis et dans l'ensemble des pays musulmans. Le service public surtout - France 2, France 3, France 5 et Arte - se distingue par une mobilisation exceptionnelle de son antenne et de ses équipes.

Le moment fort de cette programmation est incontestablement *New York-11 septembre*, le film de Jules et Gédéon Naudet, diffusé mercredi 11, à 20 h 55, sur France 3 au cœur d'une édition spéciale du magazine de Patrick de Carolis « *Des Racines et des ailes* ». Aux Etats-Unis, où il a été diffusé le 10 mars sur CBS, ce document historique a été vu par 52 millions de téléspectateurs. 132 pays ont décidé de le programmer le soir de la date anniversaire. Les auteurs ont annoncé qu'ils reverseraient les trois quarts des recettes du film à un fonds destiné aux enfants des pompiers new-yorkais. - Sylvie Kerviel

« *Des Racines et des ailes* », mercredi 11 septembre, 20 h 55, France 3.

RADIO

MARDI 10 SEPTEMBRE

† Et le lendemain tout fut différent ?
A partir de minuit, RFI
La veille du premier anniversaire des attentats, la radio internationale propose, jusqu'à minuit, 24 heures d'émissions exceptionnelles pour mesurer l'évolution du monde depuis la tragédie américaine. Acteurs de la scène internationale, hommes

politiques, chercheurs et journalistes se succéderont à l'antenne. Parmi les questions évoquées, « Les nouvelles frontières du bien et du mal » (à 6 h 00 avec l'historienne Hélène Carrère d'Encausse), « Face au nouveau désordre mondial, un besoin d'Etat ? » (à 8 h 00 avec le premier ministre Jean-Pierre Raffarin et l'ancien ministre Dominique Strauss-Kahn), « Nous sommes tous Américains » (à

10 h 00 avec Jean-François Revel, journaliste au *Point* et écrivain, Ghassan Salame, ministre de la culture du Liban et Jean-Marie Colombani, directeur du *Monde* et auteur de *Tous Américains*, éd. Fayard). Ces émissions sont diffusées en direct et en public de l'IEP de Paris.

† **Tout arrive**
Midi, France-Culture
Marc Voinchet reçoit Jean-François Revel pour *L'Obsession anti-américaine* (éd. Plon) et Emmanuel Todd pour *Après l'empire* (éd. Gallimard).

MERCREDI 11 SEPTEMBRE

† **Un an après**

A partir de 5 heures, RTL
La rédaction, mobilisée depuis le 8 septembre pour la commémoration des attentats, propose ce jour-là dans ses différentes sessions d'information des reportages et des interviews réalisés par les correspondants de la radio aux Etats-Unis, Thomas Legrand et Olivier Pascal-Mousselard. Tout au long de la journée, « Votre 11 septembre » donne la parole à des personnalités et à des anonymes.
† **Métropolitains**
9 h 05, France-Culture
Au sommaire du magazine de François Chaslin, « Anniversaire du 11 septembre : une histoire du World Trade Center », avec

Frédéric Seitz et Jean-Yves Andrieux, et « L'Avenir urbanistique du site Ground Zero », avec Michèle Champenois, collaboratrice du *Monde*.

† **Appels sur l'actualité**
10 h 10, RFI
RFI donne la parole aux auditeurs. Juan Gomez reçoit leurs appels. Une émission d'une durée spéciale de quarante minutes pour discuter des conséquences de la tragédie new-yorkaise.
† **Tout arrive**
Midi, France-Culture
Marc Voinchet interroge, dans son nouveau magazine culturel de la mi-journée, Lila Azam-Zanganeh, en duplex de New York, sur le thème : « Comment se réveille New York ? ».

† **2000 ans d'histoire**
14 heures, France-Inter
L'émission de Patrice Gélinet a pour thème : « Les leçons du 11 septembre » avec l'historien et journaliste Alexandre Adler.

JEUDI 12 SEPTEMBRE

† **Penser le 11 septembre**
A partir de 1 heure, France-Culture
La radio culturelle diffuse le colloque « Penser le 11 septembre », organisé au Centre d'études et de recherches internationales (CERI) et enregistré le mardi 10 septembre, avec Ezra Suleiman, directeur du Centre d'études européennes de l'Université de Princeton.

ALAIN LOMPECH

La mort, la peur, le respect

DEUX TOURS qui s'embranchent, s'effondrent dans un nuage de poussières, de débris, de corps déchiquetés. Le monde vacille en suivant cette tragédie en direct, mise en scène par la télévision dans la fragilité et l'instantanéité même des images et du son pris par des vidéastes amateurs. Ce n'est pas vrai, se dit-on quelques instants ! Ce ne peut pas être un remake de *La Guerre des mondes*, un happening radiophonique d'Orson Welles qui avait paniqué les Etats-Unis lors de sa diffusion. C'est vrai, et l'on est terrorisé.

Malgré quelques dénégations d'enquêteurs à la gomme qui trouvent des indices qui étayent leur intime conviction d'un complot intérieur, Al-Qaida et Ben Laden sont bien les commanditaires d'une agression qui en d'autres temps aurait provoqué immédiatement une guerre mondiale.

La peur s'empare des Etats-Unis, cette grande nation, cette démocratie fondée sur la liberté revendiquée par ses premiers immigrants chassés d'une Europe, dès lors vieille, par l'intolérance religieuse. Peu à peu fondée aussi sur le brassage des peuples et des cultures, certes de façon imparfaite, injuste, violente, perfectible, autocritique, complice de crimes commis au nom de ce qu'elle représente dans toute l'Amérique latine, complice de dictateurs, fomentatrice de coups d'Etat, mais aussi libératrice par deux fois de l'Europe ravagée. Le chemin parcouru par les Etats-Unis en deux siècles pourrait donner à ce pays quelques droits d'en faire taire d'autres embarqués dans des conquêtes coloniales meurtrières et asservissantes, dans des décolonisations qui n'en finissent pas et dont elles paient aujourd'hui le

lourd tribut de leur arrogance passée. Les attentats, les morts, la peur qui s'en suit, la France les a éprouvés durement à plusieurs reprises et sait confusément qu'un jour ou l'autre...

L'ennemi hier était désigné, plus ou moins bras armé d'un pays, mais toujours changeant, compliqué à suivre dans les rivalités des factions et des zones d'influence. Aujourd'hui, il est identifié, il a un nom, un visage, un beau visage triste. Mais est-ce de Ben Laden qu'il faut avoir le plus peur ? Et, au-delà de lui, faut-il aussi avoir peur de tous ces hommes perdus, enrôlés, embrigadés, élevés dans le culte de la haine de l'Occident, de la liberté de penser, de dire, d'écrire, d'aimer ? Formés dans des pays amis de l'Occident ? Sans aucun doute, mais ils sont les emblèmes, les héros d'une guerre organisée par d'autres.

Ne faudrait-il pas plutôt avoir peur de ces hommes bien mis, costumes à la coupe impeccable, clients des grands hôtels, membres de la jet-set, rasés de frais, parfumés, raisonnables dans leurs propos, ouverts aux autres, buvant de l'alcool en public, écoutant de la musique, allant au cinéma, prenant le soleil sur la plage. Avoir peur de ces hommes-là, reçus partout et par tous, hommes d'affaires respectés et respectés. De ces hommes invisibles fondus dans la civilisation occidentale ? D'eux, il n'est question que furtivement. Des pays amis, pas très démocrates, pas très ouverts qui financent tout et partout ? Affaires toujours sans suite.

Cette peur de l'Amérique, ravivée ces jours-ci par la commémoration du 11 septembre, cette peur aussi de l'Europe, c'est la peur de la mort. Elle devrait faire réfléchir au respect que l'on doit aux autres.

Les tribulations immobilières de la famille Shah à Kaboul

KABOUL

de notre envoyée spéciale

A la périphérie de Kaboul, là où l'eau et l'électricité n'arrivent pas, Daoud Shah, venu de Mazar-e-Charif il y a deux ans, a installé sa famille dans une nouvelle ruine. Des événements du 11 septembre, Daoud Shah n'a, comme 90 % des Afghans, qu'une vague connaissance : « Les gens ont dit qu'Oussama avait détruit un palais et que Dieu avait puni les talibans parce qu'ils étaient trop durs avec nous », dit-il. Ce qu'il sait, en revanche, c'est que, avec le retour des réfugiés, trouver un endroit pour se loger est devenu quasi impossible. Daoud Shah a emménagé ici, avec sa femme et ses cinq enfants, il y a quatre mois. « Malheureusement, dit-il, le propriétaire de la maison est venu hier d'Iran et m'a demandé de partir, car il veut ramener sa famille. »

Cette maison, deux pièces aux fenêtres cassées, aux poutres qui menacent de s'effondrer et laissent passer le jour, Daoud Shah devrait normalement la payer l'équivalent de 30 dollars par mois, une somme astronomique pour quelqu'un sans travail fixe. L'afflux des réfugiés a fait grimper les prix dans tout Kaboul et les plus grandes victimes sont les déplacés qui s'étaient installés dans les maisons vides, souvent à la satisfaction des propriétaires, contents de trouver quelqu'un pour garder leur bien. L'argent du voyage pour regagner le nord de l'Afghanistan, Daoud Shah ne l'a pas, et il ignore tout de l'assistance donnée à certains déplacés par le HCR (Haut Commissariat pour les réfugiés de l'ONU).

Si le départ des talibans n'a pas changé grand-chose à la vie de Daoud Shah, il s'en réjouit tout de même : « Il y a plus d'activités. Mais, d'un autre côté, la vie est plus chère », déplore-t-il. Depuis seize jours, Daoud Shah travaille à nettoyer des canaux dans le cadre d'un programme du PNUD (Programme des Nations unies pour le développement), financé en grande partie par le gouvernement japonais. « Normalement, on devrait recevoir 3 dollars par jour, dit-il, mais nous n'avons jamais vu cet argent. Ils nous donnent 10 kg de blé et la moitié va au wakil. » Chef de quartier ou d'ilot, le wakil est l'intermédiaire entre les ONG qui sous-traitent le contrat au PNUD et les travailleurs. « Le wakil vous donne le



Les remplaçants de la famille Shah.

travail mais pour cela vous devez le payer », explique Daoud Shah.

Autre nouveauté, trois des enfants de la famille, Ghulsum, 12 ans, Moubarak, 10 ans, et Ali, 8 ans, vont désormais à l'école. « J'aimerais apprendre quelque chose », affirme Moubarak, en montrant fièrement son sac de classe avec un cahier, un livre, une gomme et un crayon, ensemble distribué par l'Unicef. « Mais c'est difficile. Nous sommes quatre ou cinq pour une chaise. Soixante-dix élèves pour deux professeurs dans une grande

salle, et parfois, après quelques minutes, les maîtres prennent leurs bicyclettes et s'en vont. » En venant dans ce quartier reculé, Ghulsum a dû abandonner son travail dans un atelier de fabrication de tapis. Elle s'en réjouit d'un côté – « Mes doigts rongés étaient de plus en plus douloureux et je respirais très mal à cause de la poussière » –, et le regrette de l'autre : « Il vaut mieux être dans le centre-ville pour mendier. Ici, les gens sont pauvres. » Ghulsum aimerait être institutrice, peut-être pour compenser le fait que, dans son école de filles, il n'y a qu'une seule maîtresse pour cinq classes.

Malgré l'école, Moubarak, Ali et Ghulsum affirment tous vouloir retourner à Mazar-e-Charif pour travailler. « Je pourrais vendre des cigarettes », explique Moubarak. « Si on a du travail, on mange. Sinon, il n'y a rien dans notre assiette », confie Ghulsum. Il n'est que 6 heures du matin, mais déjà, dans la petite pièce aux feuilles de plastique déchirées en guise de vitres, les couvertures sont soigneusement empilées dans un coin sur deux minces matelas qui servent à tous. Dans une vieille bouilloire cabossée, posée sur quatre pierres en carré, qui protègent le feu, l'eau du thé bout. Dès l'école finie, les deux garçons vont à la recherche du petit bois, pour la maison d'abord et pour le vendre quand la récolte est bonne.

Nour Bibi, la mère, est partie à la clinique voisine avec les deux derniers. Amir, 6 mois, le dernier enfant de la famille, souffre de malnutrition. « Il dort toute la journée », confie Daoud Shah. « Nous l'avons déjà emmené deux ou trois fois à l'hôpital, mais ils ne veulent pas le garder », ajoute-t-il. L'odeur des eaux usées autour de la maison envahit tout. Kaboul croule sous le poids des nouveaux arrivés et les infrastructures détruites par vingt ans de guerre sont loin de pouvoir répondre aux besoins élémentaires de la population.

Dans ces quartiers défavorisés, les régimes passent, mais la misère reste, et, un an après la chute des talibans, Daoud Shah a toujours autant de mal à nourrir sa famille. Le 1^{er} septembre, lui et les siens ont dû quitter leur maison, récupérée par les propriétaires.

Françoise Chipaux

IL Y A UN AN, DANS O 1 2 3

La piste d'Oussama Ben Laden

DANS L'HISTOIRE du terrorisme international des cinquante dernières années, la déferlante d'attentats qui a frappé les Etats-Unis, mardi 11 septembre, est inédite. Elle traduit une organisation et une infrastructure qu'aucun des mouvements appartenant à la nébuleuse terroriste ou dite telle n'avait révélées à ce jour. Aucun de ces mouvements n'était même soupçonné d'en être capable. Des responsables

américains, parlant sous couvert d'anonymat, n'ont pas exclu, mardi, la piste d'Oussama Ben Laden, ce multimillionnaire d'origine saoudienne réfugié en Afghanistan, que Washington tient pour son ennemi public numéro un et pour le principal financier du terrorisme islamiste. Le combat de Ben Laden est transfrontalier et son pivot n'est pas la question de la Palestine, mais un anti-américanisme aussi

farouche que déterminé. Le mouvement Al-Qaida (la Base), cette nébuleuse de formations islamistes de diverses nationalités, essentiellement composée d'« anciens » d'Afghanistan qu'il dirige, n'avait néanmoins, à ce jour, jamais déployé une capacité de coordination et d'« efficacité » aussi redoutable.

Mouna Naim
(13 septembre 2001.)

EN LIGNE SUR lemonde.fr



à L'attentat contre le World Trade Center en animation flash. Les événements du 11 septembre

reconstitués quart d'heure par quart d'heure, du raid contre les tours jusqu'à leur effondrement.

à Les projets de reconstruction du site et de réaménagement de Lower Manhattan à visualiser sur lemonde.fr

à Un forum de discussion sur la guerre annoncée contre l'Irak.

CONTACTS

RÉDACTION

21 bis, rue Claude-Bernard, 75242 Paris Cedex 05. Tél : 01-42-17-20-00 ; télécopieur : 01-42-17-21-21 ; télex : 202 806 F

ABONNEMENTS

Par téléphone : 01-44-97-54-54

Sur Internet : <http://abo.lemonde.fr>

Changement d'adresse et suspension : 0-825-022-021 (0,15 euro TTC/min)

INTERNET

Site d'information : www.lemonde.fr

Site finances : <http://finances.lemonde.fr>

Site nouvelles technologies : <http://interactif.lemonde.fr>

Guide culturel : <http://aden.lemonde.fr>

Marché de l'emploi :

<http://emploi.lemonde.fr>

Site éducation : <http://educ.lemonde.fr>

Marché de l'immobilier :

<http://immolemonde.fr>

TÉLÉMATIQUE

3615 lemonde

DOCUMENTATION

Sur Internet : <http://archives.lemonde.fr>

COLLECTION

Le Monde sur CD-ROM :

01-44-09-43-21

Le Monde sur microfilms :

03-88-71-42-30

LE MONDE 2

Abonnements : 01-44-97-54-54

En vente : « Messier, l'histoire vraie ».

Le Monde

www.lemonde.fr

Dès le 5 octobre, retrouvez avec Le Monde, le meilleur du New York Times.

La sélection en V.O. du New York Times, chaque samedi avec Le Monde, daté dimanche - lundi.

